



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

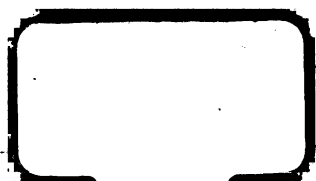
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

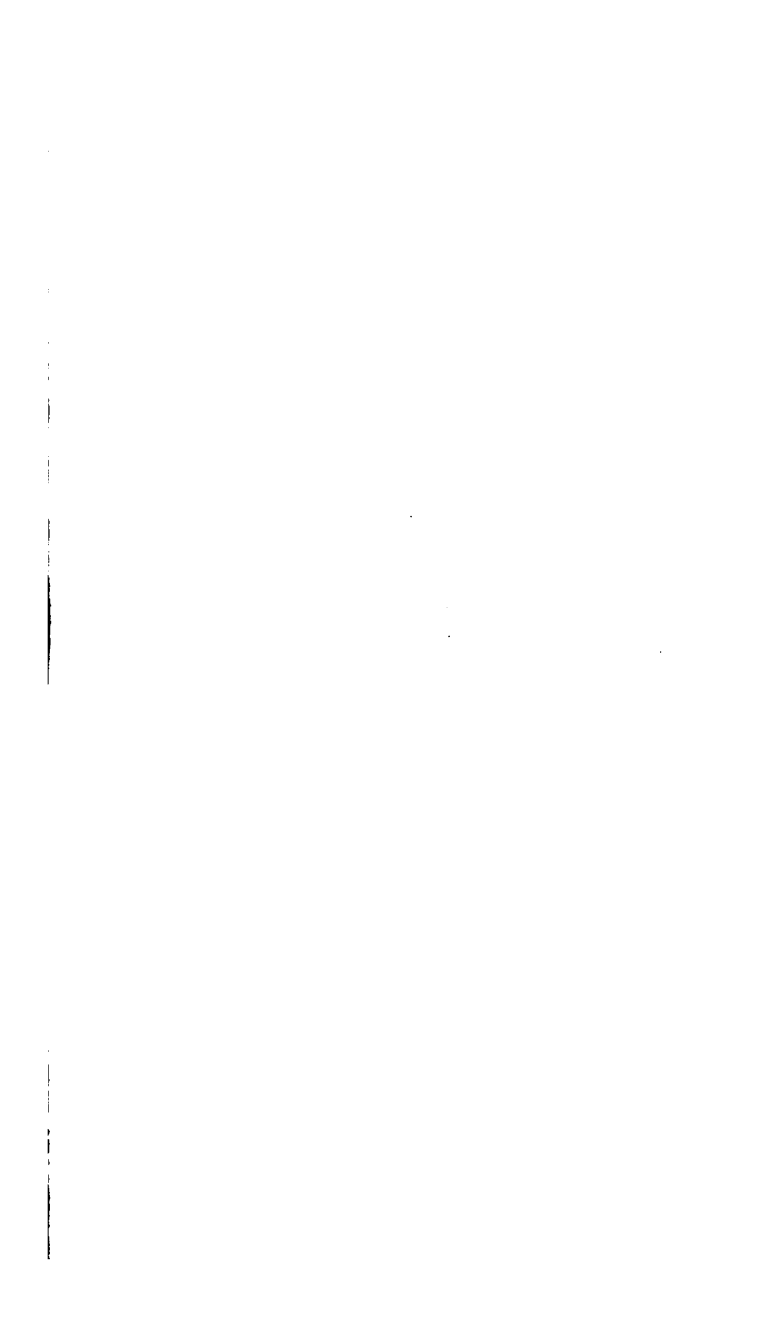
À propos du service Google Recherche de Livres

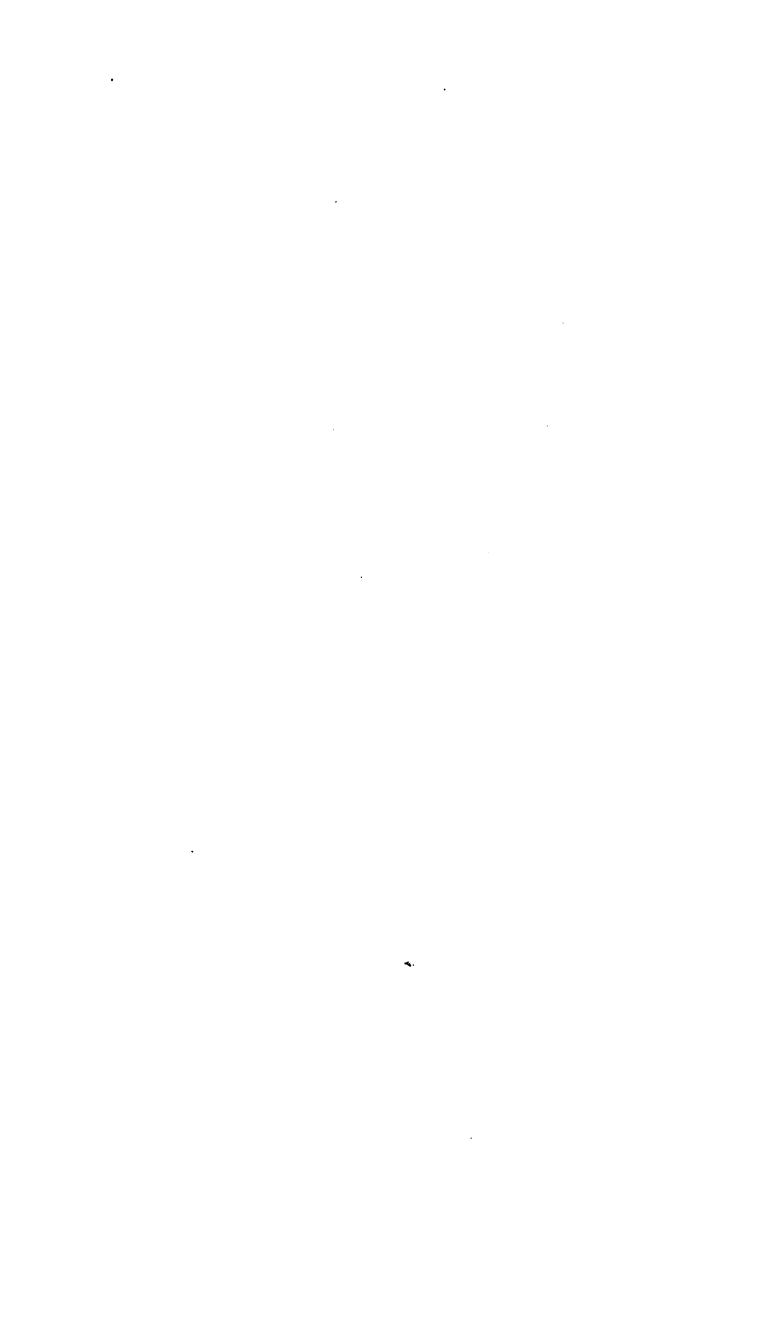
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



DAF
Velly,

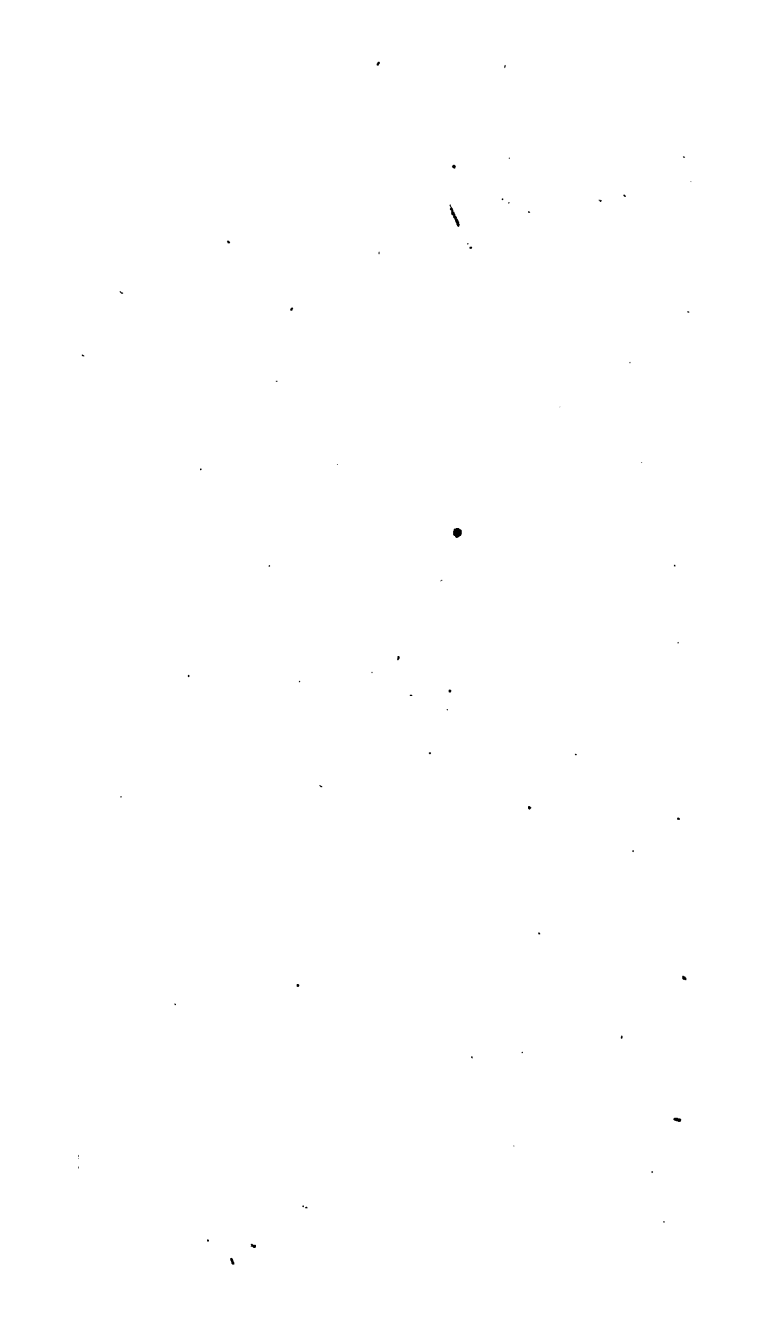






VERLY
DAF

~~11440~~

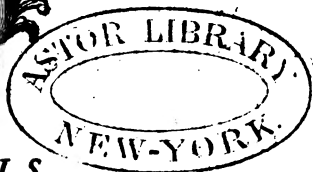


HISTOIRE D E FRANCE

DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DE LA
MONARCHIE JUSQU'AU REGNE
DE LOUIS XIV.

Par M. VILLARET.
TOME NEUVIEME.

Le prix, ; liv. relié.



A PARIS.

Chez DESAINT ET SAILLANT, rue Saint
Jean de Beauvais, vis-à-vis le
Collège.

M. DCC. LXI.

Avec Approbation & Privilège du Roi.

2000-2001
2002-2003
2004-2005

MONSIEUR l'abbé Velly en écrivant l'histoire de la nation , s'étoit proposé un plan sous lequel on ne l'avoit point encore envisagée jusqu'à présent. La plupart de nos historiens , uniquement attachés au récit des grands événemens , au détail des guerres , des traités , & des révolutions qui en ont été les suites , ont paru regarder tout autre objet comme étranger à leur travail. Nous serions plus instruits , & peut-être meilleurs que nous ne le sommes , si dans le même tems qu'ils traçoient les victoires , les défaites , les négociations , ouvrages malheureusement trop répétés de la politique ou de la violence , ils avoient suivi la marche de l'esprit humain , les progrès successifs des vices & des vertus , le développement des lumières , & les avantages qui en peuvent résulter pour le bonheur de l'humanité.

Il faut convenir cependant que cet oubli n'est pas un défaut particulier à nos écrivains : ceux des autres nations , sans en excepter les plus célèbres , ne nous ont gueres transmis que les exploits militaires de leurs compatriotes.

Si quelquefois il leur arrive de peindre les mœurs, ce n'est jamais celles de la patrie qui étoient sous leurs yeux qu'ils pouvoient rendre avec fidélité, mais des mœurs étrangères dont ils n'étoient instruits que superficiellement. Ce qui n'a pas peu contribué à ne nous donner que de fausses idées des peuples anciens, par l'habitude où nous sommes de ne les considérer que les uns à la main, ou dans les occasions éphémères. De-là cette admiration aveugle pour ce qui est éloigné de nous, et qu'il seroit inutile de combattre, si ce mépris pour son siècle n'en étoit pas une pernicieuse conséquence. C'est à l'esprit philosophique de ces derniers tems que nous sommes redevables des premiers écrits dans le genre historique, où l'on se soit attaché à faire connoître les hommes : & s'il étoit permis d'en hazarder un seul exemple, on oseroit assurer qu'il est mieux instruit du génie & du caractère des Romains après avoir lu *la grandeur & la décadence* de leur empire, que l'illustre Montesquieu, qu'en parcourant la plupart des historiens de l'ancien Rome.

Il seroit superflu de répéter dans ce discours préliminaire le dessein de l'ouvrage annoncé dès son commencement.

V

ment. C'est l'exécution en partie du vaste projet conçu par monseigneur le duc de Bourgogne, auguste & vertueux pere du meilleur des monarques. Ce respectable prince, dans la vûe de se remplir des connoissances relatives au gouvernement, vouloit joindre au détail exact & circonstancié de l'état actuel des provinces, un abrégé historique de nos loix, de nos mœurs & de nos usages, de nos découvertes plus ou moins rapides dans les arts & dans les sciences, & des divers établissemens qui en ont été les fruits; un ouvrage en un mot où ces objets instructifs incorporés pour ainsi dire à l'histoire générale, & marchant d'un pas égal avec les événemens, pussent mettre à chaque instant le lecteur à portée de comparer les François avec eux-mêmes, en rapprochant les changemens survenus dans la législation, dans le génie des peuples, dans leur caractère, dans la forme du gouvernement : variations qu'on ne peut justement apprécier sans remonter aux principes d'où elles émanent.

M. le comte de Boulainvilliers entreprit d'exécuter ce projet, en ce qui concernoit la nation représentée par les états-généraux. Il ne nous appartient pas de décider si cet écrivain célèbre

ne s'est pas laissé entraîner par trop de prévention en faveur d'un ordre : les droits respectables sans doute doivent pas donner l'exclusion aux autres citoyens , non moins utiles à l'harmonie de la société. Quoi qu'il soit , cet ouvrage , soutenu d'un noble , semé de réflexions hardies , traits lumineux , ne remplissoit pas pendant l'objet d'une histoire aussi complète que celle dont M. l'abbé Vell traça le dessein. Après avoir débrouillé le cahos de nos premières Dynasties & avoit trouvé l'art de rendre aussi agréable qu'instructif , il commençoit à s'approcher des siècles où les monuments devenus moins rares , s'ils augmentent la difficulté du travail , procurent même-tems la satisfaction d'écrire avec plus de certitude. Chaque volume qu'il donnoit , acquéroit un degré d'importance & d'utilité à son ouvrage. Il remplissoit cette intéressante carrière avec un succès proportionné à son mérite , lorsqu'une mort imprévue l'arrêtant au milieu de sa course , priva la société d'un citoyen estimable à tous égards , & la littérature d'un écrivain destiné par son talens à en faire l'ornement. Quoiqu'il n'eusse pas le bonheur de le connoître particulièrement , je partageai avec

public les justes regrets qu'excitoit la perte d'un homme que la douceur du caractère, l'amenité de l'esprit, la droiture de l'ame, la pureté des mœurs, l'assiduité au travail & le génie rendoient également cher à la nation & à ses amis. Je supplie ce même public d'excuser la liberté que je prens de l'arrêter un moment sur quelques réflexions qui me concernent : je les aurois supprimées sans la nécessité presque indispensable de justifier à ses yeux la hardiesse de mon entreprise. M. l'abbé Velly n'étoit plus, personne ne s'offroit à continuer l'ouvrage qu'il avoit si heureusement commencé. J'osai me présenter, peut-être sans trop consulter mes forces. Employé pendant plusieurs années sous les ordres d'une cour souveraine où j'avois eu l'occasion d'examiner une grande partie des chartres & des plus anciens monumens de notre monarchie, je me crus en état, à l'aide de ces premières clartés, de marcher sur les traces de mon prédécesseur. Bien-tôt effrayé par les difficultés que je voyois se multiplier dès mes premiers essais, j'étois prêt d'y renoncer. L'amitié vint au secours de ma timidité. J'avois fait part de mon projet à M. Capperonnier de l'Académie des belles-lettres, garde de la bibliothèque de sa majesté.

Lorsque je voulus abandonner mon sein , loin de se prêter aux motifs de juste crainte , il m'encouragea , & pressantes exhortations m'inspirerent peu plus de confiance. Je travaillai gu par ses conseils : aux lumières qu'il communiquoit, il joignoit l'utile secours de m'indiquer les sources où je devais puiser. Dépositaire de la bibliothèque plus précieuse confiée à ses soins , il étoit plus à portée que personne de me fournir les matériaux nécessaires. Je n'interai pas sur ce dernier service , qu'il fait un plaisir honorable de rendre tous ceux qui cultivent les lettres. C'est aux lecteurs à juger si j'ai su tirer quelque profit , & de la munificence libérale , & du zèle de mon ami , qui ne prendra qu'avec le public l'homme que je rends ici à la reconnaissance & l'amitié. Cet avant-propos est presque la seule partie de mon travail sur laquelle je ne l'aie pas consulté.

Comme il ne seroit pas juste de laisser soupçonner mon prédécesseur des fautes qui peuvent m'être échappées , je suis obligé d'avertir que l'histoire de France commencée par M. l'abbé Velly finit inclusivement à la page 226 du huitième volume.



HISTOIRE DE FRANCE.

JEAN II.



A dureté des regnes précédents préparoit depuis longtemps une révolution générale dans les mœurs & dans le génie de la nation. Les rois uniquement occupés du soin de rétablir l'autorité souveraine, avoient formé des entreprises souvent contredites, quelquefois heureuses, qui sembloient n'avoir pour objet que d'assurer les prérogatives de la couronne; mais en voulant affermir leur puissance, ils avoient négligé d'en régler l'usage. Les progrès de cette puissance furent trop rapides,

Tome IX.

A

ANN. 1350.

ANN. 1350. pour qu'elle pût recevoir une fo
 constante par le contrepois d'une
 économie. Les peuples à peine se
 de l'esclavage étoient encore m
 éclairés sur la nature de leurs de
 Incapables de discerner les limites
 cises qui séparent la liberté de la li
 ce, on les verra bientôt s'armer co
 l'autorité souveraine, de cette m
 liberté qu'elle leur avoit accordée.
 noblesse mécontente des rois dont
 tes les démarches tendoient à l'ab
 ser & à l'assujettir, impatiente du j
 qu'on vouloit lui imposer, déplo
 en secret la perte de ses anciens pr
 lèges : elle ne voyoit qu'avec indig
 tion les peuples affranchis former c
 l'état un corps dont le crédit balan
 au moins le sien par son influence c
 les délibérations publiques. Le c
 de ces deux ordres divisés d'int
 avoit été suspendu moins par p
 tique que par l'ignorance de leurs
 ces respectives. Un gouvernement
 ble devoit nécessairement faire écl
 l'orage qui s'étoit grossi par la c
 trainte d'une administration violen
 C'est dans ces circonstances danger
 ses que Jean monta sur le trône. H
 tier des états & des défauts de

pere, à l'imprudence, à la témérité, à l'humeur inflexible de ce prince, il ajouta une prodigalité aveugle, & toute la foiblesse d'un esprit borné.

ANN. 1350.

Philippe de Valois avant que de mourir avoit paru reconnoître ses fautes : ses remontrances à ses enfans au lit de la mort annoncent ses regrets & la condamnation de sa conduite passée : foibles & tardifs témoignages d'une conscience qui ne se réveille qu'aux derniers cris de la justice, comme si c'étoit la première fois qu'ils se fussent fait entendre ! » Il leur recommanda qu'ils eussent à garder la concorde entre eux, à faire la paix si l'on pouvoit, à maintenir l'ordre de la justice, sur-tout à soulager les peuples, & autres belles choses, dit Mezerai, que les princes recommandent plus souvent à leurs successeurs, en mourant, qu'ils ne les pratiquent en leur vivant.

Le nouveau monarque rendit les devoirs funebres à son pere, dont le corps fut inhumé à saint Denis dans un tombeau placé au côté gauche du grand autel : les entrailles de ce prince, suivant ses dernières dispositions, furent enterrées dans l'église des Do-

4 HISTOIRE DE FRANCE.

ANN. 1350. miniquains de la rue saint Jacques Paris, & le cœur fut porté au couvent des Chartreux de Bourg-Fontaine Valois.

Couronnement du Roi.

Les préparatifs nécessaires pour le sacre en retardèrent la cérémonie. Le roi & la reine furent couronnés le vingt-six septembre. Ce même jour Jean armé chevalier, Charles dauphin, le comte d'Anjou, & Louis comte d'Alençon ses enfans, le duc d'Orléans son frère & Philippe duc de Bourgogne fils de la reine Jeanne son épouse : il accorda aussi le même honneur aux comtes de Flandres & de Dammartin, au vicomte de Touraine neveu du Pape, au comte de Flandres & à plusieurs princes & seigneurs, entr'autres à Jean d'Orléans fils du malheureux Robert d'Orléans, qui sous le regne précédent a été enveloppé dans la disgrâce de son père.

Le roi célébra la cérémonie de couronnement & de l'ordre de chevalerie conféré aux princes & aux grands de l'état, avec une magnificence surpassa tout ce qui avoit été pratiqué par ses prédécesseurs : le luxe des habillemens qui depuis quelque t

avoit fait des progrès excessifs , rendoit ces sortes de fêtes fort dispendieuses. Le roi faisoit tous les frais de ces grandes solemnités , que la multitude des récipiendaires portoit à des sommes prodigieuses *.

ANN. 1350.

Philippe duc d'Orléans avoit cédé à Charle son neveu les droits qu'il avoit sur le Dauphiné par le premier transport que le dauphin Humbert lui en avoit fait , ainsi qu'on a dû l'observer sous le regne précédent. Lorsque l'acquisition de cette province fut consommée en faveur de Charle & de ses successeurs , il avoit été réglé que le duc d'Orléans seroit indemnisé de la renonciation absolue qu'il fit pour lors à ses prétentions. Philippe de Valois dans les derniers jours de sa vie avoit réglé cette indemnité , en ordonnant que Philippe duc d'Orléans son second

Spicil. contin. de Nangis.

* On fournissoit à tous les princes & seigneurs admis par le monarque à la profession des armes, non-seulement les habits nécessaires pour représenter, soit comme écuyers la veille , soit comme chevaliers le jour de leur réception ; mais encore une double tenture & garniture générale de tout ce qui servoit à meubler les plus riches appartemens ; car il étoit de l'ordre que les récipiendaires fussent logés en particulier chacun dans des chambres séparées & différemment meublées pour la veille & pour le jour de la cérémonie. On employoit pour ces meubles & habillemens les fourures les plus exquisés & les étoffes les plus précieuses d'or & de soye.

ANN. 1350.

le fils auroit en augmentation d'appar le comté de Valois, dont lui-même avoit porté le titre avant que de venir à la couronne. Dès que Jean monta sur le trône, il investit son frere de ce comté.

La cour partit de Reims & arriva à Paris, où le roi fit son entrée le 6 octobre. La capitale dans la réception de son souverain étala toute la pompe dont le génie de la nation étoit susceptible dans ces tems de grossièreté & d'ignorance, où une profusion de richesses, de choix & une abondance d'ornemens mal-entendus tenoient lieu de la délicatesse & du goût qui manquoient à nos ayeux. Toutes les rues de la ville

*Chron. MS.
du roi Jean d.
la bibliothé-
que du roi.*

dit une ancienne chronique, étoient tapissées d'étoffes de diverses couleurs. Les artisans des différens corps de métiers, distribués suivant leurs classes, étoient revêtus d'habits uniformes. Les bourgeois de Paris formoient un corps particulier, ils portoient toutes des robes de la même couleur. Les Lombards & usuriers, dont malheureusement la ville abondoit pour lors, signalèrent en cette occasion: ils étoient tous habillés de robes de soie de diverses couleurs, & portoient sur leurs têtes

des chapeaux (*hauts agus*) à pointe
exhaussée, semblables à leurs habits. ANN. 1350.

Tous les habitans ainsi partagés en plusieurs troupes, les unes à pied les autres à cheval, allèrent au-devant du roi, qui entra dans Paris au son des instrumens, traversa le grand pont, aujourd'hui nommé le pont au change, & vint loger à l'hôtel de Nesle^a. Les réjouissances durèrent pendant huit jours.

Aussi-tôt que le pape eut été informé de la mort de Philippe de Valois, il écrivit aux deux rois de France & d'Angleterre pour les exhorter à la paix. Edouard toujours constamment attaché aux maximes de politique qu'il s'étoit prescrites dès le commencement de son regne, parut se prêter de bonne grace aux invitations du saint Pere : mais toute cette bonne volonté aboutit à une confirmation de la trêve conclue sous le regne précédent, trêve

*Rym. a2.
pub. tom. 3.
part. 1. pag.
56. 60. 68. 69.
72. & 73.
Chambre
des Comptes,
mémoires C.
fol. 145.*

^a Cet hôtel étoit sur le bord de la Seine où fut construit l'hôtel de Nevers dans la suite, à peu près dans le même terrain dont le collège de Mazarin & l'hôtel de Conty occupent aujourd'hui une partie. Il faut distinguer cet hôtel de Nesle d'un autre du même nom qui subsistoit dans le même tems. Ce second hôtel étoit situé au lieu même où depuis fut construit l'hôtel de Soissons qu'on vient de démolir en 1747.

 ANN. 1350.

qui fut prorogée à diverses reprises jusqu'à trois années.

La situation des affaires étoit toujours la même : le monarque Anglois ne perdoit pas de vue l'exécution de ses projets. Son ambition ne paroît se reposer que pour reprendre nouvelles forces ; & pour le malheur de la France , le caractère du roi , violent , soupçonneux & vindicatif , n'étoit que trop capable de seconder par ses desseins dangereux ce redoutable ennemi.

Hostilités
en Bretagne.
D'Argenson
tré hist. de
Bretagne.

La prorogation de la trêve entre les deux couronnes ne suspendoit les hostilités en Bretagne : elles étoient toujours aussi vives , quoique depuis la défaite & la prise de Charles de Blois à la bataille de la Roche de Rien , la guerre ne fût plus soutenue que par la comtesse de Penthievre son épouse & la veuve de Montfort. Les Anglois maîtres de la Roche de Rien dévoloient par des ravages continuels les environs de cette ville , sous prétexte que les habitans avoient favorisé le parti de Charles de Blois : ils commirent tant de cruautés que les paysans désespérés se rassemblèrent en armes car tout étoit devenu soldat dans

tems de guerres & de brigandages : ils entourerent la place dans la résolution de l'emporter à quelque prix que ce fût. Ils furent encore encouragés par la jonction de la noblesse de la province , & par la présence de Pierre de Craon , seigneur Breton , & d'Antoine Doria , Genois , que le roi leur envoya accompagnés de plusieurs hommes d'armes. La garnison Angloise soutint les premieres attaques avec assurance ; mais en peu de jours les assauts consécutifs qu'on livroit à la place , firent perdre aux ennemis l'espoir de la pouvoir défendre : ils demanderent à capituler , mais les assiégeans étoient si animés contre eux qu'ils refuserent de les recevoir à composition. Les attaques recommencerent avec plus de fureur : au plus fort de l'assaut Pierre de Craon suspendit au bout d'un bâton une bourse de cinquante écus , & promit de la donner à celui qui le premier entreroit dans la ville : ce prix proposé redoubla l'ardeur des assaillans ; cinq Genois s'étant avancés jusque sous les murailles abbatirent 50 pieds du mur par le moyen de la sappe & pénétrèrent dans la place : ils furent suivis par les trou-

ANN. 1350.

 ANN. 1350.

pes qui entrèrent par la breche , passant au fil de l'épée tout ce qui se presenta sur leur passage. La ville livrée au pillage , & suivant les funtes loix de la guerre , les habitans furent massacrés sans distinction d'âge ni de sexe. Deux cents cinquante Anglois se sauverent dans le château , ils furent investis dans le momer & forcés en peu d'heures de se remettre à la discrétion des vainqueurs , condition qu'ils auroient la vie sauve mais malgré la promesse qu'on leur avoit faite , il ne fut pas possible de les garantir de la fureur du peuple ceux qui étoient chargés de les escorter les conduisirent jusqu'au château neuf de Quintin , où les bouchers charpentiers & autres artisans se jetterent sur eux , & les massacrèrent indistinctement.

Froissard.

Cette victoire , qui releva le parti de la comtesse de Penthievre , épouse de Charle de Blois , fut bien-tôt suivie d'un nouveau succès. Raoul d'Caours , à la tête de six vingts hommes d'armes , passa devant la ville d'Auray. Thomas Dagorne , Anglois , qui commandoit dans la place pour la comtesse de Monfort , sortit pour le combattre

il fut entièrement défait , & perdit la Ann. 1350.
 vie dans cette action , où plus de cent
 hommes d'armes du côté des Anglois
 demeurèrent sur le champ de bataille.

Toutes ces petites expéditions qui D'Argentré.
 ne terminoient point cette longue &
 sanglante querelle , ne servoient qu'à
 entretenir & à redoubler la fureur des
 deux partis : les Anglois sur-tout n'é-
 paragnoient personne. Les cultivateurs
 étoient forcés d'abandonner les cam-
 pagnes devenues le théâtre du meurtre
 & du ravage. Depuis la désolation du
 royaume par les incursions des Nor-
 mands sous le déclin de la seconde
 race , on ignoroit la barbare coutume
 d'exterminer les gens sans défense , &
 de dévalster les terres : ce ne fut que
 dans cette guerre cruelle qu'on renou-
 vella ce genre de destruction inconnu
 aux généreux guerriers des régnes de
 Philippe-Auguste & de saint Louis.
 Cette maniere d'exercer les hostilités
 excitoit l'indignation de la noblesse ,
 & fut l'occasion principale de ce com-
 bat tant célébré par les auteurs Bretons.

Richard Brembro , capitaine An-
 glois, commandant de la garnison de
 Ploermel, brûlant du desir de venger la
 mort de Thomas Dagorne son compa-

Combat des
 trente.
Argentré
hist. de Brez.

 ANN. 1350.

gnon d'armes, tué devant Auray, porta la terreur & le ravage dans tous les environs, massacrant indistinctement marchands, les artisans & les laboureurs. Le seigneur de Beaumanoir qui pour lors étoit à Josselin, à deux lieues de distance de Ploermel, entreprit d'arrêter ou de suspendre le cours de ces désordres. Il alla trouver Richard Brembro sous la sûreté d'un sauf-conduit. Dans cette entrevûe le seigneur Breton représenta au commandant Anglois, qu'il étoit indigne d'un si vaillant chevalier de faire *mauvaise guerre*, en attaquant, non ceux qui portoient les armes, mais les artisans, laboureurs, & autres gens incapables de se défendre; qu'un brave guerrier épargnoit les cultivateurs de la terre, & que si l'Anglois vouloit mériter ce titre, il ne devoit combattre que contre ceux qui avoient les armes à la main, & non contre des passans hors d'état de lui résister. Le seigneur Anglois crut son honneur blessé par ces reproches qui n'avoient que peu de fondement. Il répondit à Beaumanoir avec hauteur, affectant d'élever sa nation au-dessus des Bretons, disant qu'il ne parla qu'avec mépris, en disant

qu'il ne leur appartenait pas de se *parangonner*^a aux Anglois. Beaumanoir soutint avec une noble fierté l'honneur de toute la noblesse Bretonne insultée par les bravades de Brembro. Ce pour-parler, loin de concilier un accommodement, se termina par un défi donné par le seigneur Breton, & accepté par l'Anglois. Ils convinrent de se trouver à certain jour accompagnés chacun de vingt-neuf chevaliers, dans le dessein de décider leur querelle les armes à la main. Le lieu du rendez-vous fut indiqué près d'un chêne qui se trouvoit placé à moitié du grand chemin entre Ploermel & Josselin. Ces rivaux de gloire furent exacts à l'assignation, & se rendirent au jour marqué, le samedi veille du Dimanche *Latere*, de l'an 1350. L'historien de Bretagne nous a conservé les noms des combattans.

ANN. 1350.

^a comparer.

Les chevaliers du parti de Beaumanoir étoient le sire de Tinteniach, Yve Charruel, Huon de Saint Yvon, Olivier Artel, Jean Rouffelet, chevaliers; Guillaume de Montauban, Tristan de Pestivian, Robin de Beaumont, Alexandre Fardet, Haterel, Geoffroi ou Gui de Rochefort, Robin de Ragueneil, Karo de Bodegat, Geof-

ANN. 1350.

froi Dubois, Olivier de Kaerenrais, Geoffroi de la Roche, Geoffroi de Beaucorps, Jeannot de Serens, Huet ou Morice de Trezuiguidi, Morice & Gelin d'Entraguy, Guillaume de la Lande, Olivier de Monteville, Simon Richard, Geoffroi Poulard, Alain de Tinteniach, Alain de Kaerenrais, Loys Goyon, Guyon de Pont-blanc, Morice Duparc, Ecuyers. Selon quelques auteurs, il faudroit retrancher deux combattans de ceux dont nous venons de donner les noms, pour substituer à leur place deux freres de la maison de Fontenay, qu'on assure avoir été du nombre des chevaliers choisis par Beaumanoir pour soutenir en cette journée la gloire de la Bretagne.

Ceux qui combattirent avec Brembro, étoient Robert Knolle, Croquart, Hervé de Lexvalen, Jean Plefanton, Richard le Gaillard, Hugue son frere, Jeannequin Taillard, Repesfort, Richard de la Lande, Thomelin Billefort, (ce Thomelin se servoit dans les batailles d'un maillet de plomb du poids de vingt-cinq livres) Hucheton Clervaban, qui étoit armé d'un fauchart crochu taillant des deux côtés, (ces sortes d'armes commen-

soient à n'être plus en usage) Gautier l'Allemand, Jeannequin de Gamehoup, Hanequin Herouart, Jeannequin le Marechal, Thomelin Houthon, Hue, ou Hugue de Caurelée, ou de Caverlay, Knolles, Robinet, Malipas, Yfray ou Isaunay, Jean Troussel. Quatre chevaliers Bretons, nommés Perrin de Camaleon, Jean le Gaillard, Raoulet, Prevôt & Dardaine, augmentèrent le nombre des guerriers de la compagnie de Brembro, & n'eurent pas honte de combattre pour une querelle où il s'agissoit, non de l'intérêt des deux partis de Montfort & de Blois, mais de l'honneur de la nation Bretonne. On ne devoit admettre à cette partie que des gentilshommes; cependant comme Brembro ne put remplir le nombre prescrit de trente, il prit pour le compléter un soldat de condition roturière, nommé *Hulbitée*.

Ce combat se donna en présence de toute la noblesse de la contrée, qui obtint des sauf-conduits pour y assister. Avant que de donner le signal de la bataille, Brembro qui avoit disposé & arrangé les chevaliers de son parti, se promettant une victoire complète

ANN. 1350. sur la foi d'une prophétie de Merlin où il étoit marqué qu'il devoit ce jour même obtenir un triomphe assuré, détacha de sa troupe, & s'avança au milieu du champ. Quelque certain qu'il fût du succès de cette journée sur la prédiction de Merlin, il fit appeler Beaumanoir, auquel il dit qu'il croyoit ce combat irrégulier, attendu qu'il avoit été indiqué sans le congé des princes, ajoutant qu'il étoit plus à propos de remettre la partie à une autre fois. Beaumanoir lui répondit qu'il s'avisoit trop tard; & que puisqu'il avoit pris la peine de venir, il ne se retourneroit point *sans mener les mains & sçavoir qui avoit la plus belle amie* (car la beauté de l'amie étoit la préférence favorite de nos anciens champions d'honneur) que cependant il en alloit conférer avec ses compagnons, qui furent du même avis que leur commandant, insultant par des railleries amères la réflexion tardive de l'Anglois. Brembro cependant insistoit encore en disant, que quand tous les combattans périroient, la querelle des princes ne seroit pas décidée : à quoi Beaumanoir répliqua que dans ce combat il étoit question, non de la qu

relle des princes , mais de l'honneur de leur nation. *C'est folie de combattre*, Ann. 1350. disoit Brembro ; *car quand nous serons morts , toute la Bretagne ne recouvrera pas de tels hommes.* Beaumanoir aussi modeste qu'intrépide , lui repartit que quoiqu'il eût avec lui de braves chevaliers , cependant les seigneurs les plus considérables du parti n'y étoient pas , tels que les Laval , les Montforts & les Loheacs. Alors sans vouloir entendre davantage les représentations de l'Anglois , il rejoignit sa troupe , & donna le signal du plus terrible combat qu'on eût encore vû dans tout le cours de cette guerre , qui passa même en proverbe ; car long-tems après , lorsqu'on faisoit le récit d'une action vive & meurtrière , on disoit qu'il n'avoit jamais été combattu si vaillamment depuis la bataille des trente. Selon la plus commune opinion , les chevaliers des deux partis combattirent à pied , à la réserve de Guillaume de Montauban , à qui la permission de combattre à cheval fut accordée. Tous les écrivains se sont conformés à l'historien de Bretagne , qui lui-même cependant n'en paroît assuré sur aucun témoignage digne de foi. Si je ne crai-

 ANN. 1350.

gnois de blesser le sentiment général
 j'oserois affirmer que le combat se
 à cheval : je ne puis au moins me dis-
 penser de rapporter ici sur quel fonde-
 ment j'appuie cette conjecture. Tous
 les combats particuliers entre che-
 valiers s'étoient toujours décidés à che-
 val, & se décidèrent long-tems enco-
 après de la même manière. D'Arge-
 tré qui a écrit l'histoire de Bretagne
 deux siècles après cet événement, &
 qui dit que l'on combattit à pied, s'appuie
 en cela une tradition populaire : il
 peut cependant s'empêcher d'avouer
 qu'il a lu une ancienne histoire
 vers composée par un auteur con-
 temporain, qui paroît faire entendre qu'on
 combattit à cheval. Il n'allégué aucune
 autorité pour détruire ce témoignage
 il se contente de dire que quelques-
 uns des chevaliers combattirent avec
 des armes dont les cavaliers ne se ser-
 voient pas ordinairement ; mais il est
 également obligé de convenir qu'il
 d'autres employèrent aussi des armes
 inusitées dans les combats à pied.
 D'ailleurs il n'étoit pas naturel qu'on
 eût accordé le privilège de se battre
 à cheval au seul Guillaume de Monta-
 ban, qui se servit de cet avantage pour

déterminer la victoire en faveur de son parti, ainsi que l'événement va nous le démontrer. ANN. 1358.

La fortune parut se déclarer pour les Anglois au commencement du combat par la prise d'Yve Cherruel & de Tristan de Pestivian, & par la mort de Rouffelet. Melot & Poulart, deux autres chevaliers du même parti, furent blessés; mais la valeur de Beaumanoir soutint le courage des Bretons. On se battit de part & d'autre avec un acharnement sans exemple, jusqu'à ce que les combattans également fatigués suspendirent leurs coups pour reprendre haleine & se rafraîchir. Après un court intervalle, ils revinrent à la charge. Brembro s'élança sur Beaumanoir dans le tems qu'Alain de Kaerenrais le prévint en le renversant d'un coup de lance dans le visage; & Geoffroi Du bois lui ayant passé son épée au travers du corps, lui coupa la tête^a. La mort du

^a Mezerai qui rapporte ce combat dans son abrégé chronologique, marque en note que du Guesclin se battit une autrefois contre Brembro & le tua, c'est une erreur : celui qui portoit ce nom de Brembro, & que du Guesclin tua en combat singulier pendant le siège de Rennes, n'est pas le même, il s'appelloit Guillaume Brembro parent de Richard Brembro qui perdit effectivement la vie à la bataille des trente. *Vid. d'Argentré hist. de Bretagne liv. 8. ch. 34. Froissard; la vie de Bertrand du Guesclin MS.*

ANN. 1350.

commandant jetta la terreur parmi les Anglois. Croquant, soldat de fortune, les ranima par son exemple & ses discours. *Ecoutez, compagnons, leur dit-il, ne vous attendez pas aux prophéties de Merlin, car à grand peine les peut-on croire pour cette fois : le remède est de se serrer, tenir ferme & bien combattre.* La troisième reprise fut encore plus furieuse que les deux premiers assauts. Ce fut sur la fin de ce combat que Beaumanoir, qui avoit été blessé, pressé par la soif, demanda à boire. *Beaumanoir, bois de ton sang, lui cria Geoffroi Dubois, ta soif se passera.* A ces mots il rentra au combat, dont l'acharnement redoubloit, loin de diminuer. Jusqu'alors les Anglois se tenant étroitement serrés, avoient soutenu les efforts de leurs adversaires, lorsque Guillaume de Montauban, qui probablement s'étoit retiré du combat pour quelques momens, remonta à cheval, prit sa lance, & feignit de s'éloigner. *Faux & mauvais chevalier, s'écria Beaumanoir, où vas-tu ? Il te sera reproché à toi & à ta race à jamais.* *Fais bien ta besogne, lui répondit Montauban, de mon côté je ferai mon devoir.* En disant ces mots, il poussa son

cheval à toute bride ; & prenant les Anglois en flanc , il les rompit , & en renversa sept par terre du premier choc. Les Anglois étant ouverts par cette irruption subite, les Bretons pénétrèrent, & acheverent de les tailler en pièces.

ANN. 1350.

On peut voir par ce récit , que s'il est vrai qu'on combattit à pied , la gloire que la noblesse Bretonne acquit en cette fameuse journée , seroit dûe au cheval de Guillaume de Montauban , supériorité que les Anglois n'auroient pas manqué de reprocher. Presque tous les chevaliers du parti de Brembro furent tués ou pris : Knolles , Caurelée , Bellefort & Croquart furent faits prisonniers & conduits à Josselin. Le seigneur de Tinteniach fut estimé le plus brave combattant des chevaliers Bretons : le prix de la valeur du côté des Anglois fut attribué à Croquart. Ce Croquart étoit un de ces aventuriers que le malheur des guerres avoit élevé. Dans sa jeunesse il avoit servi un chevalier de Hollande : il s'attacha dans la suite à un homme d'armes , & combattit si vaillamment dans une occasion où son maître fut tué , que les soldats , témoins de sa bravoure , l'élurent unani-

ANN. 1350.

mement pour leur chef. Devenu capitaine, il rançonna les châteaux les bourgades, à l'exemple d'une infinité d'autres conducteurs de troupe. Il devint extrêmement riche à force de rapines & de brigandages. Il s'étoit acquis une telle réputation, que le roi de France ne dédaigna pas de faire solliciter d'entrer à son service offrant de lui donner l'ordre de chevalerie, de le marier avantageusement & de lui assigner deux mille livres de revenu en terres; mais la vie libre indépendante de chef de brigands lui parut préférable. Il refusa les offres du roi. Ce Croquant mourut d'une chute de cheval en voulant franchir un fossé.

Chron. MS.
du roi Jean.
Bib. royal.
Spicil. cont.
Nang.
Froissard.

Jean signala les commencemens de son règne par un de ces coups d'autorité dont son prédécesseur lui avoit tracé l'exemple. Raoul comte d'Eu, de Guynes, connétable de France prisonnier en Angleterre, avoit obtenu d'Edouard la permission de faire plusieurs voyages en France sur sa parole, pour traiter de sa rançon & de celle de quelques chevaliers pris avec lui à la journée de Caen sous le règne précédent. Après la mort de Philippe d'

Valois, il vint à Paris solliciter auprès du nouveau roi un arrangement pour sa délivrance. Il étoit aussi chargé par le roi d'Angleterre de négocier la confirmation & la prorogation de la trêve.

ANN. 1350.

Parmi les seigneurs qui s'étoient emparés de la confiance du roi, Charles d'Espagne dit de la Cerda, frere de Louis d'Espagne, occupoit le premier rang. Fier de sa naissance & de la faveur du souverain, son ambition démesurée aspirait à tout. Il envisageoit la possession des dignités les plus considérables de l'état comme une suite nécessaire de l'aveugle amitié du prince. Il exerçoit depuis quelque temps la charge de connétable en l'absence du comte d'Eu : on le soupçonna d'avoir contribué à sa perte, soupçon que la suite rendit assez vraisemblable. La Cerda fit entendre au roi que le connétable n'étoit venu en France que pour semer la discorde parmi les princes, & ménager une révolution en faveur d'Edouard dont il étoit moins le prisonnier que le partisan secret. La conduite équivoque de ce seigneur à la défense de la ville de Caen, fut rappelée & représentée sous les couleurs

Raoul comte d'Eu, connétable de France, décapité.

Hist. gen. de la maison de France, tom. 1. p. 536.

ANN. 1350.

les plus odieuses , & véritablement comte d'Eu s'étoit conduit d'une manière à rendre suspecte ou sa valeur ou sa fidélité. En rapportant cet événement nous avons exposé les réflexions peu avantageuses à son honneur qu'on dut former sur le peu de résistance qu'il fit, & la manœuvre imprudente qu'il employa dans cette occasion, où il s'agissoit du salut de l'état. Charles d'Espagne n'eut pas de peine à rendre ses raisons plausibles : d'ailleurs l'art étoit peu nécessaire pour réveiller la défiance d'un prince naturellement ombrageux , & pour porter son ame impétueuse aux expédiens les plus violens. La perte du connétable fut résolue : le seize novembre il fut arrêté par le Prévôt de Paris, en sortant de l'hôtel de Nesle où logeoit le roi , & ramené dans le même hôtel où on lui donna des gardes. Ses amis murmurèrent ; les gens désintéressés attendirent en silence le développement d'un mystère qu'on n'avoit pas dessein de leur révéler. La cour de Pairs étoit seule en droit de juger le connétable , & il n'y avoit pas d'apparence que ce corps respectable voulût marquer au prince une complaisance aveugle

aveugle en se déshonorant par un jugement précipité. Comme on ignoroit l'art d'éluder les loix, il falloit laisser un libre cours à leur autorité où les violer ouvertement: c'est à ce dernier parti qu'on se détermina. L'infortuné Raoul fut tiré de sa prison la nuit du 19 novembre, trois jours après sa détention, & décapité dans l'hôtel de Nesle en présence du duc de Bourgogne, des comtes d'Armagnac & de Montfort, de Gaucher de Chastillon duc d'Athenes, des seigneurs de Boulongne & de Rueil, & de plusieurs autres seigneurs & chevaliers. Cette exécution se fit du commandement du roi. Pour donner une apparence de justice à cette mort, on publia qu'il avoit avoué plusieurs trahisons en présence du duc d'Athenes & de plusieurs autres de son lignage. Ses amis obtinrent par grace la permission de lui rendre les derniers devoirs: il fut enterré sans pompe dans un territoire appartenant aux Augustins de Paris, hors du monastere. En lui finit la branche des comtes d'Eu de la maison de Brienne.

Cet abus du pouvoir arbitraire ne pouvoit manquer d'indisposer tous

ANN. 1350.

les ordres du royaume , & sur-tout la noblesse. On ne vit plus dans le parlement qu'une victime de la cupidité de ses rivaux , & de l'injustice du prince. Il fut jugé innocent ; & son crime , vrai ou faux , fut regardé comme une imputation odieuse , un outrage de ténèbres & d'iniquité. pouvoit-on penser en effet d'un prince qui faisoit périr la première personne de l'état , sans daigner consulter les loix , ni même conserver une ombre de justice , en se conformant aux règles prescrites par les constitutions du royaume , règles inviolables , & qui sont les garants sacrés de la liberté de la vie des hommes ? Il ne restoit pas davantage le droit des nations , puisque le comte d'Eu , resté sur sa foi , mais encore actuellement prisonnier du roi d'Angleterre , étoit mort civilement , & n'appartenoit à la France pendant le cours de sa captivité , & devoit jouir au moins d'une sauve-garde acquise par la privation d'une liberté perdue les armes à la main pour soutenir cette même France qui l'opprimoit.

L'irrégularité de cette exécution n'annonçoit pas un gouvernement

deré. Il est bien dangereux pour un souverain de frayer par son exemple la route de l'injustice & de la cruauté. Le roi en fit lui-même la triste expérience, lorsqu'un revers funeste précipita dans l'infortune sa présomption & son impétuosité. En lisant l'histoire de son règne, on est étonné de voir un soulèvement général dans tous les esprits, & la nation entière, occupée de ses seuls intérêts, témoigner peu de sensibilité pour les malheurs du prince. Sans prétendre justifier les sujets, les réflexions que peuvent faire les lecteurs sur la sévérité de son caractère suffiront pour diminuer la surprise. La plupart des historiens rapportent à la mort du connétable l'origine de tous les désordres qui agiterent le royaume dans la suite.

Un de nos historiens a prétendu sur la foi de Villani, que le crime de Raoul étoit d'avoir fait une convention avec le roi d'Angleterre de lui donner quatre-vingts mille écus d'or pour sa rançon, ou de lui remettre au défaut de cette somme la ville de Guines, qui confine avec le territoire de Calais. Indépendamment du peu de probabilité de cette convention, qui

ANN. 1350.

n'est attestée que par Villani, on trouve aucuns vestiges de ce préter traité dans le recueil des actes de l'empereur, & l'on ne peut soupçonner qu'il ait été soustrait de ce recueil, qui contient des négociations du même temps entre Edouard & les partisans secourus qu'il avoit en France, aussi mystérieuses & plus importantes; une entrevue où il ne s'agissoit rien moins du partage du royaume, dont nous aurons occasion de parler dans la suite. Villani d'ailleurs est le seul de tous les écrivains contemporains qui fait mention de ce traité, que le continuateur de Nangis, & l'auteur de la chronique du roi Jean, qui vivoient dans le même temps, n'auroient manqué de rapporter.

*Mémorial
de la chambre
des comptes,
cotte C. fol.
92.
Ibid. fol.
93.*

Le bailli de Calais (car il y avoit toujours un bailli titulaire de cette ville, quoiqu'elle fût au pouvoir d'Edouard), receveur des domaines, fut chargé d'ordre de prendre possession au nom du roi de tous les biens du comté de Flandre, dont l'état avoit été remis à la chambre des comptes par le bailli d'Amiens, ainsi que les papiers appartenans à ce seigneur.

Ibid.

Les dépouilles de Raoul furent

agées entre les favoris. Charles d'Espagne obtint la charge de connétable, objet de son ambition & de ses intrigues. Le comté d'Eu fut donné à Jean d'Artois. Le comté de Guines demeura réuni au domaine de la couronne jusqu'au règne de Louis XI, que par lettres patentes de 1461, confirmées par autres lettres du 24 juillet 1463, il fut donné à Antoine de Croÿ. C'est en vertu de cette donation que le comté de Guines a fait dans la suite partie des terres possédées par cette illustre maison.

 ANN. 1350.

Peu de tems après la cérémonie de son couronnement, Jean fit un voyage à la cour d'Avignon. Le souverain pontife Clement VI fit à sa recommandation une promotion de douze cardinaux. A son retour le roi passa par la province du Languedoc, » où le » vicaire général de l'archevêque de » Toulouse, Etienne Aldebrand, vint » de la part de ce prélat se plaindre » de la rigueur excessive dont les moines ufoient envers ceux d'entre eux » qui commettoient de grandes fautes, les mettant en une prison obscure & perpétuelle, qu'ils appelloient *vade in pace*. Ils ne leur don-

 ANN. 1351.

 Voyage du
roi en Pro-
vence.

*Hist. ecclé-
siastique.*

 ANN. 1351.

» noient pour nourriture que du pain
 » & de l'eau , & leur ôtoient toute
 » communication avec leurs confrères
 » res , enforte que ces malheureux
 » mouraient toujours désespérés. »
 Cette plainte le roi ordonna que désormais les abbés & les autres supérieurs des monastères visiteroient & consoleroient deux fois le mois les frères enfermés , & qu'il leur fût permis de demander aussi deux fois par mois la compagnie d'un moine de leur communauté. Il en fit expédier des lettres-patentes , dont l'exécution fut commise au sénéchal de Toulouse , aux autres sénéchaux du Languedoc. Croiroit-on qu'une ordonnance si sage & si conforme à l'humanité dût trouver des contradicteurs ? Les Freres Mineurs & les Freres Prêcheurs , moins comparissans pour leurs compagnons que jaloux de la juridiction qu'ils exerçoient dans l'intérieur de leurs maisons , se donnerent de grands mouvemens pour la révocation de ce règlement : ils réclamèrent même l'autorité du saint pere ; mais le roi fut inébranlable. *Il voulut absolument être obéi , ou qu'ils sortissent de son royaume* Ils obéirent donc , mais avec une extrême répugnance.

Les ordres religieux , sur-tout les mendiants , avoient dans le pape Clement VI un protecteur déclaré. Il leur en donna des témoignages éclatans dans une occasion où il s'agissoit de leur entiere extinction. Comme cette affaire tient aux mœurs de ce tems , nous ne pouvons nous dispenser de la rapporter d'après le continuateur de Nangis , & l'auteur de l'histoire ecclésiastique. Dans le tems de la dernière contagion , la plupart des ecclésiastiques avoient pris la fuite , abandonnant le soin d'administrer les mourans à la charité des religieux mendiants , dont le zèle plus hardi remplit ces fonctions périlleuses. Cette sainte générosité leur attira de la reconnoissance des fidèles expirans , quantité d'aumônes & de legs pieux qui les enrichirent. L'épidémie ayant discontinué ses ravages , les biens que ces religieux avoient acquis pendant ces jours de calamité , exciterent l'envie. Ils continuoient d'ailleurs de prêcher , d'entendre les confessions , & de donner la sépulture aux défunts , fonctions qui sembloient leur avoir été résignées par la désertion des prêtres séculiers. La hiérarchie ecclésiastique s'éleva

ANN. 1351.

Contestation entre les prélats & les relig. mendiants discutée devant le pape.

Spicil. cont. de Nang.

Hist. ecclésiastique.

 ANN. 1351.

contre eux. Les cardinaux, prélats & curés portèrent leurs plaintes à la cour d'Avignon. Sa sainteté tint un consistoire à ce sujet ; un cardinal parla au nom des ecclésiastiques. La substance de son discours fut que les religieux mendiants n'étoient appelés ni choisis par l'église ; qu'il ne leur appartenoit pas de s'ériger en ministres de la parole de Dieu, d'entendre les confessions, ni de donner la sépulture ; qu'il étoit à propos de les *casser* & suspendre de ces exercices, ou du moins de les priver entièrement des profits immenses qu'ils tiroient des sépultures. Ce fut sur ce dernier article que l'orateur insista.

Les députés des ordres mendiants, présens au consistoire, ne répondirent à ces reproches que par un silence respectueux. Le saint pere se chargea de leur défense, alléguant en leur faveur que ces religieux avoient été appelés par Dieu & par l'église pour secourir l'église même ; qu'on ne devoit pas les mépriser pour avoir été introduits dans le sein du christianisme par une vocation plus tardive que les autres. Pour démontrer ce qu'il avançoit, il s'appuya sur l'exemple de saint Paul,

qui bien qu'appellé le dernier , a mé-
rité d'occuper les premiers rangs entre
les apôtres. Le pontife jusques-là s'é-
toit contenté d'employer des raisons
éloignées ; mais changeant tout d'un
coup de ton , il s'adressa personnel-
lement aux adversaires des mendi-
ans , en demandant aux prélats quels se-
roient les objets de leurs prédications,
si ces religieux étoient condamnés au
silence. « Parlerez-vous d'humilité ,
» leur dit le pape , vous qui entre tou-
» tes les conditions du monde êtes les
» plus superbes , les plus vains & les
» plus pompeux dans vos montures &
» dans vos équipages ? Parlerez-vous
» de la pauvreté , vous qui êtes si
» *tenaces* & si avides , que toutes les
» prébendes & tous les bénéfices du
» monde ne suffiroient pas à votre
» cupidité ? Je ne parle point de la
» chasteté , dit sa sainteté en rougis-
» sant : Dieu sçait comme chacun se
» conduit , & comment plusieurs flat-
» tent leurs corps , & vivent dans les
» délices. »

Le pape ajouta , « que plusieurs pré-
» lats & curés haïssoient les mendi-
» ans & leur fermoient leurs portes , afin
» qu'ils ne fussent pas témoins de la

 ANN. 1351.

^a *Lenonibus
& truffatori-
bus.*

^b *Non in
voluptatibus
& actibus im-
pudicis.*

» vie scandaleuse qu'ils menoient
» tandis que leurs maisons étoient ou-
» vertes à des bouffons & à des infâ-
» mes ^a; qu'on ne devoit pas trouver
» mauvais si les mendiants avoient
» reçu quelques biens dans le tems de
» la mortalité, en reconnoissance des
» services qu'ils avoient rendus aux
» malades & aux mourans abandonnés
» par leurs curés; que ce salaire de
» leurs travaux spirituels avoit été em-
» ployé à construire des édifices qui
» faisoient l'ornement de l'église ^b.
» *Parce que vous ne vous êtes point con-*
» *duits ainsi*, continua le saint pere,
» *vous vous affligez de ne pas tout avoir*
» *pour l'employer à vos usages, & Dieu*
» *sçait quels usages ! Vous haïssez les*
» *mendiants & vous les accusez, pen-*
» *dant que plusieurs d'entre vous ne s'oc-*
» *cupent que des vanités du siècle ; &*
» *maintenant vous venez contre les men-*
» *dians comme une troupe de taureaux*
» *contre les vaches du peuple, afin d'ex-*
» *clure ceux qui sont éprouvés par l'ar-*
» *gent.* » Une réponse si vive fut ter-
minée en représentant les maux dont
l'église seroit frappée, si les prélats
obtenoient leur demande ; qu'au sur-
plus s'ils avoient quelques moyens à

produire contre les religieux mendiens, ils les missent par écrit, & qu'il feroit droit sur les raisons respectives des parties. Cette affaire, que le moine continuateur de Nangis paroît rapporter avec complaisance, n'eût pas d'autre suite. La harangue de sa sainteté peut donner un exemple de l'éloquence de son siècle.

La trêve conclue entre Edouard & le nouveau roi de France expiroit au mois d'août de l'année 1351. Les négociations pour parvenir à concilier les intérêts des deux couronnes, se poursuivoient toujours, comme si les deux partis eussent concouru avec une égale sincérité au bien d'une paix solide & constante. Tandis que les députés nommés de part & d'autre travailloient à un accommodement qui ne se termina jamais, les hostilités recominencerent, même avant la fin de la trêve. Il y eut un sanglant combat en Xaintonge. Le maréchal Guy de Nesle fut vaincu & fait prisonnier, ainsi que Guillaume de Nesle son frere, Arnoul d'Andreghen, & plusieurs autres seigneurs. Ce combat se donna le premier jour d'avril. Les François se vengerent de cette défaite

ANN. 1351.

Trêve renouvelée.
Froissard.
Chron. MS.
du roi Jean.
Mém. de la
chambre des
comptes.

ANN. 1351.

au mois de septembre suivant par la prise de Saint-Jean d'Angely. La place manquant de vivres, fut obligée de se rendre par composition. Une prorogation de la trêve pour une année ralentit du moins, si elle ne suspendit pas entièrement les fureurs de la guerre.

Froissard.
Spicil. T. 3.
p. 195. Chron.
Nicolai. Tre-
veit sub anno
1252. Chron.
Januensis T.
2. col. 48.
Chron. MS.
du roi Jean.

Le pape, à la priere du roi, avoit accordé à Rigaut de Roussy, cidevant abbé de S. Denis, qui avoit été compris dans la dernière promotion des cardinaux, dispense de se rendre à la cour d'Avignon pour recevoir les ornemens de sa nouvelle dignité. Sa sainteté lui envoya le chapeau, qui lui fut présenté au palais à Paris, en présence du roi, par les évêques de Paris & de Laon. Nous ne rapportons cette cérémonie que parce que ce fut la première fois que les souverains pontifes dérogerent à l'ancien usage, & envoyèrent le chapeau de cardinal dans une cour étrangère. L'institution de cette marque de la dignité des princes de l'église Romaine est due au pape Innocent IV, qui le premier ordonna en 1252, que les cardinaux porteroient un chapeau rouge, ce qui probablement fut réglé en con-

séquence d'une délibération du concile de Lyon, tenu six années auparavant en 1246. Jusques-là les seuls cardinaux à *latere* avoient été décorés par cette marque de distinction.

ANN. 1352.

Le roi ne pouvoit ignorer qu'en se montrant sévère dès son avènement à la couronne, il devoit nécessairement avoir indisposé plusieurs seigneurs : pour effacer ces premières impressions, il voulut essayer de ramener les esprits en instituant un ordre de chevalerie. Edouard avoit employé ce moyen dans ses états avec succès; mais tel est le privilège du génie, que ce qui concourt à seconder l'administration d'un prince habile, change de nature entre les mains d'un monarque qui substitue le caprice au discernement. Le roi d'Angleterre, en instituant l'ordre de la Jarretière, avoit fixé le nombre des chevaliers à vingt-six. Jean établit l'ordre de l'Etoile, & crut renchérir sur son rival, & l'emporter du moins par le nombre : il créa cinq cens chevaliers. Cette marque de distinction, multipliée à l'excès, ne distingua personne, & l'ordre fut avili dès son origine. Cependant, comme cette institution d'un ordre

Institution de l'ordre de l'Etoile.

Froissard.

Spicil. cont. de Nang.

Chron. MS. du roi Jean.

Mém. de la chambre des comptes.

ANN. 1351.

particulier de chevaliers est la première dont notre histoire fasse mention, & qu'elle a servi de modèle dans la suite aux établissemens de la même espèce, nous espérons que les lecteurs ne nous sçauront pas mauvais gré de rapporter ici quelques détails que nous fournissent les monumens qui nous en restent.

Ce fut au palais royal de S. Ouen, autrement de Clichy près Paris, que le roi indiqua l'assemblée générale des chevaliers désignés pour être admis au nouvel ordre militaire^a.

^a Comme il s'est trouvé quelques écrivains qui ont prétendu que cette fondation avoit pour objet non une association guerrière, mais une confrairie pieuse, on ne peut se dispenser de rapporter ici les lettres d'invitation qui furent adressées aux récipiendaires. Ces lettres contiennent les motifs & l'objet de l'établissement, les règles de l'ordre, & jusqu'à la forme des habillemens que devoient porter les chevaliers.

DE PAR LE ROI. Biau cousin, nous à l'onneur de Dieu, & en effaucement de chevalerie & accroissement d'onneur, avons ordené de faire une compaignie de chevaliers qui seront appellés les chevaliers Nostre-Dame de la noble maison, qui porteront la robe ci-après devisée, c'est assavoir une cote blanche, un fercot, & un chaperon vermeil. Quand ils seront sans mantel, & quant ils vestiront mantel qui sera fait à guise de chevalier nouvel à entrer & demourer en l'église de la noble maison, il sera vermeil, & fourrez de vaire, non pas d'ermes, de cendail, ou samit blanc; & faudra qu'il aient deffous ledit mantel fercot blanc ou cote hardie blanche, chausses noires & foulers dorés, & porteront continuellement un anel,

La cérémonie de cette institution fut célébrée au mois d'octobre à saint Ouen. Le roi revêtu d'un manteau de velours doublé d'hermines, parut sur un trône enrichi de tous les ornemens que l'art de ce siècle avoit pu imaginer. Le dais du trône étoit surmonté par un ciel d'azur semé de nuées d'argent, à travers lesquelles brilloient des étoiles d'or. Il reçut les sermens des chevaliers, auxquels il donna le collier de l'ordre & l'anneau. La devise de l'ordre étoit une étoile avec cette inscription ; *monstrant regi-*

ANN. 1351.

entour la verge duquel sera-ecscript leur nom & surnom, ouquel anel aura un esmail plat vermeil, en l'esmail une estoille blanche, ou milieu de l'estoille une rondette d'azur, ou milieu d'icelle rondette d'azur un petit soleil d'or ; & ou mantel sus l'espaule ou devant en leur chaperon un fremail, ouquel aura une estoille toute tele comme en l'annel est devisé.

Et tous les samedis quelque part qu'il seront, il porteront vermeil & blanc en cote & en fercot, & chaperon comme dessus, se faire le peuvent bonnement. Et si il veulent porter mantel, il sera vermeil & fenduz à l'un des costés, & touz les jours blanc dessouz. Et se touz les jours de la semaine il veulent porter le fremail, faire le pourront & sur quelque robe que il leur plaira : & en l'armure pour guerre il porteront ledit fremail en leur camail ou en leur cote d'armes, ou là où il leur plaira apparemment.

Et seront tenus de jeûner tous les samedis se il peuvent bonnement, & se bonnement ne peuvent jeûner, ou ne veulent, il donront ce jour quinze deniers pour Dieu en l'honneur des quinze joyes nostre Dame. Jureront que à leur pover il donront loyal conseil au prince de ce que il leur demandera, soit d'armes ou

bus astra viam : les astres guident les rois.

Tandis que la cour étoit occupée des préparatifs & de l'exécution de cette fête, Edouard toujours attentif à profiter des circonstances, surprit la ville & le château de Guines par la trahison de Guillaume de Beaucourroy, à qui la garde en avoit été confiée pendant l'absence du sire de *Baulanguehan*, que la curiosité d'assister à la cérémonie de l'ordre de l'étoile avoit attiré à S. Ouen. Ce fut ce même Aymery de Pavie, gouverneur de

d'autres choses. Et se il y a aucuns qui avant ceste compaignie ayent emprise aucun ordre, il la devront lessier, se il peuvent bonnement; & se bonnement ne la peuvent lessier, si sera cette compaignie devant, & deci en avant n'en pourront aucune autre entreprendre sans le congié du prince. Et seront tenus de venir tous les ans à la noble maison assise entre Paris & saint Denis en France, à la veille de la feste Nostre-Dame de miaoust dans prime, & y demourer tout le jour & lendemain jour de la feste jusques à vespres: & se bonnement n'y peuvent venir, il en seront creu par leur simple parole. Et en tous les liex où il se trouveront cinq ensemble ou plus à la veille & au jour de ladite miaoust, & que bonnement il n'aient peu venir à ce jour au lieu de la noble maison, il porteront lesdites robes & entendront vespres & la messe ensamble se il peuvent bonnement.

Et pourront lesdits cinq chevaliers, se il leur plaist, lever une banniere vermeille semée des étoiles ardenées, & une image de Nostre-Dame blanche, especialement sur les ennemis de la foy, ou pour la guerre de leur droiturier seigneur.

Et au jour de leur trespassement il enverront à la

Calais, dont nous avons déjà parlé dans le volume précédent, qui corrompit la fidélité de Beaucourroy. Les Anglois se présenterent devant la place, & y entrèrent sans aucune résistance. Cette trahison ne demeura pas impunie. Beaucourroy fut arrêté & puni de mort; mais son supplice ne répara pas le dommage que causoit la perte d'une forteresse aussi importante.

Le roi se plaignit hautement de cette infraction de la trêve qu'on venoit de conclure. Il en envoya demander

noble maison se il peuvent bonnement, leur anel & leur fremail les meilleurs que il auroit faits pour la dite compaignie, pour en ordener au poulfit de leurs ames & à l'honneur de l'église de la noble maison; en laquelle sera fait leur service solemnellement & sera tenu chacun de faire dire une messe pour le tréspassé au plustôt que il pourront bonnement depuis que il l'auront sçeu.

Et est ordonné que les armes & timbres de tous les seigneurs & chevaliers de la noble maison seront pains en la sale d'icelle au-dessus d'un chascun là où il sera.

Et se il y a aucun qui honteusement, que Diex ne Nostre-Dame ne veillent, se parte de bataille ou de besogne ordénée, il sera souspendu de la compaignie, & ne pourra porter tel habit, & li tourner à l'en en la noble maison ses armes & son timbre ce dessus dessous sans desfacier, jusques à tant que il fait restituez par le prince & son conseil, & tenus pour relavez par son bienfait.

Et est encore ordéné que en la noble maison aura une table appellée la table d'honneur, en laquelle seront assis la veille & le jour de la premiere feste les trois plus souffisanz princes, trois plus souffisanz banne-

ANN. 1351.

raison à Edouard ; mais le monarque Anglois, peu délicat sur l'observation des traités, répondit à des plaintes si justes, que les trêves étoient marchandes ; plaisanterie peu convenable à un si grand prince. Le roi d'Angleterre ajouta que les François, sous le règne précédent, lui avoient donné l'exemple de ces sortes de surprises, par la

rez, & trois plus souffisanz bachelers, qui seront à ladite feste de ceuls qui seront reçus en ladite compagnie : & en chascune veille & feste de la miaoust chascun an après ensuivant seront assis à ladite table d'onneur, les trois princes, trois bannerez & trois bachelers qui l'année auront plus fait en armes de guerres, car nul fait d'armes de pais n'y sera mis en compte.

Et est encor ordené que nuls de ceuls de ladite compagnie ne devra entreprendre à aller en aucun voyage lointain sans le dire ou faire sçavoir au prince : les quieux chevaliers seront en nombre cinq cens, & des quieux nous comme inventeur & fondeur d'icelle compagnie serons prince, & ainsi l'en devront être nos successeurs rois. Et vous avons esleu à être du nombre de ladite compagnie ; & pensons à faire, se Diex plest, la premiere feste & entrée de ladite compagnie à S. Ouyn la veille & le jour de l'apparition prouchene. Si soiez aus dis jours & lieu, si vous povez bonnement, a tout votre habit, anel & fremail. Et adonques sera à vous & aus autres plus à plain parlé sur cette matiere.

Et est encor ordené que chascun apporte ses armes & son rimbres pais en un feuillet de papier ou de parchemin, afin que les paintres les puissent mettre plustost & plus proprement là où ils devront estre mis en la noble maison.

Donné à S. Christophle en Hatale le sixième jour de novembre, l'an de grace 1351. Signé au bas, S & R. I. Z. *Spicil. tom. 3. p. 730.*

tentative que Charny avoit faite sur Calais ; tentative que Philippe de Valois avoit désavouée. Une mauvaise foi si manifeste répond d'avance aux reproches que ce même Edouard fera dans la suite sur des prétendues inobservations de traités , lorsque les François plus heureux commenceront à réparer une partie de leurs pertes. Le roi d'Angleterre soutenoit d'ailleurs qu'il avoit des droits incontestables sur le comté de Guines pour la rançon du connétable ; mais c'étoit une mauvaise justification , puisque , lorsque la trêve avoit été renouvelée le 12 septembre , immédiatement avant la surprise de Guines , il n'avoit point été question des prétentions d'Edouard à ce sujet.

La conjoncture présente força le roi de dissimuler cet affront : la langueur de l'état ne permettoit pas de songer à renouveler la guerre ; il fallut remettre la vengeance à des circonstances plus favorables. Une famine affreuse désoloit le royaume : on n'avoit point encore éprouvé en France une disette si générale & si excessive. Le septier de froment se payoit à Paris huit livres parisis , ce

ANN. 1351.

*Froissard.
Chron. MS.
du roi Jean ,
bibl. royal.*

ANN. 1351.

qui revenoit à plus de cinquante francs de notre monnoie ^a ; somme exorbitante pour un tems où l'argent étoit beaucoup plus rare qu'aujourd'hui : le peu d'espèces qui se trouvoit dans le royaume , étoit entre les mains des sangsues publiques , ou avoit été absorbé par les dépenses des guerres précédentes. La misere des peuples étoit si grande , que les malheureux habitants de la campagne déterroient les racines dans les champs , & mangeoient jusqu'à l'écorce des arbres. Quelles pouvoient être les ressources de l'état dans une situation si déplorable ? Loin de pouvoir exiger de nouveaux subsides , on fut contraint de suspendre la levée des impositions accordées par plusieurs provinces la dernière année du règne de Philippe de Valois , & continuées pendant la première année du règne de Jean. Envain on avoit espéré de tirer quelque secours de la recherche de ceux qui avoient admi-

^a Cette année le plus haut prix du marc d'argent fut de neuf livres dix sols & d'onze livres tournois. La livre tournois étoit d'un cinquième plus foible que la livre paris, en sorte qu'en supposant dans le cours de cette année le prix du marc d'argent à dix livres tournois , cette valeur étoit équivalente à huit livres paris. Un septier de froment coutoit donc réellement un marc d'argent.

pistré les finances. Cet examen a presque toujours été infructueux. On arrêta les coupables , on les punit ; mais ces remèdes violens n'arrêtoient pas le mal dans son principe. Nous avons vû sous le règne précédent plusieurs de ces Lombards enrichis de la substance du peuple , surprendre de l'indulgence du prince des lettres qui suspendoient l'effet des poursuites qu'on faisoit contre eux. La chambre des comptes en cette occasion signala son zèle pour le bien de l'état & pour les intérêts du souverain , en continuant de percer le mystère des dépradations commises par ces avarés étrangers. Elle travailla à cette recherche avec une attention infatigable , & cette intégrité dont elle a sans cesse renouvelé les preuves.

Il seroit difficile de constater l'origine de l'établissement de cette cour : elle se confond & se perd dans les ténèbres de la plus haute antiquité. L'exercice de ses fonctions , de quelques noms qu'on les ait qualifiées , a commencé en même-tems que la monarchie. Malgré les révolutions du gouvernement , les invasions des barbares , la perte des titres les plus pré-

 ANN. 1352.

 Chambre
des comptes

monarques , entretenoient par eux mêmes dans leurs grands fiefs une cour nombreuse , image tracée sur le modèle de celle des Rois , ayant aussi leurs grands officiers occupés des mêmes fonctions , & décorés des mêmes titres.

Pasquier. Les grands bouteilliers continuèrent plus long-tems que les autres grands officiers de la couronne , de se maintenir dans la possession du droit qu'ils avoient anciennement de présider au jugement des comptes , quoiqu'une interruption de jouissance pendant plusieurs années semblât devoir anéantir cette prérogative. La prescription avoit si peu éteint ce droit qu'on le fit revivre sous Charles V en la personne de Jacques de Bourbon grand bouteillier de France , qui le 16 août 1397 , *fit en la chambre le serment accoutumé de premier président lui charge que l'on disoit appartenir & être affectée au grand bouteillier , quel qu'il fût , quoique ses titres de provision n'eussent aucune mention : ce qui constatoit encore plus évidemment l'authenticité de cette prérogative.* Un ancien registre de la chambre , en parlant des droits du grand bouteillier , marque précisément

*Mém. de la
chambre des
comptes.*

précisément qu'il étoit souverain des comptes. Il n'est pas probable qu'il ait été le seul des grands officiers en possession de présider à l'examen & au jugement des comptes. Ce qui confirme encore cette opinion, c'est que l'on voit dans les anciens comptes le chancelier de France compris avec les présidents & maîtres de la chambre ^a. Les

ANN. 1351.

^a Dans les anciens comptes pour le droit de buche estimé en total 40 liv. parisis, étoient compris monseigneur le chancelier, le président des comptes, les conseillers clercs & laïcs, le changeur & le clerc du trésor. Dans l'état du même compte il y a des articles qui fournissent un témoignage sensible de la modestie, de la frugalité & du désintéressement de notre ancienne magistrature. Voici le montant de leurs gages & droits utiles.

6 sols parisis par chacun jour de gages, & leur en est fait le compte au trésor par chacun terme de Noël & S. Jean. C'est par an six. liv. x. sols par. & quand bissextes échient ils montent à six. liv. xvi. s. par.

Item par an pour droits de scripture qui se comptent par jour audit trésor, xxx. liv. parisis.

Item par an deux manteaux, l'un d'hiver, l'autre d'été, qui se comptent esdits termes de Noël & S. Jean. C'est à sçavoir, le manteau d'hiver au terme de Noël pour le jour de Noël, & le manteau d'été au terme de S. Jean pour le jour de Penthecouste. Pour chacun manteau c. sols par.

Item pour droit de robe au jour de Pasque pour tout l'an, xl. livres parisis.

Item un coustel garny de gueunivet & de gayne, une escriptoire garny de cornet & de bourse, & une paire de gans.

Les officiers de la chambre portoient anciennement de grands ciseaux à leurs ceintures, pour marquer le pouvoir qu'ils avoient de retrancher les mauvais emplois dans les comptes qu'on leur présentait. *Ess. hist. tom. 2. p. 127.*

ANN. 1531.

Reg. Pater.
fol. 56.

Mémorial
A. fol. 13.

Mém. jus-
qu'à ce siècle.

Arrêt du 6.
Mars 1433.

chanceliers alors comptoient à la chambre de l'émolument du sceau : cet usage ne subsiste plus aujourd'hui , ce compte est présenté par les référendaires : il n'y a plus que les lettres de provision de ce premier chef de la magistrature , qui soient sujettes à l'enregistrement. La chambre par ses arrêts commettoit à la recette & administroit les droits de la grande chambre. Les dépenses des armemens , des voyages de la cour , des équipages du prince , des frais de son hôtel , dont les comptes étoient soumis à son examen & réglés en vertu de ses jugemens , entraînoient nécessairement dans le ressort de sa juridiction toutes les différentes parties subordonnées aux titulaires des grandes dignités. On formeroit un recueil immense de toutes les preuves qui se trouvent dans les anciens registres : dons , concessions , grâces , remissions , affaires civiles & politiques des princes , intérêts de la nation , traités , négociations , déclarations de guerre , trêves , pacifications , commissions secrètes , bulles des souverains pontifes , décrets des conciles , tous les monumens de l'administration publique s'y trouvent déposés.

Pasquier dans ses curieuses & savantes Recherches dit , » qu'en lisant
 » les anciens registres & mémoriaux
 » de cette illustre compagnie dans
 » lesquels se trouvent une infinité
 » d'affaires d'état , il faut que les sei-
 » gneurs des comptes aient été dé-
 » corés des premières dignités de la
 » France , ou qu'ils aient eu plus
 » qu'aucuns des autres officiers du roi
 » un soin particulier de rédiger &
 » recueillir dans leurs archives toutes
 » les affaires importantes qui se pas-
 » soient en France. » Le sentiment
 de ce célèbre écrivain ne doit pas
 être regardé comme une simple con-
 jecture : il avoit consulté les monu-
 mens les plus authentiques dont la garde
 étoit confiée à la chambre. Pasquier
 étoit avocat général de cette cour.

Une lettre de messire Jean de Saint-Just , conseiller du roi , maître ordinaire en sa chambre des comptes , adressée à M. le chancelier le 23 novembre 1339 , nous a transmis une partie des prérogatives de cette compagnie. Ils signoient les lettres du prince comme secrétaires , & scelloient les chartres & lettres patentes du grand sceau de la chancellerie.

ANN. 1531.

Le grand nombre & la diversité de affaires ayant obligé les seigneurs de comptes de fixer leur résidence à Paris, il ne leur fut plus possible de vaquer à l'expédition des lettres émanées du souverain : ils continuerent cependant de jouir des droits honorifiques & utiles de la chancellerie jusqu'en l'année 1300, que Guillaume de Crespy chancelier de France leur retrancha leur part de la chancellerie pour qu'ils ne suivissent plus la cour, en leur réservant toutes fois l'exemption & franchise pour eux & leurs affaires particulières.

Tel étoit l'état de la chambre des premières années de son institution, & lorsqu'elle étoit inséparablement attachée à la suite de nos rois elle conserva la plus grande partie de ses prérogatives long-tems après sa résidence à Paris ; c'est au règne de saint Louis que l'on en peut fixer l'époque. Par l'ordonnance de ce prince de l'an 1262 il est dit que ceux qui auront reçu le bien des villes pendant une année viendront à Paris aux gens du roi qui sont les gens des comptes aux octaves de la S. Martin ensuivant pour rendre compte de leur recette & dépense. Jean de S. Just qui a recueilli

Ordonnance
de S. Louis
année 1262.

& rédigé une partie des anciennes archives au commencement du quatorzième siècle, en donnant des éclaircissemens sur l'état de la chambre au chancelier Pierre Flotte, dit formellement : *J'ai pieçà scu par les anciens que ceux de la chambre des comptes residents à Paris si comme ils ont été puis le tems notre seigneur saint Loys.*

ANN. 1351.

Mémorial
S. Just.

^a Quoique la chambre des comptes ayant cessé d'être ambulatoire semblât devoir naturellement borner ses fonctions à la discussion & au jugement des matieres de finance, que l'augmentation des domaines, des droits & de l'autorité de nos monarques rendoit un des soins les plus importans du gouvernement; on la vit encore occupée des affaires les plus graves &

^a Anciennement, dit Pasquier, les gentilshommes, baillifs & sénéchaux administroient la justice sans lieutenant de robe longue. Advint que M. Godemar du Fay, baillif de Chaumont & de Vitry, se trouvant n'être capable pour exercer cette charge, il fut ordonné par la chambre qu'il s'en demettrait; *car comment qu'il soit bon homme d'armes*, il n'a pas accoutumé à tenir plaids ne assises, & que l'on y pourvoye d'aucuns bonne personne qui soit chevalier. Ce qui fut exécuté suivant le mémorial le 30 aouit 1335, qu'il remit ses sceaux à la chambre pour nommer un gouverneur desdites baillies.

C'est à des circonstances à peu près semblables qu'on peut rapporter l'origine des lieutenans des bailliages & sénéchaussées.

ANN. 1351.

Mémorial
C.

les plus intéressantes, distinctes absolument de l'économie des revenus de l'état. Les gens des comptes, dispersateurs de l'autorité souveraine, dévoient de l'incapacité des juges, les déposeroient, en commettoient d'autres à leur place, & ces actes de pouvoir étoient exercés par eux, faisoient qu'ils y fussent autorisés par des lettres antérieures : preuve certaine de l'ancienne étendue qu'embrassoit l'institution primitive.

On peut citer encore comme un témoignage irréprochable de la considération dont nos rois honoroient les gens des comptes, les lettres patentes du 13 mars 1339 par lesquelles Philippe de Valois leur confie pendant son absence le dépôt sacré de la puissance royale : la régence absolue du royaume n'exprimerait pas une autorité plus illimitée. Le roi partoit alors pour l'armée, & la chambre dépositaire des droits du monarque les exerceoit sans réserve ^a.

^a Ces lettres nous ont paru si intéressantes que nous avons cru devoir les rapporter.

PHILIPPE, &c. à nos amis & frères les gens des comptes à Paris, salut & dilection. Nous sommes très présent moult occupés pour entendre au bien de nos guerres & à la défense de notre peuple.

De toute ancienneté il y avoit deux présidens à la tête de cette compagnie, un prélat & un seigneur chevalier. *Quelquefois, dit Pasquier, il y avoit deux autres prélats avec un seigneur lai ; mais sur-tout l'état de premier président étoit affecté à la prélature.* La première présidence est encore de nos jours une charge de premier président clerc : ce qui est exprimé dans les lettres de provision. Dans ces tems malheureux où nos funestes divisions livrerent le royaume aux Anglois, la chambre des comptes se ressentit de la confusion générale qui bouleversa tous les ordres du royaume. Le premier soin de Charle VII, lorsque la capitale fut rentrée sous l'obéissance de son légitime souverain, fut de re-

ANN. 1351.

pour ce que nous ne pouvons pas bonnement entendre aux requêtes, délivrer tant de graces que de justice, que plusieurs gens, tant d'église, de religion, que autres nos sujets nous ont souvent a requerre, pourquoi nous qui avons grande & pleine confiance de vos loyautes, vous commettons par ces présentes lettres plénier pouvoir jusqu'à la fête de la Toussaint prochaine à venir, d'octroyer de par nous à toutes gens tant d'église, de religion comme de séculier, graces sur requêtes tant faits que faire à perpétuité, d'octroyer privilèges & graces perpétuels & à tems à personnes séculiers, églises, communes, & habitans des villes, & impositions & maletortes pour le profit commun des lieux, de faire graces de rappel, à bannir de nostre royaume, de recevoir à

AAN. 1351. mettre l'ordre dans l'administration de la justice & des finances de l'état par son ordonnance du 18 mars 1437. *Recueil des ordonnances.* 1437. il rétablit les deux charges de présidents ecclésiastique & laïque suivant l'ancienne forme. Louis XI son fil s'écarta de cet usage en conférant la dignité de premier président cler à..... de Beauveau, quoiqu'il fût séculier. Charles VIII, par une disposition contraire, donna l'état de premier président lai à l'évêque de Lodeve, & peu après sous Louis XII messire Jean Nicolay maître des requêtes de l'hôtel du roi fut pourvu de cet office en 1506. Il avoit été employé par le roi Charles VIII en plusieurs grandes charges en Italie, &

traité & composition quelques personnes & communautés que ce soient sur causes tant civiles que criminelles, qui encor n'auront été jugées, & sur queconques autres choses que vous verrez qui seroient à octroyer, de nobiliter bourgeois, & quelques autres personnes non nobles, de légitimer personnes nées hors mariage quant au temporel, & d'avoir succession du pere & mere, de confermer & renouveler privilèges & donner nos lettres en cire verte sur toutes choses devant dites & chacune d'icelles valloir perpétuellement & fermement, sans révocation & sans empêchement. Et aurons ferme & stable tout ce que vous aurez fait es choses dessusdites. Chacunes d'icelles. En témoignage de laquelle chose nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné au bois de Vincennes le 13 Mars 1339.

nommément en celle de chancelier

 du royaume de Naples, & est chose

 grandement mémorable que cet état de

 premier président ait été transmis en qua-

 tre successives générations de bisayeul,

 ayeul pere & fils, messires Jean, Ay-

 mar, Antoine & Jean Nicolay, ce qui

 n'advint jamais à autre famille de la

 France. C'est ainsi que s'exprimoit,

 il y a près de deux siècles, un magis-

 trat aussi judicieux que sçavant, en

 rendant à la maison de Nicolay la

 justice due aux vertus héréditaires de

 cette illustre famille. Depuis ce tems

 cette dignité a toujours été remplie

 par leurs descendans pendant le cours

 de six générations, & nous avons vu

 cette succession non interrompue par-

 venir jusqu'à nous par une suite de

 magistrats que leur intégrité & leurs

 lumieres ont également rendu recom-

 mandables. La France voit avec satis-

 faction revivre dans la personne de

 messire Aymard-Jean Nicolay les res-

 pectables qualités de ses ancêtres. S'il

 est, comme on n'en peut disconvenir,

 une noblesse d'extraction qui mérite

 notre vénération & nos respects, c'est

 sur-tout celle qui fondée sur des ser-

 vices réels & multipliés rendus au

ANN. 1351.

ANN. 1351. prince & à la patrie , s'est acquis de droits imprescriptibles sur la reconnaissance publique.

Les maîtres de la chambre des comptes , ainsi que les conseillers du parlement , étoient distingués en conseillers clercs & en conseillers laïcs , coutume qui fut religieusement observée pendant long-tems : on ne trouve qu'une exception à cette loi générale sous Charles VII , lorsque la chambre des comptes étoit résidente à Bourges. Le nombre des maîtres étoit fixé anciennement à cinq , dont trois étoient clercs & deux laïcs : ce nombre fut augmenté dans la suite , les rois créèrent des charges nouvelles , ce qui introduisit la distinction des maîtres ordinaires & extraordinaires. François I en ajouta de nouveaux , Henri II son fils multiplia les états au double , & les professeurs exerçoient leurs charges alternativement pendant six mois.

Lorsque les conseillers maîtres clercs & laïcs , suivoient la cour , étoient en même-tems juges & rapporteurs des comptes : ils confierent dans la suite le soin de rapporter les comptes à leurs clercs ou secrétaires qui furent appelés petits clercs p

les distinguer des maîtres ecclésiastiques. Ces petits clerks rapporteurs nommés d'abord & institués par les maîtres, obtinrent des lettres de confirmation des rois avec le titre de clerks & ensuite de conseillers auditeurs. Quelque tems après, la chambre fit choix de quelques auditeurs, qu'elle commit à la révision & correction des comptes, dont l'examen devenoit plus pénible par les augmentations & variations des finances : ces correcteurs avoient séance au grand bureau des conseillers-maîtres. Charles VII par son édit de 1447 leur en interdit l'entrée, à moins qu'ils ne fussent dans la nécessité d'y venir pour faire rapport de leurs corrections. Ces charges se multiplièrent ainsi que celles des auditeurs, des maîtres & des présidens, fixées aujourd'hui au nombre de un premier président, douze présidens, soixante & dix-huit maîtres, trente-huit correcteurs, & quatre-vingts deux auditeurs.

Les magistrats qui remplissoient les fonctions d'avocats & de procureurs généraux du Parlement, les exercoient pareillement à la chambre des

Ann. 1351.

comptes jusqu'en 1454, que Châ
VII, par édit du 23 décembre, cr
un office de procureur général,
Louis XI celui d'avocat général, su
cessivement remplis jusqu'à ce jo
sans innovation.

Les affaires importantes qui se tra
toient journellement à la chamb
des comptes, demandant un secret i
violable; pour en dérober la connoi
sance aux officiers subalternes de cet
cour, l'ignorance des lettres étoit un
des conditions requises dans ceux qu'
admettoit à ces emplois : ils étoie
obligés d'affirmer par serment qu'
ne sçavoient ni lire, ni écrire. *Colin*
Malingre, reçû dans l'état de premi
huissier, (charge dont les provision
ennoblissent aujourd'hui celui qui e
est revêtu) fut le premier qui en 143
obtint des lettres de dispense de l'
ignorance prescrite à ses prédécesseur

Mémorial.
B. fol. 144.

L'importance des fonctions & l'an
tiquité immémoriale de cette compa
gnie lui ont mérité des distinctions
des honneurs qui l'égalent aux corp
les plus respectables de l'état. Dai
les cérémonies publiques, la cour de
pairs & la chambre des comptes mar
chent ensemble. Les conseillers de

cour & les maîtres , (comme il est rapporté dans un ancien mémorial)

ANN. 1351.

ung d'un, ung d'autre, tant qu'on y peut fournir, & n'y a de différence, sinon que ceux qui sont de parlement sont au-dessus à dextre. Lorsque les rois appellent ces deux compagnies à quelques cérémonies, actions de grâces & processions indiquées à la cathédrale, ils s'expriment ainsi dans les lettres d'invitation adressées à la chambre des comptes ; & parce que le différend que vous avez avec notre cour de parlement n'est pas encore terminé, nous voulons, en attendant qu'il le soit, & pour cette fois seulement, que vous ayez à sortir par la porte du chœur du côté de l'évangile.

Le roi par son attention à réformer quelques abus introduits dans les finances avoit paru s'appliquer aux soins du gouvernement. Ce monarque, dans toute la vigueur de l'âge, lorsqu'il monta sur le trône, avoit de la probité, cette vertu si respectable, sur-tout dans un souverain : il étoit brave & généreux ; ces heureuses qualités avoient été cultivées par une excellente éducation. Outre ces avantages, l'exemple des fautes de son

Origine des
malheurs de
l'état.

 ANN. 1351.

pere étoit devant ses yeux ; leçon utile , mais qu'il négligea. L'aveuglement qui l'empêcha d'en profiter est incompréhensible : il eût pû rendre heureux les peuples dont la Providence lui avoit confié le gouvernement ; & jamais , depuis que sa famille tenoit les rênes de l'empire François , la France n'avoit été réduite dans un état si déplorable qu'elle le fut sous son règne. Il faut convenir cependant , pour justifier en partie le mémoire de ce roi , que plusieurs circonstances étrangères concoururent avec son imprudence aux malheurs de l'état. C'est au mariage de Jeanne fille qu'on peut rapporter l'époque de ces funestes divisions qui déchirèrent le royaume. Cette princesse , âgée alors de dix-huit ans , fut accordée au jeune Charle , roi de Navarre.

Portrait de
Charle roi de
Navarre.

Il est nécessaire , pour l'intelligence de l'histoire , de faire connoître ce prince , qui va jouer un si terrible rôle sous les régnés consécutifs de Jean de Charle V. Charle , roi de Navarre , étoit fils de Philippe , comte d'Evreux , & roi de Navarre lui-même à cause de Jeanne de France , sa femme , fille de Louis X. *Il avoit*

dit Mezeray, toutes les bonnes qualités qu'une méchante ame rend pernicieuses, l'esprit, l'éloquence, l'adresse, la hardiesse & la libéralité. Il étoit l'homme le plus beau & le mieux fait de son tems ; mais cet extérieur prévenant étoit démenti par les vices les plus odieux. Sous l'apparence séduisante des graces de la figure existoit une ame cruelle, artificieuse, vindicative, capable de se porter aux plus grands excès, à qui le crime ne coûtoit rien. Son imagination même sembloit acquérir de nouvelles forces, lorsqu'il s'agissoit de projeter un forfait. Sa vie ne fut qu'un tissu d'actions abominables. Toujours inconséquent dans ses démarches, sans dessein fixe, son inconstance ne paroissoit contredite que par une perversité inaltérable. En jugeant de sa conduite par le principe & par l'événement, on eût dit qu'il ne commettoit le mal que pour le plaisir de le commettre. Son génie inquiet & turbulent étoit dans une activité perpétuelle. S'aventurant presque toujours avec imprudence, il étoit assuré de trouver des ressources contre tous les revers dans son esprit d'intrigues & de cabales. Brouillon & poli-

rique, il s'accommodoit au joug & la nécessité aussi facilement qu'il fa-
voit faire usage des circonstances heu-
reuses, lorsque le succès couron-
noit son audace : connoissant toutes
les passions humaines qu'il manioit
à son gré, rien ne pouvoit résister
à la rapidité de son éloquence. C'é-
toit un torrent qui entraînoit tous
les esprits. Assemblage inouï de tous
les vices, il est peut-être le seul grand
criminel qui n'ait jamais démenti son
caractère par un acte de vertu. Le mé-
pris des loix divines & humaines ;
perfidie, la haine couverte, le ressen-
timent implacable, l'impudence
plus effrénée, sembloient se disputer
l'empire de son cœur atroce. Trahi-
sons, révoltes déclarées, négociations
frauduleuses, surprises, parjures, as-
sassinats, empoisonnemens, tels étoient
les funestes jeux d'un prince né pour
le malheur du genre humain. Maître
de presque toutes les conjurations
éternel artisan de discordes, il déchirait
le royaume, il porta le fer & la flamme
dans toutes les parties de la France,
& mit plusieurs fois l'état sur
penchant de sa ruine. Pour comble de
maux, son exemple infecta la nation

& manifesta des crimes inconnus jusqu'alors à la générosité François. On l'appella Charles le mauvais, & jamais surnom ne fut mieux mérité.

ANN. 1351.

Cette même année le roi avoit fait célébrer le mariage du connétable Charles d'Espagne, son favori, avec Marguerite de Blois, dame de l'Aigle, fille de Charles de Blois. Cette princesse étoit nièce, *à la mode de Bretagne*, du roi Jean, Charles de Blois étant fils de Marguerite, sœur de Philippe de Valois. Le roi en faveur de ce mariage donna au connétable le comté d'Angoulême & les châteaux de Bençon & de Frontenay-l'abbatu. Ces terres, ainsi qu'il a été précédemment observé, avoient été assignées pour le paiement de trois mille livres de rente faisant partie de plusieurs autres revenus promis à Philippe, roi de Navarre, & à Jeanne sa femme, en indemnité de leurs droits sur les comtés de Champagne & de Brie. Cette donation fut le germe des premiers mécontentemens du roi de Navarre, & de sa jalousie contre le connétable, auquel il reprochoit de l'avoir dépouillé, *en le deshéritant, & retenant son héritage*. Tels étoient les termes

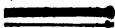
Mariage de Charles d'Espagne favori du roi.

Chron. MS.

ANN. 1351.

dont il se servoit pour exprimer
 plaintes. Ces terres effectivement
 voient été cedées au roi & à la r
 de Navarre ; mais Jeanne , avant
 de mourir , avoit fait un second éc
 ge avec le roi Philippe de Valoi
 comté d'Angoulême & des seignei
 de Benaon & de Frontenay-l'abb
 au lieu desquelles terres on lui a
 donné Pontôise , Beaumont-sur-C
 & Anieres. Les plaintes du roi de
 varre auroient donc été mal fond
 s'il en avoit été réellement mis
 possession ; mais on ne trouve au
 vestige de l'accomplissement de
 traité. Il paroît même par tous les
 férans accords qui furent faits dar
 suite avec ce prince , que l'écha
 n'avoit point été exécuté. Le roi ,
 être arrêté par cet obstacle , qu'il
 roit pû lever facilement en satisfai
 le roi de Navarre , ne suivoit dar
 distribution de ses graces que
 aveugle inclination pour le conn
 ble. *Il avoit pour ce seigneur , dit*
historien contemporain, un amour si
gulier , qu'il préféroit ses conseils à i
ceux des autres seigneurs ; & ceux qui v
loient mal parler , faisoient un crime
roi de l'amour désordonné qu'il av

Villani.

pour ce jeune homme. Ce n'est pas un  des moindres désagrémens attachés à la possession du diadème , que les rois , plus malheureux en cela que les derniers de leurs sujets , ne puissent se livrer aux douceurs de l'amitié en suivant leurs penchans , & que gênés par leur propre grandeur , l'éclat de leur rang les rende comptables au public de leurs affections particulières. On a quelquefois reproché aux souverains de n'avoir point d'amis : accordent-ils cet honneur à quelques-uns de leurs sujets , aussi-tôt la même indiscretion qui blâmoit leur insensibilité , condamne leur choix : on se plaint que ceux qui approchent du trône jouissent seuls de toutes les graces. Cependant ces faveurs , qui paroissent excessives , devroient moins être imputées à la trop grande bonté ou à la foiblesse du prince qu'à l'insatiable ambition de ceux qui les obsèdent. Charle d'Espagne , parvenu au faite des honneurs , comblé des bienfaits de son maître , se vit autant d'ennemis qu'il y avoit de courtisans avides : les plus grands seigneurs , & sur-tout les princes du sang , étoient indignés ; mais aveuglé par la prospérité , il n'apperçut pas ,

ou méprisa peut-être la haine pr
générale que lui attiroit son élév
Il osa être trop heureux.

ANN. 1352.

Entreprise
sur la ville de
S. Omer.

Froissard.
Chron. de
Fl.

Chron. MS.
du roi Jean.

Les fêtes & les intrigues occup
la cour de France , tranquille d'ai
sur la foi du dernier traité qui
prorogé la trêve , tandis que l'Ang
toujours attentif , ne laissoit éch
aucune occasion injuste ou légiti
saisir ses avantages. Le gouverne
Calais , Aimery de Pavie , enco
par le succès qui avoit couronné
entreprise sur Guynes , essaya de
parer de la ville de S. Omer , à l
veur de quelques intelligences de
croyoit s'être assuré. Charny , gou
neur de cette ville , fut instruit de
dessein. Non content d'avoir pris
tes les précautions nécessaires po
sûreté de la place où il command
il résolut de ne pas manquer une
joncture si favorable de se saisir
ennemi qui venoit lui-même se l
à la vengeance qu'il méditoit dep
long-tems. Il fit avertir le marécha
Beaujeu du jour que la tentative
voit se faire. Aimery comptant f
précision des mesures qu'il avoit
ses , s'approcha de S. Omer avec t
rité ; le maréchal le laissa poursui

sa marche jusqu'auprès de Bourbourg : lorsqu'il le vit engagé si avant qu'il ne lui étoit plus possible de reculer , il le suivit. Quelques soldats de l'arrière-garde Angloise appercevant un gros détachement de cavalerie qui venoit à eux , en donnerent avis à leur commandant : il l'envoya reconnoître ; & sur le rapport qu'on vint lui faire que c'étoit un corps considérable , il voulut retourner sur ses pas , convaincu que son entreprise étoit découverte ; mais il n'étoit plus tems : il fallut se résoudre au combat malgré l'inégalité du nombre. L'action fut sanglante : le maréchal de Beaujeu fut tué. Charny étant sorti de S. Omer avec une partie de la garnison , vint achever la déroute des Anglois , qui se battirent en désespérés. Aimery de Pavie , enveloppé de toutes parts , fut fait prisonnier : chargé de chaînes , on le conduisit à Saint-Omer , où Charny le fit écarteler , supplice trop cruel sans doute dans une guerre où les surprises & les violations de traités paroissent autorisés par les exemples des deux partis. Charny lui-même auroit dû se ressouvenir qu'en semblable occasion , Edouard l'ayant en son

ANN. 1352.

ANN. 1352.

pouvoir , l'avoit généreusement
gné.

On continuoit cependant les négociations pour la paix. Le recueil public des actes d'Angleterre contient une suite de lettres de pouvoir données par Edouard à ses ministres pour terminer les différends entre les deux courons ; mais il paroît par les prétentions excessives de ce prince , & par les sollicitations sans nombre que ses plénipotentiaires apportoitent à la conclusion du traité , que le monarque Anglois n'avoit d'autre vûe que d'amuser le roi , & l'empêcher de prendre des mesures décisives contre ses desseins perfidieux.

Défaite &
mort de Guy
de Nefle mar-
schal de
France.

Froissard.
Cont. de
Nang.
Chron. MS.
Hist. de
Bret.

Lorsque Guy de Nefle , mar-
schal de France , fait prisonnier en X
tonge , eut recouvré sa liberté , il
l'envoya en Bretagne avec des trou-
pes pour soutenir le parti de Char-
les de Blois : il ne fit qu'augmenter le nom-
bre des disgraces de ce malheu-
reux prince. Les troupes de la comtesse
de Montfort commandées par Gau-
de Vintley , Tannegui du Châ-
teau Garnier de Cadoudal , & Yves
Trezuiguidy , s'étoient campées
à Maureon près du château de Brest.

Le maréchal de Nesle comptant sur la ~~supériorité~~ ANN. 1352. du nombre, voulut les forcer dans leurs retranchemens. Les Anglois & Bretons du parti de la comtesse se défendirent avec intrépidité : Tannegui du Châtel perça le corps de bataille où commandoit le maréchal, qui perdit la vie dans cette occasion. La mort du chef déterminala victoire: les partisans de Charle de Blois furent entièrement défaits. Le vicomte de Rohan, le sire de Tinteniach (ce brave chevalier qui avoit donné des preuves si éclatantes de son courage au combat des trente,) le sire de Bricquebec & le châtelain de Beauvais, expirèrent sur le champ de bataille.

La réputation de bravoure & de générosité que le roi de France s'étoit Le roi arbitre d'un différend entre les ducs de Lenclastre & de Brunswich. acquise, lui mérita l'honneur d'être pris pour juge d'une querelle survenue entre deux princes qui n'étoient point ses sujets. Le duc de Lenclastre, accusé par le duc de Brunswich d'avoir tenu des propos injurieux, avoit donné un démenti public de cette accusation, & jetté son gage, suivant l'usage Rymer. aff. pub. tom. 3. part. 1. p. 80. qui se pratiquoit alors. Le duc de Brunswich, en qualité de demandeur, Froissard. Chron. MS. du roi Jean. avoit le droit de choisir pour juge le

ANN. 1352.

prince devant lequel il prétendoit la querelle fût vuidée : il s'accorda pour cet effet au roi , & fit signifier à l'Anglois qu'il se trouveroit à Paris que là ils décideroient leur différend les armes à la main. Le duc de Lancastre obtint une permission de se rendre à la cour de France , afin de défendre son honneur. Les deux rivaux comparurent dans un lice ou champ clos qui avoit été préparé dans le pré aux clercs , hors des murs de la ville , du côté de l'abbaye saint Germain ; lieu où se livroit ordinairement ces sortes de combats. Après qu'ils eurent fait les sermens accoutumés en semblables occasions , ils monterent à cheval , & tirent leurs épées. Déjà l'on avoit donné signal qui permettoit aux assaillans de combattre , lorsque le roi , qui en sa qualité de juge assistoit à ce spectacle , & toute sa cour , les empêcha d'aller plus avant , & de mesurer leurs forces. Satisfait du courage égal des deux parties , il prit la querelle sur lui-même & se chargea du soin de les réconcilier. Cette médiation dut être d'autant plus glorieuse au roi , qu'il préservant le duc de Lancastre
 fu

faites incertaines d'un combat dans lequel il pouvoit succomber , il se montrait soigneux de la conservation d'un de ses plus dangereux ennemis.

ANN. 1352.

Le roi se dispoſoit à faire le voyage d'Avignon , ſur les nouvelles qu'il reçut de la vacance du ſaint ſiege. Clement VI mourut le 6 décembre de cette année , après avoir occupé la chaire de ſaint Pierre pendant l'eſpace de dix ans & ſept mois. « Ce pape, dit » un hitorien contemporain , fut » très-libéral pour donner des bénéfices par les expectatives & la clauſe » *anteferri* , ou de préférence : il entretenoit ſa maiſon en ſouverain : la » magnificence & la profuſion régnoient à ſa table : il avoit un cortège nombreux de chevaliers & d'écuyers , & quantité de chevaux » qu'il montoit ſouvent par divertifſement : il ne négligea point l'avancement de ſa famille : il acquit pour ſes parens de grandes terres en France : il en fit pluſieurs cardinaux , » quoiqu'ils fuſſent trop jeunes , & » qu'ils menaſſent une vie ſcandaleuſe. » Dans ſes promotions il n'avoit égard » ni à la ſcience, ni à la vertu ; il étoit

Mort de
Clement VI.
Froiffard.
Chron. MS.
du roi Jean.
Hift. eccleſiaſt.
Math. Villani libro 3.
c. 43.

ANN. 1352.

» cependant lui-même assez instruit
 » dans les lettres ; mais ses manières
 » étoient cavalieres & peu ecclésiasti-
 » ques. Etant archevêque (c'est tou-
 » jours le même écrivain qui parle)
 » il ne garda pas de mesures avec les
 » femmes ; mais il alla plus loin que
 » les jeunes seigneurs : & quand il fut
 » pape , il ne sçut ni se contenir sur
 » ce point , ni se cacher. Les grandes
 » dames alloient à ses chambres com-
 » me les prélats , entre autres une com-
 » tesse de Turenne , pour laquelle il
 » faisoit quantité de graces. Quand il
 » étoit malade , c'étoit les dames qu'
 » le servoient , comme les parente
 » prennent soin des séculiers ». A c
 » portrait qui ne paroît pas flatté , qu'o
 » peut même soupçonner d'avoir é
 » dicté par la passion , Villani auroit d
 » ajouter que Clement VI cultiva l
 » arts & les sciences , qu'il fut éloquent
 » pour son siècle , qu'il aima la justice
 » la paix , qu'il employa sans cesse
 » médiation & ses soins paternels po
 » établir la concorde , & que penda
 » le cours de son pontificat , on ne pe
 » lui reprocher d'avoir négligé un se
 » moment de s'appliquer à mettre fin à
 » funestes désordres de la guerre. Ses

licitations continuelles auprès des rois de France & d'Angleterre font des preuves incontestables de son amour pour la paix, & de son zèle pour le bonheur de l'humanité.

ANN. 1352.

Les cardinaux assemblés dans le conclave se pressèrent de donner un successeur au souverain pontife qui venoit d'expirer. Le motif de cette précipitation fut qu'ils avoient appris que le roi de France devoit bien-tôt se rendre à Avignon, dans le dessein de déterminer par sa présence les suffrages des prélats qui composoient le sacré collège, en faveur d'un pape qui lui fût redevable de son exaltation. Les cardinaux se hâtèrent de le prévenir par la nomination d'Etienne Aubert, cardinal, évêque d'Ostie. Avant que de procéder à cette élection, ils avoient fait un règlement entre eux pour borner la puissance du souverain pontife qu'ils alloient élire. Par ce règlement le pape ne devoit plus faire de cardinaux, que leur nombre ne fût réduit à seize, & ce nombre ne pouvoit être augmenté que de quatre : le pape n'auroit même la liberté de créer ces nouveaux princes de l'église Romaine, que du consentement una-

Election de
Innocent VI.

Ibid.

Ann. 1352.

nime du sacré collège. Ce même glement privoit le pape du pouvoir de déposer ou de faire arrêter au cardinal sans l'avis de tous, & de noncer contre eux aucune censure du consentement des deux tiers. avoit inferé que celui sur qui le c tomberoit, promettoit dès-lors ne jamais mettre la main sur les biens des prélats de leur vivant, ni après leur mort; de ne point aliéner ni féoder les terres possédées par l'église Romaine sans la délibération des cardinaux, qui se réservent encore la perception & disposition de la moitié de tous les fruits & revenus des amendes, condamnation & autres émolumens attribués à l'église Romaine, en quelque province ce fût, suivant le privilège accordé par Nicolas IV. La charge de la chambre de la cour de Rome, & le gouvernement des provinces & territoires de l'église, ne pouvoient être confiés à aucun parent ou allié du pape. Et pour accorder à quelque prince ou à quelque ville les décimes, & autres subsides ecclésiastiques, ou les réserver à la chambre apostolique, il étoit nécessaire que cette grace fût confirmée par le

frages des deux tiers des cardinaux , qui tous devoient jouir d'une entiere liberté dans leurs délibérations. Ils avoient juré d'observer inviolablement ce compromis , les uns purement & simplement, les autres avec la restriction , *s'il étoit conforme au droit.*

ANN. 1352.

Le nouveau pontife , qui étoit du nombre de ces derniers , commença son pontificat par la révocation du réglement , comme abusif & préjudiciable à la plénitude du pouvoir donné par Dieu même au pape seul. Ce coup d'autorité ne fut pas la seule mortification qu'il fit essuyer aux cardinaux. Il supprima plusieurs réserves de bénéfices accordées par son prédécesseur en faveur de quelques-uns d'entre eux : il ordonna aux prélats , & autres bénéficiers , de résider à leurs bénéfices. La simplicité des mœurs de ce pontife se remarqua par la diminution de la dépense de sa maison : il réforma cette foule de domestiques que Clement VI entretenoit à sa suite : il s'attacha sur-tout à réprimer le honteux trafic que les officiers apostoliques faisoient de la justice , en accordant l'impunité aux meurtriers , qu'ils absolvoient ou toléroient pour de l'ar-

— ANN. 1352.

gent : il priva ces mêmes officiers du profit infâme qu'ils tiroient , tant du jeu des dez , que des femmes prostituées. Il prit le nom d'Innocent VI. Le roi ayant été informé de son élection , abandonna le projet du voyage d'Avignon.

Commen-
cement d'ini-
mitié entre le
roi de Navar-
re & Charle
d'Espagne.

Froissard.
Chron. MS.
du roi Jean.

Villani.
Chron. de
France.

Spicil. cont.
de Nangis.

Procès MS.
de Charle le
mauvais à la
chambre des
comptes.

Mém. de
littérature.

La cour cependant ne jouissoit que d'un calme apparent : l'élévation du connétable excitoit de plus en plus la jalousie des princes & des seigneurs. Le jeune roi de Navarre sur-tout , que sa dignité & la qualité de gendre du monarque faisoient prétendre à la première place dans la faveur , supportoit impatiemment une préférence si préjudiciable à ses vues. Il avoit déjà marqué en plusieurs circonstances son indisposition contre Charle d'Espagne ; mais celui-ci , loin d'essayer de l'appaiser par une conduite plus modeste , s'étoit comporté avec toute la hauteur que la fortune inspire. Dans une dispute très-vive , le gendre & le favori s'étoient tenus l'un à l'autre des discours très-piquans : le roi qui auroit dû arrêter cette mésintelligence dans son principe , l'irrita encore en protégeant ouvertement le connétable. Le roi de Navarre se plaignoit que Charle

d'Espagne l'avoit insulté par des propos offensans , en le désignant sous les noms injurieux de *billonneur & monnoyer* : il ajoûtoit que non content de l'avoir deshonoré , il lui avoit par ses suggestions attiré la disgrâce du roi : il jura hautement de s'en venger , & se retira à Evreux, très-mécontent de la cour. Ce fut dans cette ville que livré tout entier aux transports de son ressentiment , il forma le projet d'abattre l'orgueil du favori par une vengeance éclatante.

L'usage qui subsistoit alors , offroit au roi de Navarre un moyen honorable & légitime de satisfaire sa haine , en déclarant au connétable ce qu'on appelloit une guerre particuliere. Un de ses officiers , auquel il avoit confié la résolution où il étoit de perdre son ennemi , lui demanda s'il l'avoit défié : *Je le tiens tout défié* , répondit brusquement le Navarrois. En même-tems le prince communiqua à ce même officier toute la suite de son projet : il étoit , disoit-il , résolu d'aller à Paris , là de faire une insulte de propos délibéré au connétable , & ensuite de le faire attaquer par une troupe d'hommes armés qui se tiendroient

 ANN. 1351.

prêts pour cette expédition. Charles se rendit à Paris, ne respirant que la vengeance qu'il méditoit : il épia pendant plusieurs jours le moment d'exécuter son dessein ; mais, soit effet du hazard, soit que Charles d'Espagne se défiant de lui, se tint sur ses gardes avec plus de précaution qu'à l'ordinaire, il ne put jamais rencontrer l'occasion favorable à l'accomplissement de son entreprise. Il revint à Evreux désespéré d'avoir manqué son coup, & plus animé que jamais à satisfaire son inimitié, à quelque extrémité qu'il dût se porter.

 ANN. 1353.

Assassinat de
Charles d'Es-
pagne.

Ibid.

Le roi de Navarre apprit à Evreux que le connétable venoit d'arriver à l'Aigle : il ne perdit point de tems, & fit partir des hommes armés, chargés d'exécuter ses ordres. Ces assassins trouverent le connétable dans son lit. Cet infortuné seigneur, victime imprudente, que la fortune sembloit n'avoir favorisée, que pour la livrer ornée à la fureur de ses ennemis, voulut se lever & se mettre en défense ; mais il fut terrassé dans le moment ; & les cruels satellites qui l'attaquoient, sans être touchés de sa jeunesse, ni des prières qu'il leur adressa de lui con-

server la vie , le percerent de coups , & le massacrèrent. Charle de Navarre cependant s'étoit approché de l'Aigle , & attendoit dans une grange voisine de cette ville les nouvelles de l'issue de cet indigne complot. Dévoré d'inquiétudes , dans son impatience il envoyoit de moment en moment quelques-uns de ses gens à la découverte , lorsqu'il vit accourir à toute bride le *baron de Mareuil* , qui arriva près de lui en criant : *c'est fait , c'est fait*. Le roi lui demandant comment fait , l'assassin lui annonça que le connétable étoit mort : les autres meurtriers , au nombre desquels étoient *Gillet de Bantelu* , *Maubué* , *Colin* , *Doubleau* , & plusieurs Navarrois , survinrent ensuite.

Le roi de Navarre témoigna d'abord une douleur feinte , affectant de verser quelques larmes , comme s'il avoit été pénétré de tristesse. Il vouloit sans doute déguiser la honte d'un pareil attentat , & pallier l'horreur de son action aux yeux de quelques seigneurs de sa suite , qui auroient pû la condamner ; mais il étoit encore trop jeune pour être capable de dissimuler long-tems : il changea un moment après de ton & de visage , & ne rou-

git plus d'avouer tout haut le meurtre dont il avoit voulu paroître innocent quelques instans auparavant. Il rassembla son monde autour de lui , & il assura les cruels exécuteurs de ses volontés , qu'il prenoit sur lui tout ce qui avoit été fait , protestant avec serment qu'il défendrait tous ses complices , & qu'il ne prendroit aucunes lettres de pardon ou de rémission , qu'ils n'y fussent compris. Jugeant bien que le roi ne laisseroit pas un pareil crime impuni , il songea aux précautions qui pouvoient le mettre à couvert de son ressentiment. Dans cette vue il écrivit à plusieurs villes du royaume , ainsi qu'à la plûpart des seigneurs & princes. Ses manifestes contenoient la justification de sa conduite , & la nécessité où il s'étoit trouvé de se porter à cette violence.

Le duc de Lenclastre , qui étoit pour lors en Flandre , ayant été informé de la mort du connétable , jugea que le roi de Navarre n'avoit d'autre parti à prendre que celui de se jeter entre les bras du roi d'Angleterre : il lui dépêcha un de ses gens chargé de l'engager à lui envoyer quelque personne de confiance pour traiter à ce

sujet. Charle répondit à cette invitation , en faisant partir son chancelier , & un chevalier nommé Friquet ^a : il donna commission en même-tems à deux autres de ses officiers de se rendre à Bruges pour y emprunter de l'argent sur des joyaux. Le duc promit aux messagers du Navarrois toute l'assistance dont il auroit besoin , tant pour le présent que pour l'avenir , & se fit assurer qu'il seroit secondé par toutes les forces de l'Angleterre : il pressa même le chancelier de Navarre de passer à Londres avec lui. Heureusement les effets ne répondirent pas à ces magnifiques promesses. Le premier secours auquel l'Anglois s'engagea envers le prince , devoit être composé de cinq cens hommes d'armes & de deux cens archers qui reçurent ordre de se tenir

ANN. 1353.

^a Ce Friquet fut arrêté quelque tems après lorsque le roi s'assura de la personne du roi de Navarre en le surprenant à Rouen avec plusieurs seigneurs dont quatre furent décapités. Friquet subit plusieurs interrogatoires dont les procès-verbaux ont été conservés jusqu'à présent , il fut appliqué à la question , & peut-être même eût-il été exécuté s'il ne s'étoit sauvé du châtellet par l'adresse d'un de ses domestiques. C'est des dépositions de ce chevalier qu'ont été extraites toutes les particularités que nous avons rapportées concernant l'assassinat du connétable, ainsi que les circonstances d'un complot que le roi de Navarre avoit formé & dans lequel il entraîna le dauphin.

ANN. 1353.

prêts à partir à sa première réquisition.

Ibid.

Pendant ces négociations Charle fortifioit ses places en Normandie, & se préparoit à soutenir la guerre : il faisoit venir des troupes de tous côtés, & ne négligeoit rien pour se procurer des alliances. Toutefois, soit pour gagner du tems, soit qu'il ne désespérât pas de fléchir la colere du roi, il envoya le comte de Namur à Paris, afin de sonder les dispositions de la cour, où il avoit quantité de partisans secrets.

Colere du
roi, suivie
d'un honteux
traité avec le
Nayarrois.

Lorsque le roi avoit appris l'assassinat commis en la personne du premier officier de la couronne, prince du sang, son allié & son favori, il s'étoit abandonné à une douleur si peu mesurée, qu'il avoit passé quatre jours sans vouloir parler à personne. Dans les premiers mouvemens de sa colere il jura de tirer la vengeance la plus terrible de cette perfidie ; mais la situation présente des affaires ne permettoit pas au monarque d'écouter son ressentiment ou sa justice. Le roi de Navarre par lui-même étoit puissant : il possédoit en Normandie, & surtout vers les côtes maritimes de cette

province, des places & des forteresses à la bienfiance des Anglois : en le poussant à bout, il pouvoit y recevoir ces dangereux ennemis de l'état, les introduire dans le cœur du royaume, & même jusqu'aux portes de la capitale, près de laquelle il tenoit les villes de Mantes, de Meulan & de Pontoise. Dans cette conjoncture embarrassante, le roi prêta l'oreille aux sollicitations de Jeanne d'Evreux, veuve de Charle le bel, & à celles de Blanche de Navarre, veuve de Philippe de Valois, & sœur du prince coupable. L'intercession de ces princesses fut secondée par le cardinal de Boulongne, & par plusieurs autres seigneurs & prélats. Ce fut dans ces circonstances que le comte de Namur vint à Paris, chargé de la part du roi de Navarre d'obtenir un pardon qu'on n'étoit guères en état de lui refuser. Le cardinal de Boulongne, & Pierre duc de Bourbon, furent nommés avec d'autres commissaires pour travailler à régler les conditions de cet accommodement. Le roi leur donna plein pouvoir de traiter avec le roi de Navarre & ses complices.

On découvre dans ce traité toute la

ANN. 1353.

foiblesse du gouvernement, le malheur du prince & de l'état, & la perfidie des ministres chargés de le conclure. Par les conventions qui furent arrêtées & signées à Mantes le 22 février, le roi accorda au roi de Navarre le comté de Beaumont-le-Roger, & les châellenies de Conches & de Breteuil, seigneuries qui appartenoient au duc d'Orléans, frere du roi, & à la possession desquelles ce prince renonça. On céda de plus Pont-Audemer, le Cotentin, & les vicomtés de Valognes, de Coutances & de Carentan. On convint que le roi de Navarre posséderoit ces terres à une seule foi & hommage-lige, & en pairie avec celles qui lui appartenoient déjà en France, & qu'à l'égard de celles de ses terres qui étoient situées en Normandie, il les tiendrait aussi noblement que le duc de Normandie, lorsqu'il y en avoit un; qu'il pourroit avoir deux fois l'an, dans tel lieu de sa dépendance de la Normandie qu'il lui plairoit de choisir, un échiquier ou cour souveraine, telle que le duc de Normandie, lorsqu'il y en avoit un, étoit en pouvoir de l'établir. (L'échiquier en Normandie étoit une juridiction

qui, à l'instar des parlemens, jugeoit en dernier ressort tous les appels des juges de la province.) Le roi de Navarre devoit être mis en possession de ces terres quinze jours après qu'il auroit vû le roi. Il renonçoit en échange à la propriété de Pontoise, ainsi qu'à la délivrance qui devoit lui être faite de Beaumont-sur-Oise & d'Anieres. On arrangea le payement de tout ce qui lui étoit dû d'arrérages de plusieurs rentes sur le trésor : on lui promit de faire rédiger par écrit les articles de son contrat de mariage avec Jeanne, fille du roi, & de faire faire incessamment l'affiette des douze mille livres de rente en terre, faisant partie de la dot de cette princesse. On publia une amnistie générale, tant pour lui que pour ses adhérens. Les seigneurs de Normandie qui avoient eu part à l'assassinat du connétable, eurent la liberté de devenir, s'il leur plaisoit, vassaux du roi de Navarre. Quelles condicions plus avantageuses ce prince auroit-il pu prétendre, s'il eût rendu au roi & à l'état les services les plus signalés ? Enfin, pour comble d'humiliation, on lui donna le second fils de France en ôtage & pour garant

 ANN. 1333.

de la sûreté de sa personne , tandis qu'il viendrait à la cour faire au roi une satisfaction apparente.

Le roi de Navarre ayant ainsi pris toutes ses sûretés , se rendit à Paris , où le roi tint son lit de justice : ce prince criminel comparut dans l'assemblée du parlement , à laquelle assistoient les pairs du royaume , & plusieurs gens du conseil. Là , s'adressant au roi , il le pria de lui pardonner la mort du connétable , soutenant cependant qu'il n'avoit fait commettre ce meurtre que pour une cause très-légitime , dont il offrit d'instruire sa majesté , quand il lui plairoit de l'entendre. Il ajouta qu'au reste il n'avoit point prétendu violer par cette action le respect dû à la majesté du souverain. Après qu'il eut prononcé d'une voix assurée cette froide excuse , Jacques de Bourbon , nouveau connétable , *mit la main au roi de Navarre du commandement du roi* , c'est-à-dire , l'arrêta , & le conduisit dans une salle prochaine. Les deux reines , Jeanne & Blanche , entrèrent ensuite , s'inclinèrent devant le roi ; & Regnault de Trie , dit Patrouillard , s'étant prosterné devant le trône , & parlant au

nom des princesses , implora la clémence du roi en faveur du roi de Navarre. Après qu'il eut cessé de parler , le connétable & les maréchaux eurent ordre de faire rentrer le prince : il reparut au milieu des deux reines. Le cardinal de Boulogne prenant alors la parole pour le roi , dit : *Monseigneur de Navarre , nul ne se doit émerveiller si le roi de France s'est tenu pour malcontent de vous pour le fait qui est advenu , (lequel il convient ja que je die , puisque vous l'avez si publié par vos lettres , & autrement par-tout , que chacun le sçait) car vous êtes tant tenu à lui que ne le deussiez avoir fait. Vous êtes de son sang si prochain que chacun le sçait , vous êtes son homme & son pair : & si avez épousé sa fille , & de tant avez-vous plus meprins : toutefois pour l'amour de mesdames les roynes qui cy sont , qui moult affectueusement l'en ont prié & aussi qu'il tient que vous l'avez fait par petit conseil , il vous pardonne de bon cœur & de bonne volonté. A ces mots les reines & le roi de Navarre se mirent à genoux devant le roi , & lui rendirent graces. Le cardinal de Boulogne ajouta , qu'aucun du lignage du roi ou autre ne s'avanturât dores-en-*

avant de faire tels faits comme le roi de Navarre avoit fait ; car vraiment s'il advenoit , & fût-il le fils du roi qui le fût du plus petit officier que le roi eût , si en seroit-il justicié , & adonc la cour se departit. Ce fut ainsi que se termina cette représentation théâtrale , hon-
 teux palliatif , qui ne réparoit pas l'ou-
 trage fait à l'autorité royale , & à la
 sainteté des loix. Le roi de Navarre ,
 suivant ce que rapporte le continua-
 teur de Nangis , fonda plusieurs cha-
 pelles , où l'on célébroit des services
 pour le repos de l'ame du connétable.

**Puni son
 d'un seigneur
 de Poitou.**

**Chron. MS.
 du roi Jean.**

**Jugem. cri-
 minel du par-
 lem. 7. reg.
 fol. 29. vj.**

**On donna dans ce même tems un exemple de la sévérité de la justice , par le châtiment public d'un seigneur de Poitou , qui avoit eu l'audace de s'ériger en petit souverain , mais dont le pouvoir étoit trop foible pour for-
 cer les loix à se taire. Ce gentilhomme s'appelloit Regnault de Pressigny : il étoit seigneur de Marans près de la Rochelle. Il n'y avoit aucune espèce de concussions , d'injustice & de barbarie qu'il n'eût exercée dans ses do-
 maines. Il rançonnoit tous les habi-
 rans , faisoit conduire en prison ceux qui refusoient de lui payer les sommes qu'il exigeoit ; & s'ils persistoient dans**

leur refus , il les faisoit traîner au sup-
 plice. Il en avoit fait ainsi exécuter
 plusieurs , quoiqu'ils appellassent à la
 justice du roi. Il disoit en plaisantant ,
 lorsqu'il les envoyoit à la mort , que
 s'il ne les faisoit pas mourir conformé-
 ment au droit, c'étoit à tort , *jure*
aut injuriâ : il attaquoit même jus-
 qu'aux religieux qu'il emprisonnoit ,
 pour obliger ensuite les monasteres de
 les racheter , ne les laissant aller qu'a-
 près leur avoir crevé un œil , arraché la
 barbe , & avoir assouvi sa cruauté par
 d'indignes outrages. Ce scélérat fut
 enfin arrêté lui-même , enfermé au
 châtelet , & condamné à être pendu
 par arrêt du parlement , auquel assiste-
 rent , avec les conseillers de la cour ,
 plusieurs princes du sang , ducs , com-
 tes , barons , maîtres des requêtes , &
 maîtres de la chambre des comptes.
 Ce jugement peut donner une idée
 des abus qui régnoient encore dans les
 juridictions subalternes des seigneurs.

Cette année fut remarquable par
 un violent tremblement de terre qui
 se fit sentir en différentes parties du
 monde : on en éprouva plusieurs se-
 cousses à Reims & à Paris , mais qui
 ne causerent pas de dommages consi-
Tremble-
 ment de ter-
 re.
Spicil. cont.
de Nang.

 ANN. 1353.

dérables. Ce fut en Allemagne que ce mouvement intérieur du globe produisit les plus fâcheux effets ; plusieurs villes & châteaux furent renversés : la ville de Bâle fut détruite de fond en comble. La plûpart des habitans périrent sous les ruines de leurs édifices. Après le tremblement, il sortit du débris des maisons un feu qui dévora les matériaux, & les réduisit en cendres. Lorsque de nos jours la ville de Lisbonne a été détruite en partie par un semblable accident, le feu s'exhaloit à travers les décombres des bâtimens abîmés.

 ANN. 1354.

Reconciliation des seigneurs d'Harcourt avec le roi.

Froissard.

Chron. de S. Denis.

Chron. MS. du roi Jean.

On pouvoit dès-lors voir le commencement de ces intrigues, & des menées sourdes qui présageoient & préparoient les malheurs du royaume. La trahison s'étoit glissée jusques dans le conseil du roi. Le comte d'Harcourt & Louis son frere, qui avoient toujours été attachés & unis d'intérêts au roi de Navarre, se réconcilierent tout d'un coup avec le roi de France, sans qu'on pût soupçonner les motifs de cette réconciliation. Ces seigneurs devoient, dit-on, révéler au monarque plusieurs secrets importants, entr'autres tout le tissu du complot formé

contre Charle d'Espagne. Les suites de cette découverte éclaterent peu de tems après. Le cardinal de Boulogne , qui avoit trahi visiblement la gloire & les intérêts de son prince dans le traité désavantageux conclu à Mantes avec le roi de Navarre , fut disgracié , & partit pour Avignon. Robert de Lorris , chambellan du roi , se déroba par une prompte fuite au courroux du monarque. Dépositaire des secrets de son maître , il avoit eu la lâcheté de les vendre au roi de Navarre , & , ce qui sur-tout excitoit le ressentiment du roi , il avoit été pleinement informé de l'attentat médité & exécuté contre les jours du connétable. Le roi ne put jamais pardonner dans le fonds de son cœur à ceux qui avoient eu part à cet assassinat : contraint de dissimuler l'affront qu'on lui avoit fait dans la personne de son favori , il avoit remis à des circonstances plus favorables la vengeance de cet outrage.

Le roi de Navarre , qui avoit des intelligences jusques dans le conseil secret , fut informé que l'on prenoit des mesures pour le faire arrêter. Il partit subitement de la cour , & se retira d'abord en Normandie ; mais

 ANN. 1354.

Le roi de Navarre quitte la Normandie , part pour Avignon , où il demeure caché. *Ibid.*

ANN. 1354.

ayant appris que le roi assembloit des troupes à Rouen & ailleurs, dans le dessein de le surprendre, il abandonna cette province, & se rendit secrètement à Avignon, où se tenoient alors les conférences pour la paix entre les ministres de France & d'Angleterre. Pendant le séjour qu'il fit dans cette ville, il demeura caché dans les hôtels des cardinaux d'Ostie & de Boulogne: il se rendoit toutes les nuits chez le duc de Lenclastre plénipotentiaire d'Edouard: c'est-là qu'il employoit les ressources & les manœuvres que lui suggeroit son génie inquiet & turbulent, & qu'il s'efforçoit de traverser autant qu'il pouvoit, les négociations. Les deux cardinaux ministres du pape en donnant un asyle obscur à ce prince ne se rendoient que trop suspects de partialité. Néanmoins le roi de Navarre malgré ses intrigues ne put empêcher qu'on ne prorogéât la trêve pour une année.

Le roi fait
saisir les ter-
res du roi de
Navarre.

Le roi prit enfin le parti d'éclater contre un prince dont la conduite ne méritoit plus aucun menagement. Pour cet effet il se rendit à Caen & fit ordonner la saisie de toutes les terres possédées par le Navarrois: les

officiers du roi furent chargés de s'en emparer. Malheureusement ce n'étoit qu'une faisie juridique. Charles avant son départ avoit pris soin de faire fortifier ses places & de les munir de garnisons nombreuses. On méprisa des ordonnances si mal appuyées. Les principales villes telles qu'Évreux, Pont-Audemer, Cherbourg, Gauray, Avranches & Mortagne refusèrent d'ouvrir leurs portes. Les gouverneurs de ces places répondirent à ceux qui se présenterent de la part du roi, qu'ils ne les rendroient qu'au roi de Navarre leur seigneur, qui les leur avoit données en garde.

Cependant Charles le mauvais négocioit une ligue avec l'Angleterre. Le duc de Lenclastre avoit reçu d'Édouard un plein pouvoir de traiter avec ce prince, qui après avoir passé quelque tems à la cour d'Avignon, partit pour se rendre dans ses états de Navarre, où il rassembla des troupes & vint ensuite débarquer à Cherbourg à la tête de deux mille hommes d'armes. Avant que ce prince se fût mis en état de défense, il eût été facile au roi de l'accabler avec toutes les forces du royaume. La trêve sub-

ANN. 1354.

Retour du
roi de Na-
varre.Rym. aſ.
publ. tom. 3.
p. 1.Chron. MS.
[Froiff. &c.]

 ANN. 1354.

fisoit encore avec l'Angleterre ; un effort médiocre eût suffi pour réduire ce prince & le mettre hors d'état de nuire : sa ruine eût sauvé l'état. Mais le roi content de l'avoir menacé par la condamnation prononcée contre lui , n'avoit pas cru qu'il fallût une puissante armée pour faciliter l'exécution d'un pareil arrêt. Telle étoit la mauvaise politique d'un monarque imprudent , que les événemens surprirent presque toujours , & qui ne se déterminant jamais qu'à la dernière extrémité , se privoit par sa précipitation des ressources que lui eussent procuré facilement plus de fermeté dans sa conduite & des précautions plus sages.

Nouveau
 traité avec
 le roi de Na-
 varre.

Ibid.

Cependant Charle de retour en Normandie avec des forces considérables menaçoit de faire une vigoureuse résistance : les troupes Navarroises qu'il avoit amenées faisoient des courses continuelles. La ville de Conches la seule des places du roi de Navarre dont le roi s'étoit emparé , fut reprise. D'un autre côté , le duc de Lenclastre s'avança jusqu'aux isles de Grenesey dans l'intention de profiter des circonstances & de faire peut-être

être malgré la trêve une irruption dans la province de Normandie dont l'entrée alloit lui être ouverte pour peu qu'on pressât trop le roi de Navarre. Que faire dans une pareille circonstance ? Il fallut recourir aux négociations : on fut trop heureux d'acheter la paix de ce prince qu'on venoit de condamner. Jacque de Bourbon comte de Ponthieu, connétable de France, & le duc d'Athenes l'allèrent trouver munis de pleins pouvoirs pour traiter avec lui. Ils se rendirent à Valogne & y conclurent un accommodement, par lequel le roi de Navarre promit de se présenter devant le roi & de lui parler en public *avec toute obéissance, révérence & honneur*, en le priant de lui pardonner, ainsi qu'à ses freres, & à tous ceux qui étoient entrés dans son parti : il devoit aussi pour la forme supplier le roi de lever la saisie de ses terres. Le roi par ce même traité accordoit un pardon général, tant pour Charle que pour ses adhérens : dans cette amnistie on avoit compris non-seulement la désobéissance, mais encore les crimes de leze-majesté contre la personne du roi & contre l'état. Le roi de Navarre avoit fourni la liste de

ANN. 1354.

ANN. 1354.

tous ceux qui devoient jouir de cette grace : leur nombre montoit à 300. Ceux qui avoient conclu le précédent traité de Mantes étoient mentionnés dans cette liste , témoignage non suspect de leur perfidie. On y voit le duc de Bourbon , le cardinal de Boulogne , Geoffroi de Charny , Robert de Lorris , & le Cocq évêque de Laon. Quelle condition plus déplorable que celle d'un prince environné de traîtres , & qui trouve ses plus grands ennemis dans ceux qu'il honore de sa confiance ! Le roi de Navarre s'engageoit de plus , à renouveler ses protestations d'obéissance & de fidélité au roi en présence des reines Jeanne & Blanche , du dauphin , du comte d'Anjou , du duc d'Orléans , du comte de Foix , du connétable & du chancelier : tous les princes & seigneurs du sang devoient confirmer & garentir ces conventions par serment : les officiers du roi dont la liste est insérée dans le traité , étoient obligés de jurer de ne jamais conseiller au roi d'y contrevenir. Les articles de l'accord de Mantes concernant les intérêts du roi de Navarre qui n'avoient point été exécutés , sont rappelés dans ce der-

nier traité : toutes les sommes qui lui étoient dues par le roi sont évaluées à cent mille écus.

ANN. 1541

L'accommodement étant terminé , le roi de Navarre alla trouver le dauphin au Vaudreuil & se rendit à Paris avec ce prince. Il se présenta devant le roi qui pour lors étoit logé au Louvre : après de légères excuses sur ce qui s'étoit passé , il protesta que depuis la mort du connétable , il n'avoit rien fait dont le roi de France eût sujet d'être mécontent. Il supplia le roi de vouloir lui pardonner & *le tenir en sa grace , & promit qu'il lui seroit bon & loyal si comme fils doit être à pere & vassal à son seigneur. Adonques* , dit un de nos anciens historiens , *lui fit dire le roi de France par le duc d'Athenes , qu'il lui pardonnoit de bon cœur.* Le roi parut satisfait ou feignit de l'être de ces protestations de la part d'un prince à qui les sermens ne tou-
toient rien.

On étoit sur le point de voir recommencer la guerre avec plus de fureur que jamais. Les négociations pour la paix aussi souvent reprises qu'interrompues , n'avoient abouti qu'à produire entre les deux couron-

ANN. 1354.

nes une prorogation de la trêve pour une année, & cette trêve alloit expirer. L'historien d'Angleterre, quelque partial qu'il soit en faveur de cette nation, ne peut s'empêcher de laisser entrevoir que le plus grand obstacle à la paix étoit occasionné par les dispositions d'Edouard. Quoique les avantages qu'il avoit remportés sur la France semblaient lui donner la supériorité, un motif puissant l'avoit empêché jusqu'alors de renouveler la guerre; il falloit qu'avant tout, il mît fin aux inquiétudes qui le troubloient dans l'intérieur de ses états. La prison de David de Brus, & la dernière victoire remportée sur les Ecoissois, n'avoient pu les réduire. Il voyoit cette fiere nation toujours les armes à la main, & prête à faire une irruption en Angleterre pour peu qu'il s'en éloignât: c'est ce qui l'avoit fait consentir que ses députés assemblés à Guines avec ceux du roi de France, prolongeassent l'armistice depuis le mois d'août 1354 jusqu'à l'année suivante. Le cardinal de Boulogne, médiateur nommé par le pape, étoit présent à cet accommodement. Rapin Thoiras prétend que le roi avoit offert de cé-

der à Edouard la Guyenne & les comtés d'Artois & de Guines en toute souveraineté, sans en faire hommage à la couronne de France; *mais bientôt*, ajoute-t-il, *pour le malheur de la France & pour le sien propre, il rompit brusquement la négociation commencée.* Ce que cet écrivain avance n'est appuyé sur aucune preuve, & se trouve au contraire destitué de toute vraisemblance. Les actes publics d'Angleterre qui rapportent généralement tout ce qui concerne l'intérêt des deux états, les pouvoirs donnés par Jean & par Edouard à leurs plénipotentiaires, leurs plaintes, leurs justifications & leurs prétentions respectives, ne font aucune mention de ces offres prétendues. Quelles raisons auroient pu forcer le roi d'acheter la paix à des conditions si désavantageuses? Ce fut presque tout ce que le vainqueur de Poitiers put arracher de la triste situation où la prison du roi, la misère du royaume, nos divisions intestines, & la fureur de la nation conjurée contre elle-même réduisirent l'état.

Pendant cette dernière année de trêve, Edouard se prépara sérieusement à recommencer les hostilités. Il

ANN. 1354.

se hâta de conclure avec l'Ecosse un accommodement qui pût le tranquilliser à cet égard. Les Ecoissois inviolablement attachés à leur souverain, ne voulurent consentir à la paix qu'à condition qu'il seroit mis en liberté. Edouard avoit peine à leur accorder cet article ; mais leur fermeté l'y contraignit. Il s'engagea donc par le traité à délivrer David moyennant une rançon de quatre-vingts dix mille marcs d'argent payables dans le cours de neuf années ; mais on eut soin d'insérer des restrictions qui retarderent sous différens prétextes la délivrance du roi d'Ecosse : ce prince demeura encore prisonnier pendant plus de trois années.

*Rym. aſſ.
pub. tom. 3.
part. 1.*

*Conférences
pour la paix.*

Edouard cependant dont toutes les vues ne tendoient qu'à surprendre le roi de France, témoignoit publiquement les dispositions les plus favorables à la paix. Les ministres des deux souverains étoient convenus de se rassembler à la cour d'Avignon avec de nouveaux pouvoirs. Le monarque Anglois renvoya ses plénipotentiaires avec des instructions plus amples, jusqu'à offrir même de s'en rapporter pour la décision de ses différens avec

le roi à l'arbitrage du pape Innocent ; mais il paroît par plusieurs lettres de ce souverain pontife adressées au roi d'Angleterre avant & après les conférences qui furent tenues à ce sujet, qu'Edouard avoit mis à la conclusion du traité des conditions qui la rendoient impraticable. Ce prince toutefois voulant témoigner encore plus de sincérité, affecta de faire intervenir les prélats & la plus grande partie de la noblesse dans les négociations qui se traitoient. Le recueil des actes publics d'Angleterre contient plusieurs lettres de procurations signées par le Clergé & par la plus grande partie de la noblesse Angloise, dont les députés avoient ordre d'assister de leur part aux conférences tenues à Avignon, & de ratifier, en leur nom sous l'autorité du roi, les conditions de paix qui seroient arrêtées devant les commissaires nommés à cet effet par le saint pere. Le monarque politique avoit plusieurs vues en autorisant une pareille démarche : il se justifioit d'avance des justes reproches qu'on pouvoit lui faire dans la suite, d'avoir, pour satisfaire uniquement son ambition, perpetué une guerre également ruineuse pour les

 ANN. 1354.

deux partis. En appelant ainsi les premiers ordres de l'état pour garants de sa conduite, il en imposoit à ses sujets par cette confiance, & les animoit d'autant plus à seconder ses efforts pour soutenir une querelle étrangère à l'intérêt de la nation. Mais lorsqu'il fut question de régler les articles du traité, les ministres, seuls dépositaires de ses véritables intentions, usèrent de tant de détours, multiplièrent si fort les difficultés, & avancèrent des demandes si exorbitantes, qu'il fut facile d'augurer la suite des conférences. Ils rappellerent alors les offres prétendues de la cession de la Guyenne & des comtés d'Artois & de Guines en toute souveraineté. On conçoit aisément que ces prétentions excessives manifestaient trop ouvertement le peu de disposition que l'Anglois apportoit à la paix: on cessa de part & d'autre de négocier pour ne plus songer qu'à reprendre les armes.

 ANN. 1355.

Edouard
passe à Ca-
lais, ravage
le Boulon-
nois & l'Ar-
tois: se retire

La trêve ne fut pas plutôt expirée que le prince de Galles qui venoit de recevoir du roi son pere la lieutenance générale du duché de Guyenne, fit ses préparatifs pour passer dans cette province, tandis qu'Edouard monta sur

sa flotte & vint débarquer à Calais avec une armée considérable, à la tête de laquelle il ravagea le Boulonnois & l'Artois, & s'avança jusqu'à Hesdin sur les frontières de la Picardie. Il saccoagea & brûla les environs de la place dont il ne put s'emparer. Le roi cependant rassembloit ses forces : la ville d'Amiens fut indiquée pour le rendez-vous des troupes. Jean ayant formé son armée, vint présenter la bataille aux ennemis ; mais le roi d'Angleterre ne jugea pas à propos de s'exposer à l'événement d'un combat : il se retira précipitamment. L'armée Françoisé le poursuivit jusqu'à Saint-Omer, d'où le roi l'envoya défier par le maréchal d'Andreghen & par plusieurs chevaliers, lui offrant de le combattre corps à corps, *ou pouvoir contre pouvoir*, comme on s'exprimoit alors, c'est-à-dire avec leurs forces respectives. Edouard satisfait d'avoir couru & pillé quelques provinces, refusa le défi, & répondit qu'il avoit assez attendu sans que personne vînt à sa rencontre, & qu'il n'attendroit pas davantage. Après cette défaite, que les historiens les plus favorables à ce prince, faute de meilleure justi-

 ANN. 1355.

à l'approche du roi & repasse en Angleterre.

Froissard. Chron. MS. Spicil. contin. de Nangis, &c.

ANN. 1355.

fication , se contentent de révoquer en doute , quoiqu'elle soit attestée par tous les écrivains contemporains , l'Anglois se retira vers Calais , d'où bientôt on le vit repasser à Londres sur les nouvelles qu'il reçut de la prise de Berwich par les Ecoissois.

Descente
du prince de
Galles en
Guyenne.

Ibid.

Dans le même tems que le roi d'Angleterre attaquoit la France du côté de l'Artois & de la Picardie , le prince de Galles son fils , fit une irruption dans la Gascogne , désola les environs de Toulouse , de Narbonne & de Carcassonne , & revint à Bordeaux , emmenant avec lui quantité de prisonniers , & chargé d'un butin considérable. Le prince fit ces courses sans rencontrer aucun obstacle , quoique le nombre des troupes Françoises fut supérieur aux siennes. Il fut redevable de cet avantage à la mésintelligence qui divisoit les généraux François. Ces chefs étoient Jacque de Bourbon connétable de France , le maréchal de Clermont , le comte d'Armagnac lieutenant du roi en Languedoc , (il avoit succédé au roi de Navarre dans cette commission) & Gaston Phœbus comte de Forx. Ce dernier quelque tems auparavant avoit été consti-

tué prisonnier au châtelet pour raison de la mouvance de ses terres. Après un mois de captivité, le roi qui l'avoit fait arrêter, lui rendit la liberté, & fut assez imprudent pour lui confier le commandement d'une partie de ses troupes en Languedoc.

Ce n'étoit pas assez, pour le malheur de la France, d'être menacée au-dehors d'une guerre plus obstinée & plus sanglante encore qu'elle ne l'avoit été sous le regne précédent : les Anglois n'étoient pas les plus dangereux ennemis du roi & de l'état ; il falloit pour combler nos disgrâces, que l'intérieur du royaume fût infecté par le poison lent & couvert de la haine & de la perfidie. Le roi paroissoit s'occuper uniquement des soins nécessaires à la défense de l'état : il vivoit tranquille au milieu des siens sur la fidélité desquels il comptoit, (car un des défauts dominans du caractère de ce prince, extrême en tout, étoit de porter à un excès égal les soupçons & la confiance) lorsque la découverte d'un complot pernicieux le tira de cette sécurité. On peut assurer qu'en cette occasion il fut exposé au plus grand danger qu'il eût couru de sa

ANN. 1355.

Conjuration
formée par le
roi de Na-
varre.

*Pieces juv.
rap. dans les
mém. de litt.
Procès N S.
du roi de Na-
varre.*

 ANN. 1355.

vie, & ce qui dut lui rendre cette découverte plus douloureuse, c'est qu'il fut frappé par l'endroit le plus sensible.

Le roi de Navarre n'eut pas plutôt conclu le traité de Valogne, qu'il forma de nouvelles intrigues: il trouva le moyen de s'insinuer dans l'esprit du dauphin avec lequel il étoit revenu à Paris. Charles dauphin, l'aîné des enfans du roi, étoit alors âgé de dix-sept ans. La jeunesse de ce prince, la douceur de son caractère, la droiture & la générosité de son cœur, & son inexpérience, le rendoient facile à recevoir les impressions qu'on voudroit lui donner. Livré aux conseils d'un perfide, il se laissa séduire par les apparences trompeuses de la confiance & de l'amitié. Le Navarrois lui avoit fait entendre que le roi son père *le haïssoit à mort*, & que la preuve de cette haine se découvroit facilement, en ce que jusqu'alors il ne lui avoit donné aucun appanage. Pour sentir combien cette odieuse insinuation étoit dépourvue de vraisemblance, il suffit de considérer que Charles étoit déjà en possession du Dauphiné, dont le gouvernement s'administroit en son

ROM. Le dauphin crut tout : il ne vit plus dans l'auteur de ses jours qu'un pere dur dont il n'avoit rien à espérer : rempli de cette funeste idée, il s'abandonna entierement aux suggestions du traître qui l'obsédoit : pressé par ses sollicitations & ses conseils, il forma le dessein de partir secretement de la cour, & de se rendre auprès de l'empereur son oncle (c'étoit Charle IV. fils de ce Jean roi de Bohême tué à la bataille de Crecy.) Le jour fut pris pour l'évasion : il manda au roi de Navarre qui pour lors étoit dans ses terres de Normandie, de lui envoyer des gens de confiance avec lesquels il pût s'échaper. Charle le mauvais au comble de ses vœux d'avoir si bien réussi, se rendit à Mantes pour veiller de plus près à l'exécution de ce projet. L'entreprise paroissoit immanquable : trente hommes d'armes attendoient à Saint-Cloud l'héritier présomptif de la couronne, pour le livrer à la discretion du plus scélérat de tous les hommes. Heureusement le dauphin apperçut le piège qu'on tendoit à son innocence : il prévint les suites dangereuses de l'intrigue dans laquelle son imprudence

 ANN. 1355.

Knyghton.
*Procès MS.
du roi de Na-
varre. Inter-
rogatoire de
Fiquet.
Mém. de*

venoit de l'engager : il en fremit.
 ANN. 1355. Non content d'avoir reconnu sa faute,
litt. pour ser- il eut le courage d'en faire l'aveu à son
vir à l'hist. pere. Jean moins étonné de la crimi-
du roi de Na- nelle audace du roi de Navarre que
varre par M. touché du repentir de son fils, non-
Secouffe. seulement lui pardonna, mais même
 fit grace en sa faveur à tous ceux qui
 avoient eu quelque part à ce projet.
 Le roi & le dauphin lui-même igno-
 roient jusqu'à quel point les conjurés
 espéroient porter leurs attentats : ce
 ne fut que quelque tems après, qu'on
 pénétra les replis de cet horrible mys-
 tere. Ce Friquet dont nous avons déjà
 parlé, gentilhomme attaché au roi de
 Navarre, gouverneur de la ville de
 Caen, ayant été arrêté & mis en pri-
 son au châtelet, fut appliqué à la ques-
 tion : il convint à la torture que le
 dessein de Charles le mauvais étoit de
 faire enfermer le roi dans quelque
 forteresse, & de l'y faire mourir. Le
 dauphin devoit, disoit-on, accom-
 pagné du roi de Navarre, aller vers
 l'empereur son oncle, afin d'en ob-
 tenir du secours *pour prendre le roi*
Jean, l'emprisonner dans une tour, &
illec le faire mourir.

Le peu d'apparence qu'il y avoit de

réussir dans un pareil complot , dont le dauphin ne connut jamais que le commencement , qui tendoit seulement à se rendre auprès de Charle IV , prouve bien que le Navarrois avoit d'autres vûes : il eût été absurde de penser que l'empereur eût favorisé une trahison aussi noire : on avoit seulement persuadé au jeune Charle de se laisser conduire vers son oncle , pour se plaindre à lui de la dureté prétendue du roi son pere , & tâcher de l'engager à solliciter pour lui quelque augmentation d'appanage. Ce fut l'unique motif qu'on lui fit envisager ; mais le roi de Navarre se garda bien de lui découvrir ses véritables intentions , sur-tout le dessein qu'il méditoit contre la personne du roi. C'est encore un des articles de la déposition de Friguet , qui nous apprend cet abominable complot. Le Navarrois avoit pris ses mesures pour surprendre le roi Jean dans un voyage que ce monarque devoit faire à l'abbaye de Grandpré en Normandie , pour tenir sur les fonts baptismaux l'enfant du comte d'Eu. Il paroît , autant qu'on peut le conjecturer , que ce projet devoit s'exécuter , dès que le dauphin se se-

ANN. 1335. roit mis entre les mains des gens qui l'attendoient à S. Cloud.

Qu'on se représente les suites de cette action, en faisant réflexion que c'étoit Charle le mauvais, qui par ce moyen se fût trouvé maître du pere & du fils en même-tems ; & qu'on juge de son étonnement, lorsqu'il reçut la nouvelle que le coup étoit manqué. Le dauphin lui marqua simplement qu'il ne lui envoyât personne, parce qu'il avoit changé de dessein, ce qu'il n'auroit certainement pas fait avec si peu de précautions & d'une maniere si libre, s'il avoit été coupable d'autre chose que du projet indiscret de quitter la cour sans la permission du roi. Cette seule démarche, indépendamment de ce qui a été observé ci-dessus, suffit pour opérer la justification de l'innocence du prince, & la conduite du roi envers son fils acheve d'en démontrer l'évidence. Ces particularités qui pourroient paroître trop détaillées, doivent trouver grace aux yeux du lecteur en faveur de celui qui en est l'objet. Il s'agit de la mémoire d'un de nos plus grands monarques, dont la gloire seroit flétrie par l'ombre même du soupçon : c'est Charle le sage qu'il falloit justifier.

Le roi n'eut besoin que de faire sentir au dauphin le danger auquel il s'étoit exposé en se livrant imprudemment entre les mains d'un prince que les plus énormes crimes n'étoient pas capables d'effrayer, & qui avoit un intérêt visible à semer la dissension dans la famille royale. Après ces remontrances tempérées par la tendresse paternelle, le monarque, quoique persuadé de l'innocence & du sincère repentir de son fils, voulut ôter tout prétexte aux mécontents de tenter encore de le séduire : pour cet effet il ajouta au Dauphiné, qu'il possédoit déjà, le duché de Normandie, dont il lui donna l'investiture. Le dauphin fit hommage au roi son pere de ce duché dans la maison de Martin de Marle, chanoine de Notre-Dame. Ce chanoine demouroit dans le cloître.

ANN. 1358.

*Froissard.
Chron. de
saint Denis
p. 166.*

Cette dangereuse entreprise étant échouée, le Navarrois se vit obligé de recourir à la clémence du roi. Le dauphin, que nous appellerons désormais duc de Normandie, avoit si peu compris toute l'énormité du complot dans lequel il avoit été engagé, qu'il fut le premier & le plus ardent à solliciter en faveur des coupables

l'indulgence de son pere , qui trompé
 lui-même par les apparences , ne fit
 aucune difficulté de se rendre à ses
 prieres. On expédia des lettres de gra-
 ce , dans lesquelles le dauphin voulut
 être compris , pour assurer davantage
 ceux qui avoient eu part à cette cons-
 piration , qu'il ne regardoit que com-
 me une intrigue passagere , que son
 seul intérêt avoit occasionnée. Dans
 ces lettres d'absolution accordée à l'hé-
 ritier présomptif de la couronne , le
 roi s'exprime ainsi : *Comme n'agueres
 nous eut été rapporté que notre très-cher
 fils aîné Charle , duc de Normandie , se
 vouloit partir de notre royaume sans no-
 tre sceu & licence , & aller devers notre
 très-cher frere l'empereur , &c. nous qui
 avons sçû pleinement toute l'intention de
 notredit fils le duc , &c. nous avons tenu
 & tenons notredit fils & tous ceux qui
 avec notredit fils le duc devoient aller
 devers notredit frere l'empereur , & cha-
 cun d'eux , pour excusés pleinement de
 tout ce qu'on nous a rapporté contre eux.*
 On voit clairement par les termes de
 ces lettres , que le fonds du projet
 étoit un mystere également inconnu
 du pere & du fils. Lorsqu'ils en furent
 instruits , ils prirent la résolution d'en

ANN. 1355.

Mém. de
 littérature.

Trésor des
 chartres reg.
 84. piece 405.

punir les principaux auteurs : c'est ce que la suite de l'histoire nous développera. Le roi de Navarre cependant qui se croyoit impénétrable, entretenoit toujours ses liaisons avec le duc de Normandie : il fut la dupe de cette fausse politique. Le dauphin, qu'une première erreur, quoique légère, avoit éclairé, pour déconcerter encore plus sûrement les mesures d'un ennemi artificieux, feignit de se laisser tromper, & par ce moyen endormit sa confiance.

ANN. 1355.

Un motif puissant contraignoit le roi & son fils à suspendre les effets de leur ressentiment contre le roi de Navarre & ses adhérens. Le gouvernement se trouvoit alors dans la circonstance la plus critique. Les ressources pour soutenir la guerre étoient épuisées : on n'en pouvoit attendre que de la bonne volonté de la nation : il falloit consulter tous les ordres, dont les suffrages alloient devenir nécessaires ; ce n'étoit guères le tems d'indisposer une partie de la noblesse par une inflexibilité hors de saison. L'assemblée des états généraux avoit été indiquée pour la fin du mois de Novembre de cette année. Déjà les députés du cler-

ANN. 1355. gé, de la noblesse & du tiers-état, s'étoient rendus à Paris pour cet effet.

Etats généraux. Dans le cours de cette histoire, il a déjà été question des états-généraux : notre estimable prédécesseur avoit jugé sagement qu'il ne pouvoit traiter cette matière avec trop de circonspection. En effet, comment pouvoir se flatter de connoître précisément quelle étoit la nature de ces assemblées dans les différens siècles ? on se trouve à chaque pas arrêté par des difficultés sans cesse renaissantes. Les premiers âges de notre histoire ne présentent que des ténèbres impénétrables ; une infinité de monumens & de faits sans liaison entre eux, souvent contradictoires, des usages établis d'abord, anéantis ensuite, renouvelés ou remplacés par d'autres, sans qu'on apperçoive les causes qui enchaînent ces vicissitudes, tantôt une succession presque imperceptible par la lenteur de ses progrès, quelquefois un changement subit, surprennent à tout moment l'attention la plus exacte, & laissent tout au plus à l'imagination la liberté de former des conjectures. Mais ce n'est pas sur un pareil objet qu'il est permis à l'esprit systématique de se donner

carriere. M. l'abbé Velly a évité cet écueil , & s'est gardé d'entrer dans un labyrinthe où tant d'écrivains se sont égarés avant lui. Après avoir dit succinctement que nos diètes nationales , nommées d'abord assemblées du champ de mars , ensuite du champ de mai , parlemens , & enfin états-généraux , ont commencé sous la première race de nos rois , il se contente de rapporter littéralement le sentiment de Pasquier. Si l'on ajoute ici quelques observations à ce que ce sçavant magistrat a écrit sur ce sujet , ce n'est pas par le desir ambitieux d'agiter une question qui paroît avoir déjà été discutée , mais uniquement dans la vûe de rassembler , autant que le peuvent comporter les bornes que l'étendue de cet ouvrage nous prescrit , ce que l'on peut avancer de plus intéressant & de plus vrai sur cette matiere.

En se représentant les principales révolutions de notre monarchie , on s'apperçoit sans peine que l'autorité des assemblées générales a toujours dépendu de la puissance ou de la foiblesse des princes. Tant que les rois de la première race conserverent la disposition des fiefs ou bénéfices militai-

 ANN. 1355.

res & des dignités , & qu'ils ne les donnerent que pour un tems , cette multitude de leudes ou seigneurs qui composoient les assemblées du champ de mars , n'avoit garde de manquer de complaisance pour le souverain duquel émanoient les graces & les récompenses. Heureux les monarques , s'ils avoient toujours retenu dans leurs mains ce puissant mobile de l'affection & de la fidélité des gens de guerre , dans lesquels on pouvoit dire que résidoit alors la nation. Mais bientôt oubliant l'intérêt de leur grandeur , ils donnerent ou vendirent les charges & les fiefs à titre d'hérédité. Ils se perdirent également par une libéralité excessive , ou par une honteuse avarice : n'ayant plus rien à donner ou à vendre , ils ne furent plus aimés ni redoutés. Ces mêmes assemblées , auxquelles jusques-là ils avoient imposé la loi , les asservirent à leur tour : le monarque ne fut plus qu'un fantôme , & l'autorité souveraine affoiblie fit place à un nouveau genre de gouvernement : la puissance des maires du palais éclipsa la majesté des rois. Ces redoutables ministres continrent quelque tems une nation belliqueuse , plutôt par la terreur que

par l'espoir des récompenses. Leur pouvoir étoit si bien affermi , que la révolution qui plaça la postérité de Charle-Martel sur le trône , se fit presque sans effort. Le vaste génie de Charlemagne éleva la monarchie Francoise au plus haut degré de puissance & de grandeur. Loin d'abolir les assemblées nationales , jamais prince ne les convoqua si fréquemment ; elles embrassoient même dans leurs délibérations un plus grand nombre d'objets. Tout ce qui concernoit le gouvernement ecclésiastique , politique & civil, y étoit réglé ; mais le monarque étoit l'ame de ces assemblées. Cette dépendance à la vérité étoit encore plus attachée à son mérite personnel qu'à sa dignité : malheureusement pour la gloire & le bonheur de l'état , ce grand homme fut le dernier héros de sa race. L'ouvrage de la valeur de Martel , de la prudence de Pepin , de la magnanimité de Charle , fut détruit par les premières démarches du fils de ce dernier. Louis le débonnaire ne connut ni la justice qu'il devoit aux autres , ni le respect que sa propre grandeur exigeoit de lui-même. Sé-

ANN. 1355.

 ANN. 1345.

vere , ou plutôt cruel par foiblesse , il osa faire juger la cause des rois dans une assemblée , en faisant condamner son neveu Bernard , roi d'Italie. La révolte de ses enfans le força ensuite de reconnoître une autorité au-dessus de la sienne , en se soumettant au jugement qui fut prononcé contre lui-même dans une autre assemblée , qui eut l'audace de le faire descendre du trône : violateur de la loi , il fut la victime de son injustice. Ses descendants , encore plus mal-adroits , regarderent les grands de l'état comme autant d'ennemis : ils craignoient de les réunir en corps ; & s'imaginant trouver leur avantage en les divisant , ils éviterent , autant qu'ils purent⁴ , les convocations générales. Sous la fin de la seconde race , on ne voit presque plus que des assemblées particulières : cette mauvaise politique acheva de tout perdre. Les assemblées générales auroient peut-être été la ressource de l'empire & du prince , si les foibles Carliens n'avoient pas négligé trop longtems de les convoquer : ils avoient appréhendé que les états n'éclairassent les inconvéniens d'une mauvaise administration ,

nistration ; & lorsqu'un gouvernement vicieux eut absolument divisé toutes les parties de l'état , il n'étoit plus tems d'implorer le seul asyle qu'ils auroient pû trouver dans une réunion désormais impossible. Louis le Débonnaire lui-même , dans un tems où la corruption qu'il avoit le premier introduite , ne commençoit qu'à se faire sentir , avoit éprouvé quelles étoient les ressources qu'un souverain pouvoit trouver dans ces assemblées générales. Un parlement séduit ou intimidé par ses enfans , l'avoit déposé : un parlement libre le rétablit. Mais les derniers rois de la seconde race étoient bien éloignés de pouvoir se flatter d'un pareil secours. La nation étoit partagée en une infinité de portions dont chaque chef , devenu souverain , avoit un intérêt visible à favoriser une division qui entretenoit l'indépendance , & garantissoit les usurpations. De cette anarchie nâquit le gouvernement féodal que Hugues Capet trouva établi , lorsqu'il parvint à la couronne.

L'élévation trop prompte des deux premières Dynasties n'avoit eu qu'une durée proportionnée à cette rapidité. La puissance souveraine sous la troisième

 ANN. 1355.

race , par une marche opposée , s'avancant pas à pas , fit des progrès plus lents , mais plus sûrs , jetta des racines plus profondes. Les Carliens s'étoient laissé dépouiller d'un pouvoir qu'ils avoient reçu tout entier. Les descendans de Hugues augmentèrent continuellement ce pouvoir qu'ils avoient reçu très-borné , & rétablirent l'autorité royale , dont les fondemens consacrés par le tems ont enfin acquis ce dernier degré d'immuabilité , auquel les établissemens humains peuvent parvenir.

Nous avons vû la France , lorsque Hugues Capet monta sur le trône , former un corps à-peu-près semblable à ce que sont aujourd'hui l'Allemagne & la Pologne. Dans cet état les rois s'occupèrent uniquement du soin d'agrandir leurs domaines , ou d'acquérir des vassaux : ils songerent peu à rétablir les anciennes assemblées de la nation : les seigneurs ne les réclamèrent pas , aimant mieux jouir dans leurs grands fiefs d'une souveraineté presque indépendante , que de paroître dans ces assemblées générales , où ils étoient toujours forcés de respecter dans le prince un éclat qui éclipsoit le leur.

Les rois cependant voyoient sans peine ces petits souverains se déchirer & s'affoiblir par des guerres mutuelles , & la puissance du monarque s'accroissoit toujours de leurs pertes. Spectateurs attentifs des démêlés particuliers , les premiers souverains de la troisième race sçurent profiter des circonstances , soit en prenant parti dans les querelles , soit en se portant pour médiateurs ou pour juges , & tirant toujours avantage , ou de leur secours , ou de leur neutralité.

ANN. 1355.

A mesure que la puissance des rois s'augmenta & s'affermir , l'indépendance des seigneurs diminua. Les assemblées générales devinrent plus fréquentes & plus régulières : on les vit renaître avec l'autorité du souverain. Les assemblées particulières n'avoient pas eu le même sort : établies dès le règne de Charlemagne , elles avoient toujours été tenues depuis assez régulièrement. Hugues Capet & ses premiers successeurs les convoquèrent dans leurs domaines , ainsi que le faisoient dans les leurs les possesseurs des grands fiefs. Les rois , en réunissant des provinces à celles qu'ils possédoient déjà , obligèrent leurs nouveaux

ANN. 1355.

vassaux à se rendre à leurs assemblées ou parlemens, qui dès-lors étoient regardés comme des assemblées générales pour toutes les terres de leur domination. C'est la raison pour laquelle les provinces qui ont été rappelées de bonne heure à l'ancien domaine de nos monarques, n'ont point eu d'états particuliers depuis cette réunion, tandis que celles qui ont été réunies dans des tems postérieurs, & sous de certaines conditions, comme le Languedoc, la Provence, le Dauphiné, la Bourgogne, la Bretagne, la Flandre & l'Artois, ont conservé leurs états ou assemblées particulières.

Les assemblées générales ne se tenoient que dans les grandes occasions, telles que le couronnement des rois, ou les guerres que la nation avoit à soutenir contre les étrangers. Ces assemblées ne furent long-tems composées que du clergé & de la noblesse. Les peuples réduits à l'état de servitude n'étoient ni appelés, ni consultés dans les délibérations publiques; mais lorsque les habitans des villes, élevés à l'état de citoyens, formerent dans l'état un corps séparé du clergé & de la noblesse, ils durent nécessairement

être appelés aux assemblées convoquées pour la défense de cette même patrie qui leur devenoit commune avec les deux premiers ordres de la nation. En effet, les premiers établissemens des communes sont formés sous Louis VI : & sous Louis VII, son fils, on voit déjà les gens des bonnes villes assister aux états de 1145. Ce qui servit encore à augmenter la considération que le tiers-état commençoit d'acquérir, ce fut l'usage que les rois introduisirent d'employer des troupes soudoyées dans les armées. Les revenus du souverain ne suffisant pas au payement de cette solde, il fallut que les sujets contribuassent à cette dépense : il étoit à propos de consulter leurs facultés : & qui pouvoit mieux en rendre compte qu'eux-mêmes ? Il n'est donc pas étonnant que les députés des bonnes villes aient été appelés aux assemblées, sur-tout lorsqu'il s'agissoit de quelque imposition. On prenoit alors avec eux les mesures nécessaires pour en faire la répartition. On voit encore sous S. Louis les députés du tiers-état assister à l'assemblée dans laquelle on résolut la guerre contre le comte de la Marche. Ainsi l'on

ANN. 1355.

ne doit pas regarder les états de 1301, sous Philippe le bel, comme les premiers où se soient trouvés les députés du peuple, mais comme ceux où ils assistèrent pour la première fois avec voix délibérative. Ce troisième ordre, foible dans ses commencemens, s'étoit considérablement aggrandi par les arts & le commerce, effet ordinaire de la liberté. Les croisades & les guerres sanglantes qui leur succéderent, avoient épuisé la noblesse, tandis que les bourgeois, à la faveur de leur obscurité, avoient acquis des richesses, qui furent avec raison regardées comme une des principales ressources de l'état, sur-tout dans un tems où l'argent étoit devenu le premier mobile de la guerre. Les successeurs de Philippe le bel les appelèrent presque toujours aux assemblées générales.

Comme le principal motif de ces assemblées étoit de trouver des fonds pour soutenir la guerre, & que c'étoit ordinairement sur le tiers-état que tomboit la plus grande partie des impositions, les suffrages des députés du peuple devoient nécessairement avoir la principale influence dans les délibé-

raisons. Le troisième ordre s'accoutuma par degrés à se prévaloir de la nécessité des tems : après avoir balancé le crédit de la noblesse , il entreprit de discuter les droits & d'attaquer les limites de l'autorité souveraine. Ce fut aux états de cette année qu'il osa faire le premier essai d'un pouvoir usurpé : on y vit l'administration publique réglée & réformée en plusieurs parties , le prince transiger avec ses sujets , abandonner le profit qu'il tiroit de la fabrication des monnoies , en échange de l'imposition à laquelle on se soumit , & le peuple assigner la répartition & la levée , fixer l'emploi , & décider du maniement des finances. Plusieurs écrivains ont comparé la déclaration du roi Jean , rendue sur les remontrances des états de 1355 , à la fameuse chartre accordée à la nation angloise par un prince du même nom. On ne peut donc se dispenser de donner un précis des délibérations de cette assemblée célèbre. Ce précis , d'ailleurs en nous représentant les mesures que l'on prit , soit pour les opérations de la guerre , soit pour la police intérieure , nous procurera la con-

ANN. 1355.

noissance de plusieurs parties essentielles du gouvernement.

Il est à propos d'observer avant tout qu'on distinguoit alors le royaume de France en deux parties, l'une nommée la Langue d'Oyl^a, ou le pais coutumier, qui comprenoit la France septentrionale : on l'appelloit pais coutumier, parce que les provinces qui la composoient étoient régies par la coutume, tandis que la partie méridionale, appelée la Langue d'Oc, suivoit le droit écrit. La seule province du Lyonnais, quoique régie par le droit écrit, étoit censée de la Langue d'oïl ou pais coutumier. La Garonne faisoit la séparation de ces deux parties. Comme la Guyenne & quelques provinces voisines étoient alors sous la domination Angloise, la Langue d'oc formoit la moindre portion du royaume, n'étant composée que de la province connue aujourd'hui sous le nom de Languedoc, à laquelle il faut

^a Ce nom de langue d'oïl tire son étymologie, suivant plusieurs auteurs, du mot *oïl* dont se servoient les habitans de ces provinces pour exprimer *oui* : c'est par cette dénomination qu'on distinguoit cette partie du royaume des provinces méridionales où l'on employoit le terme d'oc dans le même sens. *Du Cange ad verb. Lingua.*

ajouter le Quercy & le Rouergue.

ANN. 1355.

L'assemblée composée des députés de la Langue d'oïl se tint dans la grand-chambre du Parlement le 2 décembre, qui étoit le mercredi après la S. André. Pierre de la Forest, archevêque de Rouen, chancelier de France, fit l'ouverture des états, & parla au nom du roi. Après avoir exposé la situation du royaume & les besoins du prince, il leur déclara de sa part qu'ils eussent à délibérer entr'eux des moyens capables de subvenir aux nécessités de l'état, & à la défense de la patrie. Il ajouta que le roi étant informé que les sujets du royaume se *tenoient grevés par le changement des monnoyes, il offroit à faire forte monnoye & durable, mais que on lui fist aucune ayde qui fût suffisante à faire sa guerre.* Dès que le chancelier eut cessé de parler, ceux qui étoient chargés de répondre pour les trois ordres, sçavoir Jean de Craon, archevêque de Rheims, pour le clergé; Gauthier de Brienne, duc d'Athènes, pour la noblesse; Etienne Marcel, prévôt des marchands de Paris, pour le tiers-état, protestèrent *qu'ils étoient tous appareillés de vivre & mourir avec*

ANN. 1555. *le Roi, & de mettre corps & avoir à son service.* Ensuite de cette réponse, ils supplierent le roi de leur permettre de conférer entr'eux sur les expédiens les plus propres à fournir les secours qu'on leur demandoit, & sur les représentations qu'ils avoient à faire au sujet de la réformation de plusieurs abus qui s'étoient introduits dans le gouvernement. La séance finit, & dès le lendemain les conférences commencèrent.

Le premier article dont on convint, & dont on fit une loi invariable, fut que tout ce qui seroit proposé par les états, n'auroit de validité qu'autant que les trois ordres réunis y concourroient unanimement, & que la voix de deux des ordres ne pourroit lier ni obliger le troisième qui auroit refusé son consentement. On peut juger par ce règlement préliminaire, quel étoit alors le crédit du tiers-état, admis à partager en quelque sorte l'égalité des suffrages avec le clergé & la noblesse, dont il étoit l'esclave deux siècles auparavant.

L'autorité de l'assemblée étant fixée par cette convention, on délibéra sur

les différens points dont il étoit question. Il fut décidé qu'on opposeroit aux ennemis une armée de trente mille hommes d'armes , ce qui devoit former au moins un corps de quatre-vingt-dix mille combattans, qui joints aux communes du royaume , composées d'une infanterie considérable , auroient dû rendre l'état invincible. Afin de trouver les fonds nécessaires à l'entretien de ces troupes , on établit une gabelle sur le sel , & une imposition de huit deniers pour livre généralement sur toutes les choses vendues , excepté les ventes d'héritages. Personne ne devoit être exempt de cette imposition ; & pour ôter tout prétexte aux prétentions de ceux qui auroient voulu s'y soustraire , le roi , la reine & les enfans de France , & les princes du sang y étoient obligés. Les états se réservèrent le choix de ceux qui devoient être commis à la levée & régie de cette imposition. Le roi & son conseil eurent bien de la peine à passer cet article , qui privoit le souverain de la disposition des fonds destinés pour la guerre. On jugea que cette imposition seroit suffisante à l'entretien des trente mille hommes d'armes , qui fut

Ann. 1355.

ANN. 1355.

évaluée à cinquante mille livres par jour. ^a

Le roi approuva tout ce qui avoit été délibéré par les états, & rendit une ordonnance conforme aux mesures qu'on avoit prises pour soutenir la guerre, & aux remontrances qui lui furent présentées pour redresser les

^a Il est probable que c'est ainsi qu'il faut interpréter cet endroit de l'ordonnance du roi Jean rendue sur la délibération des états, où la somme destinée au payement des trente mille hommes d'armes est fixée à 50000 livres parisis, sans spécifier si c'est par jour, par mois, ou par an. Toutes les autres explications qu'on a voulu donner paroissent également défectueuses. Le sçavant éditeur de l'histoire du pere Daniel semble persuadé d'après Sala, abrégiateur de Froissard, que cette somme fut estimée cinquante cent mille livres. Outre que cette maniere de s'exprimer n'étoit point usitée alors, il faudroit que ce fût une faute de copiste; mais il est impossible que cette faute se trouve répétée dans tous les manuscrits de ce siècle, tels que Froissard, la grande chronique, la chron. MS. du roi Jean, l'ordonnance même conservée dans les manuscrits de la bibliothèque du roi. Le sentiment de M. le comte de Boulainvillier qui prétend qu'on doit lire 50000 livres de poids, est encore plus éloigné de la vraisemblance. Par jour on parisis s'écrivoient à peu près de même en abréviation, & c'est ce qui a pu occasionner l'erreur. Et ce qui acheve de rendre évidente la conjecture qu'on avance ici, c'est qu'il falloit 45000 livres par jour pour la solde de trente mille hommes d'armes. Notre livre a toujours été composée de vingt sols, & la paye d'un homme d'armes étoit de trente sols par jour dès le regne de Philippe de Valois, ainsi qu'on le trouve précisément marqué dans les offres qui furent faites au roi par la province de Normandie. *Treſor des chartres. Mém. de la chambre des comptes. Rym. all. pub. tom. 2, p. 4. page 196.*

abus de certaines parties de l'administration. Cette ordonnance prescrit la levée de la gabelle & imposition, l'élection à faire par les états de neuf surintendans généraux, sçavoir trois de chaque ordre, la nomination des députés particuliers dans les provinces; pour y ordonner du fait des aydes accordées par les états, le serment que ces officiers devoient prêter en présence des gens du roi, l'emploi de ces fonds uniquement destinés à la guerre, sans que le roi ni ses gens puissent les toucher, & sans que la distribution en puisse être faite que par les seuls députés des états aux gendarmes mêmes. Le roi s'engagea à ne point divertir les sommes qui en proviendroient, pour les employer à d'autres usages; & dans le cas où il y auroit mandement contraire, les députés sont obligés sous la foi de leur serment de désobéir & de résister à toutes violences pour ce sujet. Le jugement des difficultés à naître entre les surintendans généraux est attribué au parlement, l'audition des comptes de la recette & dépense réservée aux gens du conseil. Comme cette imposition étoit accordée pour une année, l'assemblée des états est

ANN. 1355.

indiquée à pareil jour de l'année suivante. Tel fut le règlement concernant la levée & l'emploi du subside établi pour la guerre.

Voici les engagements que le roi voulut bien contracter : convaincu , dit-il , de la grande obéissance & amour que ses peuples lui ont toujours témoigné , & touché de leurs plaintes occasionnées par les pertes qu'ils avoient souffertes , il promit , tant pour lui que pour ses successeurs , de faire dorénavant une monnoie bonne & stable , sçavoir des deniers d'or fin de cinquante-deux au marc , valant chacun vingt sols parisis , & la monnoie blanche ou d'argent à proportion , en sorte qu'un marc d'or fût égal en valeur à onze marcs d'argent ; de ne point porter dans les refontes de sa monnoie le prix du marc d'argent au-delà de six livres tournois. Pour la commodité du même peuple , un jour de la semaine fut destiné à fabriquer de la monnoie noire ou de billon , des deniers & des mailles de cuivre. Afin de rendre stable l'état des monnoies , le Roi ordonna que dès que la monnoie forte commenceroit à courir , les prélats , chapitres , nobles & principaux de

chaque ville auroient un estallon ^a ou patron pour vérifier le poids, le titre & l'alloy des monnoies, & prévenir dans la suite tout changement ou altération; qu'il seroit commis pour le gouvernement des monnoies des personnalités intelligens & d'une probité irréprochable, qui prêteroiert serment entre les mains du monarque, en présence des surintendans. L'article des monnoies fut terminé par la promesse que faisoit le roi d'exécuter le règlement, & de faire accompagner cette promesse par les sermens du duc de Normandie, de ses trois autres enfans, des princes du sang, du chancelier, des membres du parlement, du grand-conseil, des gens des comptes, des trésoriers & des officiers de la monnoie. Il ajouta, que s'il arrivoit que des gens mal-intentionnés conseillassent le contraire, ils seroient à l'instant même destitués de leurs offices, & déclarés incapables d'en posséder d'autres à l'avenir. En conséquence de la loi établie pour l'immutabilité des monnoies, les coupeurs d'espèces,

ANN. 1350.

^a On appelle estallon tout modèle de poids ou de mesure. *Gloss. du Cange ad verb. Stallo.*

devenus inutiles, furent rappelés ^a.

ANN. 1355.

Après avoir assuré l'état fixe & certain des monnoies, l'ordonnance fait mention d'un autre objet non moins important, & qui intéressoit particulièrement la tranquillité publique. Le roi, tant pour la reine son épouse, ses enfans, les princes de son sang, que pour ses officiers, tels que le connétable, les maréchaux, le maître des arbalétriers, les maîtres d'hôtel, les amiraux, les maîtres des garnisons, châtelains & capitaines, renonce à perpétuité au droit usité jusqu'alors de prendre sur les gens du peuple, *bleds, vins, vivres, charettes, chevaux, ou autres choses quelles qu'elles soient*, se réservant cependant, lorsqu'il voyageroit, le droit de faire fournir à ses maîtres-d'hôtel, par la justice des lieux, les choses indispensablement nécessaires, telles que formes ^b, tables, treteaux, couettes, coussins, feurre ou paille battue, & foin,

^a On a pu voir sous le regne de Philippe de Valois, T. 8. p. 459. l'usage des commis établis pour couper & cizailler les vieilles especes. *Spicil. cont. de Nangis.*

^b On appelloit ainsi des especes de sieges plus longs que les fauteuils ordinaires : les sieges des églises en ont retenu le nom. *Du Cange gloss. au mot Forma.*

ainsi que des voitures pour les porter , en payant le juste prix desdites fournitures le jour même ou le lendemain ; & faute de payement , ceux qui les auroient prises devoient être poursuivis pour y satisfaire pardevant le juge des lieux ou le prévôt de Paris. A l'égard de toutes autres personnes , de quelque qualité qu'elles fussent , qui prétendroient user d'un semblable droit , sa majesté permit non-seulement qu'on pût leur résister par soi-même , & en appelant à son secours les voisins , & les communes les plus prochaines , mais encore qu'en cas de violence on fît tous ceux qui auroient pris quelque chose , qu'ils fussent punis comme voleurs & perturbateurs du repos public , & condamnés à la peine du quadruple envers la partie offensée : enjoint sous les peines les plus severes aux juges de tenir la main à l'exécution de cet article de l'ordonnance. Pour donner encore plus de vigueur à cette loi , il fut ajouté que le procureur général du roi , présent & à venir , feroit serment de poursuivre avec la plus grande rigueur tous ceux qui oseroient y contrevenir , aussi-tôt qu'il en seroit averti , quand même il n'y au-

ANN. 1355.

roît aucune plainte formée à ce sujet. On peut juger par la lecture de ce seul article de l'ordonnance, des vexations auxquelles le peuple étoit alors exposé, espèce de tyrannie d'autant plus cruelle qu'elle étoit autorisée par l'usage & par le droit. Le roi par sa déclaration affranchit entièrement ses sujets de cette servitude, & d'une manière si formelle, qu'il ajouta dans un autre endroit, que dans le cas même où les aides qui lui étoient accordées par les états, n'auroient pas lieu, ce qui sembleroit devoir rendre nulles les renonciations qu'il fait par cet édit, il n'entendoit pas cependant que ni lui, ni ses successeurs pussent revenir contre celle-ci, sous quelque prétexte que ce fût. Il s'engagea de plus, tant pour lui que pour la reine, les princes ses enfans, les seigneurs du sang, & tous ses officiers, à ne jamais contraindre personne de prêter de l'argent involontairement.

Défense à tous créanciers de transporter leurs dettes à personne plus puissante, ou à quelques officiers privilégiés, sous la peine de perdre leurs créances, & d'amende arbitraire. Toutes les dettes des Lombards usuriers,

(c'est ainsi qu'on appelloit les traitans) font déclarées prescrites après le terme de dix ans. A l'égard des dettes qui ne sont pas dans le cas de la prescription, les débiteurs ne pouvoient être ajournés hors de leur justice naturelle.

ANN. 1355-

Le roi par ce même édit ordonne que toute juridiction soit laissée aux juges ordinaires, sans que désormais on puisse traduire aucun de ses sujets pardevant ses maîtres-d'hôtel, les connétable, maréchaux, amiraux, maîtres des eaux & forêts, ou leurs lieutenans, réservant toutes fois la juridiction des maîtres des requêtes de l'hôtel sur les officiers de sa maison, mais seulement en cause personnelle & en défendant, & celles des maréchaux de France, de leurs lieutenans à la guerre, & des maîtres des eaux & forêts pour les cas de leur ressort uniquement. A l'égard des maîtres des eaux & forêts, il leur interdit expressément la connoissance des matieres de chasse, de pêche, ou autres délits dans les terres & justices particulieres des prélats & seigneurs hauts-justiciers. Toutes les garennes nouvellement faites, & qui occupoient pour le seul plaisir de la

ANN. 1355.

chasse des terrains qui auroient été employés plus utilement au labourage, sont abolies pour remédier aux abus que les maîtres des eaux & forêts avoient commis, en s'efforçant d'accroître l'étendue des anciennes garennes, & d'en former de nouvelles.

Comme le peuple se plaignoit amèrement des malversations journalières des sergens², dont le roi se propose

² Autrefois sous le nom de sergens on entendoit toute espèce de serviteurs, ainsi que l'emporte la signification du mot *Serviens*.

Il y avoit plusieurs sortes de sergens outre les sergens d'armes, dont l'institution a été rapportée sous le regne de Phil. Aug. tome 3. p. 352. On distinguoit entre autres les sergenteties fieffées qui étoient des fiefs donnés à condition d'assister aux jugemens de la cour du seigneur. Ceux qui ne vouloient point exercer ces fonctions pouvoient donner à ferme leurs sergenteries avec la permission du roi.

On appelloit grandes sergenteries celles dont l'emploi étoit le plus relevé, comme le service militaire personnel avec un ou plusieurs hommes, de porter la bannière du roi ou sa lance, de conduire ou emmener son host ou armée, d'être son maréchal, de porter son épée à son couronnement, ou son *buzher* (sa coupe,) ou faire autres tels services. On peut inférer de-là qu'anciennement les offices les plus considérables directement attachés à la personne de nos rois étoient autant de grandes sergenteries.

Les petites sergenteries étoient celles d'un ordre inférieur & dont les possesseurs ne remplissoient pas un service immédiatement rendu au monarque, & qui eût quelque rapport au devoir militaire, comme d'accompagner le seigneur ou la dame, de porter leurs ordres, de nourrir les chiens & les lévriers, d'élever, de changer les oiseaux pour la chasse, d'avoir soin des arcs & des flèches, &c. Les prélats, seigneurs &

de réformer & restreindre dans la suite le nombre excessif, il leur est expressément défendu, sous peine de destitution de leurs offices, de prison & de punition exemplaire, d'exiger

Ann. 1355.

communautés avoient aussi leurs sergens chargés de différentes fonctions, de garder les bois, les prés, les garennes, la justice de l'eau, mettre les bornes, faire les semonces & ajournemens, & faire toute manière de service qui appartient à servant soit en gardant soit en justiciant. Les sergens, généralement parlant, avoient droit & étoient tenus d'exécuter les mandemens & commissions des rois, princes, seigneurs, ou autres dont ils relevoient, de signifier, proclamer & accomplir les jugemens, &c.

Les cours de justica avoient aussi leurs sergens ou appariteurs. Dans l'ancienne coutume MS. de Normandie, 1. part. sect. 1. ch. 1. l'article qui concerne ces officiers nous apprend quelles étoient une partie de leurs fonctions. En parlant des sergens de l'épée il est dit, « sous les vicomtes sont les sergens de l'épée, » lesquels doivent tenir les vues, & faire les semon- » ces & les commandemens des assises & faire tenir » ce qui y est jugé, si doivent les nans (*gèges, nan-* » *riffemens*) délivrer, gardé sur ce l'ordre de droit... » & pour ce sont-ils sergens de l'épée, car ils doi- » vent justicier vertueusement tous les malfaiteurs, » gens diffamés d'aucun crime, & les doivent avec » le glaive de l'épée & avec autres armes si vigou- » reusement justicier, que les bonnes gens qui sont » paisibles soient par les sergens de l'épée gardés pai- » siblement, & que les malfaiteurs soient épouvantés » & punis selon droit, & à ce furent les sergens de » l'épée principalement établis. » Hors l'exécution des criminels dont il paroît qu'autrefois cette sorte de sergens avoit la charge, les sergens ou appariteurs des juridictions exercèrent les mêmes fonctions, & c'est particulièrement ces sergenteries uniquement judiciaires, que l'ordonnance a en vue. Qui voudra connoître d'une manière plus détaillée toutes les différentes espèces de sergenteries pourra consulter le sçavant glossaire de du Cange au mot *Serpiens*.

ANN. 1355.

aucune chose par-delà leurs salaires , ni de se faire payer plusieurs journées pour différentes exécutions qu'ils auroient faites dans le même jour. Il est ordonné en même-tems à tous les-officiers sergens , autres que ceux qui possédoient des sergenteries fiefées , de faire les exécutions par eux-mêmes , sans pouvoir commettre personne à l'exercice de leurs fonctions : permis à ceux qui ayant compté sur les dispenses d'exploiter par eux-mêmes , que le prince accordoit ordinairement , & qui sont révoquées par l'édit , de vendre leurs offices dans le terme de deux mois.

Quelque tems auparavant on avoit publié un édit concernant les laboureurs , qui devoit être observé sous de certaines peines & amendes pécuniaires. L'ordonnance rappelle ce règlement , & adjuge aux seigneurs hauts-justiciers le profit de ces amendes , chacun dans l'étendue de leurs domaines.

Pour assurer la tranquillité & la liberté du commerce , toute espèce de trafic est interdit aux gens du grand-conseil , présidens & conseillers du parlement , maîtres des requêtes ,

maîtres des comptes, trésoriers de France, receveurs, maîtres des eaux & forêts, échançons, bourelliers, pannetiers, maîtres d'écurie, maîtres, gardes & officiers des monnoies, maîtres des garnisons, sénéchaux, prévôts, baillifs, procureurs & secrétaires du roi, châtelains, & généralement à tous juges & officiers. Défenses à eux de faire aucun commerce directement ni indirectement, par eux-mêmes ou sous des noms empruntés, à peine de confiscation des marchandises, & de punition arbitraire.

Toutes les contraventions antérieures contre les monnoies, tant civiles que criminelles, excepté le crime de fausse monnaie, ou le transport des espèces hors du royaume, sont remises & pardonnées en faveur du subside accordé par les états.

Le roi promet qu'à l'avenir il ne convoquera plus l'arrière-ban sans une évidente & urgente nécessité, sur les avis des députés des trois états, à moins qu'il ne lui fût impossible de les assembler.

Tous les autres subsides devoient cesser pendant le cours des aides accordées par les états, dont les députés

 ANN. 1355.

& communautés. Cette ordonnance est datée du 28 décembre 1355, scellée le 18 janvier suivant, & publiée *en jugement* au châtelet de Paris, en la présence de Jean Luillier, lieutenant du prévôt de Paris, le 22 du même mois.

Tel est le précis exact de cette fameuse déclaration rendue en conséquence de la délibération unanime des états-généraux de 1355. Elle ne renferme pas un seul article qui ne rappelle quelque un des usages du siècle où elle fut publiée; & c'est le principal motif qui lui fait occuper dans cet endroit de l'histoire une étendue que les bornes ordinaires sembloient lui interdire.

Les mesures que l'on prit dans cette assemblée pour trouver les fonds nécessaires, n'opérèrent pas l'effet qu'on en avoit attendu. Le roi avoit beaucoup insisté sur l'insuffisance de l'aide accordée par les états, prétendant qu'une capitation générale ouvroit une voie plus sûre & moins embarrassante pour fournir à l'entretien de l'armée; cependant, pour ne pas rebuter la bonne volonté des états, il accepta le subside tel qu'il lui fut offert; on convint seulement, avant de séparer l'assem-

blée , que des députés des trois ordres se trouveroient à Paris au mois de mars , & qu'alors on examineroit le produit de l'imposition.

Suivant la résolution prise par les états , les députés se rassemblèrent à Paris le premier mars suivant , excepté ceux de plusieurs des villes de Picardie , & d'une partie de la noblesse & des villes de Normandie , qui tinrent une assemblée particulière de la province au Vaudreuil , où les partisans du roi de Navarre , sur-tout le comte d'Harcourt , attentifs à traverser en tout les desseins du roi , donnerent des témoignages publics de leur mauvaise volonté. On assure qu'à cette assemblée du Vaudreuil , le comte de Harcourt tint ouvertement les propos les plus injurieux contre le souverain. Il avoit conçu contre le roi Jean une haine implacable. *Par le sang Dieu , le sang Dieu , disoit-il , ce roi est un mauvais homme , & n'est pas bon roi , & vraiment je me garderai de lui.* La suite va nous faire voir que ce pressentiment étoit fondé.

Il s'en falloit beaucoup que le subside accordé par les états fût trouvé suffisant pour fournir à l'entretien des trou-

ANN. 1315.

Les états se rassemblent.

Chron. MS.
Mém. de la
chambre des
comptes.

Froissard.
Procès MS.
du roi de Na-
varre.

Nouveau
subside. Im-
position par
tête.

Ibid.

ANN. 1355.

*Ordonn. des
états MS.*

pes : une grande partie des habitans de diverses provinces refuserent de se soumettre à l'imposition ; & l'on fut enfin obligé de revenir au sentiment du roi , en imposant une capitation générale sur tous les sujets du royaume , sans en excepter les princes du sang , le clergé & la noblesse. Ce tribut par tête fut proportionné à la valeur des biens : il fut fixé à quatre livres pour cent livres de revenu , quarante sols au-dessous de cent livres , & vingt sols au-dessous de quarante livres. Les bénéfices possédés par les prélats & gens d'église privilégiés ou autres , furent taxés pareillement. Ce qui fit paroître cette imposition plus onéreuse , fut que les laboureurs , ouvriers & serviteurs à gages , dont les salaires seroient estimés monter à la valeur de cent sols par an , furent taxés à dix sols. Les meubles mêmes furent compris dans cette contribution : on payoit pour mille livres de meubles , autant que pour cent livres de revenu. Il n'y eut d'exempt que les veuves , les enfans en tutelle , les religieuses , les moines *cloîtriers* , & les mendiens. Le commerce procuroit au roi d'Angleterre des ressources plus faciles. Le

produit annuel du seul subside sur les laines, accordé à Edouard par le parlement de la nation, étoit évalué à trois cens cinquante mille marcs d'argent.

ANN. 1355.

Rap. Th.
T. 3. p. 211.

Dans le tems qu'on s'occupoit des mesures propres à soutenir la guerre dont on étoit menacé au dehors, on vit les premières étincelles de cet embrasement général, qui ne tarda pas à se manifester. La populace d'Arras se souleva : la noblesse voulut s'opposer aux premiers efforts de la sédition ; mais le nombre des rebelles croissant à tous momens, elle fut obligée de céder, & de se retirer de la ville : plus de vingt personnes de distinction périrent dans ce désordre. Cet attentat ne demeura pas impuni : Arnoul d'Andreghe, maréchal de France, entra dans Arras, sans paroître y être conduit par le dessein d'exercer aucune sévérité. Le lendemain de son arrivée il fit emprisonner cent des principaux mutins : le supplice de vingt des plus coupables, décapités aux yeux du peuple, jeta la terreur dans le cœur des révoltés, & les fit rentrer dans le devoir.

Révolte du
peuple d'Ar-
ras.

Ibid.

Le roi résolut enfin l'exécution d'un dessein formé depuis long-tems. Si

Le roi sur-
prend le roi

ANN. 1355.

leva aussi-tôt qu'il parut : on lui présenta *un gobelet* ; mais le monarque lançant un regard terrible sur les assistants : *Que personne ne se remue, sous peine de mort*, s'écria-t'il d'un ton à glacer d'effroi les plus hardis. Il s'approche aussi-tôt du roi de Navarre, qu'il saisit lui-même. Le comte de Harcourt veut envain se sauver ; il est arrêté dans le même instant. Tous les seigneurs & chevaliers de la suite du roi de Navarre se précipitent les uns sur les autres pour se dérober à la fureur du monarque : quelques-uns eurent le bonheur de s'échapper en passant par-dessus les murailles. Tous les autres furent chargés de chaînes, & conduits dans différentes chambres du château. Le roi, après cette expédition, se mit à table : aussi-tôt qu'il eut dîné, il fit mettre sur deux charrettes le comte de Harcourt, les seigneurs de Graville, Maubué de Manemans, chevaliers, & Olivier Doublet, écuyer. Jean, accompagné du dauphin son fils, & de ses hommes d'armes, monta à cheval, conduisant avec lui ses prisonniers. Un historien de ce tems rapporte que lorsque ces infortunés passèrent sur la place de

Villani.

Rouen , les habitans de la ville , étonnés de ce spectacle imprévu , voulurent les délivrer ; mais le roi ôtant son casque , se fit reconnoître , & personne n'osa branler. Dans le même moment il tira de sa poche un acte d'où pendoient plusieurs sceaux , assurant que c'étoit un traité conclu avec l'Angleterre. Le même auteur ajoute que le comte d'Harcourt , & les trois autres seigneurs nierent jusqu'à la mort la conclusion de ce traité : on les conduisit cependant hors de la ville dans un champ appelé le champ du pardon , où ils furent décolés en présence du roi , & du duc de Normandie.

En considérant de sang froid la conduite du roi dans cette occasion , on ne peut s'empêcher de déplorer le caractère inconsideré de ce prince , qui se laissant toujours emporter aux transports impétueux de son ame , trouvoit moyen de donner un air d'injustice à toutes ses actions , tandis qu'il eût pû satisfaire un ressentiment légitime , en le faisant autoriser par les loix. Qui ne seroit indigné de voir un roi flétrir la majesté de son rang , avilir & dégrader l'auguste caractère de mo-

ANN. 1355.

Ann. 1355. **marque**, en faisant lui-même l'office de satellite, arrêtant de sa propre main des sujets coupables, les traînant au supplice, & rassasiant ses yeux de l'effusion de leur sang ? Il ne lui manquoit plus que de souiller ses mains sacrées par la plus horrible des fonctions.

Les corps des seigneurs que le roi venoit de faire exécuter, furent traînés au gibet de Rouen, où ils demeurèrent suspendus par-dessous les bras avec des chaînes de fer, & leurs têtes mises à côté d'eux sur des lances plantées pour cet effet. Le jour même de cette action, & le lendemain, le roi renvoya tous ceux qu'il avoit fait arrêter, à l'exception du roi de Navarre, de ce Friquet dont nous avons parlé ci-dessus, & d'un gentilhomme appelé Vaubattu. Le roi de Navarre fut conduit au Louvre à Paris, d'autres disent au château Gaillard près Andely, ensuite au châtelet^a, où on lui donna des gens du conseil pour le

*Spicil. cont.
Nang.
Froissard.*

^a Les auteurs contemporains ne sont pas d'accord entre eux sur le lieu de la détention du roi de Navarre. Le continuateur de Nangis assure que ce prince essuya les plus durs traitemens durant tout le tems qu'il fut arrêté ; qu'on envoyoit quelquefois vers lui des hommes qui paroissent déterminés à lui

garder. Il y a toute apparence que ces gens du conseil, qui furent chargés de la garde du roi de Navarre, étoient des commissaires nommés pour travailler à l'instruction de son procès, de la même manière qu'on en usa contre Friquet, qui avoit été aussi dans le même tems renfermé au châtelet avec Vaubartu. Si l'on commença effectivement quelques procédures contre ce prince, ce qui paroît assez probable par les plaintes qu'il fit des menaces continues de mort, & des traitemens rigoureux qu'il essuya dans sa prison; ce commencement d'instruction de procès criminel aura vraisemblablement été supprimé pendant les troubles qui survinrent peu de tems après. Il ne nous est resté que le procès-verbal des interrogatoires subits par Friquet. On voit seulement par le certificat du secrétaire du roi, qui accompagne cet interrogatoire, que le roi de Navarre fut interrogé.

Ann. 1355.

trancher la tête, & qu'à l'instant il en survenoit d'autres qui suspendoient l'exécution. Il ajoute qu'il fut chargé de chaînes pendant le cours de sa captivité; mais cet auteur est le seul qui rapporte ces faits, & probablement sur le récit du roi de Navarre lui-même qui avoit intérêt d'exciter la compassion pour des souffrances qu'il exagéroit.

AAN. 1356.

Philippe de
Navarre se
cantonne en
Normandie.*Ibid.**Treſor des
Chartres.*

La priſon du roi de Navarre, & le ſupplice des ſeigneurs arrêtés avec lui, loin d'éteindre le zèle de ſes partifans, fut le ſignal du ſoulevement d'une partie de la province de Normandie. Philippe de Navarre, frere de ce prince, rasſembla tous ceux qui étoient attachés à ſa maiſon, fortifia les places & châteaux des domaines de ſon frere, y mit de fortes garniſons, réſolu de ſe défendre juſqu'à la dernière extrémité. Il écrivit en même-tems au roi, qu'il lui déclaroit une guerre immortelle, ſi l'on attentoit à la vie de ſon frere. La ſaiſie qu'on voulut faire des terres du roi de Navarre eut auſſi peu d'effet que celle qu'on avoit déjà tentée avant le traité de Valognes : ſes troupes cantonnées dans le Cotentin rendirent vains tous les efforts qu'on fit pour les en chaffer. La nobleſſe & la plupart des villes de la province, indiſpoſées contre le gouvernement, ou embrasſerent le parti du Navarrois, ou garderent la neutralité. Godefroi d'Harcourt, le même qui ſous le règne précédent avoit introduit les Anglois dans le royaume, ſe montra dans cette circonſtance un des plus ardens ennemis du roi. L'aſ-

front sanglant que sa maison venoit de recevoir, justifioit en quelque maniere cette seconde révolte, si l'on peut trouver quelque motif légitime de s'armer contre sa patrie.

Ann. 1356a.

Philippe de Navarre & Godefroi d'Harcourt, non contents d'avoir pris les mesures propres à rompre les premiers efforts du roi, songerent à s'appuyer d'un secours étranger, sur lequel les ennemis de l'état pouvoient toujours compter. L'Angleterre leur offroit une ressource infaillible. Ils s'adresserent à Edouard, qui leur témoigna les dispositions les plus favorables.

Philippe de Navarre & Godefroi d'Harcourt traitent avec Edouard.

Ibid.

Il fit expédier un sauf-conduit pour leurs agens, qui passerent à Londres. Il ne s'en tint pas là : comme le roi, en arrêtant le roi de Navarre, & en conduisant les quatre chevaliers au supplice, les avoit accusés d'une conspiration contre l'état, & d'un traité avec l'Angleterre, le monarque Anglois entreprit de perdre son rival de réputation, en lui donnant un démenti à la face de l'Europe.

Rym. att. pub. tom. 3. part. 1. pag. 122.

Il fit expédier des lettres-patentes adressées au pape, à l'empereur, & généralement à tous les princes, seigneurs &

Manifeste du roi d'Angleterre.

Ibid. pag. 123.

 ANN. 1356.

peuples de la chrétienté. « Les prun-
 » dens de ce siècle, dit le roi d'An-
 » gleterre dans ce manifeste, s'effor-
 » cent de déguiser leurs fautes, & de
 » pallier leurs méchancetés, en flétrif-
 » sant l'innocence des autres : nous
 » croyons qu'il est conforme à ce que
 » l'on doit à Dieu & à l'humanité d'ar-
 » racher le voile qui couvre la vérité,
 » & de l'exposer toute nue en effaçant
 » par un témoignage public les fausses
 » couleurs dont elle étoit offusquée.
 » Tout le monde sçait que Jean de
 » France, possesseur actuel contre
 » Dieu & justice de ce royaume qui
 » m'appartient, s'étant réconcilié sous
 » la foi du serment avec le roi de Na-
 » varre, & lui ayant promis d'oublier
 » tous les sujets de mécontentement
 » qu'il pouvoit avoir contre lui &
 » contre ses adhérens, l'a cependant
 » fait arrêter avec le comte d'Har-
 » court, & plusieurs autres nobles, &
 » les a traités d'une manière, sur la-
 » quelle le respect dû à l'honneur de la
 » profession des armes nous impose
 » silence. Mais comme ledit Jean de
 » France, pour justifier son action,
 » prétend, à ce qu'on dit, avoir entre
 » ses mains des lettres du roi de Na-

» varre & des nobles, par lesquelles
 » il paroît qu'ils ont conspiré contre
 » lui, & qu'ils ont promis de se join-
 » dre à nous, & de nous livrer la Nor-
 » mandie, craignant que ces discours
 » ne fassent tort à notre honneur & à
 » celui du roi de Navarre, & voulant,
 » à cause des liens du sang qui nous
 » unissent, laver ledit roi de Navarre
 » de cette fausse imputation, quoiqu'il
 » soit notre ennemi, nous déclarons
 » en parole de roi & devant Dieu,
 » que le roi de Navarre & ses amis
 » n'ont jamais fait de traité avec nous,
 » n'ont jamais favorisé notre parti, &
 » qu'au contraire nous les avons tou-
 » jours regardés comme nos ennemis.»
 Donné à Westminster le 14 mai 1356.

Les ennemis du roi ne manquèrent pas de répandre ce manifeste, & ne réussirent que trop à multiplier le nombre des mécontents. Le prince de Navarre passa en Angleterre, accompagné de Godefroi d'Harcourt, afin de presser la conclusion du traité commencé. Godefroi d'Harcourt n'écoulant que son ressentiment, ne fut pas plutôt arrivé à Londres, qu'il reconnut Edouard pour roi de France & duc de Normandie, lui rendit hommage en cette qua-

Philippe de Navarre & Godefroi d'Harcourt passent en Angleterre, & rendent hommage à Edouard.

Rymer. añ. pub. tom. 3. part. 1. pag. 123.

Ibid. 124.

lité, avoua tenir de lui ses seigneuries
 ANN. 1356. de S. Sauveur-le-Vicomte, & autres
 terres considérables en Normandie, &
 de plus institua le monarque héritier
 de toutes ses possessions. Il fut fait en
 Ibid. 128. récompense lieutenant d'Edouard dans
 la province. Philippe de Navarre fit
 pareillement hommage au roi d'An-
 gleterre. Dans l'acte de cet hommage
 sont inferées les conditions de l'al-
 liance, dont la principale est la guerre
 résolue contre la France, jusqu'à ce
 qu'Edouard en eût fait la conquête, &
 procuré la délivrance du roi de Na-
 varre. Ils s'engagerent de plus l'un &
 l'autre à ne conclure ni paix, ni trêve,
 que d'un mutuel accord.

Guerres en
 Normandie.

Froissard.
Grande
chronique.

Prise d'E-
 vreux.

Pendant le duc de Lenclastre étoit
 entré en Normandie, conduisant un
 renfort considérable d'Anglois, qui
 joints aux troupes Navarroises, for-
 merent un corps d'armée composé de
 quatre mille hommes d'armes, &
 d'une infanterie nombreuse. Peu de
 tems avant son arrivée, le comte de
 Tancarville, connétable de Norman-
 die, & lieutenant du roi dans cette
 province, avoit pris la ville & le châ-
 teau d'Evreux, qui furent pillés & brû-
 lés, tant par les Navarrois qui se reti-

roient, que par les François victorieux. ANN. 1356.

Le premier exploit du duc de Lenclastre fut de faire lever le siège de Pont-Audemer, investi depuis deux mois par le maître des arbalestriers, que l'approche des Anglois contraignit à la retraite. Siège de Pont-Audemer levé.

Le duc de Lenclastre & Philippe de Navarre ayant réuni leurs forces, s'avancerent jusqu'à Breteuil qu'ils fortifierent, pillant & ravageant tout ce qu'ils rencontrerent sur leur passage. De-là ils pénétrèrent dans le Perche, s'emparerent de Verneuil, qu'ils raserent & brûlerent en partie. Prise de Verneuil.

Aussi-tôt que le roi eut appris la descente du duc de Lenclastre en Normandie, il rassembla des troupes, & prit la route de Verneuil, où il espérait rencontrer les ennemis; mais il apprit en chemin qu'ils s'étoient retirés, & marchaient vers la ville de l'Aigle. Le roi se mit sur leurs traces: lorsqu'il fut arrivé près de cette dernière ville, il se vit obligé de renoncer au projet de les joindre. Les Anglois s'étoient retranchés dans les forêts, d'où il étoit impossible de les déloger, & dans lesquelles il y avoit tout à craindre de tomber en quelque em- Le roi rassemble des troupes.

ANN. 1356.

buscade. En revenant sur ses pas , l'armée Françoisé prit le château de Tilliers , dans lequel on mit une forte garnison. Le roi vint ensuite s'attacher au siège de Breteuil , qui ne se rendit à composition qu'après une résistance de deux mois.

Descente du prince de Galles en Guyenne : il ravage l'Auvergne, le Limousin, & le Berry.

Ce qui se passoit en Normandie n'étoit que le prélude des opérations de cette campagne , quoique la saison déjà avancée semblât laisser peu d'intervalle pour former des entreprises considérables. Un ennemi plus redoutable que les Navarrois & le duc de Lenclastre , menaçoit la France par l'extrémité opposée à celle où le roi étoit pour lors occupé. Tandis que le monarque faisoit le siège de Breteuil , le prince de Galles , nouvellement arrivé d'Angleterre , désoloit la France méridionale : après avoir passé la Garonne , il pénétra dans l'Auvergne & dans le Limousin , qu'il parcourut avec la rapidité d'un torrent : il vint ensuite fondre sur la province du Berry , essaya d'emporter d'assaut Bourges & Issoudun ; mais ces villes étoient trop bien fortifiées pour être prises d'emblée. Il ne voulut pas retarder sa course en s'arrêtant devant ces places : déjà il étoit ar-

rivé sur les limites qui séparent le ~~_____~~
 Berri de la Touraine , incertain s'il ANN. 1356.
 retourneroit sur ses pas , ou s'il traver-
 seroit la Loire pour joindre dans le
 Perche l'armée du duc de Lenclastre ,
 lorsqu'il apprit que tous les passages de
 cette riviere étoient gardés , & que le
 roi rassembloit à Chartres une armée
 formidable. Il s'arrêta ; & par l'avis de
 son conseil , il résolut de reprendre la
 route de Bordeaux par la Touraine &
 le Poitou.

Le roi n'avoit été informé qu'à Le roi mar-
che vers le
pr. de Galles.
 son retour à Paris , après la prise de
 Breteuil , de l'irruption du prince de Froissard.
Spicil. cons.
de Nang.
 Galles. Sur la premiere nouvelle qu'il Grande
chronique.
Chron. MS.
&c.
 en reçut , *il jura qu'il marcheroit contre
 lui , & qu'il le combattoit , quelque
 part qu'il le trouvât.* Toute la noblesse
 de France eut ordre de marcher : le
 rendez-vous général des troupes fut
 indiqué vers les frontieres de la Tou-
 raine & du Blefois. En attendant que
 l'armée fût assemblée , le roi envoya
 les seigneurs de Craon & de Boucicaut,
 & l'Hermite de Chaumont, avec trois
 cens hommes d'armes. Ils eurent ordre
 de harceler les troupes du prince. Les
 François se mirent en embuscade dans
 un passage difficile , assez près de Ro-

 ANN. 1356.

morantin : ils ne se furent pas plutôt cantonnés dans leur poste , qu'ils découvrirent un détachement de l'armée ennemie , composé de deux cens lances , qu'ils attaquèrent brusquement. Les Anglois , quoique surpris , firent une vigoureuse résistance , & donnèrent le tems au prince de Galles de venir à leur secours. Les François furent alors obligés de songer à la retraite , & de s'enfermer dans le château de Romorantin , la ville n'étant pas en état de défense. Le prince piqué de cette attaque , sembla pour quelque tems oublier qu'il alloit bien-tôt avoir sur les bras toutes les forces de la France , & qu'il ne pouvoit retourner en Guyenne avec trop de promptitude. Il fit sommer les trois seigneurs , & leurs hommes d'armes , de livrer la forteresse , & de se rendre à discrétion. Sur leur refus , les Anglois livrèrent un premier assaut , où ils furent repouffés. Le prince , toujours plus animé , fit serment de ne point partir qu'il ne les eût soumis. Les attaques recommencerent , & la place auroit peut-être tenu plus long-tems , si quelques ingénieurs , qui suivoient l'armée du prince , ne se fussent avisé de faire dresser

quelques batteries de canon , & de jeter dans la place quantité de feux d'artifice. Par ce moyen ils mirent le feu à quelques bâtimens qui étoient dans la basse-cour du château : la flamme se communiqua bien-tôt à une des tours ; alors les assiégés furent contraints de subir les loix du vainqueur , & de se rendre prisonniers de guerre. C'est la première fois qu'il est fait mention dans notre histoire de l'usage de l'artillerie pour le siège des places.^a

 ANN. 1356.

Le siège du château de Romorantin , quoique de peu de durée , avoit fait perdre au prince de Galles un tems précieux. La plus grande partie de l'armée Française étoit rassemblée : de nouvelles troupes venoient à tous momens la joindre. Le roi étant parti de Chartres , se rendit en un jour à Blois , & le surlendemain à Loches , où il apprit que les Anglois étoient entrés dans la Touraine.

Prise de
Romoran-
tin.
Ibid.

Le prince s'avançoit toujours vers

^a *Froissard d'après lequel ce fait est rapporté , s'exprime ainsi : Si imaginerent aucuns subtils hommes que pour traire & lancer on se travailloit en vain , & ordonnerent aposter canons en avant & attrair en quarrceaux & à feu gregeois dans la basse cour , si que toute la basse cour fut embrasée. Froiss. tom. 1. p. 26. R.*

ANN. 1356.

Les deux armées se rencontrent à Maupertuis près de Poitiers.

Ibid.

Poitiers , s'efforçant de recouvrer par des marches forcées les momens qu'il avoit sacrifiés à la prise d'une place peu importante. A mesure que les deux armées approchoient de Poitiers , la distance qui les séparoit se rétrécissoit.

Déjà les François avoient passé la petite riviere de la Creuse au pont de Chauvigny ; & faisant le tour d'un bois assez près de Poitiers , avoient assis leur camp aux environs d'un petit village appelé Maupertuis. Les ennemis arriverent presque aussi-tôt au même endroit par l'autre côté du bois. Ce fut là que le prince apprit de quelques François pris par un de ses détachemens , que le roi de France & toute son armée l'avoient précédé , & qu'il ne lui étoit plus possible d'avancer , de reculer sans combattre. Il envoya reconnoître les troupes Françoises par un corps de deux cents hommes d'armes , & il apprit à leur retour quelles forces redoutables il avoit en tête. Mais le péril , tout grand qu'il étoit , loin de l'intimider , redoubla son courage.

Dieu y ait part, dit-il , *or nous faut-il sçavoir comment nous les combattons à notre avantage.* C'étoit le samedi 17 septembre 1356 , que les deux armées

se rencontrèrent : elles passerent la nuit en présence l'une de l'autre. Les Anglois employèrent ce tems à fortifier leur camp , qu'ils avoient assis dans un lieu très-avantageux , presque inaccessible par la nature du terrain entrecoupé de haies , de buissons & de vignes.

ANN. 1356.

Tous nos historiens ont judicieusement observé qu'en cette conjoncture rien n'étoit plus facile que de triompher sans répandre de sang. L'armée Angloise , fatiguée d'une longue & pénible marche , commençoit depuis quelques jours à souffrir de la disette des vivres & des fourages , ayant été obligée dans sa route de repasser par des provinces qu'elle avoit dévastées : enveloppée de tous côtés par une armée dix fois plus nombreuse , un retardement de trois jours l'eût forcée de mettre bas les armes , & de se rendre à discrétion : la guerre étoit finie. La prise du prince de Galles & de son armée eût obligé le roi d'Angleterre de subir toutes les conditions qu'on eût voulu lui imposer. L'aveugle impétuosité du roi priva la France de cet avantage , & devint pour lui & pour ses

ANN. 1356.

Le roi forme la résolution d'attirer les Anglois.
Ibid.

peuples une source presque intarissable de malheurs.

A peine le jour commençoit à paroître, que le roi fit célébrer la messe, à laquelle il communia, ainsi que ses quatre fils & les princes du sang, selon l'usage alors pratiqué dans les jours destinés à quelque action. Il assembla ensuite le conseil de guerre, auquel assisterent les ducs d'Orléans & de Bourbon, le comte de Ponthieu, Jacque de Bourbon, le duc d'Athènes, alors connétable de France, les comtes de Sallebrache, de Dammartin, de Ventadour, le sire de Clermont, Arnoul d'Andreghen, maréchal de France, les sires de Saint-Venant, de Landas, de Fiennes, Eustache de Ribbaumont, Geoffroi de Charny, les sires de Châtillon, de Sully, de Nesle, de Duras, & plusieurs autres seigneurs. Soit que l'on fût instruit des intentions du roi, auxquelles on n'osa pas apporter d'opposition, soit que le petit nombre des ennemis inspirât une confiance inconsidérée, parmi cette foule de princes & de chevaliers, l'élite des guerriers & de la noblesse Française, il ne se trouva pas un homme assez prudent

prudent ou assez généreux pour ouvrir le seul avis salutaire. L'attaque du camp ennemi fut unanimement résolue. Aussi-tôt les troupes reçurent ordre de se mettre sous les armes. Tandis qu'Eustache de Ribaucourt, Jean de Landas, & Guichard de Beaujeu, étoient partis pour reconnoître l'armée ennemie, le roi, monté sur un cheval blanc, parcouroit les rangs de la sienne. *Entre vous autres*, disoit-il tout haut, *quand vous êtes à Paris, à Chartre, à Rouen, ou à Orléans, vous menacez les Anglois, & desirez avoir le bacinet (le casque) en la tête devant eux; or y êtes-vous, je vous les montre: si leur veuillez remontrer leurs maltalens, (leurs torts) & contre venger vos ennemis, & les dommages qu'ils vous ont faits; car sans faute nous combattons.* On ne répondit à cette harangue militaire que par des protestations de courage & de fidélité.

Cette exhortation accompagnée de reproches sert encore à prouver la dureté naturelle du roi, qui lui attira dans une autre occasion une vérité un peu hardie. On rapporte de lui, qu'entendant un jour, quelques soldats qui chantoient la chanson de

 ANN. 1356.

*Mém. de
litt. tom. 2.
p. 190.*

ANN. 1376.

Rolland^a, il s'écria qu'il y avoit long-tems qu'on ne voyoit plus de Rolland parmi les François. Un vieux capitaine, piqué de cette plainte injurieuse pour la nation, répondit fièrement qu'on ne manqueroit point de Rollands dans les armées, si les soldats voyoient encore un Charlemagne à leur tête.

Le roi Jean, guerrier aussi intrépide que chef imprudent, commandoit une des plus florissantes armées que la France eût mises sur pied depuis long-tems : elle étoit composée de plus de soixante mille combattans, parmi lesquels on voyoit trois mille chevaliers portant bannière, ou *pennons*. Les quatre fils du roi, les princes du sang, les plus illustres seigneurs, tout ce qu'il y avoit en France de gens dis-

^a Nos ancêtres avoient retenu des Germains l'usage d'aller au combat en chantant des vers à la louange des guerriers célèbres de leur nation. La mémoire de la bravoure & des exploits de Rolland se conserva long-tems, & bien avant sous la troisième race. Les soldats chantoient encore la chanson qui avoit été composée en l'honneur de ce héros.

*Taillefer qui moult bien chantoit,
Sur un cheval qui sôt alloit
Devant euz alloit en chantant
De l'Allemagne & de Roland
Et d'Olivier & des vassaux
Qui moururent à Roncevaux.*

Roman de Rou, descript. de l'armée
de Guill. le conquérant.

tingués en état de porter les armes , se trouvoient alors rassemblés à Mauteruis sous les ordres du monarque ^a. Cette armée avoit à combattre un corps de troupes de huit mille hommes , formé pour la plus grande partie de François & de Gascons , parmi lesquels on comptoit au plus trois mille Anglois ; mais ce corps de troupes , si foible en comparaison des forces qu'il avoit en tête , marchoit sous les ordres du Prince de Galles.

 ANN. 1356.

L'armée Françoisise , rangée en bataille , étoit divisée en trois corps de seize mille hommes d'armes , *dont tous étoient montrés & passés hommes d'armes* , outre les gens de pied. Le duc d'Orléans , frere du roi , conduisoit le premier corps. Le dauphin , duc de Normandie , accompagné de ses deux freres , commandoit le second. Ces trois princes avoient été confiés à la garde du sire de Saint-Venans , de Landas , de Thibaut de Bodenay , & d'Arnaud de Cervolle , dit l'archiprêtre. Le roi s'étoit réservé la ³ troisième division : Philippe , le plus jeune de ses fils , étoit

Ordre des
deux armées.
Ibid.

^a *Là étoit toute la fleur de France , dit un de nos anciens écrivains , ne nul chevalier ne escuyer n'osoit demeurer à l'hôtel s'il ne vouloit être deshonoré. Froissard tom. 1. fol. 87.*

 ANN. 1356.

auprès de lui. Les trois chevaliers qu'il avoit envoyés pour examiner l'ordre de bataille des ennemis, rapportèrent que le poste que le prince occupoit, étoit extrêmement fortifié ; que des haies & buissons épais lui servoient de retranchemens ; qu'il avoit bordé cette haie d'archers, à travers lesquels il étoit indispensable de passer, avant que d'entrer dans un chemin si étroit, qu'à peine quatre hommes y pouvoient passer de front ; que ce chemin aboutissoit à des vignes, & à des terres hérissées d'épines, où les hommes d'armes, qui composoient l'armée ennemie, s'étoient postés après avoir quitté leurs chevaux ; & que le front de leur bataille étoit couvert par le reste de leurs archers, rangés en forme de herse. Le roi demanda au seigneur Eustache de Ribamont, de quelle maniere il falloit attaquer. L'avis de ce chevalier fut que les hommes d'armes missent pied à terre, excepté trois cens des plus braves & des mieux armés, destinés à rompre & ouvrir les archers qui bordoient l'armée ennemie, & que lorsque ce premier corps de cavalerie se feroit ouvert un passage, la gendarmerie à pied donnât l'épée à la main

sur le corps de bataille du prince. Le roi approuva ce conseil, & donna ses ordres en conséquence. Tous les gendarmes descendirent de cheval ; on réserva seulement la cavalerie Allemande pour soutenir les maréchaux, qui devoient commencer l'action à la tête de 300 gens d'armes à cheval. On commanda aux hommes d'armes d'ôter leurs éperons, & de tailler leurs lances à cinq pieds de hauteur, afin qu'elles fussent moins embarrassantes dans la mêlée, où il s'agissoit de combattre ferrés les uns contre les autres.

Déjà les troupes commençoient à s'ébranler, lorsque le cardinal de Perigord vint suspendre l'action. Ce prélat & le cardinal d'Urgel, légats députés par le pape Innocent VI, dans le dessein d'appaiser les troubles du royaume, avoient suivi le roi depuis la Normandie jusques dans le Poitou. Dès la pointe du jour, le cardinal de Perigord étoit sorti de Poitiers pour faire une dernière tentative. Il accourut à toute bride vers l'armée Française, & arriva au moment que l'action alloit commencer. Aussi-tôt que le roi l'aperçut, il vint au-devant de lui. Le

 ANN. 1356.

Le cardinal
de Perigord
s'entreint
d'accommodement.

Ibid.

ANN. 1356. cardinal conjura le roi, *les mains jointes*, de vouloir bien l'entendre avant que d'engager le combat. Il lui remontra ensuite, qu'au lieu d'exposer tant de braves gens, il ne tenoit qu'à lui d'obtenir dans cette occasion tous les avantages d'une victoire complète, sans être obligé de livrer de bataille; que les ennemis seroient trop heureux de reconnoître la supériorité de ses armes, pourvû qu'il voulût leur accorder des conditions supportables. Jean consentit à cette ouverture d'accommodement: il dit seulement au cardinal d'engager le prince à se déterminer promptement, & de lui rapporter aussi-tôt sa réponse.

Le jeune Edouard sentoît l'extrémité à laquelle il se trouvoit réduit: il voyoit toute la grandeur du péril; mais il comptoit sur lui-même. On en peut juger par la disposition de son armée, & par le sang froid avec lequel il profita de toutes les ressources que la situation du terrain, & le tems lui permettoient. Il écouta les propositions, & répondit qu'il accepteroit toutes les conditions qu'on lui prescriroit, pourvû qu'elles n'intéressassent point son honneur, & celui de ses gens. Le car-

dinal revint promptement rapporter cette réponse au roi , duquel il obtint après quelques instances , une suspension d'armes pour le reste du jour. Ce retms se passa réciproquement à se faire différentes propositions , dont le prélat fut porteur. Enfin le prince de Galles offrit de remettre les villes & les châteaux qu'il avoit conquis , de rendre la liberté à tous les prisonniers , & de ne point porter les armes contre la France pendant sept ans. Les seigneurs qui formoient le conseil , & le roi lui-même , rejetterent ces offres ; & le cardinal fut chargé de signifier aux ennemis , qu'on ne leur accorderoit la liberté de se retirer , qu'à condition que le prince de Galles , & cent des principaux de son armée , se rendroient prisonniers de guerre. Le prince protesta de son côté , que jamais il ne perdrait sa liberté que les armes à la main. La nuit étoit survenue pendant ces différens pourparlers. Le prélat ne voyant plus d'espoir de parvenir à un accommodement , retourna dans Poitiers , & l'on ne songea plus de part & d'autre qu'à se préparer au combat.

Les ennemis cependant avoient em-

ployé le tems de la suspension d'armes à fortifier leur camp par de nouveaux retranchemens : ils travaillèrent ce jour & la nuit suivante à creuser des fossés profonds , revêtus de palissades , derrière lesquels ils placèrent leurs archers.

Le lendemain lundi 19 septembre , les deux armées se mirent sous les armes dans le même ordre qu'on avoit observé la veille. Le cardinal étant revenu à la charge , les François lui déclarèrent qu'ils ne vouloient plus entendre parler d'accommodement , ajoutant que s'il paroissoit encore , *il lui en pourroit mal prendre.* Alors le prélat prit congé du roi ; & retournant vers le prince de Galles , lui dit : *beau fils , faites ce que vous pourrez , il vous faut combattre. C'est bien notre intention ,* répondit Edouard , *& Dieu veuille aider au droit.* Ce prince ne fit qu'un seul changement à son ordonnance de bataille ; ce fut de placer trois cents hommes d'armes , & trois cents archers à cheval sur le revers d'une petite élévation à sa droite , au pied de laquelle étoit le corps d'armée du duc de Normandie.

Aussi-tôt qu'on eut donné le signal du combat, les 300 hommes d'armes à cheval commandés par les maréchaux d'Andreghen & de Clermont destinés à commencer l'attaque s'avancerent. A peine furent-ils engagés dans le défilé bordé de hayes des deux côtés, que les archers Anglois, qui étoient placés derriere ce retranchement naturel, firent pleuvoir sur eux une grêle de traits. Ces flèches longues & dentelées tirées à si peu de distance perçoient également les hommes & les chevaux qui tombant sous leurs maîtres occasionnerent le premier défordre, que le nombre des cavaliers démontés redoubloit à tous momens. Le chemin étroit & inégal fut bientôt embarrassé de maniere à ne pas permettre à ceux qui étoient aux derniers rangs d'avancer : les chevaux blessés & sans conducteurs augmentèrent la confusion. Les deux maréchaux & quelques hommes d'armes des mieux montés, franchirent cet obstacle, & fondirent avec intrépidité sur l'avant-garde des ennemis : enveloppés de toute part, ils furent en un instant tués ou pris. Le maréchal de

ANN. 1356.Bataille de
Maupertuis
ou de Poir-
tiers.*Ibid.*

ANN. 1356.

Clermont^a perdit la vie , & Andreghen se rendit prisonnier. Ce premier échec , quelque léger qu'il parût , décida l'événement de la bataille. Les hommes d'armes qui n'avoient pu aller en avant , emportés par leurs chevaux , se culbutoient les uns sur les autres. Ils se replierent sur le corps où commandoit le duc de Normandie , & la précipitation avec laquelle ils firent ce mouvement jeta l'alarme & l'effroi dans une partie des guerriers qui composoient cette division. La plupart l'abandonnerent & coururent à leurs chevaux , dans le moment que les gendarmes & les archers pla-

* On attribua la mort du maréchal de Clermont à Jean Chandos chevalier Anglois. Ces deux seigneurs pendant la suspension d'armes de la veille s'étoient rencontrés & avoient pris querelle sur la représentation d'une dame habillée de bleu qu'ils portoit en broderie sur leur coste d'armes. Comme la figure étoit la même , cette ressemblance excita la jalousie & l'animosité réciproque des deux guerriers. Ils se donnerent plusieurs démentis , & se seroient battus sur le champ sans l'armistice qui leur interdisoit les voies de fait. Ils se défièrent pour le lendemain. *Vous me trouverez demain , dit Chandos , tout appareillé de défendre par fait d'armes qu'elle (cette dame bleue) est aussi-bien mienne comme vôtre.* Chandos , reprit le maréchal , *ce sont bien les paroles de vos Anglois qui ne savent aviser rien de nouveau , mais tout ce qu'ils voyent leur est beau.* Ils se séparèrent & se tinrent exactement parole le jour de la bataille.

rés derriere ce monticule dont nous avons parlé, descendirent avec impétuosité & vinrent achever l'ébranlement. Ceux qui accompagnoient le dauphin & ses deux freres, au lieu de songer à remédier à ce désordre, causé par l'irruption de six cents hommes sur un corps de vingt mille combattans, s'abandonnerent à une lâche frayeur : ils emmenèrent les jeunes princes, & couvrirent leur honteuse retraite du spécieux prétexte de sauver l'espérance de l'état. Le duc d'Orléans qui commandoit le second corps de bataille, témoigna encore moins de courage, en fuyant à toute bride avant que d'avoir seulement tiré l'épée. Sa fuite entraîna celle de la division qui étoit sous ses ordres. Envain pour effacer la honte de ceux qui se comporterent si lâchement dans cette journée, on a produit une prétendue lettre du comte d'Armagnac, où il marque que le roi avoit fait commander au dauphin, ainsi qu'à ses deux freres, & au duc d'Orléans de se sauver. Le comte d'Armagnac n'assista point à cette bataille, & son absence ôte toute obligation de s'en rapporter à son témoignage, quand le contraire

ANN. 1356.

Ann. 1356.

est attesté par les écrivains contemporains qui s'accordent généralement à condamner cette infâme retraite. D'ailleurs, quelle apparence que le roi qui n'abandonna jamais le champ de bataille ait pu donner dès le commencement du combat un ordre qui entraînoit la défaite de son armée ?

Le prince de Galles observoit cependant tous nos mouvemens : dès qu'il s'étoit apperçu que les deux corps d'armée du duc de Normandie & du duc d'Orléans commençoient à s'ébranler, il avoit donné ordre à ses hommes d'armes de remonter à cheval. Jean Chandos qui n'abandonna jamais le prince pendant toute l'action, lui dit : *Allons, seigneur, la victoire est à vous, adressons-nous au bataillon que commande le roi : ce doit être notre unique but.* Et lui montrant de loin le roi de France, qui se faisoit remarquer par sa corte d'armes semée de fleurs de lys d'or, & plus encore par son air martial : *Je sçais fort bien, ajouta-t-il, que par vaillance il ne fuira pas, ainsi moyennant l'aide de Dieu & de saint George, il demeurera en notre pouvoir.* Allons, Jean, reprit le prince, vous ne me verrez

d'aujourd'hui retourner en arriere. A ces mots ce jeune guerrier s'avancant fierement à la tête des siens déboucha le défilé, & vint fondre sur le corps de troupes dont le roi s'étoit réservé la conduite. Ce fut là seulement qu'il est permis de dire qu'on se battit.

ANN. 1356.

Le monarque François méprisant la honteuse défection de plus des deux tiers de son armée, sentit redoubler son courage : jamais il ne se montra si grand ni si digne de commander à des hommes généreux. Si la cinquième partie des François qui l'accompagnoient eut témoigné la même valeur, il eût contraint la fortune à se déclarer pour lui. Il donna ses ordres avec tranquillité, rangea sa troupe, & présenta un front immobile au choc de l'ennemi. La rencontre de ces deux corps fut terrible. Aucun des deux partis ne put s'attribuer le prix du courage dans cette sanglante mêlée : on combattit avec un acharnement égal : on se disputoit pied à pied le terrain jonché de blessés, de morts & de mourants.

Ceux de la noblesse Françoisé qui dans cette journée conserverent le souvenir de ce qu'ils devoient à leur

 ANN. 1356.

souverain & à leur patrie, méritoient bien que l'histoire transmette leurs noms à la postérité. Outre ceux déjà nommés on distinguoit entre autres le duc de Bourbon, Jacque de Bourbon, Jean & Jacque d'Artois dont la vertu effaçoit les fautes de Robert d'Artois leur pere; le duc d'Athenes, Gaultier de Brienne connétable de France, Jean vicomte de Melun comte de Tancarville, Guillaume de Melun son fils archevêque de Sens, Jean & Simon ses freres, Arnant Chauveau évêque de Châlons en Champagne, les seigneurs de Pons, de Parthenay, de Dampmarie, de Montabonton, de Surgeres, de la Rochefoucault, de Saintre, de Langle, d'Argenton, de Linieres, de Montandre, de Rochechouart, d'Aulnoy, de Beaujeu, de Château Villain, de Montpensier, de Ventadour, de Cervolle, de Mareuil, de la Tour, de Charenton, de Montagu, de Rochefort, de la Chaire, d'Apchon, de Linal, de Norvel, de Pierre Buffiere, de Merle, de Raineval, de Saint-Dizier, de Chauny, de Hely, de Montant & de Hagnes. Robert seigneur de Duras avoit été tué dès le commen-

cement de l'action. Le prince de Galles ayant trouvé le corps de ce seigneur, neveu du cardinal de Perigord, le fit relever sur un bouclier & l'envoya à ce prélat, en lui faisant faire quelques reproches de ce que des gens de sa suite au lieu de rentrer avec lui dans Poitiers, s'étoient rangés du parti des François.

ANN. 1356.

Tant de braves combattans rassemblés autour de leur prince auroient dû former un rempart invincible : leur nombre & celui des ennemis étoit à peu près égal, mais ils avoient le désavantage d'être à pied contre une gendarmerie bien montée. La fureur des deux partis sembloit prendre à tous momens de nouvelles forces. Les chefs de quelque cavalerie Allemande ayant été tués, ces étrangers se retirèrent de la bataille : le connétable qui étoit à leur tête vint se joindre à la troupe du roi. Les François firent des prodiges de valeur : attaqués de tous côtés, foulés par les chevaux des ennemis, ils donnoient ou recevoient la mort avec la même intrépidité. Le roi les animoit par sa présence & plus encore par son exemple. Philippe le plus jeune de

ANN. 1356.

ses fils étoit à ses côtés : ce prince à peine âgé de treize ans combattit avec une ardeur qu'on n'auroit pas attendu de la foiblesse de son âge : il s'opposoit aux coups qu'on adressoit à son pere : il lui faisoit un rempart de son corps : il fut blessé en s'acquittant de ce noble devoir. Déjà le connétable & le duc de Bourbon étoient tombés couverts de blessures, la bannière de France étoit étendue par terre entre les bras de Charni qui n'avoit pas voulu la quitter, même en expirant. Les François s'éclaircissoient à vue d'œil : le roi environné de morts & de blessés se monroit supérieur à sa disgrâce : il rallioit autour de lui le peu de seigneurs François qui vivoient encore. Une hache à la main ce monarque effrayoit ceux des ennemis qui osoient l'approcher : chaque coup qu'il leur portoit étoit un coup mortel. On eût dit qu'en ce moment ce prince vouloit seul arracher la victoire à la multitude qui l'accabloit. Envain lui crioit-on de tous côtés, *sire, rendez vous*, il ne répondit à cette invitation que par de nouveaux efforts. Enfin épuisé d'un combat si opiniâtre & si violent,

Prise du
roi.*Ibid.*

ayant reçu deux blessures dans le visage (car son bacinet ou son casque étoit tombé dans la chaleur de l'action , & ce casque fut porté au roi d'Angleterre qui récompensa le guerrier qui le lui présenta :) un chevalier François banni de sa patrie pour un meurtre qu'il avoit commis dans *une guerre particuliere* , s'approcha de lui , & le pressa de nouveau de rendre les armes , & *à qui me rendrai-je* , dit le roi , *à qui ? Où est mon cousin le prince de Galles : si je le voyois , je parlerois. Le prince n'est pas ici* , continua le chevalier ; *mais rendez vous à moi & je vous menerai devers lui. Qui êtes-vous* , lui demanda le roi ? *Sire* , reprit-il , *je suis Denis de Morbec chevalier d'Artois , je sers le roi d'Angleterre , parce que je ne puis être au royaume de France , pourtant que j'ai forfait tout le mien* (dissipé mon bien.) Alors le roi tira le gantelet de sa main droite & le remit à Denis en lui disant : *Je me rends à vous.*

ANN. 1356.

Rym. all.

publ. tom. 3.

part. 1.

Le prince de Galles cependant qui avoit attaqué le corps de bataille du roi par un endroit opposé à celui où le monarque combattoit , après avoir enfoncé , pris. ou dissipé tout ce qu'il

ANN. 1336.

avoit rencontré sur son passage , revenoit de la poursuite des fuyards. De cette multitude de François qui couvroient les champs de Maupertuis , il ne paroïssoit plus que des monceaux de morts. Jean Chandos fit dresser à la hâte un pavillon où le prince ôta ses armes & se rafraîchir au milieu des compagnons de sa victoire. Il demandoit aux chevaliers qui arrivoient en foule , ce qu'étoit devenu le roi de France , personne ne pouvoit lui en donner des nouvelles , on l'assuroit seulement qu'il falloit qu'il fût mort , parce qu'il n'avoit pas quitté le champ de bataille. Le prince toujours plus inquiet sur le sort du roi Jean , pria le comte de Warvich & Renaut de Gobeghen d'en faire une exacte perquisition. Ces deux seigneurs remonterent à cheval & partirent. A peu de distance ils découvrirent d'une petite élévation une troupe de gendarmes qui marchoit à pied fort lentement : ils piquèrent de ce côté. Il étoit tems qu'ils arrivassent , c'étoit effectivement la troupe qui conduisoit le roi. Depuis le moment que ce prince s'étoit rendu à Denis de Morbec , il avoit été plu-

seurs fois en danger de perdre une vie que la victoire venoit de respecter. Plusieurs guerriers Anglois ou Gascons se disputoient l'honneur d'une si belle prise. Ils avoient arraché ce prince au chevalier d'Artois, & chacun d'eux prétendoit s'attribuer sa rançon. *C'est moi qui l'ai pris*, s'écrioient-ils tous en même-tems. Le roi tenant son fils par la main avoit beau leur dire, *seigneurs, menez-moi courtoisement, & mon fils aussi, devers le prince mon cousin, & ne vous querrellez pour ma prise, car je suis assez grand seigneur pour vous faire tous riches*. Ces promesses les appaisoient pour un moment ; mais les querelles renaissoient aussi-tôt. Le roi vit plus d'une fois l'instant où son fils & lui alloient être les victimes de l'avarice & de la brutalité de cette soldatesque effrenée, lorsque les deux seigneurs Anglois parurent. Le respect dû au rang qu'ils occupoient & les ordres qu'ils donnerent sous peine de mort, qu'on eût à se retirer, délivrèrent le roi. Ils mirent pied à terre, s'approchèrent du monarque qu'ils saluèrent avec la plus profonde soumission, & prirent avec lui le chemin de la tente

ANN. 1356.

du prince de Galles. Autant qu'on le peut conjecturer par le silence unanime de tous les historiens, les Anglois ne firent point usage d'artillerie à la bataille de Poitiers quoiqu'ils eussent des canons, ainsi qu'on a pu l'observer ci-dessus au siège de Romorantin, ce qui sembleroit devoir faire révoquer en doute, qu'ils eussent employé ces machines meurtrières à la bataille de Crecy, circonstance d'ailleurs qui n'est rapportée que par Villani.

T. 8. p. 450.
de cette hist.

Dans cette journée si fatale à la France la perte n'exceda pas le nombre de six mille hommes; mais ces six mille hommes étoient l'élite de la nation. La plupart des princes & seigneurs qui périrent en cette bataille moururent en combattant auprès de leur roi. Parmi ces braves guerriers on comptoit le maréchal de Clermont, Pierre duc de Bourbon^a, Robert de

^a Le corps de ce prince fut apporté au couvent des Dominiquains de Poitiers où il demeura en dépôt, il fut ensuite transféré à Paris dans l'église des Jacobins de la rue S. Jacques. Il étoit mort chargé de dettes; ses créanciers, suivant l'usage alors pratiqué, l'avoient fait excommunier. On refusa de prier Dieu pour le repos de son ame. Il fallut que son fils Louis II du nom, duc de Bourbon, sollicitât auprès du pape Innocent VI la levée de l'excommunication, qu'il n'obtint qu'à condition d'acquiescer les dettes pour lesquelles elle avoit été encourue.

Duras, le duc d'Athenes, & Geoffroi de Charny, ainsi qu'il a déjà été rapporté. Aux noms de ces seigneurs il faudroit en ajouter une foule d'autres non moins distingués, tels que Guichard de Beaujeu, Guillaume de Nesle, les seigneurs de Surgeres, de la Rochefoucault, de la Fayette, de Laval, d'Humieres, d'Urfé, de l'Angle, de Bodenai, de Landas, de Dammarin, de Pons, de Montagu, de Chambly, de la Heuse, de la Tour, de Ribaumont, l'évêque de Châlons ^a. Il y eut peu de grandes maisons dans le royaume qui n'eussent à regretter la mort de quelques parens ou alliés.

 ANN. 1356.

*Spicil. conti.
de Nangis.*

^a Froissard dit expressément, *Renaud de Chauveau fut tué dans ce combat*. Le P. Daniel le compte au nombre des prisonniers contre le témoignage de Froissard & du continuateur de Nangis.

On voit par l'exemple de ce prélat & de l'archevêque de Sens qui assistèrent à la bataille de Poitiers que l'usage & les loix féodales qui obligeoient les ecclésiastiques au service personnel dans les armées, subsistoit encore dans plusieurs parties de la France. Les loix de l'église condamnoient cette coutume à laquelle les possessions temporelles asservissoient le clergé. Cette contradiction de la forme de notre gouvernement avec l'esprit de la religion subsista jusqu'à ce que cet usage insensiblement aboli par différentes dispenses, se convertit en contributions d'hommes & d'argent. François I, par son édit du 4 Juillet 1541, régla les clauses de cette exemption. Depuis ce tems les ecclésiastiques ont été dispensés entièrement du ban & arriere-ban par diverses lettres-patentes, & encore par contrat du 29 Avril 1636 sous Louis XIII.

Ann. 1356.

*Spicil. cont.
de Nang.*

Dix-sept comtes , & plus de huit cents barons & chevaliers , couverts de blessures pour la plupart , furent faits prisonniers. Jean de Melun comte de Tancarville étoit de ce nombre , ainsi que Guillaume archevêque de Sens son fils , & Jean & Simon de Melun ses deux autres enfans ; le seigneur de Pampadour , les comtes de Vandemont & de Vendôme , de Graville , d'Etampes , Jean de Saintré estimé le plus brave chevalier de son tems , Jacque de Bourbon , les deux princes d'Arrois , les seigneurs de Rochouart , de Damp-Marie , de Parthenai , de Montandre , de Brunes , de Malval , de Pierre-Buffiere , de Sauverac , de Genville. Les ennemis en poursuivant les restes de l'armée jusqu'aux portes de Poitiers que les habitans fermerent , en tuerent une partie & firent les autres prisonniers : le nombre en étoit si considérable que plusieurs gendarmes Anglois ou Gascons en avoient chacun cinq ou six.

On doit cette justice aux vainqueurs , de convenir qu'après le combat ils usèrent de la victoire avec une générosité qui en relevoit encore l'éclat. Ils prirent soin des blessés , & renvoyèrent

la plupart de leurs prisonniers sur leur parole : ils emmenerent les autres dans leurs tentes, où ils les traitèrent avec toute l'humanité possible. *Si firent désarmer leurs prisonniers*, dit un ancien historien, *& leur firent tant d'amour qu'ils purent chacun aux siens.* La disposition des prisonniers étoit alors une partie de la récompense militaire : ceux qui s'en trouvoient les maîtres, pouvoient les renvoyer ou les retenir; & s'il arrivoit qu'un prisonnier fût d'une telle considération qu'il importât au prince de l'avoir en sa puissance, la rançon étoit estimée, & payée à celui auquel le prisonnier s'étoit rendu. Les Anglois & les Gascons qui combattirent en cette occasion sous le prince de Galles s'enrichirent tous, tant par le pillage du camp que par les sommes qu'ils reçurent pour les ransons de ceux qu'ils avoient pris.

Aussi-tôt que le prince de Galles apprit le roi qui s'approchoit de sa tente accompagné des deux seigneurs Anglois, il s'avança vers lui avec empressement. Ce jeune héros oubliant la victoire, s'inclina profondément

ANN. 1336.

devant cet auguste prisonnier , le pria d'entrer dans son pavillon, & fit apporter des rafraîchissemens qu'il lui présenta lui-même. Le soir on lui prépara un festin auquel assisterent les princes & les seigneurs François assis à différentes tables. Il se fit un honneur de servir le roi , se tenant debout devant la table. Jean le pria de se placer auprès de lui , mais il s'en défendit toujours avec autant de politesse que de modestie , en disant , *qu'il ne lui appartenoit pas de s'asseoir à la table de si grand prince & de si vaillant homme qu'étoit le roi.*

Quelque fermeté que le roi conservât dans son malheur , le prince crut appercevoir une impression de tristesse sur son visage : cette idée le pénétra. *Cher sire , lui dit-il ; ne veuillez mie vous attrister si Dieu n'a pas voulu aujourd'hui consentir à votre volonté ; car certainement monseigneur mon pere vous fera tout honneur & amitié & s'accordera avec vous si raisonnablement que vous demeurerez bons amis ensemble à toujours. A l'égard de l'événement du combat , quoique la journée ne soit pas vôtre , vous avez acquis la plus haute réputation*

Réputation de prouesse, & avez passé
aujourd'hui tous les mieux combattans. ANN. 1356.

Je ne le dis mie, cher sire, pour vous louer, car tous ceux de notre parti qui ont vu les uns & les autres se sont par pleine conscience à ce accordés & vous en donnent le prix. Les paroles du prince de Galles étoient accompagnées de cet air tendre & de ce ton affectueux que le cœur seul peut exprimer & entendre. Qu'il est beau après avoir été héros dans le combat de redevenir homme après la victoire !

La constance du roi n'avoit pas fléchi sous le poids de son infortune : on dit que la générosité de son vainqueur lui arracha quelques larmes, non de douleur, mais d'admiration. Il répondit à des protestations si obligantes, que ce qui contribuoit surtout à soulager le sentiment de sa disgrâce, c'étoit de ce qu'on ne pouvoit lui reprocher d'avoir rien fait d'indigné de lui, & de ce qu'il étoit tombé entre les mains du plus vaillant & du plus généreux prince du monde. Tous les seigneurs François & Anglois présents à ce combat de grandeur d'ame, louoient également les deux princes, & disoient en parlant du jeune

*Walsingham:
 Rap. Thoiras.*

ANN. 1356.

Edouard, qu'il seroit un jour un grand roi. Cet augure ne se vérifia pas : une mort prématurée enleva au milieu de sa carrière ce prince, l'espérance de l'Angleterre & les délices du genre humain. Le lendemain de la bataille l'armée ennemie reprit la route de Bordeaux par le Poitou & la Xaintonge sans rencontrer aucun obstacle sur son passage.

Le dauphin
retourne à
Paris.

Spic. cont.
de Nang.
Chron. MS.
Froissard,

Ce funeste événement porta le coup mortel à la France. Le prince de Galles s'étant éloigné de Poitiers avec son armée victorieuse & chargée de nos dépouilles, le dauphin revint à Paris dix jours après la déroute. Ce prince fut reçu avec tous les honneurs dûs à son rang. Sa présence cependant ne diminua pas la consternation qu'une si triste nouvelle avoit répandue dans tous les cœurs. Le salut de l'état ne paroissoit fondé que sur lui, & sa conduite jusqu'alors n'inspiroit pas la confiance. La conspiration du roi de Navarre dans laquelle il s'étoit laissé engager, n'avoit pas dû faire concevoir des idées avantageuses de son esprit : sa retraite dès le commencement de la bataille, où il avoit manqué à ce qu'il devoit à son pere,

à son roi, & à sa patrie, faisoit encore juger moins favorablement de son courage. Ces premières impressions ne contribuèrent pas peu à troubler les commencemens de son administration. Il essuya des contradictions qui l'éprouverent : mais son génie forcé de se développer par les obstacles qu'il rencontra, se forma aux affaires par l'habitude & la nécessité : il regagna par son application l'estime qu'on lui avoit refusée d'abord, & il acquit enfin par sa prudence le surnom de sage & de restaurateur de l'état. Il eut d'autant plus lieu de s'applaudir de cette gloire, qu'elle fut en lui le fruit de la réflexion & de la patience.

Aussi-tôt que le dauphin Charles se fut rendu à Paris, on s'occupa du soin de calmer l'effroi général & de donner une forme au gouvernement, que la prison du souverain laissoit en quelque sorte sans conducteur. Quelque temps avant la bataille de Poitiers, le duc de Normandie avoit été fait lieutenant du royaume, ainsi que le prouvent des lettres des mois de juin & de septembre précédens, dans lesquelles il prend cette qualité. La lieute-

 ANN. 1356.

Le dauphin
lieutenant
général du
royaume.
Assemblée
des états.

Ibid.

*Mém. de litt.
hist. du roi de
Navarre par
M. Secousse.*

ANN. 1356.

nance de roi accordée aux fils aînés de nos monarques, étoit assurément moins bornée que les lieutenances conférées à d'autres princes ou seigneurs, qui ne jouissoient que d'un pouvoir limité & renfermé dans de certains districts. Le roi Jean avoit été pareillement lieutenant général du royaume pendant les dernières années du regne de Philippe de Valois son pere. Mais quel que fût le caractère essentiel de cette commission, il n'étoit pas réglé qu'un pareil titre emportât l'exercice absolu & sans réserve de l'autorité, & la plénitude du pouvoir souverain. Quoi qu'il en soit, ce fut en cette qualité de lieutenant du roi son pere, que Charle pressa la convocation des états généraux, qui suivant les mesures prises dans la dernière assemblée, ne devoient se trouver à Paris qu'à la fin du mois de novembre. Les députés se hâtèrent de s'y rendre, & ils se trouverent tous rassemblés dès le commencement d'octobre : l'ouverture se fit le 17 de ce mois dans la chambre du parlement.

Etats généraux,

La première délibération de l'assemblée fut de reconnoître l'autorité

de l'héritier présomptif de la couronne, comme lieutenant général du royaume. Cet acte d'obéissance étoit incontestablement dû à la dignité de sa naissance. On a recherché les raisons qui empêcherent le dauphin de prendre le titre de régent, que Froissard & le continuateur de Nangis lui attribuent faussement, puisqu'il est certain que pendant près de deux années, il ne prit dans toutes ses lettres que la qualité de lieutenant du roi de France. Il n'est pas vrai que les états aient refusé à Charle la régence qui lui appartenoit de droit, il ne l'est pas davantage qu'il l'ait demandée. Tous les raisonnemens qu'on a employés pour éclaircir cette question, n'ont servi qu'à la rendre plus obscure. Dans les discussions dont ce point de notre histoire a été l'objet, on a omis la seule conjecture vraisemblable, & qui paroissoit se présenter naturellement. Le dauphin n'avoit alors que dix-neuf ans; & par les loix du royaume il ne pouvoit être déclaré majeur qu'à vingt & un ans. Sa minorité étoit incompatible avec la régence, à moins que le roi ne l'eût

ANN. 1356.

relevé de ce défaut par un acte émané
 ANN. 1356. de son autorité absolue.

Ce qui confirme encore cette opinion, c'est que ce prince, environ deux ans après, lorsqu'il eut atteint l'âge requis par les loix, prit le titre de régent sans contradiction, & sans y être autorisé par son pere encore prisonnier en Angleterre. Ce fut là sans doute un des principaux motifs qui l'engagerent, lorsqu'il fut parvenu à la couronne, à donner cette déclaration qui fixe la majorité de nos rois à l'âge de quatorze ans. Il vouloit prévenir les inconvéniens auxquels l'état peut être exposé par la trop longue minorité des princes, inconvéniens qu'il avoit éprouvés lui-même : car il est certain que s'il eût pu prendre la qualité de régent immédiatement après la bataille de Poitiers, ce titre supérieur à celui de lieutenant, eût rendu son pouvoir plus efficace, & plus capable de contenir les sujets dans leur devoir.

Il s'en falloit beaucoup que les députés des états apportassent à cette assemblée des dispositions convenables à la situation présente. La France

avoit besoin d'un prompt secours, on parla d'abus & de réformation : il falloit rétablir les finances, on se plaignit de ceux qui les avoient précédemment administrées. Il étoit nécessaire de réunir tous les ordres du royaume, afin d'opposer de puissans efforts à un ennemi redoutable, & tous les corps divisés entre eux ne se montrèrent d'accord que pour faire éclater leurs murmures : suites trop ordinaires des malheurs de l'état, qui semblent répandre sur ceux qui le composent un esprit de vertige, qui les aveugle, & leur fait méconnoître leurs véritables intérêts.

La noblesse qui depuis le commencement de la guerre contre les Anglois avoit souffert des pertes considérables, se trouvoit alors presque sans crédit : écrasée à la bataille de Crecy, la défaite de Poitiers avoit achevé sa ruine. Les plus braves seigneurs & gentilshommes avoient été tués ou faits prisonniers à cette dernière journée, & ceux qui s'étoient deshonorés par une honteuse fuite, hais & méprisés généralement osoient à peine se montrer. Ceux qui ne s'étoient pas trouvés à cette bataille

ANN. 1356.

 ANN. 1356.

*Spicil. const.
de Nang.*

étoient de jeunes gens à qui l'âge ne
 permettoit pas encore de porter les
 armes. Le luxe de la plupart des nobles ajoutoit encore à la haine qu'on leur portoit. » Cette année , *dit le*
 » *continuateur de Nangis* , un grand
 » nombre de nobles & de militaires
 » se livrerent plus que jamais au faste
 » & à la dissolution. Outre ces habits
 » trop courts qu'ils portoient depuis
 » quelque tems , ils commencerent
 » encore à se rendre plus ridicules
 » à force de magnificence : ils char-
 » geoient de perles leurs chaperons
 » & leurs ceintures dorées : tous de-
 » puis les plus grands jusqu'aux plus
 » petits se couvroient de pierres
 » précieuses , rangées avec art. Les
 » perles & les diamans étoient hors
 » de prix : à peine en pouvoit-on
 » trouver à Paris. Je me souviens ,
 » *continue le même historien* , d'avoir
 » vu vendre dix livres parisis deux
 » perles qui n'avoient été achetées
 » que huit deniers. » Les nobles
 commencerent aussi à porter alors des
 plumes d'oiseaux sur leurs chapeaux
 ou toques : ils passoient les nuits dans
 les débauches les plus criminelles , &
 leur acharnement pour la paume &

le jeu des dés, n'avoit point de frein. ANN. 1356.
 Le peuple gémissoit de voir consumer par des dépenses superflues l'argent qu'il avoit donné pour le fourien de la guerre. Ce fut alors que les habitans de la campagne se crurent en droit de rendre aux nobles la dénomination injurieuse de *Jacques Bonhomme*. Les payfans appelloient ainsi les gentils-hommes & gens de guerre, qu'ils accusoient d'avoir abandonné leur roi à la bataille de Poitiers. Il n'est donc pas étonnant que dans l'assemblée des états les députés du peuple aient eu la principale influence, quoique les délibérations passassent sous le nom des trois ordres. Nous verrons bientôt l'usage que le tiers état fit de son crédit.

Les députés qui composoient l'assemblée étoient au nombre de huit cents. Le chancelier ayant exposé au nom du prince la situation présente de l'état, & ayant demandé *ayde & conseil*, tant pour la défense & gouvernement du royaume que pour la délivrance du roi, les trois ordres, avant que de faire leurs offres, supplierent, sçavoir, le clergé par la bouche de Jean de Craon archevêque

Ouverture
des états.

Chron. MS.
Copie MS.
de la tenue
& délib. des
états, à la
bibl. du roi.

 ANN. 1336.

de Reims , la noblesse par celle du duc d'Orleans frere du roi , & le tiers état par celle d'Etienne Marcel prévôt des marchands de Paris , qu'il leur fût accordé un délai pour délibérer entre eux. Le dauphin y consentit & dès le lendemain ils commencerent leurs conférences , qui se tinrent dans la maison des Cordeliers , où les trois ordres s'assemblerent séparément. On avoit nommé des gens du conseil du roi pour y assister ; mais comme leur présence gênoit la liberté des délibérations , les députés exigerent que l'entrée de leurs assemblées fût interdite à ces conseillers. Ce préliminaire n'annonçoit pas un dévouement entier aux intentions du prince & de ses ministres.

Après huit jours employés en délibérations sans s'arrêter à un objet fixe , on reconnut que le trop grand nombre ne faisoit qu'apporter de la confusion. On convint donc de choisir parmi cette multitude cinquante personnes tirées des trois ordres , pour rédiger les avis & dresser un projet de réforme , qui seroit ensuite approuvé par l'assemblée générale , lorsqu'ils en auroient fait leur rapport. Le

choix tomba sur plusieurs membres de l'assemblée qui n'étoient pas agréables au dauphin ni à ceux de son conseil. Ces élus nommés par les états travaillèrent en conséquence. Après qu'ils eurent dressé les principaux articles, ils envoyèrent prier le duc de Normandie de se rendre aux Cordeliers. Il y vint accompagné de six personnes. Avant que de lui déclarer la résolution de l'assemblée, les députés voulurent l'obliger de leur promettre de tenir secret ce qu'ils alloient lui dire. Le prince ne jugeant pas qu'il fût convenable à son rang ni à sa naissance de faire cette promesse, rejetta la proposition. Ce refus ne les empêcha pas de lui présenter les chefs de demandes dont ils étoient demeurés d'accord dans leurs conférences.

Robert le Coq évêque de Laon portant la parole pour les députés, remontra qu'il ne falloit rechercher l'origine de tous les malheurs qui affligeoient le royaume, que dans la mauvaise administration à laquelle il étoit à propos avant toute autre chose de remédier. Que les ministres & conseillers qui jusqu'alors avoient environné & obsédé le roi, s'étoient

ANN. 1356.

Remontrances des états.

Ibid.

*Foissard.
Chron. de
S. Denis.*

 ANN. 1356.

rendu coupables des fautes que leurs conseils pernicioeux avoient fait commettre ; qu'il falloit priver de leurs dignités & destituer de leurs charges ces officiers prévaricateurs , les faire arrêter & confisquer leurs biens ; que comme il y en avoit parmi eux qui par le privilège de leur état n'étoient point sujets à la juridiction temporelle , il étoit à propos que le duc écrivît de sa propre main au pape pour le prier de permettre aux états de nommer des commissaires qui fussent autorisés à juger définitivement les ecclésiastiques qui se trouveroient coupables de malversations.

Le Coq donna ensuite la liste des pros crits , qui contenoit les noms de vingt deux accusés. On voyoit en tête le nom de Pierre de la Forest chancelier de France , archevêque de Rouen , suivi de ceux de Simon de Bussi premier président du parlement , de Robert de Lorris chambellan du roi , de Jean Chamillart & de Pierre d'Orgemont présidens au parlement , de Nicolas Braque maître d'hôtel du roi , de Jean Poilvillain souverain maître des monnoyes , d'Enguerrand du Petit Cellier , & de Bernard de Fremont

trésoriers des guerres, d'Estienne de Paris, de Pierre de la Charité & d'An-
 cel Coquart maîtres des requêtes, de Robert Despreaux notaire ou secrétaire du roi, de Jean Turpin chevalier des requêtes du parlement, de Jean d'Auxerre maître des comptes, de Jean de Brechaigne valet de chambre du roi, du Borgne de Beaufse maître de l'écurie, de Geoffroy le Mazanier échançon, ces trois derniers étoient de la maison du dauphin, & de frere Regnaut Meschin abbé de Faloise, président des enquêtes du parlement. Les états accusoient ces ministres & officiers » d'avoir » flatté le roi, de n'avoir eu égard » dans les conseils qu'ils avoient donnés, ni à la crainte de Dieu, ni » à l'honneur du souverain, ni à la » misere des peuples; de n'avoir eu » en vue que leur intérêt particulier, » s'occupant uniquement du soin » d'acquérir des possessions, d'arracher des dons excessifs, & de se » faire conférer les uns aux autres » ou à leurs amis les dignités & les charges, & sur-tout d'avoir caché » au roi la vérité.

Après ces représentations générales *Ibid.*

ANN. 1356.

contre les abus de l'administration, les députés passerent au projet qu'ils avoient formé pour les réparer. Ils déclarerent qu'il étoit à propos qu'on choisît parmi ceux qui composoient les états, des réformateurs autorisés par des commissions expressees à réprimer les malversations des officiers qui se trouveroient en faute : Que le dauphin se formât un conseil composé de quatre prélats, de douze chevaliers, & d'un pareil nombre du tiers état : Que rien ne se décidât sans la participation de ces vingt-huit conseillers, & que la monnoye fût rétablie suivant l'ordonnance qui seroit réglée par les états. Les députés terminerent la remontrance par la demande de la liberté du roi de Navarre. Jean de Pequigny pour la noblesse, Nicolas le Chanteur avocat, & Estienne Marcel pour le tiers état confirmerent en cette occasion ce que l'évêque de Laon venoit d'avancer au nom de l'assemblée.

Ibid.

Le dauphin, malgré les sujets de défiance qu'il avoit dû concevoir de la conduite des états, ne s'attendoit pas à de pareilles propositions. Surpris de la hardiesse des députés, il

répondit qu'il examineroit avec son conseil la nature de leurs demandes. En attendant qu'il en eût délibéré, il voulut sçavoir quels étoient les secours que les états pouvoient accorder dans la circonstance présente. Les députés répondirent que moyennant l'exécution de leurs demandes, ils s'engageoient d'entretenir trente mille hommes d'armes, & que pour assigner les fonds nécessaires à cette dépense, on établiroit une imposition d'un dixième & demi ou de trois vingtièmes sur tous les revenus tant des ecclésiastiques que des nobles, & que le tiers état payeroit l'armement & la solde d'un homme d'armes par chaque centaine de feux. Ils demandèrent ensuite, qu'afin de connoître si le produit de cette imposition pouvoit suffire à l'entretien des troupes, l'assemblée fût prorogée jusqu'à la quinzaine de Pâque. Cette dernière demande manifestoit ouvertement l'intention des états. Leur assemblée étant prorogée jusqu'à Pâque, ils n'auroient pas manqué de prétexte pour la continuer au-delà de ce terme, & peut-être par une suc-

ANN. 1356. cession de délais seroient-ils parvenus à se rendre parmanens.

Le dauphin
rompt l'as-
semblée.

Ibid.

*Mém. de
litt.*

Le conseil du prince demeura quelque tems partagé sur l'agrément ou le refus de ces propositions : ceux qui étoient compris dans la proscription les rejetterent tous d'une voix. Quelques-uns d'eux négocierent avec les députés dans l'espérance d'en obtenir quelque modification ; mais ils furent inébranlables. A la fin la pluralité des voix termina l'indécision , & il fut résolu que le dauphin consentiroit aux demandes qui lui avoient été faites. Charles sentit quelle atteinte une pareille condescendance alloit porter à son autorité : cependant ne voulant pas aller ouvertement contre l'avis du plus grand nombre des gens de son conseil , il feignit d'agréer tout ce qui avoit été résolu , & promit de se rendre au parlement le lundi veille de la Toussaints , pour donner sa déclaration conforme à la délibération.

En même-tems que le dauphin flattoit les députés de la réussite de leurs projets , il prenoit des mesures pour les déconcerter. L'affaire fut agitée de nouveau dans son conseil , & ceux qui le

composoient revinrent à son opinion : il y fut décidé que le prince avoit un intérêt visible à rompre une assemblée pernicieuse à l'autorité royale , & qui abusant de la nécessité & des circonstances cherchoit à s'emparer du gouvernement. Le jour destiné pour la publication de l'ordonnance des états , les députés se rendirent au parlement. Tout le peuple assemblé devant la porte attendoit l'effet des promesses du prince , qu'on avoit eu soin de répandre dans le public. Son arrivée fit évanouir ces espérances. Aussi-tôt qu'il parut à la porte du palais il envoya un ordre aux états assemblés dans la chambre du parlement de lui députer neuf d'entre eux qu'il nomma , sçavoir les archevêques de Lyon & de Reims , & l'évêque de Laon de la part du clergé ; Valeran de Luxembourg , le sire de Conflans maréchal de Champagne & Jean de Pequigny gouverneur d'Artois de la part de la noblesse , & de la part du tiers état Estienne Marcel prévôt des marchands de Paris , Charle Confac échevin , Nicolas le Chanteur , qui furent encore accompagnés de quelques autres députés des bonnes villes. Lorsqu'ils

ANN. 1356.

ANR. 1356.

furent en présence du prince , il leur déclara devant tout le monde qu'il attendoit des nouvelles du roi sans les ordres duquel il ne pouvoit rien décider , & qu'il étoit aussi résolu de consulter l'empereur son oncle : en conséquence de ces raisons il demanda un délai & remit l'assemblée au jeudi suivant. On commençoit à murmurer lorsque le duc d'Orléans prit la parole & justifia la conduite du dauphin d'une manière si spécieuse , que le tumulte s'apaisa. L'assemblée se sépara : plusieurs députés prévoyant ce qu'ils devoient attendre de la suite de cette affaire , ou peut-être instruits & gagnés par les gens du conseil , se retirèrent dans leurs provinces. Le surlendemain le duc de Normandie fit appeller au Louvre quelques-uns des députés & leur déclara ses intentions , qu'il leur ordonna de communiquer aux autres. Il leur dit qu'ils eussent à se retirer jusqu'à nouvel ordre ; qu'il les manderoit lorsqu'il le jugeroit à propos ; que pour le présent il ne pouvoit prendre de résolution qu'il n'eût sçu les intentions du roi son pere , vers lequel il avoit député quelques chevaliers , & qu'il

ne se fût abouché avec l'empereur son oncle auprès duquel il comptoit se rendre incessamment. Après leur avoir déclaré ses volontés d'une manière si précise, il les congédia.

Ann. 1455.

Ceux des députés qui, comptant sur le succès de leurs prétentions, se regardoient déjà comme les arbitres du gouvernement, furent extrêmement mortifiés de la résolution du dauphin; mais il fallut s'y conformer. Aucun prétexte ne les autorisoit à prolonger leurs séances, sans se porter à une révolte déclarée. Ils furent donc obligés de se séparer. Avant la dissolution de l'assemblée, ils dressèrent un acte de leurs délibérations, dont on délivra une copie à chacun des députés, afin, disoient-ils, de justifier leur conduite.

Tandis que les états de la Langue-d'oïl, assemblés à Paris, contestoient sur des points de l'administration, dont peut-être il eût été plus séant de remettre l'examen à des tems plus heureux, les états de Languedoc, assemblés sous l'autorité du comte d'Armagnac, lieutenant du roi dans ces provinces, se signalèrent par des témoignages éclatans de leur fidélité & de

Etats de
Languedoc.

Ibid.

Ord. MS.
des états, la
bib. du roi.

leur attachement. Ils furent convoqués
ANN. 1356. à Toulouse : là on convint unanimement de lever & entretenir cinq mille hommes d'armes , à deux chevaux au moins chacun , mille archers à cheval , & deux mille pavoisiers ou fantassins , armés d'écus. Non contens d'avoir accordé cette aide de leur propre mouvement , les états ordonnerent , « que » hommes ni femmes , pendant l'année , si le roi n'étoit auparavant délivré , ne porteroient sur leurs habits or , argent , ni perles , ni fourrures de vair ou de gris , ni robes , ni chaperons découpés , ni autres coiffures (*ornemens*) quelconques , & qu'aucuns menestriers , ni jongleurs ne joueroient de leur mestier ou instrument. » Ils firent aussi un nouveau règlement pour la monnoie , par lequel on réduisit à trente-deux sols les espèces qui auparavant valoient soixante sols. Le comte d'Armagnac députa au dauphin à Paris trois personnes tirées du clergé , de la noblesse & du peuple , afin de lui présenter la délibération des états , qui fut confirmée par ce prince.

*Chron. MS.
du roi Jean.*

La résolution que les états-généraux , avant que de se séparer , avoient prise de dresser un acte de ce qui avoit

été arrêté entr'eux pour le bien du royaume , étoit sur-tout l'ouvrage de Robert le Coq & d'Estienne Marcel , les deux hommes les plus dangereux de leur tems.

ANN. 1356.

Chron. de
S. Denis.

Annales de
France.

Le premier , prêtre intrigant , parvenu par la faveur des rois Philippe de Valois & Jean , élevé de la profession d'avocat aux charges de conseiller & d'avocat général , fait ensuite évêque & duc de Laon , comblé des bienfaits de ses maîtres , devint un de leurs plus cruels ennemis , sans qu'aucun motif pût autoriser une si noire ingratitude. Estienne Marcel , artificieux , vindicatif , d'une ambition démesurée , aussi cruel que perfide , audacieux jusqu'à l'insolence , incapable de remords , ne trouvoit aucun moyen coupable ni honteux , pourvû qu'il lui servît à parvenir à ses fins. Il étoit alors prévôt des marchands de la ville de Paris : cette place , & plus encore ses menées sourdes , & l'affectation de se déclarer le protecteur des droits du peuple , lui avoient acquis une grande autorité. L'honneur qu'il venoit de recevoir récemment d'être choisi pour chef des députés du tiers-état dans les deux dernières assemblées

ANN. 1356.

générales , avoit encore augmenté son crédit. Il se servit de ce crédit pour attaquer l'autorité souveraine , qu'il prétendoit avilir : suivi d'une populace insensée qu'il avoit séduite , on le vit plus d'une fois secouer le flambeau de la sédition , & pousser la hardiesse jusqu'aux plus énormes attentats. Il bouleversa tout , & il eût tout perdu sans l'événement inespéré qui mit fin à ses crimes. Il est hors de doute que depuis quelque tems il formoit des projets pernicioeux contre le gouvernement. Il étoit entré dans la conspiration formée par le roi de Navarre , avec lequel il avoit eu alors une étroite intelligence. Il avoit fait plusieurs voyages à Evreux , où il étoit demeuré caché pendant quelque tems , ayant souvent des conférences secrètes avec Charle le mauvais. Vraisemblablement ces intrigues furent inconnues , puisqu'il fut depuis honoré de la charge de prévôt des marchands.

Le dauphin
va à Metz.
Ibid.

Les états s'étant séparés sans accorder aucun subside , le dauphin s'adressa plusieurs fois à Marcel & aux Echevins , dans l'espérance d'en obtenir quelque secours ; mais ils le refusèrent sans ménagement , en assurant qu'ils

n'accorderoient rien qu'on ne rassemblât les états. Le prince, qui avoit de fortes raisons pour ne pas consentir à leur retour, prit un autre parti, qui fut d'envoyer des gens de son conseil vers les différentes villes du royaume, pour les exhorter à contribuer à la défense de l'état. En attendant l'effet que produiroient ces députations, il prit la route de Metz, où l'empereur Charles IV, son oncle, étoit pour lors.

Charles IV, fils de Jean roi de Bohême, avoit été désigné roi des Romains dès l'année 1346. Blessé à la journée de Grecy, il succéda au royaume de Bohême après la mort de son pere, tué dans cette bataille. C'est lui qui pour déterminer le pape à favoriser sa promotion à l'empire, eut la foiblesse de signer ce pacte, par lequel il s'engageoit à n'entrer dans Rome que le jour de son couronnement, encore sous la condition humiliante d'en sortir le même jour, sans pouvoir jamais y revenir, à moins que le saint siège ne lui en accordât une permission expresse. Cette conduite ignominieuse le rendit l'objet du mépris de la plupart des princes & seigneurs Allemands, & même Italiens; on l'appelloit *l'empe-*

 ANN. 1356.

Charles IV.
empereur
d'Allemagne
auteur de la
bulle d'or.

*Hist. gen. de
l'Allemagne
par le P. Barre,
T. VI.*

Ann. 1356. *reur des prêtres.* On rapporte à ce prince l'époque de la décadence de l'empire , & de l'anéantissement des droits des empereurs sur l'Italie. Ce n'étoit pas ainsi que Charlemagne briguoit la succession des Césars.

Charle IV étoit si foible & si pauvre , qu'il fut arrêté à Worms par le boucher qui lui avoit fourni de la viande , & il ne seroit pas sorti , si l'évêque de la ville n'avoit satisfait le créancier. Armé de bulles & de décrets , il disputa l'empire avec assez peu de succès pendant les dernières années de Louis de Baviere , après la mort duquel son parti prit le dessus : ayant acheté les droits de ses compétiteurs , avec lesquels il composa , il fut enfin reconnu empereur par les électeurs. Ce prince est l'auteur de cette constitution célèbre , connue sous le nom de bulle d'or , publiée sur le modèle dressé par Barthole , le plus fameux jurisconsulte de son tems. Elle contient trente chapitres , qui ont pour objet de régler la forme du gouvernement , l'élection des empereurs , la succession des électeurs , les privilèges des membres de l'empire , les assemblées ou diètes générales , le cérémonial

cial de la cour impériale ; les fonctions des électeurs , le service de la table de l'empereur le jour de son couronnement , ou les autres jours qu'il tiendra cœur solennelle. Dans ces solennités , l'électeur de Saxe doit venir au lieu de la séance impériale , tenant un bâton & une mesure d'argent qu'il remplit d'avoine , dont on a pris soin de plater devant lui un monceau élevé jusqu'au poitrail de son cheval ; il remet ensuite cette mesure au premier palefrenier , & le reste de l'avoine est abandonné au pillage. Cette cérémonie est encore en usage. L'électeur de Brandebourg vient pareillement à cheval , portant un bassin d'argent , une aiguiere pleine d'eau , & une serviette pour donner à laver à S. M. I. Le comte Palatin arrive portant quatre écuelles remplies de viandes ; il descend de cheval , & les pose sur la table ; enfin le roi de Bohême , portant une coupe d'argent du poids de douze marcs , remplie de vin , met pied à terre , & présente à boire à l'empereur. Il n'y avoit point alors d'électeurs de Bavière ni d'Hanovre. Le dernier article de la bulle d'or oblige les électeurs sc-

ANN. 1356.

Ann. 1356. ~~culiers de faire instruire leurs fils dans~~
les langues étrangères.

La première partie de cette constitution fut publiée à Francfort en 1356, & la dernière à Metz le jour de Noël de la même année, précisément dans le même tems que le dauphin y arriva.

Commen-
cement des
troubles à
l'occasion
d'une ordon-
nance des
monnoies.

Avant que de quitter Paris, il avoit laissé dans cette ville le comte d'Anjou son frere, avec la qualité de son lieutenant. Ce prince, en s'éloignant de la capitale, avoit formé un dessein, dont l'exécution lui paroissoit incertaine, & qui auroit pu compromettre son autorité, s'il eût été présent. N'ayant pu obtenir de secours de l'assemblée générale, il vouloit recourir à l'expédient ordinaire & trop usité de l'altération des espèces. Il chargea son frere, ou plutôt les gens de son conseil, de publier en son absence une nouvelle ordonnance des monnoies. Peu de tems après son départ, on se mit en devoir d'exécuter ses ordres. La publication de l'ordonnance causa un mécontentement général, que les ennemis du gouvernement eurent soin de fomenter.

Les Parisiens n'avoient point encore

démenti jusqu'alors ce zèle & cet attachement à leurs souverains , qui les avoient toujours distingués depuis les commencemens de la monarchie : nous les allons voir bien-tôt changer de conduite , oublier ce qu'ils doivent à la majesté du prince , lever l'étendart de la rébellion , & se porter aux plus condamnables excès , sous le prétexte spécieux du bien de l'état & de la liberté publique. Que n'est-il permis à l'histoire de couvrir des ténèbres d'un silence éternel , ces tems de désordres & de crimes , dont la vérité nous arrachera dans peu le funeste récit ! Au reste , les heureux habitans de cette grande ville , aujourd'hui l'asyle des vertus paisibles , des sciences & des arts , n'ont plus rien de commun que le nom avec leurs prédécesseurs , dont ils ont réparé les fautes par leur amour & leur fidélité pour leurs princes , convaincus par une longue suite d'expériences , que leur intérêt est le même que celui du monarque , auquel il est inséparablement uni.

Marcel & ses partisans prévirent bien que le dessein du duc de Normandie étoit de se procurer de l'argent par

 ANN. 1356.

une refonte des monnoies, pour s'exempter de se soumettre aux conditions que les états avoient voulu lui imposer. Il étoit important pour eux de le priver de cette ressource. Ils refusèrent donc ouvertement de permettre le cours des nouvelles espèces. Cette démarche fut comme le signal de la révolte, & des cruelles dissensions qui la suivirent. Accompagné de quelques séditieux, le prévôt des marchands se rendit au Louvre, où demouroit le comte d'Anjou : il demanda en présence de tout le monde, que l'ordonnance fût révoquée, protestant au nom du peuple, qu'on ne souffriroit point que la nouvelle monnaie eût cours. Le comte répondit qu'il ne pouvoit donner une réponse positive sans avoir pris l'avis de son conseil, & remit la décision au lendemain. Marcel revint avec une suite plus nombreuse, & fut renvoyé de nouveau. Le prince par ces délais essayoit de gagner du tems jusqu'au retour de son frere, qu'il avoit fait avertir de ce qui se passoit; mais le prévôt des marchands devenant de jour en jour plus hardi, se présenta au Louvre escorté

d'un si grand nombre de séditieux , que la crainte d'un soulèvement général força le conseil de suspendre l'exécution de l'ordonnance , & d'attendre l'arrivée du duc de Normandie. Ce premier essai de la hardiesse de Marcel , couronné par le succès , lui inspira une confiance qui ne servit qu'à le rendre plus entreprenant. Fier d'avoir vû reculer devant lui l'autorité souveraine , il se crut en état de tout ofer.

On n'étoit occupé à Paris que d'intrigues & de contestations sur la forme du gouvernement. A voir l'empressement avec lequel les partis opposés vouloient saisir les rênes de l'état , on eût dit que la prison du roi Jean eût laissé vacant l'exercice du pouvoir souverain. La guerre cependant se continuoît en Normandie. Geoffroi d'Harcourt , cantonné dans le Cotentin , ravageoit cette province par des courses continuelles , sans que personne s'opposât à ses incursions. Le dauphin & les états , dans le tems qu'ils étoient encore assemblés , avoient envoyé huit cents hommes d'armes sous la conduite de quatre capitaines. Robert de Clermont , lieutenant du duc de Normandie dans cette province , n'eut

ANN. 1356.

Guerre en
Normandie : défaite
& mort de
Geoffroy
d'Harcourt.

*Froissard.
Spicil. con-
tin. de Nang.
Chron. MS.
Chron. de
saint Denis.
Mém. de
littérature.*

 ANN. 1356.

pas plutôt reçû ce renfort , qu'il le joignit au peu de troupes qu'il avoit. Il s'avança dans le Cotentin. Geoffroi d'Harcourt , toujours animé par sa haine , loin d'éviter le combat , ainsi qu'on le lui conseilloit , rassembla toutes ses forces , & présenta la bataille. Il fut entièrement défait : la plupart de ses gens furent tués ou faits prisonniers , & le reste l'abandonna. Se voyant seul , & ne pouvant se déterminer à fuir , il résolut de vendre sa vie cherement. Il n'ignoroit pas que s'il avoit le malheur d'être pris vivant , il ne pouvoit s'attendre qu'à périr sur un échaffaut. Dans cette funeste extrémité , le désespoir ranima son courage : il faisoit une hache d'armes ; & *mettant un pied devant l'autre pour être plus fort* , dit Froissard , *car il étoit boiteux d'une jambe* , il attendit les vainqueurs. Ce seigneur étoit d'une force extraordinaire : aussi se défendit-il long-tems avant que de pouvoir être abbatu. *Il portoit des coups si terribles* , ajoute le même auteur , que nul ne les osoit attendre. Enfin deux hommes d'armes monterent sur leurs chevaux ; & venant avec impétuosité fondre sur lui les lances baissées , le renverserent par terre :

aussitôt on se jette sur lui, & on l'acheve sur la place à coups d'épée. Ainsi périt l'infortuné Geoffroi, digne par sa valeur de mourir en héros, si l'excès de son ressentiment ne l'eût pas armé pour soutenir une querelle injuste.

ANN. 1356.

Le Pape avoit chargé les cardinaux de Perigord & de S. Vital de se rendre à Metz, où se fit l'entrevue du dauphin avec l'empereur. Mais les légats du saint siège s'employèrent en vain à trouver des moyens de pacification entre la France & l'Angleterre. Leurs soins ne produisirent que des projets vagues d'un accommodement auquel le roi d'Angleterre étoit bien éloigné de se prêter. Le prince revint à Paris avec Pierre de la Forest, qui l'avoit accompagné dans ce voyage. Ce prélat étoit compris dans une promotion de six cardinaux que le pape venoit de créer ; mais la pourpre Romaine ne le mit pas à l'abri des poursuites de la faction opposée, qui se fortifioit de jour en jour.

Conférences à Metz.

Charles, de retour à Paris, trouva les esprits encore moins favorablement disposés, qu'il ne les avoit laissés avant son départ. Peu de jours après son arrivée, il donna commission

Retour du dauphin à Paris.
Ibid.

ANN. 1356.

à l'archevêque de Sens (qui depuis la bataille de Poitiers , où il fut pris , avoit été relâché sur sa parole) au comte de Rouffi , au seigneur de Renel , à Robert de Lorris , & à quelques autres de son conseil , d'aller engager le prévôt des marchands à se trouver dans une maison près de saint Germain l'Auxerrois , pour conférer avec eux. Il y vint suivi d'une foule de gens armés qui formoient une espèce de garde à cet insolent magistrat. Les envoyés du dauphin le presserent de ne plus mettre obstacle au cours de la nouvelle monnoie. Il y eut une contestation fort vive : non-seulement le prévôt rejetta la demande ; mais au sortir de-là il souleva toute la populace , tant par lui-même que par ses émissaires : il fit fermer les boutiques , & cesser le travail des ouvriers , & dans le même tems il ordonna aux bourgeois de prendre les armes.

Sédition : les Parisiens ferment les boutiques & prennent les armes : le dauphin est obligé de céder.

Le conseil du duc assemblé à la hâte , jugea qu'il n'y avoit point d'autre parti à prendre que celui de céder pour un tems. Le lendemain le duc se rendit au palais , où il déclara en présence de Marcel , & des principaux chefs des séditieux , qu'il pardonnoit tout

te qui avoit été attenté contre son autorité , & particulièrement les troubles du jour précédent : il supprima la nouvelle monnoie ; enfin il consentit à la destitution & à l'emprisonnement des officiers proscrits , dont la plupart se retirèrent pour n'être pas immolés à la fureur du peuple. Le chancelier , & Simon de Buffy , premier président , qui étoient de ce nombre , avoient été nommés par le roi pour venir à Bordeaux en qualité de négociateurs ; Marcel demanda qu'on révoquât leurs commissions : il fallut le satisfaire à l'égard de Buffy. Le chancelier seul fut autorisé à se rendre auprès du roi , sous prétexte de lui remettre les sceaux. Ces deux plénipotentiaires , malgré cette révocation apparente , continuèrent l'exercice du pouvoir qui leur avoit été confié. Le prévôt des marchands ne s'en tint pas là ; il extorqua du dauphin un ordre qui l'autorisoit à faire saisir les biens de Buffy , de Nicolas Braque , d'Enguerrand du Petit Cellier , & de Jean Poillevilain , souverain maître des monnoies. On établit chez eux des sergens gardiens de leurs effets inventoriés.

Le prince fut enfin contraint de

ANN. 1356.

 ANN. 1346.

 Nouvelle
convocation
des états.

Ibid.

consentir à la convocation des états. Ils s'assemblerent le cinq février suivant : ce fut là que son autorité si chancelante & si combattue , reçut les derniers coups. Ils ajoutèrent de nouvelles demandes à celles qui avoient été faites précédemment. On n'étoit pas en état de rien refuser ; on accorda tout. Ils s'attribuerent eux-mêmes la faculté de pouvoir se rassembler quand bon leur sembleroit. Au lieu des vingt-huit personnes tirées de leur corps , dont ils avoient demandé que le conseil du prince fût composé , ils en choisirent trente-six , auxquelles on remit le gouvernement des affaires & l'administration des finances , en sorte qu'on ne réserva pas au dauphin l'ombre même de l'autorité , à moins que l'on ne donne ce nom à la vaine formalité de consacrer les délibérations absolues des états par une ordonnance publiée en son nom. Cette ordonnance contenoit plusieurs articles déjà rapportés dans le précis des états tenus avant la bataille de Poitiers. On y inféra de plus quelques autres réglemens , tels que la révocation des dons excessifs , & des aliénations des domaines de la couronne depuis Philippe

le bel ; défense expresse dans toutes les juridictions de recevoir aucunes compositions ^a en matiere criminelle ; abolition de toutes lettres d'état ; dont l'effet étoit de suspendre le cours de la justice ; ordre à tous les juges subalternes qui ne rendoient point leurs sentences, & laissoient les affaires indéçises, (dans la crainte d'en-courir l'amende à laquelle ils étoient sujets, lorsque les juges supérieurs ré-formoient leurs jugemens) de termi-

ANN. 1356.

^a L'usage d'expier toute espece de délit par une amende pécuniaire étoit aussi ancien que la monarchie. Les Francs l'avoient apporté de Germanie. On peut voir ce qui a été dit sur ce sujet au commencement de cette histoire, T. 1. p. 224. & 264. Ces taxes proportionnées à tous les crimes spécifiés avec la plus scrupuleuse exactitude dans nos anciennes loix, ne laissoient aux juges que les fonctions d'en ordonner le paiement : mais dans la suite il survint des difficultés, les mœurs changerent, les especes de délit se multiplièrent. Les compositions pour les meurtres ou injures se régloient suivant la qualité de l'agresseur ou de l'offense : les conditions des hommes varioient ; il se présenta des cas équivoques où les parties ne pouvoient demeurer d'accord du prix de la composition, alors les juges la fixerent. Ces compositions dont l'effet étoit d'effacer entièrement le crime, étoient victorieuses en ce qu'elles pouvoient bien réparer l'offense faite à un particulier, & non pas celle dont tout criminel est coupable envers la société. Nos loix plus sages ne transigent plus en matiere criminelle, la tranquillité publique étant intéressée à la punition exemplaire de ceux qui la troublent. Il ne reste donc plus des anciennes compositions que les dédommagemens adjugés à la partie offensée, proportionnés à la condition & à la nature de l'offense.

ANN. 1356.

Les états
ne cherchent
qu'à envahir
toute l'auto-
rité.

ner les procès , & de prononcer leurs sentences , sous peine de prise de corps & de privation de leurs offices ; taxation des écritures & frais de justice ; salaires des sergens & huissiers.

On ne peut disconvenir que la plupart de ces articles ne renfermassent des loix très-sages : la manière seule de les autoriser étoit vicieuse. Mais ces constitutions avantageuses étoient ce qui occupoit le moins les états : ils vouloient seulement en imposer aux peuples par ces dehors de réformation. Leur principal but étoit d'envahir toute l'autorité sous le voile toujours abusif de nouvel ordre & d'économie. Il avoit été décidé que pour entretenir trente mille hommes d'armes , on leveroit un subside , dont ils disposeroient seuls : ils se trouvoient par ce moyen maîtres d'une des parties les plus essentielles du gouvernement. Afin de se rendre plus redoutables , les députés obligèrent le prince d'insérer dans sa déclaration , qu'il seroit permis à chacun des membres des états de se faire escorter par six hommes armés. La dernière séance fut terminée par une harangue séditieuse , que prononça l'évêque de Laon.

Afin qu'il ne manquât rien à l'avi-
 lissement du pouvoir souverain , le
 dauphin fut contraint de suspendre ,
 & en quelque sorte de dissoudre les
 deux cours supérieures du parlement
 & de la chambre des comptes : il
 n'y eut point de juridiction dans Pa-
 ris , jusqu'à ce que les états y eussent
 pourvû. Les députés choisis pour for-
 mer le conseil , firent eux-mêmes l'or-
 donnance du parlement , c'est-à-dire ,
 nommerent ceux qui devoient le com-
 poser ; n'y admettant que des gens
 qui leur étoient entièrement dévoués ,
 & réduisant leur nombre à seize , tant
 présidens que conseillers. Ils réduisi-
 rent aussi la chambre des comptes ,
 qu'ils composèrent de leurs créatures :
 mais ces nouveaux officiers étoient
 peu au fait des affaires qui se traitoient
 à la chambre : il fallut leur en associer
 des anciens pour les instruire.

Ann. 1356.

Ibid.

Mém. de la
chambre des
comptes.

Sans ces troubles intérieurs , un
 rayon d'espérance sembloit présager
 un tems plus heureux , & permettre à
 la France de respirer , après avoir été
 agitée par de si violentes secousses. Le
 roi , après la défaite de Poitiers , avoit
 été conduit à Bordeaux. Depuis cette
 fatale journée , il y avoit eu plusieurs

Trêve con-
clue à Bor-
deaux.

Ibid.

Ann. 1356.

Rym. alt.
pub. tom. 3.
part. 3. pag.
 211.

negociations entamées pour parvenir à un accommodement. Le cardinal de Perigord s'étoit réconcilié avec le prince de Galles, & n'avoit cessé depuis d'employer sa médiation en qualité de légat du saint siége. Le prince n'étoit pas éloigné d'entendre à des propositions raisonnables; mais ce n'étoit pas l'intention du roi son pere, dont l'ambition politique prétendoit tirer de cette victoire tous les avantages qu'elle pouvoit lui procurer. Il avoit donné à son fils, avant son départ, un plein pouvoir de conclure en son nom toute espèce de traités de paix, de trêve, ou d'alliance, sans mettre à ce pouvoir aucune restriction; mais alors il n'étoit pas maître de la liberté d'un roi de France. Un pareil événement changeoit toutes les mesures qu'il avoit prises. Il rejetta donc les projets de pacification qui lui furent présentés, & il exigea que le roi fût amené à Londres. Il consentit seulement à la conclusion d'une trêve pour deux ans entre les deux couronnes: encore y fut-il déterminé par son seul intérêt. Il falloit transférer le roi, & il craignoit qu'une si belle proie ne lui fût ravie dans le passage.

La trêve fut conclue à Bordeaux le 23 mars, environ un mois après la tenue des états à Paris. L'archevêque de Sens, qui depuis ce tems avoit été trouver le roi, revint dans la capitale avec le comte de Tancarville son pere, & le comte d'Eu. Ils apportèrent le traité signé; & une lettre du roi qui, en vertu de la trêve arrêtée, annuloit ce qui avoit été fait par les états, & sur-tout défendoit la levée du subside. Le dauphin fit publier ces lettres le cinq avril. Ce coup déconcertoit les nouveaux gouverneurs, qui par là se trouvoient privés du maniement des finances. Ils eurent l'adresse de faire passer cette suppression d'impôts, pour un attentat contre l'intérêt de la nation, & le peuple imbécille les crut. Il s'assemble en tumulte, & demande la continuation de la levée du subside avec la même ardeur, que dans d'autres circonstances il en auroit demandé la suppression. Les comtes d'Eu & de Tancarville, & l'archevêque de Sens, menacés par une populace en fureur, sont obligés de sortir de Paris. Le duc de Normandie, toujours contraint de céder, fit publier une ordonnance, qui, malgré les défenses du

 ANN. 1356.

 Publication
de la trêve à
Paris. Nou-
veaux trou-
bles.

Froissard,
&c. *usuprà.*

ANN. 1356.

roi son pere , prorogeoit les états ; & prescrivait la continuation de la levée du subside. Cette condescendance apaisa les séditieux , & rétablit pour quelque tems un calme apparent dans la capitale.

ANN. 1357.

Le peuple prend les armes , & pose des chaînes de fer.

Spicil. cont. de Nang.

Mém. de littérature.

La Marre traité de la police , T. 1.

Marcel & ses partisans avoient des vûes qui ne s'accordoient pas avec l'ombre même de la tranquillité : ils répandirent dans le public , que les comtes d'Eu & de Tancarville , & l'archevêque de Sens , rassembloient des troupes , dans le dessein de se vanger des habitans de Paris , dont les insultes & les menaces les avoient contraints de se retirer de cette ville. Le peuple effrayé prit les armes ; on plaça des corps-de-garde & des sentinelles dans les différens quartiers : on ne laissa pendant le jour que trois portes ouvertes du côté du grand pont , aujourd'hui nommé le pont au change , & pendant la nuit toutes les portes étoient exactement fermées. On posa pour la première fois des chaînes de fer dans les rues & dans les carrefours ; on creusa des fossés autour des murailles , qui défendoient la partie occidentale de la ville ; on en fit pareillement creuser autour des faubourgs du

côté de l'orient ; on éleva des parapets ; on construisit des redoutes ; on plaça sur les remparts des ballistes , des garreaux , (des guerites) des canons , & autres machines de guerre. On détruisit quantité de beaux édifices qui se trouvoient placés sur les alignemens pris pour ces nouvelles fortifications. Les propriétaires de ces édifices souffrirent ces démolitions sans murmurer. Sous le regne précédent , lorsque le roi d'Angleterre étoit campé à Poissy , on avoit voulu ruiner quelques maisons , pour en employer le terrain aux fortifications de la ville ; cette entreprise avoit pensé causer un soulèvement général. Les tems étoient bien changés : *l'esprit de révolte en cette occasion , fit oublier aux Parisiens leurs intérêts particuliers auxquels , dix ans auparavant , ils avoient presque sacrifié le salut de tout le royaume.* On continua de travailler l'année suivante à ces fortifications. On abbatit une partie des bâtimens appartenans aux Freres mineurs ou Cordeliers , & aux Jacobins de la rue saint Jacques , à travers lesquels on conduisit la suite des nouveaux murs & des fossés ^a.

ANN. 1357.

Le P. Darniel.

^a En creusant dans le terrain appartenant aux Jacobins.

Les nouvelles de la bataille de Poitiers avoient été apportées à Londres par Geoffroi Hamelin, valet-de-chambre du prince de Galles, qui présenta en même tems au roi d'Angleterre la cotte d'armes & le bacinet du roi de France. Ce succès inespéré fut célébré par des actions de grâces & des réjouissances qui furent continuées pendant plus de huit jours. Le prince de Galles, pour se conformer aux intentions de son pere, ne s'occupa plus, après la conclusion de la trêve, qu'aux préparatifs de son passage en Angleterre avec son illustre prisonnier. Ce passage avoit ses difficultés : la plupart des seigneurs, chevaliers, & hommes d'armes de Guyenne & de Gascogne, ne prétendoient pas que le roi fût transféré hors de la province ; & leurs prétentions à cet égard avoient

ANN. 1357.

Le roi est transféré à Londres.

Rym. alt. pub. tom. 3. part. 1. pag. 129.

bins on découvrit des fondemens de tours & de forteresses d'une construction si solide que les marteaux & les plus forts instrumens pouvoient à peine les entamer. L'opinion vulgaire, mais peu vraisemblable, étoit que les Sarrazins avoient autrefois construit ces édifices. Le second continuateur de Nangis qui rapporte cette découverte comme témoin oculaire, dit qu'une ancienne chronique qu'on lisoit encore de son tems, marquoit que jadis il y avoit dans ce même lieu un palais ou château appelé *Hauteseuille*. C'est probablement de cette tradition que la rue appelée encore de nos jours de *Hauteseuille*, a tiré son nom.

une apparence de justice. Ils étoient pour le moins aussi bien fondés que les Anglois à s'attribuer l'honneur du gain de la bataille : c'étoit à un chevalier François que le roi s'étoit rendu, & le prince étoit trop équitable pour ne pas convenir de la force de leurs raisons : il employa, pour les appaiser, la douceur & les ménagemens qu'il devoit aux compagnons de sa victoire ; il les gagna sur-tout par ses manières généreuses, & par ses bienfaits. Cette difficulté levée, il ne restoit plus d'autre obstacle que les périls du trajet, dans le cours duquel il appréhendoit que quelques armateurs ne tentassent de lui enlever son prisonnier. Il cacha soigneusement le jour de son départ ; & lorsqu'on s'y attendoit le moins, il fit embarquer le roi pendant la nuit avec les principaux prisonniers, & se mit en mer avec eux : en peu de tems il arriva au port de Plymouth, & prit la route de Londres.

Edouard ayant appris l'arrivée du roi dans ses états, ordonna les apprêts pour le recevoir, moins comme un prisonnier, que comme un grand roi qui venoit le visiter. Il alla au-devant

 ANN. 1357.

*Froissard.
Chroniq. di-
verses, MS.
&c.
Rap. Thoyr.*

*Entrevue des
deux rois.*

Ibid.

de lui à quelque distance de Londres.
ANN. 1357. Cette première entrevue se passa en témoignages réciproques d'honneur & de bienveillance. Le roi d'Angleterre en ce moment sembla oublier les avantages de la victoire, & que ce prince captif étoit le même auquel il refusoit jusqu'au titre de roi de France. *Il lui fit, disent nos anciennes chroniques, moult grand honneur & révérence.* Jean de son côté répondit à des procédés si généreux avec une noblesse digne de la grandeur de son ame. Jamais ce prince ne laissa échapper la moindre marque de foiblesse & de découragement : c'est une justice que les Anglois, témoins de sa constance, lui rendirent unanimement. Après un long entretien, les deux rois se séparèrent. Le roi de France continua de marcher vers Londres, accompagné de son modeste vainqueur.

Entrée du roi
à Londres.

Ibid.

On avoit résolu de rendre au jeune Edouard les plus grands honneurs ; mais il les refusa tous, & voulut absolument qu'on les adressât au roi de France lui-même. Ce monarque, monté sur un cheval blanc superbement harnaché, entra dans Londres en conquérant. Le prince de Galles marchoit

à côté de lui , monté sur une petite haquenée noire , ne se faisant remarquer que par l'air respectueux avec lequel il l'accompagnoit. Il sembloit qu'en ce moment les Anglois suspendant cette haine héréditaire & si peu raisonnable qui les anime contre nous , s'efforçassent à l'envi de seconder les intentions de leur prince. Le maire de Londres , les magistrats en habit de cérémonie , & les principaux habitans , vinrent recevoir le roi avec les mêmes honneurs qu'il eût pû attendre , s'il fût entré dans Paris. Toutes les rues par lesquelles il passa étoient tendues , & les bourgeois avoient étalé leurs plus belles tapisseries , leurs armes & leur argenterie. On pourroit objecter qu'un peu d'orgueil national se mêloit peut-être à l'éclat de cette pompe ; mais on ne peut s'empêcher de convenir qu'il est beau de le manifester ainsi, *

* Que les lecteurs daignent me permettre une observation très-courte qui peut servir à ma justification tant pour le passé que pour ce que je pourrois dire dans la suite. Les éloges des deux Edouards & de la nation Angloise ne doivent pas me faire accuser d'une partialité dont je suis incapable , surtout en faveur d'une nation presque toujours ennemie de la mienne. Je dois , pour l'honneur même de ma patrie , mon premier hommage à la vérité.

ANN. 1357.

Guerre en
Bretagne : siège
de Rennes
par le duc de
Lenclaestre.

D'Argentré.
Rym. all.
pub. tom. 3.
part. 1. pag.
126. & suiv.

Quoique la Bretagne eût été comprise dans le traité, cependant les hostilités n'avoient pas cessé aussi-tôt après la publication de la trêve^a. Charles de Blois avoit obtenu sa liberté moyennant une rançon de sept cents mille écus, qu'Edouard avoit depuis réduite à la moitié, à condition qu'il acquitteroit les payemens aux termes marqués. Il étoit revenu en France, après avoir laissé ses deux fils en ôtage. Sa présence ranima pour quelque tems la fortune chancelante de sa maison. Quelque tems avant la bataille de Poitiers, le duc de Lenclaestre avoit voulu joindre l'armée du prince de Galles avec les troupes qu'il commandoit en Normandie. Il espéroit passer la Loire au Pont-de-Cé; mais il le trouva défendu par les François. Après plusieurs autres tentatives inutiles, il se vit contraint de renoncer à son projet. Résolu de donner de l'occupation à ses troupes, il entra en Bretagne, s'avança

En remplissant ce devoir essentiel de tout historien, je ne puis refuser mon estime aux actions louables de nos plus grands adversaires : puisse cet exemple de la sincérité Française être imité de nos rivaux !

^a D'Argentré dit que la Bretagne avoit été exceptée de la trêve : cependant elle se trouve formellement comprise dans le traité. *Rym. all. pub. tom. 3. part. 1. pag. 133.*

jusqu'à Hennebond pour visiter la comtesse de Montfort, & vint ensuite former le siège de Rennes.

ANN. 1357.

Ce fut pendant ce siège que Bertrand du Guesclin commença de mériter une partie de cette grande réputation qui l'éleva depuis au faite des honneurs. Il s'étoit acquis déjà l'estime des gens de guerre par des prodiges de valeur : formé dans la profession des armes dès sa première jeunesse, on peut dire de lui qu'il fut l'ouvrage de ses mains, & qu'il ne dut son avancement qu'à son courage^a. Quoique sorti

Du Guesclin commence à se faire connaître.

Ibid.

^a L'historien de Bretagne rapporte que Bertrand du Guesclin montra dès sa plus tendre enfance une disposition extraordinaire pour le métier de la guerre. Il étoit continuellement aux prises avec les jeunes paysans des environs du château de son père. Quelquefois on le rapportoit presque assommé des coups qu'il avoit reçus en se barrant avec eux. Ce ne fut qu'à force de reproches qu'on vint à bout de lui faire quitter cette habitude. Devenu plus grand, rien ne pouvoit arrêter sa fougue. *Il n'y a point de plus mauvais garçon au monde,* disoit la dame du Guesclin sa mère, *il est toujours blessé, le visage rompu, toujours battant ou battu, son père & moi nous le voudrions voir sous terre.* Ce fut par ces préliminaires que le jeune Bertrand annonçoit ce qu'il seroit dans la suite. On donnoit un jour à Rennes un tournoi où Regnaut du Guesclin son père assistoit. Il auroit bien voulu être de la partie, mais il n'avoit ni armes ni cheval, & l'occasion lui manqua de dérober les bagues ou les joyaux de sa mère, sa ressource ordinaire. Il se trouva cependant au rendez-vous, & voyant un gentilhomme qui après avoir

ANN. 1357.

d'une des meilleures maisons de la province , alliée à la plus haute noblesse , la fortune de Regnaut du Guesclin son pere ne répondoit pas à son origine. Ce seigneur , chargé d'une nombreuse famille , ne jouissoit que d'un revenu médiocre , qui ne le mettoit pas en situation de faire pour Bertrand son fils la dépense nécessaire à l'entretien de chevalier ; mais le jeune homme brûlant de l'ardeur de se signaler , surmonta toutes les difficultés. Il

couru une lance se retiroit à son hôtellerie , du Guesclin le suivit , & là trouvant ce chevalier qui se faisoit désarmer , il se mit à genoux devant lui , & le supplia de vouloir bien lui prêter son cheval & ses armes. Il n'eut pas de peine à obtenir sa demande. Il s'arme en diligence , monte sur son coursier , vole au tournoi & se mêle parmi les combattans sans être cornu de personne. La visière baissée , l'écu pendu au col , la lance sur la cuisse il fournit la première course , faisant perdre les arçons à son adversaire. Son adresse & sa bonne grace attirerent les yeux de tous les spectateurs : quinze courses pareilles fournies avec le même succès mirent le comble à la surprise : toute l'assemblée le nommoit *l'écuyer aventuroux*. Regnaut du Guesclin vint se mettre sur les rangs & se présenta pour courir contre lui. Aussi-tôt que Bertrand aperçut son pere , qu'il reconnut à ses paremens , il jeta sa lance par terre : on étoit curieux de sçavoir qui étoit ce redoutable champion , on trouva moyen d'enlever son casque. L'étonnement & la joie du pere ne se peuvent exprimer ; il l'embrassa avec les plus tendres marques d'affection. Tous les gentilshommes présens , la plupart ses parens ou ses amis , le comblèrent de caresses , & dans la suite le pere ne négligea rien de ce qui pouvoit contribuer à faire paroître avec éclat un fils qui donnoit de si belles espérances

fit

fit le premier essai de sa valeur dans un tournoi , en présence même de son père , qui ne le reconnut qu'à la fin des *joutes* , lorsqu'il eut étonné toute l'assemblée par *ses merveilleux faits d'armes* , ainsi qu'on s'exprimoit alors. Dans la suite il s'associa plusieurs aventuriers , fit des courses sur les Anglois & les Bretons du parti de Montfort , s'empara par stratagème du château de Fougères , en la forêt de Tillay , dont il se fit une place d'armes. Il suivit toujours le parti de Charle de Blois , auquel sa famille étoit attachée. Lorsque les Anglois formerent le siège de Rennes , du Guesclin fut un des chevaliers qui contribuerent le plus à la délivrance de cette place.

Il y avoit près de huit mois que le duc de Lenclastre avoit investi Rennes. La place resserrée de maniere que rien n'y pouvoit entrer , étoit réduite à l'extrémité. Le général Anglois avoit fait serment de ne point décamper que les assiégés ne se fussent rendus , & il ne doutoit pas qu'avant peu de jours il ne les eût à discrétion. Dans cette conjoncture embarrassante , un bourgeois de la ville s'offrit de passer à travers le camp des ennemis , de trom-

Du Guesclin
se jette dans
Rennes.

 ANN. 1317.

per le duc par un faux avis , & d'aller ensuite à Nantes avertir Charle de Blois du danger où la place se trouvoit. Il remplit fidèlement sa promesse : en sortant de la ville , il se rendit auprès du duc de Lenclastre , lui peignit avec une naïveté affectée la disette affreuse des assiégés , qui fondoient leur unique espérance sur un secours de troupes Françoises , dont ils attendoient l'arrivée dans deux jours. Le duc profitant de cette découverte , résolut de sortir avec une partie de ses troupes pour aller au-devant des François. Le bourgeois trouva le moyen de s'échapper ; à quelque distance du camp des Anglois , il rencontra Bertrand du Guesclin , & lui raconta la fausse confiance qu'il venoit de faire au duc. Le chevalier Breton profite sur le champ de cette ouverture pour jeter du secours dans la place : il rassemble tous ses gens qui formoient une petite troupe , se met à leur tête , vient fondre sur le camp des Anglois , massacre tout ce qu'il rencontre , renverse les tentes , y met le feu , s'empare de deux cents chariots de vivres qu'il fait marcher devant lui , & entre dans Rennes , où il est reçu comme un libérateur.

Le duc de Lenclastre, après avoir inutilement attendu ce prétendu secours des François qu'il comptoit détruire, reconnut l'artifice, & revint à son camp. Surpris du désordre qui s'y étoit passé pendant son absence, il s'informa de celui qui avoit exécuté un coup si hardi; on lui nomma du Guesclin qu'il ne connoissoit pas: il témoigna quelque desir de voir un homme qu'il ne pouvoit s'empêcher d'estimer. Un héraut d'armes, chargé d'un sauf-conduit pour le chevalier Breton, se rendit à Rennes, & lui fit l'invitation de la part du prince. Du Guesclin se fit lire le sauf-conduit; car il ne sçavoit ni lire, ni écrire ^a. Il répondit ensuite au messager, qu'il satisferoit l'empressement du général: il accompagna cette réponse d'un habillement complet de soye, de cent florins d'or, & le congédia.

ANN. 1337.

Le lendemain du Guesclin se rendit au camp ennemi. Tous les Anglois

Du Guesclin va trouver le duc de Lenclastre.

Ibid.

^a Tous les maîtres chargés de l'instruire avoient été contraints d'y renoncer:

*Nuls maîtres ne trouva, & sachiés sans douter,
De qui le Bers (comte) Bertrand se laisât doc-*

triner:

Anglois vouloit son maître & ferir & frapper.

Vie du comt. du Guesclin, Ms.

AN. 1357. accoururent pour voir cet homme extraordinaire^a. Il mit un genou en terre devant le duc, qui le releva, & lui fit l'accueil le plus gracieux. Le chevalier l'assura qu'il étoit à son commandement, pourvu que ce ne fût pas contre le chef de son parti. Le duc lui ayant demandé quel étoit ce chef : *C'est, dit-il, Monseigneur Charle de Blois, auquel par droit appartient le duché de Bretagne.* L'Anglois reprit aussitôt : *Messire Bertrand, avant que ce que vous dites se termine ainsi, il en coûtera cent mille têtes.* Eh bien, Monseigneur, répondit Bertrand, qu'on en tue tant qu'on voudra, ceux qui demeureront auront la robe des autres. Cette répartie fit rire le duc, qui charmé de la liberté guerrière de du Guesclin,

^a Du Guesclin étoit d'une grandeur médiocre, le visage brun ou plutôt noir, le nez extrêmement court, les yeux élevés & presque sortant de la tête, les épaules larges, les bras longs, la main petite, les membres proportionnés & nerveux, la contenance guerrière & il n'étoit rien moins que beau de visage; aussi étoit-il peu agréable aux dames en sa jeunesse. *D'Argentré hist. de Bretagne liv. 5.*

Jamais, disoit-il, je ne serai aimé ni conveia (bienvenu.)

Ainçois serai des dames très toujours écondnits. Car bien sçai que je suis bien laid & malfestis. Mais puisque je suis laid, être veux bien hardis.

Vie du connétable du Guesclin, MS.

voulut l'engager à son service. Aux offres excessives qui lui furent faites, il répondit avec autant de franchise que de désintéressement. Il se préparoit à prendre congé du duc, lorsque Guillaume Brembro, parent du chevalier du même nom, tué au combat des trente, le pria de lui faire l'honneur de tirer trois coups de lance contre lui : *plutôt six, mon capitaine*, reprit-il, en lui prenant la main. Le défi accepté fut assigné pour le lendemain. Le combat se donna entre la ville & le camp : Brembro fut vaincu & tué. Du Guesclin triomphant salua le prince, qui avoit voulu être spectateur, & rentra dans la ville.

L'hiver approchoit, & le secours d'hommes, d'armes & de vivres, & sur-tout la présence de du Guesclin, avoient rendu le courage aux assiégés. La reddition de la place paroissoit désormais fort incertaine. Les Anglois tenterent un dernier effort. Ils firent approcher des murailles de puissantes machines, & donnerent le jour même un assaut général. Penhoet qui commandoit dans la place, assisté de du Guesclin, les repoussa vigoureusement, & la nuit suivante il brûla leurs ma-

 ANN. 1357.

 Levée du
siège de Ren-
nes.

Ann. 1137.

chines dans une sortie. Après cet échec, le duc désespéra d'emporter la place : il se seroit retiré sur le champ ; mais il étoit retenu par la honte de fausser le serment qu'il avoit fait. Du Guesclin voulut lui épargner cet affront par un expédient qui fut approuvé des deux partis. On convint que le duc entreroit armé lui dixième ; que ses enseignes seroient plantées sur les portes, pendant qu'il y demeureroit, & qu'après cette satisfaction il leveroit le siège. La convention s'exécuta fidèlement. Le prince vint à Rennes, y resta quelques heures, & se retira. A peine eut-il passé la porte, qu'on abattit ses enseignes, qui lui furent jettées des murailles. Cette action l'indigna ; mais religieux observateur de sa parole, il ne voulut pas en témoigner son ressentiment, & résista aux sollicitations de son armée, qui brûloit de venger cette injure faite au général & à la nation. Edouard, habile politique, & jaloux de la réputation de ses généraux, pour couvrir l'honneur du duc de Lenclastre, lui envoya vers le même tems un ordre de lever le siège de Rennes, la Bretagne, ainsi que le portent ces lettres.

Rym. aſſ.
pub. rom. 3.
part. 1. pag.
117.

étant comprise dans la trêve. C'étoit s'aviser un peu tard de l'inobservation du traité à cet égard. Il n'étoit pas difficile de s'appercevoir que dans une pareille démarche l'Anglois ne consultoit que son intérêt & la nécessité. Ce qui sert encore mieux à démontrer le peu de sincérité de cette conduite, c'est que le duc de Lenclastre n'en continua pas moins la guerre.

La chaîne des événemens nous ramene malgré nous au spectacle affligeant des malheurs de la France, malheurs d'autant plus déplorables, que la nation ne pouvoit les imputer qu'à elle-même. Ce triste tableau ne présente qu'un mélange de bizarreries, de lâchetés, d'audace, d'inconséquences, de foiblesse, & de barbaries, que l'histoire ne peut passer sous silence, & que l'honneur de l'humanité voudroit condamner au plus profond oubli. La conduite des nouveaux réformateurs choisis par les états, ne tarda pas à faire regretter l'ancien ministère. On reconnut sans peine que le bien public n'avoit été qu'un vain prétexte, dont ils avoient coloré leur ambition & leur avarice. Marcel plus accrédité, plus ambitieux, & plus avide qu'au-

ANN. 1357.

Suite des
troubles du
royaume.

*Froissard.
Chron.*

ANN. 1357.

Les nou-
veaux réfor-
mateurs
tombent
dans le dis-
crédit.

Ibid.

cun de ses collègues , avoit usurpé la principale autorité. Robert le Coq , prélat factieux , employa tous ses efforts pour engager une partie du clergé à se prêter à ses vûes ; Jean de Pecquigny avoit essayé de séduire la noblesse : mais ces deux ordres , plus circonspects qu'un peuple insensé , ne se laisserent pas emporter au torrent. Ceux mêmes d'entr'eux qui avoient été nommés pour former avec les députés du tiers-état le nouveau conseil de réformation , dédaignèrent de partager avec de pareils émules une autorité qui ne cherchoit qu'à s'établir sur les ruines du gouvernement. Ils abandonnerent à ces tyrans subalternes les rênes de l'état , persuadés que leur puissance s'anéantiroit d'elle-même ; & que pour les détruire , il n'y avoit qu'à les laisser agir. Il faut en même-tems rendre justice à la plus saine partie de la nation : ce seroit une erreur de regarder ce grand nombre de députés des bonnes villes du royaume comme autant de complices de Marcel & de ses adhérens : la plupart reconnurent la méchanceté des chefs du parti , & s'en détachèrent ; en sorte que de trente-six réformateurs placés par les états à la

tête du gouvernement, il ne s'en trou-
va que dix ou douze, échevins & bourgeois, la plûpart de Paris, qui
voulussent prendre part aux affaires.

ANN. 1357.

Ce subside, dont le peuple avoit demandé l'établissement avec tant de fureur, ne produisit pas ce qu'on en avoit espéré. Le clergé & la noblesse se dispensèrent de le payer. Le tiers-état seul y fut assujetti. Les chefs de la faction, qui dispoient de tout, avoient commis pour la perception de *l'aide*, des gens qui leur étoient entièrement dévoués : ces commis recevoient des salaires si excessifs, que leurs gages absorboient une partie de l'argent qu'on en retiroit : le prévôt des marchands & les réformateurs convertissoient le reste à leur profit. Par ce moyen Marcel accumula des sommes considérables, tandis qu'il ne se trouva aucuns fonds pour la levée & l'entretien des troupes. Les Parisiens eux-mêmes commençoient à se dégoûter de l'administration présente. Le frere du roi de Navarre étoit rentré dans Evreux par l'adresse de Regnaut de Granville, qui avoit surpris & tué le gouverneur. Les troupes Navarroises s'étendant vers les confins de la Nor-

Ann. 1357.

mandie, faisoient des courses à peu de distance de Paris, & menaçoient déjà cette capitale d'un voisinage dangereux : on n'avoit point d'armée à leur opposer. Le danger ouvrit les yeux du peuple : tous ces beaux projets d'ordre, évanouis aussi-tôt que formés, firent tomber leurs auteurs dans le mépris qu'ils méritoient.

Le dauphin
congédie
Marcel & les
autres fac-
tieux.

Ibid.

Le dauphin saisit cette circonstance favorable pour secouer le joug sous lequel il gémissoit. Le prévôt des marchands, Charle Confac, Jean Delisle, échevins, & les principaux factieux, furent mandés au Louvre. Le prince prenant pour la première fois l'air d'empire convenable à sa dignité, & au sang dont il étoit forti, leur déclara qu'il prétendoit désormais gouverner par lui-même, qu'il ne vouloit plus avoir de curateurs : il leur défendit en même-tems, de son autorité absolue, de se mêler davantage des affaires du royaume, dont jusqu'alors ils s'étoient tellement emparés, qu'on leur obéissoit plus qu'à lui. Marcel terrassé par ce discours, auquel il ne s'attendoit pas, n'eut d'autre parti à prendre que celui de la soumission. Il sentoit trop le discrédit où il étoit

pour oser résister ; & il se retira confus avec ses partisans. L'évêque de Laon , devenu aussi timide qu'il avoit été audacieux , courut aussi-tôt se réfugier dans son diocèse ; *car il voyoit bien qu'il avoit tout honni & gâté*, dit une ancienne chronique.

Peu de tems après cet éclat d'autorité , le dauphin sortit de Paris , & parcourut différentes villes du royaume , pour solliciter par lui-même les secours qu'exigeoit la situation présente de l'état. Il y a toute apparence qu'il tira peu de fruit de ce voyage , puisqu'il revint au bout de six semaines se remettre de nouveau entre les mains de Marcel & de ses complices.

Pendant la courte absence du duc de Normandie , la cabale ennemie du gouvernement , avoit fait de sérieuses réflexions sur la conduite qu'elle avoit tenue. Ceux qui étoient à la tête de ce parti , comprirent les conséquences de leurs démarches : ils s'étoient trop avancés pour reculer en sûreté. Ils prirent les mesures qu'ils crurent les plus propres à les garantir de l'orage dont ils étoient menacés ; & après des précautions qu'ils eurent soin de couvrir d'un voile impénétrable, ils députerent vers

ANN. 1357-

Le dauphin
sort de Paris

Ibid.

Il revient
sur les promesses des
factieux.

Ibid.

ANN. 1357. le prince , afin de l'engager à revenir à Paris , en lui faisant les offres les plus magnifiques. Ils lui promirent de l'argent en abondance : il ne fut plus question des officiers dont ils avoient tant de fois exigé la destitution , & sur-tout ils ne lui parlerent plus de délivrer le roi de Navarre. Ils parurent même avoir totalement oublié ce prince : ils demandèrent seulement comme une grace , que l'on rassemblât à Paris les députés de vingt ou trente villes , pour agir de concert avec eux. Le dauphin , séduit par cette soumission apparente , se rendit à leurs prières , & revint à Paris. Ce fut probablement en reconnoissance de leur réconciliation avec le prince , que les Parisiens offrirent à Notre-Dame une chandelle de cire , de la longueur du tour de la ville ^a.

Le duc n'eut pas de peine à reconnoître , dès les premiers jours de son

^a L'auteur ingénieux des *essais sur Paris* conjecture qu'apparemment cette chandelle étoit roulée : il ajoute d'après l'histoire de la ville de Paris , que ce don qui se renouvelloit tous les ans fut suspendu pendant les guerres de la ligue , & qu'en 1605 , sous la prévôté de Myron , la ville convertit le don annuel de cette longue bougie en une lampe d'argent qui brûle jour & nuit devant l'autel de la Vierge. *Hist. de Par. T. 2. p. 54. Essais hist. sur Par. T. 1. p. 176.*

arrivée, le peu de sincérité de Marcel, & de ses partisans. Lorsqu'il fut question d'exécuter les promesses qu'on lui avoit faites, on lui répondit qu'on ne pouvoit rien décider, que les trois états du royaume ne fussent assemblés. Malgré l'expérience du passé, le prince eut encore la complaisance de faire cette convocation : le jour de l'assemblée fut indiqué pour le 7 Novembre. Marcel eut aussi la témérité d'écrire en son nom aux principales villes, & de joindre des lettres d'invitation à celles du prince. Le Coq balança quelque tems entre la crainte, & le desir de revenir à Paris. Enfin, pressé par les sollicitations du prévôt des marchands, il s'y détermina.

À peine l'assemblée des états étoit-elle ouverte, qu'on reçut la nouvelle de la délivrance du roi de Navarre.^a Tous les

Délivrance
du roi de Na-
varre.

Ibid.

Spicil. cont.

Nang.

*Mém. de
littérature.*

*Mém. pour
servir à l'hist.
du roi de Na-
varre par M.
Secousse.*

^a Tout ce qui concerne le roi de Navarre se trouve amplement éclairci dans les mémoires de l'Académie, & principalement dans les deux volumes composés par M. Secousse, dont le premier contient les faits, & le second les pièces justificatives rapportées avec la dernière exactitude. Cet infatigable & judicieux Académicien est entré dans le plus grand détail, & ne laisse rien à désirer soit pour le développement des intrigues de ce tems, soit pour la justesse de ses remarques. C'est un hommage qu'on est d'autant plus flatté de rendre à la mémoire d'un homme respectable par l'utilité & l'importance de ses tra-

ANN. 1397.

gens bien intentionnés en frémissent : Marcel , l'évêque de Laon & leurs semblables triomphèrent. Cet événement avoit été médité & exécuté avec toute la prudence & l'adresse imaginables. Jean de Pecquigny , gouverneur d'Artois , suivi de trente hommes d'armes , s'approcha de nuit du château d'Arleux en Pailleul , sur les frontières de la Picardie & du Cambresis , où le roi de Navarre étoit enfermé : il le surprit par escalade , & en tira ce prince , qu'il conduisit d'abord à Amiens. D'autres disent que Pecquigni surprit un ordre de Tristan Dubois , châtelain d'Arleux , à qui la garde du Navarrois avoit été confiée , & qu'avec cet écrit il se fit remettre le roi prisonnier.

vaut , qu'il est entièrement conforme à la plus exacte vérité. Je me fais un honneur de convenir que ses mémoires sur la vie du roi de Navarre m'ont servi de guide , & qu'en écrivant je ne pouvois trop m'applaudir d'avoir trouvé un pareil secours , quoique j'eusse déjà examiné avec l'attention la plus scrupuleuse la plupart des pièces originales sur lesquelles ces mémoires sont composés. Mais il m'étoit échappé quantité d'observations que la perspicacité de ce sçavant écrivain a fidèlement saisies. Je déclare donc une fois pour toutes que lorsqu'il est question du roi de Navarre , je fais le plus fréquent usage des mémoires de M. Secousse , qui lui-même ne parle que d'après tous nos anciens historiens , les chroniques les plus curieuses tant imprimées que manuscrites , & les registres des chartres du parlement & de la chambre des comp-
tes.

Quoi qu'il en soit , la sortie de ce roi vint mettre le comble aux désordres qui agitoient le royaume. ANN. 1357.

Vingt mois d'une étroite captivité , loin d'adoucir la férocité de Charle le mauvais , n'avoient au contraire servi qu'à redoubler sa haine implacable. Aussi-tôt qu'il fut entré dans Amiens , il fit assembler les habitans ; & dans une harangue prononcée publiquement , il se plaignit du gouvernement , & de la rigueur avec laquelle on l'avoit traité durant sa détention. Attentif à se procurer l'attachement de la plus vile populace , il fit ouvrir toutes les prisons , tant des justices séculières qu'ecclésiastiques. Ibid.

Les partisans qu'il avoit à Paris ne furent pas plutôt assurés de son évafion , qu'ils préparèrent toutes choses pour lui concilier l'affection des Parisiens , & lui ménager une réception éclatante dans la capitale. Ils ne s'entirent pas là. Pecquigni , le Coq & Marcel allèrent trouver le dauphin , non plus avec une feinte soumission , mais avec la hardiesse qu'inspire le succès : ils demanderent pour le roi de Navarre le sauf-conduit le plus ample ; & le prince étonné de ce revers , & de Le roi de Navarre vient à Paris.

leur audace , n'eut pas la force de leur refuser une chose , qui d'ailleurs n'étoit plus en son pouvoir. Dès ce moment l'évêque de Laon se mit à la tête du conseil du duc , sans s'inquiéter de son agrément. Ce prélat dictoit lui-même & prononçoit toutes les réponses du dauphin , qui se vit tout d'un coup à la merci des séditeux. Le Navarrois ayant reçu le sauf-conduit , s'avança vers Paris , escorté de plusieurs habitans d'Amiens , & sur-tout de cette foule de scélérats , dont il venoit de briser les fers. Sur sa route il haranguoit les habitans des villés & des bourgades par lesquelles il passoit. A son approche , la plupart des députés des villes , principalement des provinces de Champagne & de Bourgogne , qui étoient à Paris pour l'assemblée des états , se retirèrent avec précipitation , ne voulant pas seulement être soupçonnés d'avoir contribué à sa délivrance. L'évêque de Paris , Jean de Meulant , accompagné de deux cents personnes , alla au-devant de lui jusqu'à S. Denis. Jean de Pecquigny , le prévôt des marchands & les échevins , vinrent encore grossir le cortège avec lequel il fit son entrée , aux acclama-

tions publiques. Il traversa la ville, & descendit à l'abbaye de Saint Germain-des-Prés, où son logement avoit été préparé. Le dauphin, témoin de cet accueil, fut obligé de dérober à la connoissance du public les mouvemens de son indignation.

ANN. 1357.

Le lendemain de son arrivée, Charles le mauvais fit inviter les habitans de Paris de se rendre dans le pré aux Clercs, près de l'abbaye de Saint Germain-des-Prés. Ce même jour, environ à l'heure de vèpres, il monta sur un échaffaut dressé contre les murs de l'abbaye. Cet échaffaut servoit ordinairement à nos rois, lorsqu'ils assistoient au spectacle des combats en champ clos, qui se faisoient dans des lices qu'on préparoit dans ce pré. Il s'y trouva plus de dix mille personnes : le duc de Normandie lui-même étoit présent. Le roi de Navarre, qui ne laissoit échapper aucune occasion de faire briller son éloquence, prononça un long discours. Il choisit pour son texte ces paroles du dixième pseaume : *justus Dominus, & justitias dilexit : æquitatem vidit vultus ejus*. La présence du dauphin l'empêcha de rien dire contre lui, du moins ouvertement : mais,

Il harangue le peuple dans le pré aux clercs.

Ibid.

ANN. 1357.

suivant une ancienne chronique , en se plaignant des officiers du roi & du prince , *il dit d'eux des choses assez deshonnêtes & vilaines par paroles couvertes.* Après avoir parlé des violences qu'on lui avoit fait souffrir , dont il fit une peinture si touchante , qu'il arracha , dit-on , les larmes de ses auditeurs ; il protesta qu'il vouloit vivre & mourir pour la défense du royaume de France. Il insinua dans sa harangue , que s'il s'agissoit de revendiquer la couronne , il lui étoit aisé de prouver que ses droits étoient plus incontestables que ceux de qui que ce fût. Il désignoit par-là , quoique d'une manière indirecte , les prétentions du roi d'Angleterre. Cette partie de son discours rapportée à Edouard , ne fut pas un des moindres motifs qui empêchèrent ce prince de fournir jamais au Navarrois d'assez puissans secours pour lui acquérir une supériorité décidée. Le peuple avide de nouveautés , écouta la harangue avec une satisfaction incroyable.

Marcel & les séditieux forcent le dauphin de voir le roi de Navarre &

Marcel , à qui ces premiers succès avoient inspiré une nouvelle audace , alla trouver le dauphin au palais , & le pria de vouloir rendre justice au roi

de Navarre sur les griefs dont il se plaignoit. L'évêque de Laon, qui pour lors étoit présent, répondit au nom du duc, sans attendre qu'il l'en chargeât, *Ann. 1357.* Qué non-seulement Monseigneur rendroit justice au roi de Navarre, mais qu'il agiroit à son égard *de lui accorder ses demandes.* avec *Ibid.* grace & courtoisie, & comme un bon frere doit agir avec son frere. Le dauphin, toujours obligé de céder aux importunités d'un conseil entièrement dévoué à ses ennemis, consentit par complaisance à une entrevûe avec le roi de Navarre, qui se fit dans l'hôtel de la reine Jeanne : il s'y rendit, accompagné d'un petit nombre de sergens, qui composoient sa garde ordinaire. Le Navarrois y vint avec une nombreuse suite d'hommes armés, qui obligèrent les sergens d'armes du duc de se retirer, & se placerent en même-tems devant la porte de la chambre où les deux princes se virent. On peut croire que leur disposition mutuelle, & la diversité de leurs intérêts, ne donnerent pas lieu à un entretien fort libre : ils se débarrasserent de cette contrainte, le plutôt qu'ils purent, en se séparant.

Le conseil du dauphin étoit disposé

ANN. 1357.

suivant une

se plai-

du p^r

des

v.

Navarre sur tout-
on les examina feu-
de la forme. Quelques mem-
brés, qui n'étoient pas ven-
us au conseil, voulurent faire des re-
présentations ; mais la pluralité des
votans l'emporta. Le prévôt des mar-
chands voyant que le duc témoignoît
quelque répugnance à se déterminer ,
lui dit : *Sire , faites amiablement au
roi de Navarre ce qu'il vous requiert ; car
il convient qu'il soit ainsi.* Il fut donc
décidé que tous les chefs de demande
seroient accordés ; que le duc de Nor-
mandie donneroit des lettres d'aboli-
tion pour Charle , & pour tous ses
adhérans ; qu'il seroit remis en pos-
session de tous ses biens, terres & for-
teresses : que les corps du comte de
Harcourt , des seigneurs de Graville ,
de Mainemars & Doublet , exécutés à
Rouen , seroient détachés du gibet ,
& rendus à leurs parens ou à leurs
amis , pour être inhumés honorable-
ment ; que leurs biens seroient resti-
tués à leurs héritiers. A l'égard des
sommes que le Navarrois prétendoit
lui être dûes , & des dédommagemens
qu'il demandoit , la discussion en fut
remise à la prochaine assemblée des

qui devoit se tenir le 15 janvier

Ann. 1357.

...us ce qui mit le comble à l'op-
 ...bre d'un traité que la contrainte où
 se trouvoit alors le dauphin , pouvoit
 seule justifier , c'est la dernière condi-
 tion qu'exigea le roi de Navarre. Il
 voulut que toutes les prisons de Paris
 fussent ouvertes : son cœur accoutumé
 au crime , se trouvoit flatté que tous
 les scélérats lui eussent obligation de
 l'impunité de leurs forfaits. Le dau-
 phin , malgré son amour pour la jus-
 tice , fut contraint de faire publier une
 déclaration , par laquelle , en considé-
 ration du roi de Navarre qui l'en avoit
 prié, il ordonnoit au prévôt de Paris de
 donner la liberté à tous les prisonniers ,
 » larrons , meurtriers , voleurs de grands
 » chemins , faux-monnoyeurs , faussai-
 » res , coupables de viol , ravisseurs de
 » femmes , perturbateurs du repos pu-
 » blic , assassins , sorciers , sorcieres ,
 » empoisonneurs , &c. Ce fut le Navar-
 rois lui-même qui donna la liste de
 tous ces crimes. On expédia de pa-
 reilles lettres adressées à l'abbé de S.
 Germain-des-prés pour la sortie des
 criminels détenus dans les prisons de sa

Délivrance
 de tous les
 prisonniers
 de Paris

Trés. des
 Ch. leg. 89.
 piece 254.

Ibid. reg.
 80. piece 286.

ANN. 1357.

suivant

se

d'

Histoire de France
de Navarre arrêtés
 on les a compris
 regard des pri-
 particulieres, il
 de Paris, & au-
 entes juridictions,
 ciers à consentir à
 , faute de quoi il y
 d'une autre maniere.

de Navarre séjourna quelque
 encore à Paris. Le dauphin &
 e virent souvent, & mangerent
 plusieurs fois ensemble, tantôt au pa-
 us, tantôt chez la reine Jeanne, ou
 chez l'évêque de Laon. On a cru que
 ce fut dans un de ces festins que Charle
 le mauvais trouva le moyen de faire
 prendre au duc un poison si violent,
 que malgré la promptitude avec la-
 quelle il fut secouru, il perdit les on-
 gles & les cheveux, & conserva toute
 la vie une langueur qui en avança la
 fin. Quelques-unes de nos anciennes
 histoires, telles que celle de Christine
 de Pisan, rapportent cette action exéc-
 crable, sans en marquer précisément
 les circonstances, & sans fixer le tems
 où elle fut commise. Lorsque sous le
 regne de Charle VI, on commença

ions du procès criminel in-

le Navarrois, il ne fut

ANN. 1357.

de cet empoisonne-

pparence qu'il avoit

res & si secretes,

contre lui que de

ptions.

arle le Mauvais se pré-

les places qui devoient,

Le roi de
Navarre leve
des troupes.

l'accord, lui être restituées,

Ibid.

upart de ceux qui les gardoient,

refuserent de les remettre, & répon-

dirent que ces places leur avoient été

confiées par le roi, & qu'ils ne les

rendroient qu'à lui-même. Ce refus

servit de prétexte au Navarrois pour

se plaindre de l'inexécution des pro-

messes qu'on lui avoit faites, & pour

lever des troupes dans l'unique inten-

tion, disoit-il, de se faire rendre jus-

tice par la force des armes. Avant que

de partir de Paris, les chefs de la

faction lui avoient remis des sommes

considérables. Les gouverneurs des

places qui tenoient pour lui en Nor-

mandie, l'étoient venu trouver à Man-

tes, où il eut avec eux une confé-

rence secrette, dans laquelle il leur

donna des instructions sur la conduite

qu'ils avoient à tenir.

avoient fait
 crédit dont il
 ville, ne purent ja-
 ppe de Navarre son
 cette faveur populaire,
 mit le peu de fond qu'on
 une multitude inconstan-
 qu'il ne jugeât pas à propos de
 en même-tems que son frere
 coups que leurs ennemis communs
 voient leur porter. Il répondit à
 toutes les sollicitations qu'on employa
 pour l'attirer à Paris, *que en commu-*
nautés il n'y avoit nul certain arrêt fors
que pour tout honnir. Il eut même si
 peu d'égards pour l'accord qui avoit
 été conclu, que ses troupes s'avance-
 rent jusqu'à quatre ou cinq lieues de
 Paris du côté de Trappes & de Ville-
 preux, s'emparerent de plusieurs for-
 teresses, & ravagerent dix ou douze
 lieues de pays, prirent *Maule sur*
Mauldre qu'elles fortifierent, & dont
 elles firent une place d'armes, d'où
 elles continuoient leurs courses. Pierre
 de Villiers, chevalier du guet, sortit de
 Paris avec quelques troupes formées
 des gens de la ville & de la vicomté,
 pour repousser les Navarrois; mais il
 rentra sans avoir seulement rencontré
 les

mis. Les habitans des cam-
pagnes de ce côté-là, vinrent
à Paris.

ANN. 1357.

Ché de ces ravages ,
l'état d'y remédier ;
es pour assembler des
mes. Les factieux cru-
ent cet armement se préparoit
e eux , & firent plusieurs repré-
ntations au prince , lui donnant à
entendre que les Parisiens étoient al-
larmés des troupes qu'il vouloit intro-
duire dans la capitale. Il eut beau les
assurer de la droiture de ses inten-
tions , rien ne put calmer leurs in-
quiétudes. Ils firent garder les portes
de la ville avec ordre de ne laisser
entrer aucun homme armé , s'il n'é-
roit connu. Le Navarrois armoit de
son côté , & ces préparatifs annon-
çoient déjà toutes les horreurs d'une
guerre civile.

Le dauphin
assemble des
troupes.

Chron. 2452

Enfin Marcel & ses complices trou-
vant encore trop de contrainte dans
le foible ménagement qu'ils avoient
conservé jusque-là pour le gouverne-
ment , résolurent de se déclarer ou-
vertement , en donnant à leur parti
un caractère d'indépendance & de
révolte déclarée. Il fut réglé que pour

Chaperons
mi-partis si-
gnal des sédi-
tieux.

Spicil. cont.
de Nang.

Froissard.

Grande
chronique.

ANN. 1357.

HISTOIRE DE FRANCE.

261

Le accueil que les Parisiens avoient fait de Navarre, & le cré-

Philippe de Navarre, mais enger Philippe

Navarre, le frère de son père, à se fier à cette

faute de voir si il soit qu'il connût

à Paris, & les soit qu'il

doit faire sur un

s'exposer en

aux coups

pouvoient

routes

pour

nav

qu'

ils

condamnoient ces coupables

excès, furent obligés d'en porter de

semblables. L'Université dans cette

conjoncture donna des témoignages

Le chaperon étoit une espece d'habillement de

tête à peu près semblable aux capuces de nos religieux.

Le pers étoit une couleur d'un bleu tirant sur le

verd. *Du Cange ad verbum Persus.*

Le fermail étoit une sorte d'agrafe avec laquelle

on attachoit le manteau sous le col ou sur la poitrine.

Les hommes & les femmes s'en servoient également.

Les fermails étoient ordinairement d'or ou d'argent

enrichis de pierres précieuses.

La reine Clemence femme de Louis Hutin, dans son

testament laissa au comte de Alençon le meilleur fer-

mail qu'elle eût en France. Dans Froissard. Et si eut

pour le prix un riche fermail à pierres précieuses que

madame de Bourgogne prit en sa poitrine. Gloss. au

mot *Fermeilletum*.

ré dont il est étonnant que

modernes ne fassent au-

Le recteur de ce corps

ble par l'affluence

doient de pref-

du royaume

...dit par un

personnes

aucunes mar-

qui se passoit à Paris.

révolution prochaine,

varre étoit à Rouen. Il

ette ville un spectacle

réveiller dans tous les

contentement que la trop

ré du roi avoit excité.

de son arrivée, il en-

les restes des feigneurs

de son emprisonnement.

plus le corps du comte

ue sa famille, suivant

e, avait enlevé secrete-

tracha les corps des trois

hommes dont les têtes

disparu : après les avoir

se plaça dans des cer-

de ces funebres apprêts

le roi de Navarre à

d'une multitude de peu-

M i j

ANN. 1357.

Le roi de Navarre rétablit la mémoire des seigneurs exécutés à Rouen.

Chron. MS.
Spicil. cont.
de Nang.
Froissard.
Annales de
France.

ANN. 1317.

ple, arriva au gibet. On avoit préparé trois chars, sur le premier desquels étoient les corps de Mainemars & de Doublet, qui n'étoient pas encore chevaliers. Ce char étoit suivi de deux écuyers portant deux écussons sur lesquels on avoit peint les armes des défunts. Le second char qui portoit le seigneur de Graille chevalier, étoit accompagné de deux hommes à cheval, tenant en leurs mains deux bannières de ses armes, & de deux autres conduisant deux chevaux armés l'un pour la guerre & l'autre pour le tournoi. Cette marche lugubre étoit terminée par le troisième char sur lequel on avoit posé la représentation du comte d'Harcourt : des chevaux diversément armés étoient conduits à sa suite par des valets en deuil. Les parens & amis de ces gentilshommes escorteient le convoi, ainsi que le roi de Navarre. La pompe funebre s'arrêta dans le *champ du pardon*, où l'exécution avoit été faite. Après avoir chanté les vigiles des morts, tout le cortège prit la route de Rouen, & entra par la petite porte du château, précisément à l'endroit où ces seigneurs avoient été mis dans des cha-

rettes pour être conduits au supplice. Alors on tira des chars les cercueils qui furent portés par des chevaliers jusqu'à la cathédrale , puis exposés dans une chapelle ardente de trente-six pieds de long. Tous les piliers de l'église étoient revêtus de velours noir , & semés d'écussons chargés des armes de ces seigneurs.

ANN. 1357.

Le lendemain le peuple s'assembla dans la place de S. Ouen : Charle parut à une fenêtre au-dessus de la porte de cette abbaye. Là il prononça une harangue dont le texte étoit, *innocentes & recti adhaerunt mihi* , les hommes innocens & justes se sont attachés à moi. Il répéta ses déclamations ordinaires contre le gouvernement , & fit en termes magnifiques l'éloge des quatre seigneurs , qu'il compara aux martyrs. La populace séduite par son éloquence s'attendrit & l'admira. Il se rendit ensuite à l'église de Notre-Dame où les corps des gentilshommes avoient été laissés la veille : on leur donna la sépulture ^a après que l'évêque d'Avranches eut

^a Ils furent inhumés dans la chapelle des Innocens, aujourd'hui nommée la chapelle de S. Romain , où l'on voit encore leurs heaumes. *Hist. de Normandie rapportée par M. Secousse. Mém. de l'ér. p. 186.*

ANN. 1357.

célébré un service solennel pour le repos de leurs ames. Le soir même, le Navarrois donna un superbe festin où il admit les bourgeois les plus accrédités, dont le principal étoit un marchand de vin maire de la ville. Dans le même-tems qu'il prodiguoit aux habitans de Rouen ces témoignages de familiarité, les troupes de son parti brûloient Couronne, maison superbe appartenante au duc de Normandie, située à trois lieues de la ville.

Le dauphin
harangue le
peuple.

Ibid.

Le dauphin cependant faisoit tous ses efforts pour se délivrer de la tyrannie sous laquelle il gémissoit. Dans la vue de s'attirer l'affection du peuple, il fit avertir les Parisiens qu'il se rendroit aux halles pour leur exposer lui-même ses intentions. En vain l'évêque de Laon & le prévôt des marchands voulurent-ils le détourner de ce dessein; il se rendit accompagné de peu de gens au lieu indiqué. Une pareille démarche fit impression sur la populace: une multitude innombrable attendoit le prince. Il assura les habitans de Paris *qu'il vouloit vivre & mourir avec eux*; qu'il

n'avoit rassemblé des troupes que pour les défendre ; qu'il auroit déjà repoussé les ennemis qui faisoient des courses dans les environs , s'il en avoit eu le pouvoir , mais que les administrateurs chargés par les états de l'emploi des finances , s'en étoient emparés dans le dessein de les détourner à leur profit particulier ; qu'il esperoit cependant les forcer un jour à rendre compte d'une conduite si préjudiciable au bien du royaume. Ce discours fut reçu avec un applaudissement général. Tous furent pénétrés de voir l'héritier présomptif de la couronne se justifier en quelque sorte devant ses sujets & les prendre pour juges de ses actions : le prince dans cette journée gagna tous les cœurs , à la réserve des factieux attachés au prévôt des marchands.

Marcel effrayé de ce changement essaya de ramener le peuple : pour cet effet il le fit assembler le lendemain à S. Jacques de l'hôpital. Le duc de Normandie informé de cette démarche s'y rendit aussitôt. Il ne parla pas lui-même au peuple ; mais Jean de Dormans , chancelier du duché de Normandie , répéta les mêmes choses

Les partisans de Marcel haranguent le peuple à leur tour.

Ibid.

ANN. 1357.

à-peu-près que le prince avoit dites la veille, & toute l'assemblée parut l'écouter avec satisfaction. Lorsqu'il eut cessé, Charle Confac échevin voulut prendre la parole, mais il en fut empêché par un murmure universel. Le triomphe du duc étoit complet : il se retira. Dès qu'il fut parti, les émissaires du prévôt & de l'évêque de Laon répandus parmi la multitude firent tant qu'on voulut bien entendre l'orateur. Confac recommença son discours dans lequel il déclama beaucoup contre les officiers du duc. Après cette première harangue Marcel prit la parole pour affirmer avec serment que l'argent du subside n'avoit été touché ni par lui ni par aucun des députés choisis par les états. Un avocat nommé Jean de S. Ondé, l'un des généraux des aydes, déclara que la plupart des sommes qui provenoient de l'imposition, avoient été mal employées, & qu'il en avoit été délivré à plusieurs chevaliers par ordre du duc de Normandie jusqu'à cinquante mille moutons d'or^a, ainsi

^a Le mouton d'or étoit une pièce de monnaie sur laquelle il y avoit l'empreinte d'un agneau avec cette inscription, *Agnus Dei qui tollis peccata mundi*, mi.

qu'il étoit prouvé par les rôles. L'échevin Confac revint encore à la charge : il fit l'éloge de Marcel présent, assura qu'il n'avoit rien fait jusqu'à ce jour que pour le bien commun, & que si les Parisiens ne soutenoient pas leur prévôt des marchands, il seroit obligé de chercher un asyle pour se soustraire au danger évident qu'il avoit encouru en travaillant pour le salut public. A ces mots cette multitude inconstante, si favorable au dauphin un moment auparavant, embrassa avec la même facilité le parti opposé : les auditeurs s'écrierent unanimement, que Marcel avoit raison, & qu'ils le défendroient contre tous. C'est ainsi que se termina cette scene ridicule, où l'on vit le souverain plaider lui-même sa cause en présence du peuple contre des sujets audacieux, & le plus grand mal fut qu'il ne la gagna pas.

Au milieu de ce tumulte ; les députés des états s'étoient rendus à Paris vers les fêtes de Noël. Il n'y assista que

ANN. 1357.

Le P. Daniel hist. de France.

Etats à Paris.

Froissard, Annales, Chronique, &c.

serere nobis ; & sur le revers une croix avec ces mots, Christus vincit, Christus regnat, Christus imperat. Il y avoit 52 de ces piécés dans un marc d'or fin. Dange gloss. ad verb. Muttones.

ANN. 1357.

des gens du tiers-état & quelques ecclésiastiques. La noblesse dédaignoit de se trouver à ces assemblées, où la principale autorité étoit devenue le partage de ceux qui auroient dû le moins y prétendre. Il ne fut rien décidé : on convint seulement de se rassembler vers la mi-carême. En attendant on ordonna par provision une fabrication de monnoie plus foible que la précédente, & l'on convint que le duc de Normandie auroit pour sa dépense particulière la cinquième partie du profit qui en proviendrait, les quatre autres étant réservées pour les frais de la guerre.

Surprise &
pillage d'E-
tampes.

Ibid.

Les troupes que le prince avoit mandées arrivèrent à Paris & aux environs : elles pouvoient composer un corps de deux mille hommes d'armes. Les deux reines Jeanne & Blanche employoient toujours leur médiation pour accorder le dauphin & le roi de Navarre : Jean de Pécquigny & les partisans du Navarrois soutenoient hautement les intérêts de ce prince. Les ennemis cependant continuoient leurs brigandages. Le jour même du mariage du comte d'Etampes avec Jeanne fille de Raoul comte d'Eu con-

nétable de France , décapité au commencement de ce regne , les Navarrois qui s'étoient cantonnés dans le pays Chartrain , surprirent Etampes qu'ils pillerent & en emmenerent quantité de prisonniers.

Ann. 1357.

Un incident qui paroïssoit devoir être de peu de conséquence , manifesta plus que jamais l'esprit de révolte & d'indépendance qui regnoit alors. Un misérable valet de changeur nommé Perrin Marc, assassina d'un coup de couteau Jean Baillet trésorier du duc de Normandie : il commit cet assassinat dans la rue neuve S. Merry , & se réfugia dans l'église du même nom. Le duc informé de ce meurtre commis en la personne d'un de ses officiers auquel il étoit fort attaché , donna ordre à Jean de Chalons maréchal de Champagne , d'aller sur le champ se saisir du coupable. L'ordre fut exécuté. Le maréchal accompagné de Guillaume Staïse prévôt de Paris & de plusieurs hommes armés , se rendit à S. Merry dont il fit briser les portes. Perrin Marc fut arraché de l'église , traîné au châtelet , & le lendemain pendu en présence du peuple , après avoir eu le poing coupé au lieu

Assassinat du
trésorier du
dauphin.

ANN. 1357.

même où il avoit commis le crime. Ce scélerat étoit *clerc ecclésiastique*. L'évêque de Paris réclama le droit des franchises & les privilèges de la cléricature, qu'il prétendoit avoir été violés dans la juste exécution d'un assassin digne du dernier supplice. Il fallut détacher du gibet cet infâme & le rapporter dans l'église de saint Merry : on lui fit des funérailles solennelles auxquelles se trouverent le prévôt des marchands & quantité de bourgeois de Paris, le jour même que le prince assista au service de son trésorier.

Le dauphin, dans la vue d'intimider les factieux en leur annonçant le prochain retour du roi, avoit fait répandre dans le public qu'on étoit à la veille d'un accommodement & que le projet de paix apporté depuis peu de Londres par le comte de Vendôme & l'évêque de Terouane, nouveau chancelier nommé à la place de Pierre de la Forest, contenoit des propositions si modérées qu'il n'y avoit pas lieu de douter qu'on n'obtînt dans peu la délivrance du monarque. Mais les ennemis du gouvernement, qui par leurs liaisons secrètes

avec l'Angleterre étoient informés de ce qui se passoit à Londres , ne rabattirent rien de leur présomption. Jean de Pecquigny étant venu à Paris comme député du roi de Navarre , se plaignit de l'inexécution de plusieurs articles du dernier traité. C'étoit en présence des reines Jeanne & Blanche & de plusieurs du conseil , que le duc de Normandie donnoit audience à Pecquigny. Lorsque le député eut finis ses reproches , le prince fléchit un genouil devant les reines , qui le releverent promptement & le firent asseoir auprès d'elles. Après cette cérémonie il affirma qu'il avoit exactement rempli le traité , & que si quelqu'un en état de lui répondre osoit soutenir le contraire , il étoit prêt de lui en donner le démenti , mais que Pecquigny n'étoit pas d'un rang à pouvoir relever ce défi ; que cependant s'il persistoit , il y avoit dans sa cour des chevaliers qui combattoient contre lui. L'évêque de Laon toujours partial , toujours impudent , rompit l'entretien en disant que monseigneur le duc *auoit avis* sur les demandes du roi de Navarre ; qu'il consulteroit son

conseil , & rendroit une réponse satisfaisante.

ANN. 1357.

Députation
des séditieux
au dauphin.

Quelques jours après , les Parisiens , que le Coq , Marcel & leurs partisans ne cessoient d'animer , adresserent une députation solennelle au duc de Normandie pour l'engager à satisfaire le Navarrois. *Frere Simon de Langres* , maître de l'ordre des Jacobins (général de l'ordre de S. Dominique) étoit à la tête des députés , au nom desquels il parla. Ce religieux eut la hardiesse de dire au prince que lui & ses collègues s'étoient assemblés & avoient délibéré que le roi de Navarre feroit toutes ses demandes en une seule fois , & qu'aussitôt qu'il les auroit faites , le duc feroit tenu de lui remettre toutes ses forteresses , & qu'ensuite on lui rendroit justice sur ses autres demandes. Après cette audacieuse harangue le Jacobin se tût , & n'osa achever ce qu'il s'étoit chargé de déclarer. Alors un religieux de saint Denis , prieur d'Essone près de Corbeil , prit la parole & s'adressant à Simon de Langres : *Vous n'avez pas tout dit* , s'écria-t-il. Il se tourna ensuite vers le duc & lui signifia sans

détour , qu'ils étoient unanimement déterminés à se déclarer , ou contre le roi de Navarre , ou contre lui-même , s'ils refusoient l'un ou l'autre de se soumettre à ce qu'ils avoient réglé. C'étoit le comble de l'humiliation pour la majesté souveraine , que de se voir si indignement outragée par deux moines rebelles !

Tant d'excès n'étoient encore que le prélude des attentats que méditoit la fureur de Marcel & de ses complices. Le jeudi 22 février il fit assembler la plupart des gens de métier de la ville , aux environs de l'église de S. Eloy , où est aujourd'hui située la maison des Barnabites. Pendant que cette populace armée arrivoit au rendez-vous , Regnaut d'Acy avocat général retournant du palais à sa maison près de l'église de saint Landry , fut attaqué & poursuivi jusqu'à l'église de la Magdelaine. On l'atteignit dans la boutique d'un pâtissier où il s'étoit réfugié : il fut à l'instant percé de coups , & mourut sur la place. Le prévôt des marchands à la tête des séditieux marche aussi-tôt vers le palais , monte les degrés , entre dans

Assn. 1356

Nouveaux troubles dans Paris : assassinat de deux seigneurs en présence du dauphin.

Ibid.

ANN. 1357. la chambre du dauphin, qui parut effrayé en voyant cette multitude qui remplissoit son appartement. *Sire*, dit Marcel, *ne vous esbahissés de chose que vous voyés, car il est ordonné, & convient qu'il soit ainsi.* Se tournant ensuite vers ses gens, *allons*, continuait-il, *faites en bref ce pourquoi vous êtes venus ici.*

A peine eut-il cessé de parler que ces furieux se jetterent sur les maréchaux de Champagne & de Normandie. Le premier, qui étoit le seigneur de Conflans, est à l'instant massacré en présence du dauphin : son sang même réjaillit sur le prince. Robert de Clermont le second de ces deux infortunés seigneurs, se sauve dans une chambre de *retrait*^a, voisine de l'appartement du duc : on le suit & dans le même moment il est immolé à la rage de ces scélérats. Tous les officiers du prince épouvantés de ces sanglantes exécutions se dispersent & fuient. On dit qu'en cette horrible extrémité, abandonné de tout le monde, seul, à la merci d'une troupe de forcenés le prince s'abaisa jusqu'à demander la vie à Marcel, qui lui dit : *Sire, vous n'avez garde*^b. Le pré-

^a N'ayez pas peur.

vôt en même tems ôta son chaperon mi-parti , signal de la faction , qu'il lui donna, & prit le chaperon du dauphin, qui étoit *de brunette noire avec un orfroy* ^a *d'or* , dont il se para le reste de la journée comme d'un gage de son triomphe.

ANN. 1357.

^a *Frangois.*

La scene n'étoit pas finie : il fallut encore que le dauphin vît traîner devant lui les corps des deux seigneurs massacrés : on les roula le long des degrés du palais jusqu'à la pierre de marbre sous les fenêtres de l'appartement du prince , où ils demeurèrent le reste du jour exposés aux regards & aux insultes de cette lâche & vile multitude , sans que personne osât les enlever. Sur le soir on les porta par ordre du prévôt des marchands à sainte Catherine du Val des Ecoliers. Les religieux de cette maison firent difficulté de leur donner la sépulture sans un ordre précis de Marcel , qui voulut marquer une forte de déférence en répondant qu'il n'y avoit qu'à se conformer aux intentions de M. le duc. Ce prince consterné répondit qu'on n'avoit qu'à les enterrer *sans solennité*. Lorsqu'on alloit leur rendre ce dernier devoir , l'évêque de Paris fit défendre

Ann. 1357.

sous peine d'excommunication , de donner la sépulture à Robert de Clermont, qui étoit mort excommunié pour avoir tiré avec violence Perrin Marc de l'église de S. Merry. On prit le parti de les enterrer secrètement , ainsi que Regnaud d'Acy , tué le même jour. Ce triste service fut rendu par deux pauvres valets , qui pour leur salaire emporterent le manteau d'un des deux maréchaux.

Le dauphin
contraint
d'approuver
la conduite
de Marcel.

Marcel enhardi au crime par la facilité qu'il trouvoit à le commettre , s'étoit rendu à l'hôtel de ville accompagné des barbares exécuteurs de ses volontés. Une foule de peuple remplissoit la place : il parut à l'une des fenêtres de l'hôtel. Là il dit que tout ce qui se venoit de faire étoit uniquement en vue du bien du royaume ; que les seigneurs immolés étoient *faux , mauvais , & trîtres* , & qu'il étoit nécessaire que le peuple le soutînt contre les suites que pouvoit produire une action à laquelle il ne s'étoit porté que pour le salut public. La place retentit aussi-tôt d'une acclamation générale ; tous l'assurèrent qu'ils vouloient vivre & mourir avec lui. Fier de la faveur de ce peuple insensé ,

il retourne , ou plutôt il est porté au palais : il remonte avec une partie de ses gens à l'appartement où le dauphin accablé de douleur , crut en le voyant , que ce scélerat venoit peut-être dans l'intention de couronner ses forfaits par un parricide. Il avoit encore sous ses yeux l'affreux spectacle des deux maréchaux sanglans , étendus sur la table de marbre. Le prévôt des marchands insultant à la douleur du prince lui dit qu'il ne devoit pas s'affliger de ce qui venoit d'arriver ; que tout s'étoit fait par la volonté du peuple au nom duquel il venoit lui demander une approbation de ce qui s'étoit passé : il le pria en même-tems de s'unir pour toujours étroitement avec les Parisiens. Le dauphin accorda tout : qu'eut produit un refus ? Il pria les habitans de Paris d'être de ses amis , les assurant qu'il feroit des leurs. Dès le soir même le prévôt lui envoya deux pièces de drap , l'une rouge & l'autre pers , pour faire des chaperons tant pour le prince que pour les officiers royaux.

Il s'étoit tenu quelques jours auparavant une assemblée de plusieurs députés des villes , dans laquelle il avoit

Ann. 1357.

Etats à Paris.
Ibid.

été arrêté qu'on leveroit un subside
 ANN. 1357. d'un *demi dixième* sur les revenus ecclésiastiques, & que les villes fermées fourniroient un homme d'armes par soixante-cinq feux, & les habitans de la campagne un homme par cent feux. Ce fut pendant cette tenue d'états que l'évêque de Laon obligea le duc de Normandie d'écrire au pape en sa faveur pour en obtenir le chapeau de cardinal. Mais Sa Sainteté ne parut point avoir égard à cette recommandation, & il y a toute apparence que le prince empêcha sous main qu'on n'accordât cette dignité à un prélat aussi indigne de la pourpre romaine, que de l'épiscopat qu'il deshonorait.

*Treſor des
Ch. reg. 90.
Mém. de
list.*

Quelques-uns des députés des états n'avoient point encore quitté Paris dans le tems du meurtre des marchaux : Marcel les pria de se trouver aux Augustins. Regnaud de Corbie leur parla pour justifier la conduite du prévôt des marchands : il les pressa de ratifier tout ce qui avoit été fait, & d'engager les autres villes du royaume à s'unir avec les Parisiens. La crainte d'être maltraités ayant fait consentir les députés à tout ce qu'on

exigeoit d'eux, ils furent remerciés de cette complaisance.

ANN. 1357.

Chaque jour produisoit quelque nouvelle démarche de la part des factieux. Ils vinrent trouver le dauphin dans la chambre du parlement, & lui demanderent par la bouche de Marcel l'approbation de tout ce que les états avoient ordonné; qu'il les laisât les maîtres du gouvernement comme ils l'avoient été jusqu'alors; qu'il renvoyât quelques personnes de son conseil, auxquelles ils le prioient de substituer trois ou quatre bourgeois qu'ils lui nommeroient. Les circonstances & la nécessité ne laissoient aucun prétexte à la résistance; ils obtinrent tout ce qu'ils exigeoient.

Sur ces entrefaites arriva le roi de Navarre, suivi d'une troupe nombreuse de gens armés. Comptant sur la disposition des esprits & sur l'impuissance du dauphin, il venoit pour augmenter encore le trouble & la confusion. Le jour même de son arrivée le prévôt des marchands l'alla trouver à l'hôtel de Nesle où il étoit descendu. Ils eurent ensemble une longue conférence. Cependant les deux reines Jeanne & Blanche qui se portoit

Arrivée du
roi de Na-
varre.

ANN. 1357.

toujours pour médiatrices, quoiqu'elles penchassent en secret pour le Navarrois, l'une étant sœur, & l'autre tante de ce prince, ménagerent un accommodement. Le dauphin ne contesta aucun des articles dressés par le Coq & Marcel. Cet excès de condescendance ne satisfaisoit pas encore les mécontents : ils écrivirent à la plupart des villes du royaume pour justifier la conduite qu'ils avoient tenue, & pour les porter à s'unir avec eux en arborant les chaperons mi-partis. Ils eurent la mortification de ne recevoir aucune réponse, à la réserve des seules villes d'Amiens & de Laon.

Désordres
des compa-
gnies.

Cependant les désordres dont la capitale étoit agitée commençoient à se communiquer au reste du royaume. Depuis la dernière trêve conclue à Bordeaux, plusieurs troupes répandues dans diverses parties de la France, n'avoient pas discontinué les hostilités, & s'étoient même emparées de quelques places. Le roi qui pour lors étoit à Londres se plaignit de l'inobservation du traité. Edouard voulant faire croire qu'il n'avoit aucune part à ces entreprises envoya deux chevaliers chargés d'ordonner en son nom

la restitution de ces places ; mais ceux qui les occupoient refuserent de les évacuer. La plupart répondirent « qu'ils n'étoient point à la solde du roi d'Angleterre, & que ce n'étoit pas pour lui ni en son nom qu'ils tenoient ces forteresses. Il y en eut qui alléguèrent pour motifs de leur refus qu'eux & leurs troupes appartenoient au roi de Navarre. D'autres enfin reconnurent qu'ils avoient fait ces usurpations de leur propre mouvement, mais qu'ils étoient bien assurés de trouver des gens qui les avoueroient. » Les chevaliers Anglois furent congédiés avec ces réponses, & les forteresses demeurèrent au pouvoir de ceux qui s'en étoient rendu maîtres. Ces places étoient devenues autant de retraites de voleurs qui ravageoient les environs & faisoient des courses continuelles, pillant & rançonnant toutes les provinces, à la défense desquelles les troubles intérieurs du royaume ne permettoient pas de pourvoir.

Après la déroute de Poitiers la plupart des troupes qui composoient l'armée du roi Jean, s'étoient dispersées. Accoutumées à subsister de

ANN. 1357.

Chron. de

S. Denis.

Chron. MS.

du roi Jean.

Mém. de

littérature.

Rym. all.

pub. tom. 3.

par. 1.

ANN. 1357.

la profession des armes , de leur soldé & du pillage , elles se trouverent tour d'un coup privées des seuls moyens qui pouvoient fournir à leur entretien. Le roi étoit prisonnier : son fils trop jeune encore pour prendre en main les rênes de l'état & faire respecter son autorité , les princes ou privés de la liberté ou deshonorés par une honteuse fuite , la noblesse écrasée ou avilie aux yeux d'un peuple devenu insolent par les malheurs publics , des séditieux dévorés d'ambition , mais trop foibles par eux-mêmes & trop peu accrédités pour s'emparer de la puissance suprême sans contradiction , la division de tous les corps , tout concouroit à multiplier les désordres d'un gouvernement foible , ou plutôt d'une véritable anarchie.

Qui pouvoit dans ces malheureuses circonstances contenir une multitude féroce , familiarisée avec le carnage , qui ne vivoit que de brigandages & de rapine , incapable d'ailleurs de subir d'autre joug que celui de la discipline militaire malheureusement trop négligée depuis quelque tems ? Il n'est donc pas étonnant de les voir se répandre dans toutes les parties du royaume

royaume pour se procurer les avantages dont les privoit le défaut d'occupation. On a dû remarquer que depuis quelque tems nos rois, outre les troupes nationales avoient attiré à leur service quantité d'étrangers qu'ils soudoyoit. Ces secours utiles peut-être pour le moment, parce qu'ils ménageoient le sang des sujets, entraînoient cependant des conséquences très-dangereuses, ainsi qu'on l'avoit souvent éprouvé^a.

Plus de deux siècles avant le regne du roi Jean, on avoit vu de nombreuses troupes formées de ces hardis aventuriers, ravager la France & contraindre les monarques de lever des armées pour réprimer leurs brigandages. Les guerres presque continuelles survenues depuis ce tems avoient facilité les moyens de les employer contre les ennemis, & de les contenir dans le devoir. Dès que la malheureuse journée de Maupertuis eut laissé le royaume sans chef, quelques-unes de ces troupes chercherent à suppléer au défaut de la paye en pillant les habitans des campagnes. On ne s'opposa pas aux premiers ravages qu'elles commirent : enhardies par l'impunité, elles

 ANN. 1357^a

^a Voyez le
3^e. volume de
cette histoire
p. 182. 262.
& 280.

ANN. 1357.

multiplierent leurs défordres, se rassemblerent & formerent bientôt des corps redoutables. Réunies sous divers chefs ces compagnies concurent & exécuterent de plus grandes entreprises. La confusion dans laquelle l'état languissoit favorisoit encore leur audace. Elles n'étoient d'abord composées que d'aventuriers & de soldats de fortune ; plusieurs chevaliers & gentilshommes se joignirent à elles. François, Anglois, Ecossois, Bretons, Normans, Flamans, Hennuyers, Brabançons, Allemans, oubliant les différens partis pour lesquels ils avoient combattu jusqu'alors, s'unissoient entre eux dans le dessein de faire la guerre pour eux-mêmes, & de partager les dépouilles des provinces ².

• *Mais ou noble royaume avoit confusion
D'une grant compagnie ; & étoient foison
Gens de maint pays & de mainte nation,
L'un Englois ; l'autre Estot : si avoit maint Bre-
ton,
Hanuyers & Normans y avoit d foison :
Par li pays aloient prendre leur mansion,
Et prenoient partout les gens à rançon :
Vingt-cinq capitaines trouver y pouvoit-on,
Chevaliers, écuyers y avoit, ce dit-on,
Qui de France enlief avoient dévotion,
Et il n'y demouroit buef, vache ne mouton,
Ne pain, ne char, ne vin, ne oye, ne chapon.
Tous pillart, meurtrier, traicteur & larron
Etoient en la route dont je fais mencion.*

Déjà plusieurs de ces compagnies avoient des chefs de réputation à leur tête. Arnaud de Cervole étoit un des plus célèbres, on le surnommoit l'archiprêtre^a. Il avoit été pris à la bataille de Poitiers, & peu de tems après, ayant acquité sa rançon par le secours du maréchal d'Andreghen, il étoit rentré en France. Ce chevalier qui ne connoissoit d'autre occupation que la guerre ramassa quelques-unes de ces hordes éparses, en forma une petite armée avec laquelle il traversa le Limousin & l'Auvergne; s'empara des ponts de la Durance & du Rhône, & vint faire trembler le pape dans Avignon. Il députa vers Innocent VI,

Ann. 1317.

L'archiprêtre capitaine des compagnies met à contribution la cour d'Avignon.

*En la grant compaignie y avoit de gens tant
Que ne le vous diroit creature vivant, &c.*

Hist. MS. de Bertrand du Guesclin, gloss. de
du Cange ad verb. *Compagnia*.

^a Dans les siècles antérieurs le titre d'archiprêtre répondoit à celui de vicaire épiscopal : dans la suite il fut donné aux prêtres subordonnés aux archidiaques : leur district étoit pareil à ce qu'est aujourd'hui celui des doyens ruraux. Arnaud de Cervole, né d'une famille noble de Gascogne, quoique chevalier & marié jouissoit du revenu d'un archiprêtre suivant l'usage qui subsistoit encore dans quelques provinces. On voit dans cette coutume des vestiges de ces donations faites aux gens de guerre par Charle Martel des revenus ecclésiastiques. *Mém. de litt. T. 25. p. 154. par M. le Baron de Zurlauben. D. Gloss. de du Cange ad verb. Archipresbyter.*

~~pour l'assister~~ pour l'assister qu'il ne seroit fait
aucun tort au territoire de l'église ;
mais cependant il pilloit la Provence.

Le saint pere n'étoit pas tranquille ,
& comptoit peu sur les promesses
du chef d'une troupe qui donnoit à
ses gens le nom de *società dell' ac-*
quisito. Envain il implora le secours
de l'empereur Charle IV. Le roi Jean
prisonnier en Angleterre , & le dau-
phin auxquels il s'adressa n'étoient
pas en situation de l'assister. Le pape
fut donc obligé de mettre lui-même
une armée sur pied : on ferma les
portes d'Avignon : on éleva des for-
tifications , & l'on commença autour
de la ville ces murs qui sont encore
aujourd'hui une des merveilles de
l'Europe. Comme cette dépense ex-
cédoit ses forces , il fit contribuer
toute la chrétienté. Ces sages précau-
tions , les murailles & l'armée ne
rassurèrent pas le souverain pontife.
Il fallut composer avec l'archiprêtre ,
qui entra dans Avignon accompagné
des principaux capitaines de ses trou-
pes , fut admis plusieurs fois à la
table de sa sainteté & des cardinaux ,
obtint pour le salut de son ame la
rémission de tous ses péchés , & sortit

de la ville fêté , comblé de caresses , emportant avec lui quarante mille écus & l'absolution ^a.

ANN. 1317.

Différentes compagnies de ces brigands infestoient les provinces voisines de l'isle de France du côté de la Normandie , du pays Chartrain , de la Beaulse & de l'Orleanois. La garnison d'Epemon vint piller la ville de *Châtres-sous-Montlhery* , aujourd'hui Arpajon , emmenant un grand nombre de prisonniers. Il n'étoit plus possible de sortir de Paris sans s'exposer à tomber entre les mains des gens de guerre. Comme une partie de ces troupes étoient favorisées secrètement par le roi de Navarre , ou dépendoient de lui , ceux qui vouloient pourvoir à leur sûreté ne voyageoient pas sans obtenir des passeports ou saufconduits de ce prince , auxquels on avoit plus d'égard qu'à

Ravages des
compagnies
Ibid.

^a Quand l'archiprêtre & ses gens eurent robé tout le pays , le pape & le clergé firent traité à l'archiprêtre , & vint sous bonne condition en Avignon & la plupart de ses gens , & fut aussi révéremment reçu comme s'il eût été fils au roi de France , & dina plusieurs fois de lez le pape & les cardinaux , & lui furent pardonnés tous ses péchés , & au départir on lui livra quarante mille écus pour délivrer à ses compagnons.

Froissard tom. 1, fol. 95. vº. col. 2.

ceux qui étoient expédiés au nom du duc de Normandie.

Ann. 2357.

*Départ du
roi de Navar-
re.*

C'étoit sur-tout lorsque les traités les plus authentiques sembloient devoir garantir la foi de ses promesses, que le roi de Navarre préparoit les plus noires trahisons. Croyant avoir dissipé entièrement les justes sujets de défiance du dauphin, comptant d'ailleurs sur ceux qui l'entournoient, il partit de Paris pour aller en d'autres lieux dresser de nouvelles machines, & attendre que ses partisans eussent amené les habitans de la capitale au point de souhaiter de l'avoir pour chef.

*Le dauphin
prend le titre
de régent.*

*Trésor des
Chartres.*

*Regist. du
parlement.*

*Mém. de la
chambre des
comptes.*

*Recueil des
ordonnances,
3. vol.*

*Conférence
des ordon-
nances.*

*Chron. MS.
Grande
chronique.*

Le lendemain de son départ, le duc de Normandie qui depuis la prison du roi n'avoit porté que le titre de lieutenant, prit la qualité de régent du royaume. Charles étoit alors dans sa vingt & unième année : il avoit l'âge requis par les constitutions du royaume pour prendre en main les rênes du gouvernement. Jusque-là les arrêts du parlement & autres lettres de justice avoient été expédiées au nom du roi quoiqu'absent ; mais depuis on mit à la tête de tous les

édits , arrêts , & déclarations. le nouveau titre du prince , qui étoit *Charles , aîné fils du roi de France , régent le royaume , &c.* Les lettres ne furent plus scellées comme auparavant du scel du Châtelet , en l'absence du grand , mais uniquement du sceau du duc de Normandie , par Jean de Dormans, qui de chancelier du prince comme duc de Normandie , fut crée chancelier du régent. Quelque tems auparavant l'évêque de Terouane chancelier de France s'étoit retiré.

Il ne paroît dans tous nos anciens historiens aucuns vestiges de la moindre opposition à la régence que le dauphin s'attribua pour lors : quoique le pouvoir de ce prince n'eût jamais été si borné , personne ne s'avisa de lui contester un titre qui appartient légitimement à l'héritier présomptif de la couronne. Il n'y fut pas même autorisé par le roi son pere. Ces circonstances réunies semblent démontrer ce qui a été avancé précédemment , que s'il ne le prit pas plutôt , si même il ne fit aucune démarche pour engager les ordres du royaume à le lui déférer , il n'en avoit été empêché que par sa minorité.

ANN. 1357.

Conseillers
donnés au ré-
gent.

Le régent quoique revêtu d'un titre qui le rendoit dépositaire de toute la puissance souveraine, ne jouissoit pas pour cela d'une autorité plus étendue. Il paroît même que plus son pouvoir devenoit redoutable, plus ceux qui l'environnoient s'efforçoient de redoubler sa dépendance. Dans le même-tems qu'il prenoit la qualité de régent, les factieux l'obligèrent d'admettre dans son conseil des échevins de Paris, tels que Robert de Corbie, Charles Confac, & Jean de l'Isle. Rien ne se décidoit que sur les délibérations de ces conseillers, confirmées par le prévôt des marchands & par l'évêque de Laon. Le régent avoit perdu jusqu'à la liberté : obsédé par un conseil tyrannique, environné de séditieux, tous ses pas étoient observés.

Exécution
d'un gentil-
homme qui
vouloit enle-
ver le régent.

Chron. MS.

Le 17 mars de cette année on arrêta au village de S. Cloud un gentilhomme appelé *Philippot de Repenti ou de Renti*. Deux jours après il fut décapité aux halles, & son corps exposé au gibet. Appliqué à la question, il avoua qu'il avoit avec plusieurs autres personnes qui ne furent pas nommées, formé le dessein d'enlever le régent à S. Ouen où il étoit allé trois ou quatre

jours auparavant. Il n'y avoit pas d'apparence que ce complot eût été suggéré par le roi de Navarre, qui n'avoit aucun intérêt de tirer le prince des mains de gens entierement dévoués à ses volontés. Il y eut plusieurs personnes, dit la chronique d'où ce fait est tiré, qui assurèrent que le dessein des conjurés n'étoit pas de faire du mal au prince, mais au contraire de le délivrer de la tyrannie des Parisiens.

ANN. 1357.

Enfin le régent prit la résolution de secouer le joug sous lequel il gémissoit depuis si long-tems. Les contradictions perpétuelles qu'il essuyoit depuis plus de dix-huit mois l'avoient formé dans l'habitude de se contraindre. Les obstacles l'avoient instruit dans l'art de regner. De concert avec le roi de Navarre & ses partisans, il avoit indiqué une assemblée de la noblesse de Picardie à Senlis. Ce rendez-vous lui fournit un prétexte de sortir publiquement de Paris, sans que son départ pût allarmer les Parisiens. Le Navarrois ne s'étant pas trouvé à l'assemblée, Pecquigny vint faire des excuses de sa part. De Senlis le régent, au lieu de reprendre le chemin de la capitale, se rendit à Compiègne où

Le régent
sort de Paris.
Chron. de
saint Denis,
fol. 179.
Chron. MS.

ANN. 1357.

quantité de noblesse vint le trouver. Plusieurs députés des trois ordres de la province de Champagne s'assemblerent à Provins où le régent les avoit mandés : le roi de Navarre qui devoit y venir ne parut pas. Les Parisiens, que la sortie du prince commençoit à inquiéter, envoyèrent à ces états Arnaud de Corbie échevin, & l'archidiacre de l'église de Paris pour conférer avec les députés de Champagne.

ANN. 1358.

Etats de
Champagne
tenus à Pro-
vins.

Le régent représenta aux Champenois la situation & les besoins de l'état, leur remontra la nécessité de l'union entre le prince & les sujets pour soutenir le royaume dans la conjoncture difficile où il se trouvoit : il finit en leur disant que deux députés de Paris vouloient leur parler pour leur communiquer les intentions des habitans de cette ville. Le prince paroissoit encore conserver quelque ménagement pour les rebelles : il vouloit avant que de se déclarer ouvertement s'assurer des moyens de les punir. Corbie prononça un discours auquel les députés prêterent peu d'attention : ils se contenterent de demander la permission de délibérer entre eux sans vouloir admettre les envoyés de Paris.

Le régent accompagné du duc d'Orléans , du comte d'Etampes & de plusieurs seigneurs vint à la seconde séance des états assemblés dans un jardin de la ville. Simon de Rouffy comte de Bresne portant la parole assura le prince de la part de tous les Champenois, qu'ils étoient prêts à lui prouver leur zèle & leur fidélité *comme* à leur seigneur , & à lui fournir les secours nécessaires, le suppliant d'indiquer une autre assemblée à Vertus pour délibérer sur la nature des secours les plus prompts & les plus efficaces , & lui déclarant que les députés de la province étoient résolus de ne plus se trouver à Paris.

Le comte de Bresne se tournant vers Arnaud de Corbie & l'archidiacre , dit qu'à l'égard des propositions des Parisiens il n'avoit aucune réponse à leur faire : s'adressant ensuite au régent il lui demanda au nom de ses compatriotes , s'il avoit reconnu dans le seigneur de Conflans maréchal de Champagne , quelque action lâche ou criminelle , qui eût mérité la mort que les Parisiens lui avoient fait souffrir , ajoutant qu'il ne parloit pas du massacre de Robert de Clermont ma-

ANN. 1358.

réchal de Normandie, ne dourant pas que la province ne se fit un devoir d'en tirer vengeance. Le prince répondit que les deux maréchaux l'avoient toujours fidèlement servi & conseillé. Alors le comte se mettant à genoux devant le régent, dit: *Monseigneur, nous Champenois qui cy sommes vous mercions de ce que vous avez dit, & nous attendons que vous fassiez bonne justice de ceux qui votre ami ont mis à mort & sans cause.*

Conduite
prudente du
régent.

*Mém. de l'ist.
hist. de Ch. le
Mauvais par
M. Secousse.*

Dans cette occasion délicate où il s'agissoit de se ménager entre les Parisiens & les Champenois, Charles apprit à faire usage de cette prudence qui dans la suite lui mérita la supériorité sur ses ennemis, & lui acquit à juste titre la réputation du plus grand politique de son siècle. Il étoit également dangereux de paroître favoriser les Champenois ou les Parisiens, ainsi que l'observe judicieusement le sçavant académicien dont les curieuses & profondes recherches embrassent une grande partie des troubles intérieurs, survenus dans le royaume après la bataille de Poitiers. Si le prince eut indisposé les députés de Champagne, il se fût privé des secours né-

affaires pour l'exécution du projet qu'il méditoit. S'il s'étoit ouvertement déclaré pour eux, il eût averti les rebelles de Paris de ce qu'ils avoient à craindre. Pour se tirer d'un pas si délicat, il exhorta les Champenois à l'union, sans s'expliquer sur celle que les Parisiens vouloient former avec eux : & il ne parla qu'en termes généraux du meurtre de ses officiers. Cette conduite produisit l'effet qu'il avoit prévu : les Champenois n'en furent que plus animés contre les Parisiens, & n'en servirent que mieux son ressentiment particulier, qu'il eut la sagesse de dissimuler.

ANN. 1358.

Lorsque les états se furent séparés, le régent partit de Provins pour aller à Meaux. La duchesse de Normandie son épouse étoit dans cette ville : il avoit appris quelques jours auparavant que les Parisiens formoient le projet de s'en emparer. Pour les prévenir il envoya devant lui le comte de Joigny avec soixante hommes d'armes, qui se rendirent maîtres de la forteresse du marché. Les habitans de Meaux en furent très-fâchés, & le maire de la ville dit au comte de Joigny, que s'il avoit prévu son des-

Le régent va
à Meaux.*Ibid.*

~~seul~~ sein il s'y seroit opposé. Deux jours après, le régent étant arrivé, fit une sévère réprimande à ce magistrat, & lui imposa une amende, qu'il eut cependant la bonté de lui remettre.

Lettres insolentes des séditieux.

Chron. MS. du roi Jean.

Charles reçut à Meaux des lettres *fort insolentes* de la part des Parisiens. Ces lettres contenoient une espèce de déclaration de guerre. Les rebelles, avant que de les envoyer, avoient déjà commencé les hostilités. Lorsque le régent s'étoit retiré de Paris, tout ce qu'il y avoit de noblesse dans la ville, l'avoit abandonnée, & la plupart s'étoient attachés à la suite du prince. Cette désertion avoit consterné un peuple inconstant & timide, qui reçoit les impressions d'une espérance insensée & d'une terreur subite avec la même facilité. Marcel essaya de les rassurer par quelque entreprise d'éclat. Pour cet effet il s'empara du château du Louvre, qui pour lors étoit situé hors de l'enceinte de Paris : il y laissa une forte garnison de gens entièrement dévoués à ses ordres. Il y avoit trouvé un amas considérable d'armes & de machines de guerre qu'il fit transporter à l'hôtel de ville & distribuer ensuite dans les différens

Ils s'emparèrent du Louvre.

quartiers de la ville. Par cette violence il se flattoit de rendre les Parisiens irréconciliables avec le régent, & se les attacher inviolablement.

ANN. 1358.

Les états de Vermandois assemblés à Compiègne attendoient le prince, qui vint y présider. Ils accordèrent un subside à-peu-près égal à celui qu'offrirent les états de Champagne assemblés à Vertus dans le même-tems. Ces sortes de subsides étoient de la même nature que ceux déjà spécifiés dans les ordonnances des états précédens : ils consistoient dans le dixième des revenus ecclésiastiques, le vingtième des revenus nobles & des fiefs possédés par les roturiers, l'entretien d'un homme d'armes par soixante & dix feux dans les villes, & par cent feux dans les campagnes : cette imposition s'étendoit jusqu'aux gens de condition servile, qui étoient obligés d'entretenir un homme d'armes par deux cents feux.

Etats de Vermandois & de Champagne.

Cependant le tems approchoit que les états-généraux du royaume devoient se tenir à Paris. Le régent déjà sür de la Champagne, du Vermandois, & de quelques autres provinces, changea le lieu de la convocation,

Le régent indique à Compiègne les états qui devoient se tenir à Paris. Ibid.

ANN. 1358.

qu'il indiqua dans la ville de Compiègne. Ce changement fut reçu agréablement. La conduite des factieux avoit tellement indigné la plupart des villes, que leurs députés furent ravis de n'être pas obligés de se trouver à Paris. Dès les premières séances on supplia le prince de chasser de son conseil & de sa présence Robert le Coq, regardé par tous les gens bien intentionnés comme un traître, & comme un des principaux artisans des désordres qui affligeoient le royaume. Ce prélat, chargé de la haine & du mépris universel, fut trop heureux d'échapper au ressentiment des nobles, qui menacèrent de le maltraiter. Il partit furtivement, & prit avec précipitation la route de Paris, où il arriva escorté d'une troupe nombreuse de gens d'armes, qu'on avoit envoyés au-devant de lui.

Etats tenus à
Compiègne.

Ibid.

Charles jusqu'à ce moment s'étoit vû dans la nécessité de parcourir les provinces pour solliciter des secours de chacune en particulier : il eut enfin la satisfaction de voir la plupart des villes, que l'esprit de révolte n'avoit point infectées, réunir leurs suffrages en sa faveur. Les états-généraux assem-

blés à Compiègne, se réglèrent sur les subsides accordés par la Champagne & le Vermandois. Tout ce qui s'étoit passé dans les états tenus à Paris l'année précédente, y fut généralement condamné, ainsi que la conduite de la ville de Paris, & des autres qui avoient embrassé le même parti. Ce qui dut être plus flatteur pour le régent dans la conduite de l'assemblée à son égard, ce fut le témoignage public, dont la reconnoissance des trois ordres couronna la grandeur de son courage. Les états le remercièrent au nom de la nation » de ce que dans ces tems orageux de trouble & de calamité, il n'avoit point désespéré du salut de la France. Ce fut là le premier hommage rendu à cette sage constance avec laquelle ce prince se montra digne de réparer les malheurs de l'état.

Les Parisiens n'envoyèrent point de députés à cette assemblée. Quelques jours auparavant, le roi de Navarre avoit demandé une entrevûe, que le régent lui avoit accordée : ces deux princes se virent à Clermont en Beauvoisis. Charles le mauvais, qui voulut pénétrer les vûes du prince, lui parla d'un accord avec les Parisiens. Le dauphin

ANN. 1358.

Entrevue du régent & du roi de Navarre.

Ibid.

ANN. 1358.

lui répondit qu'il aimoit la ville de Paris; qu'il y connoissoit des citoyens fidèles à leur prince & à leur patrie, mais qu'il n'y rentreroit jamais que les auteurs de la révolte & des excès auxquels les séditieux s'étoient emportés, n'eussent été punis. Le Navarrois alla porter cette réponse à Paris. Marcel comprit dès-lors une partie du danger qui le menaçoit: il se fit quelques mouvemens dans la capitale, pour mettre le roi de Navarre à la tête du parti ^a; mais comme cette disposition n'étoit pas générale, il se retira de cette ville, après y avoir séjourné quelques jours.

Embarras
du prévôt des
marchands.
Ibid.

Le prévôt des marchands reconnu à la conduite du régent, qu'il avoit mal jugé du génie de ce prince; il se repentit de s'être engagé si avant: mais il étoit alors difficile de reculer. Il essaya cependant de conjurer l'orage.

Membres de
l'université
députés au ré-
gent.

Pour cet effet le recteur de l'université, à la tête de plusieurs députés de ce corps, se rendit à Compiègne dans l'espérance de ménager quelque accommodement. Le prince les reçut

^a Volontiers en eussent fait aucun de ladite ville de Paris leur capitaine & leur seigneur, comme faux & mauvais qu'ils étoient envers leur prince. *Chron. de S. Denis.*

avec bonté, & leur répondit, comme

il avoit déjà fait au roi de Navarre,

qu'il étoit prêt d'accorder une amnistie

générale aux Parisiens, pourvu qu'ils

rentassent dans leur devoir, & qu'ils

livrassent entre ses mains dix ou douze,

ou même cinq ou six des plus coupables, à la vie desquels il leur promet-
roit de ne point attenter : il ajouta
qu'ils ne devoient rien espérer de lui,
s'ils ne lui donnoient cette marque de
soumission. Marcel, qui jugeoit de
toutes les ames par la férocité de la
sienne, ne crut jamais que le prince
pût être assez généreux pour lui con-
server la vie, dès qu'il l'auroit en son
pouvoir. Il sentoit bien d'ailleurs que
l'atrocité de ses crimes étoit indigne
de grace, ainsi qu'il l'avoua lui-même
au moine continuateur de Nangis : il
fit cependant encore quelques tentati-
ves avec aussi peu de succès. Ce scélé-
rat, dévoré de remords, n'avoit plus
devant les yeux que l'horrible appareil
des plus honteux supplices : abattu,
consterné, le désespoir ranima son au-
dace, & lui tint lieu de courage. Il
voulut du moins reculer sa perte, qu'il
voyoit inévitable. Il fit redoubler les
travaux des fortifications de la ville,

 ANN. 1358.

comme s'il eût voulu s'enfvelir sous les ruines de la capitale. Il introduisit des troupes Angloises & Navarroises dans Paris ; il envoya même lever des soldats ou brigands , & acheter des armes jusqu'en Provence. Il est vraisemblable que l'argent que le prévôt des marchands donna pour cet effet , étoit destiné à détacher quelques troupes de celles qui étoient alors aux environs d'Avignon , sous la conduite d'Arnaud de Cervole. Ces troupes ne parurent point : les armes furent achetées & envoyées ; mais le comte de Poitiers s'en empara , & les envoya au régent son frere, L'évêque de Laon de son côté se fortifioit dans son diocèse.

Ravages
commis dans
diverses pro-
vinces.

Les Parisiens , victimes de leur obstination , se virent bien-tôt réduits à se tenir renfermés dans les nouvelles fortifications qu'ils élevoient. Les compagnies répandues dans les environs , portoient le ravage jusqu'auprès de leurs murailles : les nobles , qu'ils avoient irrités , s'étoient armés , & ne les traitoient pas avec moins de rigueur. Foulques de Laval , à la tête d'une troupe de Bretons , dévastoit la Beaulse , tandis qu'une autre troupe

vint une seconde fois saccager & brûler Etampes. L'intérieur de la France étoit devenu le théâtre de la désolation; on ne voyoit que pillages, massacres & incendies. Cependant le régent, secondé par la plus saine partie des villes & de la noblesse, rassembloit des forces capables de soumettre les rebelles.

ANN. 1358.

Tant de maux ne paroissent pas susceptibles d'accroissement, lorsqu'un nouveau genre de calamité vint y mettre le comble, & sembla par ses effets suspendre, faire oublier pendant quelque tems la fureur des deux partis. Les campagnes livrées à toutes les horreurs de la guerre, n'étoient plus qu'un séjour affreux pour les habitans. Cette multitude de troupes répandues de tous côtés, portoient en tous lieux la misère & la faim. Les malheureux cultivateurs abandonnoient leurs champs à la merci des brigands qui les occupoient. Exposés à des insultes continuelles, opprimés indistinctement par les factions opposées, qui sembloient avoir oublié qu'elles avoient affaire à des hommes; rançonnés malgré leur extrême pauvreté, dépouillés de tout, ils voyoient tous les jours croître leurs maux, sans pouvoir se

Révolte des
paysans nom-
mée la Jac-
querie.

Origine de
la Jacquerie.

Ibid.

Mém. de

litt.

Chron. de

S. Denis,

Ann. 1358.

flatter d'aucun adoucissement. N'attendant plus rien, leur désespoir se convertit en rage. La première étincelle de cette révolution, qui devint subitement un embrasement général, parut dans le Beauvoisis. Quelques paysans de cette contrée s'étant rassemblés, jurèrent entre eux d'exterminer les gentilshommes, disant *que tous les nobles honniroient le royaume de France, & que ce seroit un grand bien qui tous les détruiroit. Honni soit celui par qui il demeurera qu'ils ne soient tous détruits*, s'écrierent-ils d'une commune voix. Ils s'armèrent aussi-tôt de bâtons ferrés, & vinrent assaillir le château d'un gentilhomme du voisinage. Après avoir enfoncé les portes, ils entrèrent comme des furieux : le chevalier, sa femme & leurs enfans, furent massacrés par ces barbares : ils pillèrent la maison, qu'ils livrerent aux flammes en se retirant. Ce premier attroupement n'étoit pas composé de cent personnes ; mais bien-tôt il ne fut plus possible de les compter. Dans tous les environs de Paris & de l'Isle de France ; dans les provinces de Picardie, du Soissonnois, du Beauvoisis, en un mot dans presque toutes les parties septentrionales de la

France, on ne vit plus que des bandes de rustres assemblés, qui tuoient même ceux des leurs qui refusoient de se joindre à eux. Ce soulèvement arriva presque dans le même jour; & ce qui doit paroître plus extraordinaire, c'est qu'il fut excité sans qu'on eût pû soupçonner ces hommes agrestes de s'y être préparés par un concert médité. La plupart n'avoient aucune liaison les uns avec les autres, uniquement occupés de leurs travaux, & n'ayant jamais pris aucune part aux affaires du gouvernement. Différentes troupes s'étant réunies, formerent en peu de tems des corps considérables. Un historien contemporain assure, que si elles avoient été toutes rassemblées, elles auroient au moins composé une armée de cent mille hommes. Les plus formidables de ces troupes se donnerent des chefs, entre autres un habitant du village de Mello, appelé *Guillaume Callet*. On donna le nom de *Jacques* à ces payfans ramassés.

Les excès auxquels ils s'emportèrent, surpassent tout ce que la vengeance la plus effrenée, & la barbarie la plus atroce peuvent imaginer. On frémit, & le livre échappe des mains, lorsqu'on lit dans

ANN. 1358.

*Treſor des
chartres reg.
86. piece 387.*

*Froissard.
Cont. de
Nang.
Chron. MS.*

*Cruautés
exercées par
les Jacques.*

ANN. 1358. nos anciennes chroniques, que ces fureux, transformés en bêtes féroces, entrèrent dans le château d'un chevalier, l'attachèrent à un poteau, violèrent en sa présence sa femme & ses filles, embrochèrent ensuite ce seigneur, le firent rôtir, forcèrent ses enfans & son épouse à manger de sa chair, & terminèrent cette affreuse scène par le massacre de cette malheureuse famille, & par l'embrasement de la maison. Plus de deux cents châteaux, ou demeures de gentilshommes, furent pillés & brûlés. Quand on leur demandoit, dit Froissart, le motif qui les engageoit à commettre des actions si abominables, ils répondoient *qu'ils ne sçavoient, mais qu'ils faisoient ainsi qu'ils voyoient faire les autres, & pensoient qu'ils dussent en telle manière détruire tous les nobles & gentilshommes du monde.*

La noblesse
se rassemble.
Ibid.

Les premiers momens de cette révolution produisirent les effets du débordement d'un fleuve: tout fuyoit devant les Jacques. La noblesse épouvantée se réfugioit dans les villes fermées, ou dans les châteaux assez fortifiés pour braver leurs insultes. Les duchesses de Normandie & d'Orléans,

&

& plusieurs dames de la première distinction, furent réduites à la nécessité de chercher un azyle qui pût les mettre à couvert des outrages de ces monstres, que le respect du sexe & du rang n'étoit pas capable d'arrêter. La noblesse revenue de la frayeur que causa d'abord cette incursion subite, se rassembla; les gentilshommes demandèrent du secours aux provinces voisines; plusieurs chevaliers étrangers de Flandres, du Brabant, du Hainaut & de Bohême, vinrent se joindre à eux: ils cherchèrent alors ces troupes éparées, en exterminèrent la plus grande partie séparément, & contraignirent les autres à se réfugier dans leurs demeures.

 ANN. 1358.

Ce qui dut paroître surprenant, c'est qu'on fut redevable de la défaite entière d'une des plus formidables compagnies de ces malheureux, au roi de Navarre, qui paroissoit avoir intérêt de laisser subsister une guerre uniquement déclarée à la noblesse, dont la plus grande partie étoit attachée au régent. Il est vrai que le Navarrois, en s'armant contre les paysans, vengeoit l'injure personnelle qu'ils lui avoient faite par le massacre de Guillaume & Testard

Défaite des
Jacques : puni-
tion d'un
de leurs
chefs.

Ibid.

ANN. 1358.

de Pecquigny , chevaliers d'Artois ; freres ou parens de Jean de Pecquigny , l'un de ses plus zélés partisans. Ce prince dans un seul jour en fit passer trois mille au fil de l'épée , près de Clermont en Beauvoisis , & fit exécuter Guillaume Caillet , ce chef dont il a déjà été fait mention. Les nobles rassurés par leur réunion , & les secours qu'ils avoient reçus , tinrent alors la campagne , mettant tout à feu & à sang , & massacrant indistinctement tous les payfans qu'ils rencontroient , innocens ou coupables. Ceux des environs de la Loire se retiroient la nuit dans des Isles , ou dans des bateaux qu'ils arrêtoient au milieu du fleuve : c'étoit là qu'ils se renfermoient avec leurs familles & leurs bestiaux , pour se dérober à la fureur des troupes Angloises , qui malgré la trêve parcoururent la Touraine , l'Orléanois , où elles pillèrent & brûlerent Mehun & Boisgency , se répandant ensuite dans le pays Chartrain , le Maine & la Bretagne , jusqu'à Nantes.

Les villages
fortifiés.

Spicil. cont.
de Nang.

Les villages étoient devenus autant de places d'armes. Les habitans de la campagne qui n'avoient point quitté leurs demeures , & qui ne s'étoient

point unis avec les Jacques , entourèrent leurs églises de fossés , garnirent leurs tours de planches , sur lesquelles ils placèrent des pierres & des machines pour les lancer , & construisirent des *échauguettes* sur les clochers , où des sentinelles veilloient nuit & jour. Dès qu'on voyoit approcher l'ennemi , les factionnaires donnoient un signal avec la cloche ou un cornet : alors ceux qui étoient dans les champs , ou dans leurs maisons , accouroient se renfermer dans l'église. La nécessité de se défendre les avoit instruits dans l'art de la guerre.

En lisant les chroniques de ce tems on voit quelquefois avec surprise la férocité rustique alliée avec l'héroïsme. Environ deux cents paysans s'étoient renfermés dans *Longueil* , bourg situé vis-à-vis S. Corneille de Compiègne , déterminés à le défendre jusqu'à l'extrémité. Ils avoient élu pour capitaine un d'entre eux , appelé Guillaume Lalouette. Une compagnie Angloise , qui occupoit le château de Creil , comptant avoir bon marché d'eux , vint les attaquer. Les Anglois entrèrent , sans presque trouver d'autre obstacle que le chef , avec

ANN. 1358.

Courage
héroïque
d'un paysan.

Ibid.

 ANN. 1358.

 a Magnus
 ferratus.

quelques-uns des plus résolus. Dès le commencement du combat, Guillaume Lalouette tombe percé de coups : il avoit avec lui un valet de ferme d'une stature & d'une force de corps prodigieuses, appelé le *Grand-ferré*^a. Ce valet, ému par la vûe de son maître expirant, s'attendrit, verse des larmes, & devient subitement un autre homme. Il ranime ceux de ses camarades, qu'il peut exciter à vendre chèrement leurs vies, & à venger la mort de leur capitaine ; il saisit une hache, & tombe sur les Anglois. Chaque coup qu'il porte, met un ennemi hors de défense ; il en étend dix-huit sur la place, met le reste en fuire, les chasse hors du bourg : suivi de ses compagnons, il les poursuit, ouvre leurs rangs, attaque leur drapeau, après avoir tué celui qui le portoit, & les dissipe entièrement. Non content de ces premiers exploits, il dit à un des siens d'aller jeter le drapeau des ennemis dans le fossé : celui-ci refuse, parce qu'un gros d'Anglois coupoit le seul passage qui pouvoit y conduire. Le *Grand-ferré* se fait suivre par son homme, attaque lui seul les Anglois, les renverse, s'ouvre le chemin, & jette le drapeau

dans le fossé : il revient au combat , qu'il n'abandonne point sans avoir exterminé les ennemis. Dans cette première occasion , il en tua quarante de sa propre main. Quelques jours après , les Anglois voulant avoir leur revanche , furent repoussés par le *Grand-ferré* avec autant de courage que la première fois. Dans ce second combat , ce paysan guerrier s'échauffa si fort , qu'ayant bû de l'eau froide , il tomba malade dangereusement , & fut obligé de retourner à son village , appelé Rochecour , à peu de distance de Longueil.

ANN. 1358.

Les Anglois informés de son état , voulurent profiter de cette circonstance pour se défaire d'un ennemi si redoutable : ils envoyèrent douze des leurs dans le dessein de le surprendre dans son lit. La femme du malade les apercevant , courut à son mari pour lui apprendre le danger qui le menaçoit. Loin d'en être effrayé , cette occasion de signaler son courage lui rend ses forces : il se jette hors de son lit , s'arme de sa hache , s'avance dans sa cour. Aussi-tôt qu'il aperçoit les assaillans : *voleurs* , s'écria-t-il , *vous venez m'attaquer dans mon lit comme des traîtres ; mais vous ne me prendrez pas ainsi.* A

ANN. 1358.

ces mots oubliant leur nombre & sa foiblesse, il s'appuye contre la muraille, & les provoque lui-même au combat : cinq sont immolés, le reste prend la fuite. Cette dernière victoire redoubla son mal ; il se remit au lit, demanda les sacremens, & mourut en chrétien, après avoir combattu en héros. L'histoire a célébré des actions de courage moins dignes d'être rapportées.

Triste situation de la France.

Il sembloit qu'une fureur épidémique se fût emparée de tous les esprits. Jamais confusion si épouvantable n'avoit affligé le royaume, sans même en excepter les ravages causés par les Normands. Toutes les horreurs que peuvent produire la guerre nationale, & les discordes civiles, se trouvoient rassemblées : la France étoit également dévastée par les Anglois, les Navarrois & les compagnies. Les habitans des villes, d'un autre côté aux prises avec les nobles & les payfans, se déchiroient impitoyablement, & se faisoient plus de maux, que les troupes étrangères ne pouvoient leur en causer. Enfin, si l'on veut se former une juste idée de l'état où le peuple étoit réduit, qu'on se figure que dans nos provinces sep-

rentionales, il n'y avoit presque pas un seul petit canton qui ne fût teint de sang, & d'où il ne s'élevât la flamme de quelque incendie.

Ann. 1358.

Le régent, au milieu de ces défordres, rassembloit la principale noblesse, visitoit les provinces, réunissoit à son parti les villes que l'esprit de faction n'avoit pas corrompues, confirmoit dans leur fidélité celles qui s'étoient d'abord déclarées pour lui : enfin il employoit tous les ressorts d'une sage politique pour rétablir la fortune chancelante de l'état. Les gentilshommes, ennemis déclarés des bourgeois de Paris, & des autres habitans des villes rebelles, accouroient se ranger sous ses drapeaux. Quelques-uns s'étoient engagés au service du roi de Navarre ; séduits par la guerre que ce prince avoit faite aux payfans révoltés ; mais il ne soutint pas long-tems ce personnage ; & la plupart de ceux qui l'avoient suivi d'abord, l'abandonnerent, lorsqu'ils eurent reconnu ses desseins pernicieux. Marcel cependant, & ceux de sa faction, quoique maîtres absolus dans Paris, n'étoient pas sans inquiétude. Ils ne pouvoient ignorer que la plus saine partie des habitans de cette capi-

Une partie de la noblesse s'attache au régent.

ANN. 1358.

*Chron. de
saint Denis.
Chron. MS.*

*Le Pont-
au-Change.*

*Entreprise
des rebelles
sur Meaux.*

Ibid.

taille n'entroient pas dans leurs vûes , & qu'ils n'attendoient qu'une conjoncture favorable pour faire éclater leurs dispositions. Il se fit dans ce tems même une tentative pour introduire des hommes d'armes du régent , qui dut faire encore mieux comprendre aux séditeux , que ce prince avoit plus d'un partisan parmi le peuple. Le dessein de faire entrer ces gendarmes ayant été découvert, on arrêta le charpentier du roi & le maître du pont de Paris, accusés d'avoir voulu favoriser ce projet. Ils furent exécutés dans la place de Greve. Lorsque le bourreau alloit décapiter le premier, il tomba tourmenté par des convulsions : une partie du peuple cria miracle , & dit que cette injuste exécution déplaisoit à Dieu. Un avocat du châtelain, appelé Jean Godart , qui étoit aux fenêtres de l'hôtel-de-ville , dit à la multitude , *bonnes gens , ne veuillés vous émouvoir si Raoulet , (c'étoit le nom de l'exécuteur) est ainsi chû de mauvaise maladie ; car il en est entaché , & en chet souvent.*

Depuis quelque tems le régent faisoit travailler aux fortifications du marché de Meaux : sa situation dans une isle formée d'un côté par la rivière

de Marne qui le sépare de la ville , & de l'autre par un canal , est très-avantageuse. La duchesse de Normandie , la princesse sa fille , & Isabelle de France , l'une des filles du roi Jean , étoient alors renfermées dans cette place , sous la garde de Gaston comte de Foix , de Grailly Captal du Buch , qui s'y étoient arrêtés en revenant de Prusse * , & de plusieurs autres seigneurs & chevaliers. Les factieux de Paris , qui épioient l'occasion de s'emparer de cette forteresse , saisirent le tems que le régent étoit parti de Meaux pour aller à Montereau-Fault-Yonne & à Sens. Etant sortis de Paris au nombre de trois cens bourgeois armés sous la conduite de Pierre Gilles , épicier de cette ville , ils se joignirent en chemin à quelques compagnies de paysans , & arriverent à Meaux , dont le maire & les habitans leur ouvrirent les portes , malgré le serment de fidélité qu'ils avoient prêté au régent.

Ils se présentèrent en bataille devant le marché ; mais ces bourgeois & ces rustres , sans ordre & sans discipline , furent repoussés & taillés en pièces à la première sortie que le comte de Foix , suivi seulement de vingt-

 ANN. 1358.

*Froissard.
Mém. de
litt. p. 250.*

* *La Prusse
alors étoit
encore en partie
barbare. Nos chevaliers
étoient dans l'usage
d'y aller exercer leur
valeur.*

Leur défaite.

ANN. 1358.

cinq hommes d'armes, fit sur eux. Ceux qui purent se dérober par la fuite sortirent de la ville avec précipitation. Alors la garnison qui gardoit le marché, indignée de la perfidie des habitans de Meaux, se jetta dans la cité, y mit le feu qui dura quinze jours, passa une partie des habitans au fil de l'épée, se saisit du maire de la ville, qui fut puni du dernier supplice, & poursuivit les fuyards jusques dans la campagne. Il périt ce jour là plus de sept mille hommes. Ces troupes de payfans, qui avoient accompagné les Parisiens, furent presque entièrement exterminées. Cette défaite donna le coup mortel à la faction de la Jacquerie, & les troupes de ce parti n'osoient plus paroître. Le jeune Enguerrand, sire de Coucy, avoit rassemblé plusieurs gentilshommes, à la tête desquels il les poursuivoit, & les massacroit sans pitié par-tout où il les rencontroit.

Marcel a recours au roi de Navarre.

Ibid.

Mém. de littérature.

L'échec que les Parisiens venoient de recevoir à l'attaque de Meaux, avoit considérablement refroidi leur ardeur. Marcel intimidé par les ennemis qui le menaçoient au dehors, & par la division intérieure de la ville,

dont il ne doutoit pas qu'une partie ne le détestât, & ne soupirât en secret après le retour du légitime souverain, prit la résolution d'appeller le roi de Navarre à son secours, & de ranimer le zèle de ses partisans par la présence d'un chef accredité, qui ayant des troupes à ses ordres, pût soutenir sa faction chancelante. Le Navarrois se rendit à Paris, harangua le peuple à son ordinaire. Lorsqu'il eut cessé de parler, l'échevin Confac dit que l'état mal administré avoit besoin de quelqu'un qui le gouvernât mieux, & que le roi de Navarre étoit le seul qui par sa naissance, & par ses qualités personnelles, méritât d'être choisi pour capitaine général. Quelques séditieux, répandus dans la place, confirmèrent la proposition par leur suffrage; mais le peuple témoignoit son indignation par un morne silence. Personne cependant n'osa contredire, & Marcel décida qu'on écrirait au nom des Parisiens à toutes les villes du royaume, afin de les engager à confirmer l'élection du roi de Navarre pour capitaine général de l'état.

Si, dans le cours de ces troubles, le Navarrois conçut quelque dessein de

ANN. 1358.

monter sur le trône , ainsi que plusieurs de ses démarches le font soupçonner , il dut bien reconnoître alors le peu de fondement de ses prétentions. La plupart des gentilshommes , qui s'étoient attachés à lui dans la fausse confiance qu'il leur avoit inspirée de la droiture de ses intentions , n'eurent pas plutôt découvert les projets dangereux de son ambition , qu'ils l'abandonnerent. Une grande partie de la noblesse de Bourgogne , qui l'avoit suivi pendant cette campagne , se retira , ne voulant plus servir sous les ordres d'un capitaine de bourgeois rebelles. Le parti du régent se fortifioit par ces défections , & ce prince prudent mettoit à profit toutes les fausses démarches de ses ennemis.

Le régent
s'approche
de Paris.

Ibid.

La plupart des payfans soulevés avoient été exterminés. La noblesse , délivrée de cet obstacle , s'étoit rendue auprès du régent. Ce prince qui , pendant son séjour à Sens , avoit convoqué tous les gentilshommes en état de contribuer à réduire les rebelles , & à repousser les ennemis , se voyoit à la

3000 hommes
d'armes
faisoient en-
viron 12000
hommes.

tête d'un corps de plus de trois mille hommes d'armes. Avec ces forces il s'avançoit vers Paris , dans la résolu-

tion de faire enfin éprouver aux habitans féditieux les justes effets de son ressentiment. Les troupes dispersées dans les environs , pillèrent & brûlèrent les maisons de campagne des Parisiens. Le roi de Navarre , nouveau capitaine général , sortit de Paris suivi de six mille hommes ; mais il ne fit rien qui justifiât le titre qu'on lui avoit déferé. Il alla d'abord à Gonesse , & s'approcha de la ville de Senlis , sur laquelle plusieurs nobles réunis firent une tentative qui ne réussit pas. Cependant l'armée du régent étoit à Chelles , abbaye distante de quatre lieues de Paris. Il y eut là quelques conférences pour un accommodement. Le prince voyant qu'il n'étoit pas possible de le conclure , partit de Chelles , & vint camper aux environs de Vincennes , de Conflans & de Charenton. Marcel de son côté pressoit plus que jamais les travaux des fortifications. Il avoit introduit dans la ville plusieurs troupes d'Anglois & de Navarrois , moins pour la défense de la place , que pour donner de l'autorité à son parti , qui commençoit à baisser. Dans ce tems-là même , quelques seigneurs attachés au régent , s'étant approchés jusques sous les murs de

ANN. 1358.*Ibid.**Spicil. contin. de Nang.*

ANN. 1358.

Paris, provoquerent les Parisiens au combat ; mais ils se tinrent renfermés sans répondre à ce défi, disant » que » leur dessein n'étoit pas de prendre les » armes contre leur seigneur, mais » qu'en cas d'attaque, ils étoient déterminés à se défendre.

Entrevue du
régent & du
roi de Navar-
re.

Chron. MS.
du roi Jean.

Le régent cédant aux sollicitations de la reine Jeanne, consentit à une entrevûe avec le roi de Navarre : pour cet effet, on dressa un pavillon entre Vincennes & l'abbaye Saint-Antoine. L'armée du régent, composée de douze mille hommes, étoit campée *sur les champs en quatre batailles*. Les troupes du roi de Navarre, qui ne montoient qu'à huit cens hommes d'armes, occupoient une montagne entre Montreuil & Charonne. Les troupes des deux partis se tinrent éloignées du lieu de la conférence. Les deux princes convinrent de tout. Les prétentions du Navarrois furent évaluées à 400000 florins, payables en différens tems, & à dix mille livres de rente en terre : il s'engageoit de son côté à s'unir avec le régent, *envers & contre tous, excepté contre le roi de France*, & promettoit de porter les Parisiens à se soumettre, & à fournir trois cens mille écus pour

une partie de la rançon du roi , à condition que le régent leur *remettoit* Ann. 1358.
toutes peines criminelles pour le passé.

Après la conclusion de ce traité , l'évêque de Lisieux célébra la messe dans le pavillon même , en présence des seigneurs & des deux princes , qui jurèrent l'exécution de l'accommodement *sur le corps Dieu sacré* , que l'évêque tenoit entre ses mains. Le prélat alors partagea l'hostie qu'il leur présenta. Le roi de Navarre , tout méchant qu'il étoit , ne put soutenir cette épreuve : la présence redoutable du juge des rois l'arrêta. Il dit que n'étant pas à jeun , il ne pouvoit communier , & l'évêque fut obligé de consommer l'hostie.

Les deux princes se séparèrent : le Navarrois revint à S. Denis , & le régent retourna aux Carrieres , foiblement convaincu de la sincérité de son ennemi , qui ne tarda pas à manifester ses véritables sentimens. En effet , deux jours après qu'il eut quitté le régent , il vint à Paris , sous prétexte de faire ratifier le traité. Les Parisiens , dit-on , ne voulurent pas y accéder. Le roi de Navarre renouvela ses alliances avec eux , & leur laissa des troupes qu'il avoit amenées. Il y eut dans ce même

ANN. 1358.

tems un combat près de la grange aux merciers , entre des troupes de l'armée du régent & des rebelles , qui furent repoussés avec perte. Cette action , que les Parisiens avoient engagée , fournit au roi de Navarre un prétexte de se dispenser de l'exécution du traité : lorsqu'on vint le sommer de la part du régent de se rendre auprès de lui pour l'aider *contre tous* , ainsi qu'il l'avoit promis , il répondit que le prince , en attaquant les Parisiens , avoit le premier enfreint l'accommodement , & l'avoit relevé de son serment.

Paris blo-
qué : ravage
des troupes.

Grande
chronique.
Spicil. cont.
de Nangis.

La position des troupes incommodoit les habitans de Paris. On avoit construit sur la Seine un pont de bateaux au-dessous de Corbeil : à la faveur de cette communication , les détachemens de l'armée faisoient librement des courses le long de la rivière , & empêchoient que rien n'entrât dans la ville de ce côté-là. Marcel , qui vouloit essayer de ranimer la confiance par quelque action d'éclat , sortit de Paris à la tête d'environ douze cens hommes : il surprit Corbeil , & détruisit le pont. C'étoit précisément le jour du marché , auquel on avoit coutume de

transporter du pain de Corbeil à la capitale. Le prévôt des marchands, & les Parisiens qui l'avoient accompagné à cette expédition, rentrèrent en triomphe dans la ville. Voilà le seul exploit digne de remarque, qui se fit pendant l'espèce de blocus que le régent avoit formé à l'orient de Paris. Encore cette action n'est-elle rapportée que par le continuateur de Nangis, qui pourroit bien avoir confondu cette entreprise des Parisiens sur Corbeil, avec une autre qu'ils firent pour détruire un pont jetté sur la Seine près de Charenton, vis-à-vis la maison des Carrieres, où le régent étoit logé, à l'attaque duquel ils furent repoussés.

Les Parisiens, quelques jours après, firent une autre sortie sous la conduite du roi de Navarre. Ce prince s'étant avancé jusqu'auprès des troupes du régent, eut une longue conférence avec les chefs du parti opposé, après laquelle il ramena ses gens sans avoir combattu. Cette conduite le rendit suspect : les bourgeois indignés de ce qu'il les avoit empêchés de signaler leur courage, conçurent du mépris pour lui : ils s'imaginèrent qu'il étoit d'intelligence avec les nobles, qu'ils regar-

ANN. 1358.

Le roi de Navarre se brouille avec les Parisiens, & se retire.

*Chron. MS.
Spicil. cont.
de Nang.
Chron. de
S. Denis.*

ANN. 1358.

doient comme leurs ennemis. Dès ce moment il perdit leur confiance , & ils le priverent même du titre de capitaine : c'est la raison que le continuateur de Nangis apporte de la retraite du Navarrois. Ce prince irrité contre les Parisiens , sortit de la ville , emmenant avec lui la plus grande partie des troupes Navarroises & Angloises de sa fuite. Ces troupes furent insultées par le peuple , qui tua plusieurs Anglois. Quelques autres historiens ont prétendu que Charle le mauvais , s'apercevant que le parti des factieux chanceloit , ne se crut pas en sûreté , & se retira , laissant encore dans Paris quelques troupes Angloises qu'il y avoit conduites , & qui étoient soudoyées par la ville. Quoi qu'il en soit , il est certain qu'il abandonna Paris , & vint à S. Denis , où il demeura pendant quelque tems.

Nouvelles
conférences
pour un ac-
commodement.

Ibid.

La reine Jeanne étoit alors auprès du régent , dans le dessein de renouer les négociations. On tint de nouvelles conférences près de Vitry , à l'extrémité du pont construit devant Carrieres. L'archevêque de Lyon , commissaire député par sa sainteté pour ménager un accommodement , s'y rendit

accompagné de l'évêque de Paris, du
prieur de S. Martin-des-champs, &
de quelques bourgeois de Paris. Le
roi de Navarre y vint escorté d'hom-
mes d'armes & d'archers : le régent
n'y parut qu'accompagné d'une suite
peu nombreuse & sans armes. Ce fut
dans l'un des bateaux qui composoient
le pont, que la conférence fut tenue.
Les principales conditions de l'accom-
modement y furent réglées : les Pari-
siens devoient supplier le régent de
leur pardonner ; & pour réparation de
leur conduite passée, ils se remettoient
à sa discrétion, avec la clause qu'il ne
feroit rien décidé sur cet article, que par
l'avis unanime de la reine Jeanne, du
roi de Navarre, du duc d'Orléans &
du comte d'Etampes. On convint de
se rassembler à Lagny quelques jours
après, pour ratifier cet accord. En con-
séquence, le régent s'engagea pour
préliminaire à laisser libres les passa-
ges, tant par eau que par terre, du
côté de la ville, que son armée tenoit
bloqué. Il tint parole en faisant pu-
blier dans son camp que la paix étoit
faite entre lui & les Parisiens, & les
troupes se retirèrent. Mais tout espoir
de pacification s'évanouit le lendemain

ANN. 1358.

de la conférence, dont le résultat paroît avoir été plutôt un projet d'accommodement, qu'un véritable traité. Les Parisiens, loin de donner au régent les marques de soumission qu'il attendoit d'eux, renvoyèrent avec des menaces & des injures ceux qui vinrent de sa part se présenter devant la ville. Cet obstacle venoit uniquement de l'obstination des factieux, & du désespoir de Marcel.

Terreurs
de Marcel.

Ce scélérat se voyoit enfin à la veille d'expier ses forfaits : tourmenté par sa crainte plus que par ses remords, dévoré de soupçons & d'inquiétudes, il portoit en tous lieux les soins funestes dont il étoit déchiré. Il ne lui restoit plus d'autre azile que dans l'incertaine protection d'un homme encore plus méchant que lui : son salut dépendoit du roi de Navarre. Il avoit de fréquens entretiens avec ce prince, qui s'étoit retiré à S. Denis : là il employoit les supplications les plus basses, ressource des lâches & des traîtres : il le conjuroit de le garantir, ainsi que ses complices, des châtimens qui le menaçoient : il rappelloit à ce prince, qu'il ne s'étoit rendu coupable que pour soutenir ses intérêts, soit en le

*Chron. de
S. Denis.
Mém. de
litt.*

faisant sortir de prison, soit en se déclarant en toute occasion pour lui contre le duc de Normandie, comme si la voix des bienfaits eût été assez puissante pour faire quelque impression sur l'ame de Charle le mauvais. Ce roi, à qui les sermens ne coûtoient rien, rassuroit le prévôt, & ses adhérens.

» Certes, seigneurs & amis, leur disoit-il, *il ne vous arrivera jamais de mal, que je ne le partage avec vous.* Pendant que vous avez le gouvernement de Paris, je vous conseille de vous bien pourvoir d'or & d'argent, que vous puissiez trouver dans le besoin. Vous pouvez vous en fier à moi, & me l'envoyer hardiment à S. Denis, où je le garderai bien, & j'entreprendrai secrètement des gens d'armes & des *compagnons*, qui serviront à vous défendre contre vos ennemis. Marcel, quoiqu'avare, crut qu'en satisfaisant le Navarrois, il se procureroit un protecteur déclaré: il ne manqua pas dans la suite d'envoyer deux fois par semaine à S. Denis deux *sommiers* chargés de florins.

Vainement par ces précautions le prévôt des marchands essayoit de conjurer l'orage. Son crédit s'affoiblissoit

ANN. 1358.

Froissard :
T. 1. fol. 77.
v°. col. 2.

Les Parisiens
maltraitent
les Anglois.
Ibid.

de jour en jour , & ses partisans commençoient à se décourager. Un incident qui survint dans le même-tems acheva de précipiter sa perte , en le forçant de recourir aux derniers expédiens que le désespoir & la rage lui suggérèrent. Outre les Navarrois & les Anglois que Charle le mauvais avoit à sa suite , & dont la plus grande partie s'étoit retirée avec ce prince à S. Denis , il y avoit encore quelques troupes de ces étrangers que les Parisiens entretenoient à leur solde. Le peuple mécontent du Navarrois , & de tous ceux par lesquels il s'étoit laissé gouverner jusqu'alors , soupiroit en secret après le retour de son légitime souverain : la présence des Anglois rappelloit aux habitans de Paris le souvenir de leur roi actuellement prisonnier à Londres. Le spectacle affligeant des calamités qui désoloient la France , excitoit leur indignation : ils ne purent souffrir plus long-tems , que les plus cruels ennemis du royaume semblaient triompher jusques dans le sein de la capitale : ils insultèrent les Anglois , qui tenterent de se défendre ; mais la partie n'étoit pas égale : environ soixante Anglois furent tués dans le premier

rumulte. Marcel favorisa l'évasion de la plûpart de ces étrangers : toute-fois il fut obligé, pour satisfaire le peuple, de consentir à l'emprisonnement de cent cinquante Anglois, qui furent enfermés dans le Louvre. Le roi de Navarre fut très-offensé de cette violence. Le prevôt, entièrement dévoué aux volontés de ce prince, se rendit au Louvre, accompagné de plusieurs hommes d'armes & archers, délivra les prisonniers, malgré la résistance des Parisiens, & les fit sortir de Paris par la porte S. Honoré : ceux qui les escortoient, avoient leurs arcs bandés, prêts à tirer sur le peuple.

La retraite des Anglois auprès du roi de Navarre augmenta le nombre des brigands, & multiplia les ravages. Ces troupes maltraitées se vengerent en commettant des défordres horribles dans les environs de Paris, & venant défier les habitans jusques sous les murs de la capitale. Les Parisiens assemblés tumultuairement, demanderent qu'on les conduisît contre elles. Le prevôt des marchands sortit avec douze cens hommes, qu'il partagea en deux corps, afin, disoit-il, de surprendre & d'envelopper les An-

Défaire des
Parisiens par
les troupes
Angloises.
Ibid.

ANN. 1358.

glois. Il se réserva la conduite du corps le moins nombreux , avec lequel il se contenta de parcourir les endroits où il sçavoit bien qu'il ne rencontreroit pas les ennemis , avec lesquels il s'entendoit. L'autre corps cependant tomba dans une embuscade dressée près de S. Cloud ; les Anglois en tuèrent six cens , & poursuivirent le reste jusqu'aux portes de la ville. Marcel revint de son expédition sans avoir combattu , & fut hué par la populace , lorsqu'il entra. Le lendemain de cette action , les parens & les amis de ceux qui avoient été tués , sortirent pour enlever les corps : les Anglois les attaquèrent une seconde fois , & en massacrèrent plus de cent vingt.

Marcel veut
livrer Paris
au roi de Na-
varre.

*Chron. M^s.
du roi Jean.*

*Chron. de
S. Denis.*

*Froissard.
Spicil. cont.*

*Nang. &c.
Mém. de
littérature.*

Le roi de Navarre , tranquille spectateur de ces désastres , voyoit avec une satisfaction secrète les Parisiens punis au gré de son ressentiment. Il espéroit d'ailleurs que les incommodités qu'ils souffroient , les ameneroient à se livrer eux-mêmes entièrement à sa discrétion. La confusion étoit poussée trop loin pour subsister encore long-tems dans cet état : il falloit que cette crise violente se terminât par une révolution décisive. Marcel n'espérant

n'espérant plus obtenir du régent une grâce, dont ses crimes l'avoient rendu indigne, détesté de la plus grande partie du peuple, dont il avoit été l'idole, en horreur à tous les bons citoyens, n'avoit plus rien à ménager. Le seul parti qu'il avoit à prendre étoit, ou de s'enfvelir sous les ruines de sa faction, ou de s'abandonner sans réserve au roi de Navarre qui le méprisoit, & qui ne le regardoit que comme un vil instrument de ses mechancetés. Il l'alla trouver secrètement, & dressa de concert avec lui un projet bien digne de la noirceur de ces deux ames cruelles. Le simple récit fait frémir. Le prévôt des marchands convint de livrer la ville au Navarrois. Ses troupes, jointes aux rebelles, devoient s'emparer de la Bastille S. Antoine & des principales portes, se répandre ensuite dans la ville, & massacrer tous les partisans du régent, dont les maisons étoient déjà marquées pour cette horrible exécution, après laquelle on auroit couronné Charles le mauvais roi de France. C'étoit l'évêque de Laon qui étoit chargé de cette cérémonie. Le nouveau monarque eût cédé à Edouard les provin-

ANN. 1358.

ces qui se seroient trouvées à sa bien-
séance , & lui eût fait hommage du
reste du royaume. On ajoûtoit que
le roi d'Angleterre , aussi - tôt que
la nouvelle de cette révolution lui
seroit parvenue , devoit faire décapiter
le roi Jean. Villani est le seul qui
fasse mention de ce dernier article de
la conspiration que le roi de Navarre
& Marcel avoient fort bien pû méditer ;
mais il n'y a pas la moindre apparence
qu'Edouard se fût prêté à seconder
les projets des séditieux par la mort
du roi son prisonnier. Ce monarque
étoit incapable d'une pareille horreur ;
& l'on ne peut sans témérité flétrir sa
mémoire par une imputation si odieuse.
Il est bien vrai que dans ce tems-là même
les agens du roi de Navarre à Londres
conclurent entre ce prince & le roi
d'Angleterre un traité , dont incessamment
il sera fait mention ; mais ce traité n'a
d'autre objet que la continuation de la
guerre : & loin qu'Edouard paroisse
consentir à faire périr le roi Jean , & à
recevoir l'hommage de Charle le mauvais
pour le royaume de France , l'Anglois au
contraire n'y parle que de ses prétensions
à la couronne. Ce qu'il y a de

certain, c'est que le roi de Navarre amusoit également le régent par des négociations qui paroissent ne tendre qu'à rétablir la paix, & le roi d'Angleterre par l'espérance d'embrasser son parti & de l'aider à conquérir la France. A la faveur de ces intrigues, trompant la défiance de l'un, & tirant des secours de l'autre, il se frayoit une route secrète à la révolution qu'il projettoit, & qui étoit sur le point d'éclater, si la trahison de Marcel n'eût été prévenue.

ANN. 1336.

Le prévôt des marchands ayant pris toutes les mesures qu'il croyoit nécessaires pour l'exécution de son projet, fit avertir le roi de Navarre de s'approcher avec des troupes : il devoit lui ouvrir les portes à un signal convenu. Pour cet effet, pendant la nuit qui précéda le premier août, il vint à la porte Saint-Antoine, l'une de celles qu'il avoit promis de livrer : ayant renvoyé une partie des bourgeois commis à la garde de cette porte ; & leur ayant substitué des gens à sa dévotion, il prit les clefs des mains de l'officier qui en étoit dépositaire. Jusques-là il n'avoit rencontré aucun obstacle à sa trahison : la ville alloit devenir la proie du Na-

Mort de
Marcel, ré-
duction de
Paris.

Ibid.

ANN. 1358.

varrois , lorsqu'un fidele & généreux citoyen , survenant avec une troupe de ses amis , arrêta les fureurs de Marcel , & sauva sa patrie. Ce bourgeois , digne d'être immortalisé dans les annales de la nation , se nommoit *Jean Maillard* : il étoit capitaine d'un des quartiers de Paris. Attaché constamment à son prince légitime , il n'attendoit que le moment de faire éclater son zèle : les intrigues de Marcel n'avoient pû être si secrètes , qu'il ne les eût pénétrées. Il arrive au moment que ce perfide alloit consommer son crime, il l'aborde : *Etienne* , lui dit-il , *que faites-vous ici à cette heure ?* Jean , répondit le prevôt , *à vous qu'en monte (qu'importe) de le sçavoir ? Je suis ici pour prendre garde à la ville dont j'ai le gouvernement.* Pardieu , reprit Maillard , *il n'en va mie ainsi , ains n'êtes ici à cette heure pour nul bien , & je vous montrerai* , continue-t-il en s'adressant à ceux qui étoient auprès de lui , *comme il tiene les clefs de la porte en ses mains pour trahir la ville.* Jean , vous mentés , repliqua le prevôt : *mais vous , Etienne , mentés* , s'écria Maillard transporté de fureur. En même-tems il leve sa hache d'armes ; Marcel veut fuir ; il le

joint, le frappe à la tête; & quoiqu'il fût armé de son bacinet, il le renverse à ses pieds. Ses compagnons se jettent sur les gens du prévôt; ils en massacrent une partie, & s'assurent des autres. Maillard marche vers la porte S. Honoré, par laquelle les Navarrois devoient aussi être introduits. En traversant la ville, ils éveillent le peuple, l'appellent à la défense de la sûreté commune : ils racontent ce qu'ils venoient de faire; ils arrivent à la porte, font main-basse sur tous ceux qui veulent se mettre en défense, arrêtent ceux qui ne résistent point, & les conduisent en prison, ainsi que la plupart des autres complices de Marcel, qui furent saisis cette même nuit dans leurs lits.

Le peuple excité par les cris de *Monjoye Saint Denis*, mêlés avec les noms du roi & du régent, s'assemble tumultuairement. Les rues se remplissent d'une foule d'habitans en armes : tous les factieux qui se présentent sont massacrés. Envain les autres se réfugient dans leurs maisons : il n'est plus pour eux d'azile contre l'emportement d'une multitude irritée : on enfonce les portes, on les charge de fers, on les

ANN. 1358.

traîne en prison. Un des principaux auteurs des troubles a seul le bonheur d'échapper à la vengeance publique. L'évêque de Laon, ce prélat coupable de tant d'attentats, trouve le moyen de se sauver, tandis que le corps de son complice Marcel est traîné dans les rues par la populace, qui croit, par mille outrages sur un cadavre insensible, se venger du traître qui l'a portée à la révolte. Tel, par un ordre de la Providence, est ordinairement le sort des chefs de sédition, que la faveur populaire n'élève que pour les précipiter avec plus d'éclat. On ne peut s'empêcher de remarquer comme un effet de la justice divine, qu'après leur mort Marcel, & quatre de ses plus criminels complices, qui avoient trempé dans le meurtre des deux maréchaux, furent portés couverts de fange, sanglans & déchirés, à Ste Catherine du Val des écoliers, & jetés sur la tombe de ces deux seigneurs, où ils demeurèrent exposés, ainsi que des victimes expiatrices.

Punition
des compli-
ces de Mar-
cel.

Ibid.

Dès que le jour parut, Maillard assembla le peuple aux Halles : il prononça un discours pathétique sur les malheurs qui avoient affligé la ville

depuis le commencement des séditions : il déclara les motifs qui l'avoient excité à tuer le prévôt des marchands , quoiqu'il fût *son compere*. La harangue fut écoutée avec un applaudissement général : tous demandèrent à grands cris qu'on punît les perfides qui avoient voulu trahir la ville , le roi , & le régent. Ensuite le conseil *des prud'hommes* (on donna vraisemblablement ce nom à des commissaires choisis parmi les principaux bourgeois) travailla au procès des partisans de Marcel , qui avoient été emprisonnés. Plusieurs furent punis les jours suivans de différens supplices ; la plupart furent appliqués à la question avant que de mourir. Les prisons étoient remplies de ceux qu'on arrêtoit à tous momens. Comme une infinité de gens de la plus vile populace profitoient de ce premier tumulte pour piller les maisons des pros crits , le conseil de la ville fit publier une défense très-sévère d'attenter à leurs biens , ou aux personnes de leurs femmes & de leurs enfans.

La face de la ville étoit bien changée. Le peuple ne soupiroit plus qu'après le retour du régent , dont quelques jours auparavant on n'eût osé pro-

ANN. 1358.

*Spicil. cons.
de Nang.**Ibid.**Le régent
revient à Pa-
ris.**Chron. de
S. Denis.
Chron. MS.*

noncer le nom, sans s'exposer à perdre la vie : les chaperons mi-partis étoient évanouis : les principaux chefs des rebelles étoient morts, ou chargés de fers : ceux qui n'avoient pas encore perdu leur liberté, voyoient avec effroi leurs complices traînés au supplice. Parmi ces malheureux, on comptoit des citoyens dont la conduite, jusqu'au moment des troubles, avoit été irréprochable, mais que l'exemple de leurs parens ou de leurs amis, la terreur qu'inspiroit Marcel, & les séducteurs du roi de Navarre avoient entraînés dans le parti des révoltés. Un de ces bourgeois, généralement estimé, s'écrioit, lorsqu'on le conduisit à la mort : *» Malheureux que je suis ! ô roi de Navarre, plutôt au ciel que je ne t'eusse jamais vu ni entendu.*

On députa vers le régent Simon Maillard, & deux conseillers au parlement, Jean Alphons & Jean Pastourel. Ces députés trouverent le prince à Charenton. Ils lui rendirent compte de ce qui s'étoit passé, & le supplièrent de la part des Parisiens d'achever de rendre le calme à la ville par sa présence. Charles écouta les députés avec bonté ; il leur promit de les suivre in-

cessamment, & les chargea d'assurer les Parisiens de son affection & de sa clémence. Peu de jours après il vint à Paris, accompagné du maréchal d'Andreghen, du seigneur de Roye, & d'un nombreux cortège de seigneurs & de chevaliers. Il fut reçu aux acclamations de tous les habitans. Le lendemain de son arrivée, le régent partit du Louvre où il étoit logé, pour se rendre à l'hôtel-de-ville. Les rues par lesquelles il passa, étoient bordées d'une multitude de peuple, qui le combloit de bénédictions & de protestations de fidélité. L'insolence d'un bourgeois lui fournit une belle occasion de manifester la grandeur de son ame. Cet homme se présentant devant lui avec effronterie, lui dit : *Par Dieu, sire, si j'en fusse cru, vous n'y fussiez ja entré ; mais au fort on y fera peu pour vous.* Tous les seigneurs qui accompagnoient le prince, furent indignés d'une pareille audace : le comte de Tancarville se mit en devoir de punir ce téméraire ; mais le prince, sans s'émouvoir, arrêta l'emportement de ce seigneur ; & regardant le bourgeois en souriant, se contenta de lui répondre : *on ne vous en croira pas, beau sire.*

ANN. 1358.

Christ. de
Pisan, MS.
1. part. chap.
24. p. 16. B.

ANN. 1358.

*Spicil. cons.
de Nang.**Ibid*

noncer le nom, sans s'exposer à perdre la vie : les chaperons mi-partis évanouis : les principaux chefs de belles étoient morts, & étoient fers : ceux qui n'avoient pas perdu leur liberté, & étoient froi leurs complices. Parmi ces malheureux, l'évêque de des citoyens complices, étoit de qu'au moment Anglois & aux N- irréprochables, & aux N- leurs parents massacrer tous ceux que leur être attachés à leur souverain de couronner ensuite Charles mauvais. On avoit découvert les particularités secrètes de la conjuration, tant par l'aveu des coupables appliqués à la torture, que par la détention de Thomas de Ladit, chancelier du roi de Navarre, qui avoit été arrêté dans le moment qu'il alloit sortir de Paris, déguisé en moine : il fut exécuté quelque tems après. Le prince termina son discours par l'assurance qu'il donna d'ensevelir dans l'oubli tout ce qui s'étoit passé pendant ces tems de troubles, & de réduire les effets de sa justice à la punition des auteurs de la révolte, qui par leurs violences & leurs intrigues avoient corrompu la fidélité de leurs concitoyens.

Donner une preuve évidente

qu'elle n'avoit point d'ex-

cellarmer la tranquillité

ont eu le malheur de

on, le prince ac-

gentien Tristan,

merchands, des

bourgeois

abolition géné-

exclus de cette grace

étant rendu coupables

trahison, étoient indignes

ver la clémence du souverain.

Jours attentif à dissiper jusqu'aux

moindres équivoques, Charle dans ces

lettres s'expliqua sur la nature du crime

de haute trahison : il entendoit dési-

gner par ce terme ceux qui étoient, ou

auroient été du conseil secret *sur le*

fait de la grande trahison dudit prévôt

& de ses complices, c'est à sçavoir de

vouloir empêcher de faire & poursuivre

la délivrance du roi, de vouloir attenter

à la vie du roi & du prince régent, ou

ANN. 1358.

Trés. des
Ch. reg. 86.
p. 240.

* Ces lettres imprimées dans le quatrième volume des ordonnances, p. 346, rapportent une partie des faits survenus pendant les troubles de Paris : & ces faits exactement conformes à ce qui a été dit ci-dessus, achevent de donner un caractère de veracité incontestable aux anciens écrivains qui en fournissent les détails.

Ann. 1358.

de les tenir en prison perpétuelle, & de faire le roi de Navarre roi de France.

La plûpart de ceux qui étoient coupables de ces forfaits, étoient arrêtés ou évadés. Les Parisiens rassurés par ce garant de la bonté du prince, rentrent dans leur devoir, & lui vouerent un attachement inviolable. Charles poussa la générosité jusqu'à remettre aux femmes & aux enfans de plusieurs des coupables, une partie de leurs biens confisqués, sans même en excepter la veuve de Marcel, & celle de l'échevin Consac, qui avoit été exécuté. Cette dernière épousa en secondes nûces Pierre de Dormans, neveu du chancelier.

Le roi de Navarre traite avec Edouard.

Chron. MS. Villani.

La nuit que Marcel devoit livrer la ville, le roi de Navarre s'étoit présenté à la porte Saint Antoine : l'ayant trouvée fermée contre son attente, il craignit que quelque nouvel incident n'eût fait échouer l'entreprise : le tumulte qu'il entendit, redoubla son inquiétude : il envoya de ses gens à la découverte, & fut bien-tôt instruit de ce qui s'étoit passé. Il voulut réparer ce contre-tems en attaquant la ville; mais il fut repoussé vigoureusement, & revint à Saint Denis transporté de colere

contre les Parisiens. Il leur fit éprouver les effets de son ressentiment, en ravageant les environs de la capitale. Quelques jours après, il reçut la nouvelle du traité conclu entre ses agents & le roi d'Angleterre. La date de ce traité est du premier août, le jour même que le complot de Marcel devoit éclater. Cette convention portoit que le roi de Navarre aideroit Edouard de tout son pouvoir pour conquérir la France ; & que dans le cas où ces deux princes pourroient y réussir, Charle auroit pour sa part les comtés de Champagne & de Brie, les comtés de Chartres & le bailliage d'Amiens, & que les autres provinces appartiendroient au roi d'Angleterre, réservé de faire droit au Navarrois sur ses prétentions au duché de Normandie.

Le Navarrois lié désormais avec l'Angleterre dont il se promettoit un puissant secours, n'espérant plus rien des Parisiens depuis la découverte & la punition de ses complices, cessa de garder des mesures avec le régent, qu'il avoit prétendu amuser jusqu'alors par des négociations & des traités démentis ou violés presque toujours aussi-tôt que conclus. En se retirant de Saint-

Ann. 1358.

Rym. all.
pub. tom. 3.
part. 1. fol.

70.

ANN. 1358.

Pillages &
brigandages.
Culture des
terres abandonnée.

paravant ils ne disoient qu'à minuit. Peu de places échappèrent au pillage & à l'incendie, & la plupart essuyèrent ce malheur plus d'une fois.

Les garnisons cantonnées dans les villes & les forteresses formoient autant de troupes de scélérats qui ne laissoient passer aucune occasion d'exercer les plus affreux brigandages. Toute communication non-seulement de province à province; mais même de cités à cités étoit interrompue. On voyoit les chemins couverts d'herbes & de ronces: les maisons, les églises, les monasteres, en un mot tous les bâtimens qui pouvoient être fortifiés, étoient ou remplis de troupes ou détruits également par les deux partis. Les Anglois & les Navarrois les renversoient pour satisfaire leur inimitié: les troupes du régent ne les épargnoient pas davantage, pour priver les ennemis des retraites qu'ils au-

les brigandages qui auroient pu se commettre pendant l'obscurité: la garde des plus grandes villes n'étoit pas alors exercée avec cette régularité qui fait aujourd'hui la sûreté de nos cités les plus tumultueuses. C'est à cette heure du couvre-feu que la première institution de l'*Angelus* fixa le moment de la prière qu'elle prescrit. Il en a déjà été question dans le volume précédent, p. 301. *Vid. Gloss. de du Cang. ad verb. Ignitagium & Angelus.*

roient pû s'y former. Les monasteres étoient abandonnés, on ne voyoit dans les villes que des personnes religieuses des deux sexes qui accouroient de toutes parts chercher des asyles contre les fureurs de la guerre. Les habitans des campagnes exposés à toutes sortes de ravages, après avoir payé tribut aux différentes troupes qui les rançonnoient, & n'en ayant pas été traités plus favorablement, furent contraints de renoncer à la culture infructueuse de leurs terres. On ne labouroit plus : les champs déserts & stériles n'étoient plus occupés que par des bandes de soldats & de brigands. Le continuateur de Nangis, pour donner le dernier trait au tableau de la désolation de la France, ajoute que » la misere » devint si grande qu'elle s'étendit » jusqu'aux chefs du clergé qui jouis- » soient auparavant des plus considé- » rables revenus. On ne voyoit plus » dans Paris & dans les autres grandes » villes qu'abbés & abbeſſes occupés » à chercher les moyens de subsister. » Les prélats & grands bénéficiers qui » autrefois auroient rougi de marcher » en public à moins qu'ils n'eussent » été accompagnés du fastueux cortège.

ANN. 1358

» d'une multitude d'écuyers , de do-
 » mestiques & de chevaux , étoient
 » alors dans l'humiliante nécessité d'al-
 » ler à pied , suivis seulement d'un
 » moine ou d'un valet , & de se con-
 » tenter d'une nourriture frugale.

Ce seroit abuser de la patience du lecteur que de le fatiguer par les détails aussi révoltans qu'ennuyeux des opérations d'une guerre qui se faisoit partout dans le même tems : il aimera mieux sans doute embrasser les principales expéditions dans une narration rapide , qui sans lui laisser rien ignorer des faits essentiels , supprime les moins importans. Ces détails ne produiroient qu'une répétition monotone d'actions dans lesquelles on voit toujours regner la même fureur , prises & reprises de petites places , démolitions de châteaux , de forteresses , combats multipliés presque à l'infini , où l'on se disputoit la victoire avec autant d'acharnement que si la fortune de chaque parti en avoit dépendu : succès cependant qui n'apportoit d'autre avantage que celui de rendre les vainqueurs maîtres de quelque petit canton , disputé le lendemain par quelques troupes du parti con-

traire. Comment d'ailleurs seroit-il possible de ne pas s'égarer dans ce cahos d'évenemens confus, & dont les écrivains même du tems où ils se sont passés, n'ont pû démêler l'obscurité ? C'est sur-tout dans l'histoire de ces tems de désordre & de trouble qu'on peut avancer avec vérité, qu'il est plus aisé de dire tout, que de ne dire que ce qu'il faut.

ANN. 1358.

Le principal dessein du roi de Navarre étoit de resserrer & d'affamer la capitale. Il s'étoit emparé des passages sur les rivières qui pouvoient y conduire des provisions. Maître de l'Oise par Creil, de la Marne par Lagny, il coupoit la Seine au-dessus & au-dessous de Paris par les garnisons de Meulan, de Mante & de Meulan : il tenoit encore les forteresses d'Argenteuil, de Franconville & de Croissy, par le moyen desquels il resserroit la ville de ce côté-là. Le régent rassembloit des troupes : il se trouva obligé de prendre à sa solde plusieurs de ces compagnies de brigands qui infestoient le royaume. L'état de ses finances ne lui permettant pas de payer leurs funestes secours, ils commirent des désordres affreux dans tous les

Désordres
des compa-
gnies.

ANN. 1318.

endroits où il les distribua : quelques-uns même de leurs chefs traitèrent secrètement avec les ennemis & formèrent une conspiration qui fut découverte. La punition de ces traîtres produisit la désertion de leurs troupes, qui allèrent se joindre au Navarrois. Ce prince qui se trouvoit en état de les payer par le moyen des sommes qu'il avoit tirées de Marcel, voyoit journellement grossir le nombre de ses partisans. Cette jonction lui fournit pendant quelque tems les moyens de pousser les hostilités avec chaleur.

siège de
Mauconseil.
Spicil. cont.
de Nang.
Froissard.
Chron. MS.

Les villes de Picardie & de Vermandois, sur les demandes du régent, fournirent un corps de troupes sous la conduite de l'évêque de Noyon, & des seigneurs de Coucy, *de Ravenal*, ou Ravenel, de Chauny & de Roye. Ils formèrent le siège du château de Mauconseil, place importante par sa situation. Jean de Pecquigny averti du danger où étoit ce fort, arrive à la tête de la garnison de Creil, s'approche des assiégeans à la faveur d'un brouillard, les surprend dans leur camp, & les met en fuite. La plupart des seigneurs furent tués ou pris : l'évêque de Noyon étoit du nombre de ces derniers. Les

ennemis firent un butin considérable tant par le pillage du camp où ils trouverent quantité d'armes & de joyaux, que par les rançons de leurs prisonniers. Les chevaliers acquitoient ces rançons en chevaux ou en argent, & les bourgeois en étoffes, en fers de glaives, en haches, en épées, en jaces, en poudrains, en houzeaux & en outils. Les Navarrois obligeoient ceux que leur fortune mettoit hors d'état de payer leurs rançons, de servir dans leurs troupes pendant un certain tems. On se fortifioit de tous côtés, les seigneurs n'étoient occupés qu'à garentir leurs domaines, tout le monde devenoit guerrier. Un ecclésiastique nommé le chanoine de Robefart, cantonné dans le Laonois, s'étoit rendu la terreur des Anglois & des Navarrois dont il avoit exterminé plusieurs partis.

Le roi de Navarre qui entretenoit des intelligences dans les villes qui tenoient le parti du régent, fit tenter une entreprise sur Amiens, dont quelques bourgeois avoient promis de le rendre maître. Ces traîtres introduisirent secrètement des hommes d'armes dans leurs maisons. Tout paroissant disposé, Pecquigny vint de nuit à la

ANN. 1552.

Entreprise
sur Amiens.
Ibid.

 ANN. 1358.

tête d'un corps de troupes ; il surprit le fauxbourg dont il s'empara : mais n'ayant pas saisi ce premier avantage assez promptement, il donna le tems aux habitans de la ville de se mettre en état de résister. Cependant soit par un effet du hazard, ou de quelque avis, le connétable de Fiennes & le comte de S. Paul arriverent dans la ville par un autre côté : ils avoient des troupes avec eux : les Navarrois furent repoussés avec perte, & voyant qu'ils ne pouvoient emporter la ville, ils se retirerent dans le fauxbourg qu'ils abandonnerent après l'avoir pillé & brûlé. *Trois mille maisons* ^a furent la proie des flammes. Dès que le jour parut on fit dans les maisons de la ville la recherche des coupables de cette trahison. Plusieurs bourgeois fu-

^a Il paroît surprenant que le fauxbourg d'Amiens fût alors composé de trois mille maisons, les quatre fauxbourgs de cette ville n'en contenant pas aujourd'hui deux cents chacun. Cependant toutes les chroniques du quatorzième siècle sont d'accord sur ce nombre de trois mille, & comme il n'est pas écrit en chiffres il ne peut y avoir d'erreur. Le sçavant Académicien qui a fourni des mémoires sur la vie de Charle le Mauvais n'a pas fait difficulté d'adopter le même nombre de trois mille, fondé probablement sur les mêmes autorités. Il faut sans doute qu'Amiens, sur-tout par ses fauxbourgs, ait été anciennement une ville plus considérable qu'elle ne l'est de nos jours.

rent arrêtés, dix-sept furent exécutés publiquement : l'abbé du Gard, & Fremin de Cocquerel maire de la ville, étoient du nombre de ceux qui furent décapités. Il se fit dans le même-tems une autre tentative sur la ville de Laon que l'évêque vouloit livrer aux Navarrois. La conjuration fut découverte : le perfide prélat eut le bonheur d'être assez promptement averti pour s'échapper de la ville & se retirer à Melun près du roi de Navarre, laissant ses complices exposés au châtiment qu'il eût partagé avec eux, s'il avoit été arrêté.

ANN. 1358.

On n'entendoit parler que de conspirations : il se passoit peu de semaines qu'on n'en découvrit quelque nouvelle. Le régent ayant été instruit qu'il s'étoit formé un complot d'introduire dans Paris des troupes du roi de Navarre, fit arrêter plusieurs bourgeois de cette ville. Quelques habitants se rendirent en tumulte à l'hôtel de ville : Jean Culdoé prévôt des marchands résista aux demandes qu'ils lui firent d'aller solliciter auprès du prince l'élargissement de ceux qu'on avoit emprisonnés. Le lendemain le régent accompagné d'une nombreuse escorte

Conspira-
tions.

ANN. 1348.

vint à la place de Grève : il monta sur les degrés de la croix d'où il parla au peuple, & il les assura que ceux qu'il avoit fait arrêter étoient partisans du roi de Navarre, & qu'il en avoit des preuves certaines. Un bourgeois qui avoit eu des relations avec le roi de Navarre confirma par serment la vérité de ce que le prince venoit de déclarer : cette démarche appaisa le peuple. Cependant le régent qui vouloit gagner les cœurs par sa clémence, après avoir fait instruire le procès des coupables leur pardonna ^a.

Prise d'Au-
rente.

Ibid.

Chron. de

S. Denis.

Mém. de
litt.

Les cardinaux de Perigord & d'Urgel, légats nommés par sa sainteté pour négocier un accommodement entre le roi de Navarre & le régent, après avoir employé inutilement leur entremise furent contraints de reprendre la route d'Avignon. Ils n'avoient pas été plus heureux dans un voyage qu'ils avoient fait à Londres pour traiter de la paix entre les deux cou-

^a Villani qui rapporte cette conjuration dans laquelle il enveloppe les comtes d'Etampes & de Roussy, (on a vu ci-dessus des témoignages bien sensibles de la fidélité de ce dernier à l'occasion de la tenue des états de Champagne) dit que le régent fit exécuter les bourgeois & pardonna aux comtes : mais son témoignage ne peut balancer celui de tous les écrivains de la nation, qui disent formellement le contraire.

ronnes.

ronnes. Une troupe d'Anglois & de Navarrois composée au plus de mille hommes s'approcha d'Auxerre, que défendoit une garnison de deux mille hommes. La place étoit si mal gardée que les ennemis s'en emparèrent dès le premier effort. La garnison & les habitans payerent cherement leur négligence : la ville fut pillée, & le butin fut évalué à plus de cinq cents mille moutons d'or : Guillaume de Châlons fils du comte d'Auxerre fut fait prisonnier. Les Navarrois ayant passé huit jours dans la ville menacèrent les habitans de les renfermer tous dans un quartier de la place & de brûler le reste s'ils ne vouloient consentir à racheter leurs personnes & leur ville. Il fallut subir la loi des vainqueurs : on demeura d'accord de donner quarante mille moutons d'or & quarante perles estimées dix mille moutons d'or. Les habitans dépouillés entierement, n'étoient pas en état de fournir cette somme : ils mirent en gage entre les mains des ennemis pour sûreté du payement, les joyaux de l'église de S. Germain, qui seule avoit été exceptée de la spoliation générale. Les habitans s'obligerent de payer à

ANN. 1358.

 ANN. 1358.

cette église une rente annuelle de trois mille florins en cas qu'ils ne leur fût pas possible de retirer ces gages. Cependant les Anglois continuèrent de demeurer dans la ville & d'y vivre à discretion : ils abatirent les portes & les fortifications & comblèrent les fossés , tandis que des bourgeois députés de la part des malheureux habitans étoient allés à Paris pour solliciter auprès du régent la confirmation du traité auquel la nécessité les avoit contraints de se soumettre , & pour obtenir quelque secours d'argent. Ils furent volés à leur retour.

La plupart des capitaines Anglois ou Navarrois s'étoient formé des établissemens dans des villes ou forteresses d'où ils exerçoient impunément les plus affreux brigandages : ils pilloient ou brûloient tous les cantons qui se trouvoient à portée de leurs courses , & l'on étoit quelquefois surpris de se trouver attaqué à l'improviste par une troupe de brigands dont la résidence étoit éloignée de plus de trente lieues. L'unique précaution pour se mettre à l'abri de leurs violences étoit d'acheter de ces capitaines des fauf-conduits ou des exemptions

de pillage & de rançons , & ce remede devenoit aussi incommode que le mal même , puisque pour jouir de quelque sûreté , il auroit fallu payer en même-tems tribut à tous les différens chefs. Les troupes même attachées au parti du régent n'étoient guères plus scrupuleuses , ou séduites par l'exemple , ou forcées par la nécessité , car les finances du prince ne pouvoient suffire à contenter l'avidité de plusieurs de ces compagnies mercenaires que la nécessité l'avoit forcé de prendre à sa solde. Enfin c'étoit par-tout le même tableau de désordre & de dévastation , mais varié & multiplié à l'infini. Ces brigands vendent leurs services indistinctement aux divers partis , toujours disposés à passer de l'un à l'autre à la moindre ouverture d'obtenir le prix de leur perfidie. Le régent entretenoit plusieurs corps de soldats ultramontains qui formerent le complot de livrer aux ennemis les forteresses qu'ils avoient en garde. Sur la déposition de leurs chefs on en fit mourir une partie : les autres demanderent le paiement de leurs gages : on étoit dans l'impossibilité de les satis-

ANN. 1358.

ANN. 1318.

faire, ils se crurent autorisés à se payer par leurs mains : ils se répandirent dans les environs des places qu'ils occupoient, massacrant les hommes, violant les femmes & les filles, & mettant le feu par-tout. Après ces horribles excès, il fallut encore composer avec eux & leur accorder des lettres de rémission. Arnaud de Cervole, dit l'archiprêtre, s'étoit engagé au service du régent avec la troupe qu'il commandoit. Il voulut attaquer Robert Canolle, capitaine Anglois, qui s'étoit fortifié dans Malicorne, place du Gatinois, mais il fut honteusement repoussé.

Prise de S. Valery par le connétable de Fiennes.

Froissard, Chron. MS. du roi Jean.

La valeur avec laquelle le connétable de Fiennes & le comte de S. Paul s'étoient conduits à la défense d'Amiens, leur avoit acquis la confiance des gens de guerre. Ils se trouverent à la tête de deux mille hommes d'armes & de douze mille hommes des communes. Ces forces considérables les engagèrent à former le siège de S. Vallery. La place quoique défendue vigoureusement fut serrée de si près que les assiégés demanderent à capituler. A peine les François s'en furent-ils mis en possession que Phi-

lippe de Navarre, le comte d'Harcourt & Pecquigny qui accouroient pour faire lever le siège, parurent. Mais ils arrivoient trop tard, il fallut songer à la retraite avec d'autant plus de promptitude que l'armée Françoisse qui s'étoit encore grossie par de nouvelles troupes, se mit sur leurs traces. Les Navarrois ne se sentant pas assez forts pour résister à un corps de trente mille hommes, repassèrent la Somme ayant toujours à leur dos le connétable qui les pressoit vivement. Il les auroit atteints sans la difficulté que firent les habitans de Saint-Quentin de laisser passer les troupes Françoises. Ce refus arrêta la poursuite & sauva les Navarrois, qui se retirèrent dans la Normandie où ils continuèrent de piller & de rançonner la province.

Le régent opposoit aux contradictions & aux obstacles qui se renouelloient sans cesse, une patience qu'on ne peut se lasser d'admirer dans un âge si peu avancé. La douceur de son caractère & la sagesse de ses vûes qui se manifestoient dans toute sa conduite, lui concilioient journellement l'affection des peuples dans le même temps qu'elles lui méritoient l'estime géné-

 ANN. 1558.

 ANN. 1559.

Rétablissement des officiers destitués pendant les troubles.

ANN. 1559.

rale. Sûr d'avoir assez temperé la fermentation qui régnoit dans les esprits, pour n'avoir plus besoin de continuer les ménagemens dont le malheur des tems lui avoit fait jusqu'alors une nécessité, il crut qu'il pouvoit sans péril se montrer tel qu'il étoit, & justifier la générosité de son ame & la droiture de ses intentions. Il se rendit au parlement où il prononça lui-même une ordonnance par laquelle il déclaroit qu'il avoit toujours regardé comme sujets fidèles & affectionnés les vingt-deux officiers que l'assemblée des états de 1557 l'avoit contraint de destituer; que l'apprehension de plus grands malheurs n'auroit pas été capable de le faire céder à l'importunité des ennemis du gouvernement, s'il n'avoit espéré que dans des circonstances plus heureuses il lui seroit libre de suivre les mouvemens de sa justice; que le tems étoit arrivé *de restituer en leurs états & renommées*, des officiers qui n'avoient été poursuivis qu'en haine de leur attachement au bien général & à l'honneur du souverain; qu'en conséquence il les réintégrant dans leurs biens & dignités, ordonnant qu'ils seroient payés des gages de

*Mém. de la
chambre des
comptes, reg.
D. fol. 19. r.*

leurs offices comme s'ils les avoient toujours conservés. Le prince ajouta qu'il désiroit que sa déclaration fût signifiée au pape, à l'empereur, aux princes & aux villes, afin que ce témoignage autentique effaçât jusqu'au moindre soupçon qu'auroit pu faire naître la destitution de ces officiers.

Cette démarche confirma de plus en plus les François bien intentionnés dans ces sentimens d'amour & de respect si naturels à la nation pour ses souverains. Le prince ne tarda pas à faire l'épreuve du zèle & de l'attachement tant de la noblesse que des principales villes de son parti. Dans une assemblée d'états-généraux qui se tint pour lors, les nobles, outre les subsides, s'obligerent unanimement de servir à leurs dépens pendant un mois, sans y comprendre le tems nécessaire soit pour se rendre à l'armée soit pour se retirer. La seule ville de Paris offrit l'entretien de six cents hommes d'armes, quatre cents archers & mille brigands : les autres villes faisant des efforts proportionnés, fournirent jusqu'à douze mille hommes d'armes. C'étoit beaucoup si l'on considère le déplorable état des

Subside accordé par les états.

Chambre des Comptes, mémorial D. Recueil des ordonnances. Chron. de S. Denis.

ANN. 1359.

campagnes, la destruction & le pillage de tant de villes, & la nécessité où elles étoient de veiller chacune en particulier à leur propre défense contre cette multitude d'ennemis qui les environnoient de toutes parts.

Siège de
Melun.

*Chron. MS.
du roi Jean.
Froissard.
Spicil. cons.
de Nang.*

Afin de ne pas perdre l'effet de ces heureuses dispositions, il fut résolu que l'on feroit le siège de Melun. Cette ville occupée par les Navarrois incommodoit extrêmement la capitale par sa situation sur la Seine. D'ailleurs trois reines, Jeanne veuve de Charles IV, Blanche de Navarre veuve de Philippe de Valois, & la reine de Navarre y étoient renfermées. La place fut investie & serrée vivement. Ce fut à ce siège que Bertrand du Guesclin attaché depuis peu au régent servit pour la première fois dans l'armée Française : il fit des lors admirer cette rare valeur dont il avoit déjà donné des preuves dans les guerres de Bretagne. Le régent qui assistoit à ce siège fut témoin de l'intrépidité avec laquelle il monta seul à l'assaut d'une tour qu'il eût emportée si son échelle n'eût été fracassée par un tonneau de grosses pierres qu'on lança sur lui. La trempe de ses armes le garantit, mais

*Vie du con-
nétable du
Guesclin,
M. S.*

il fut précipité dans le fossé d'où on le retira privé de connoissance. Le prince qui ne l'avoit pas perdu de vue conçut pour lui la plus haute estime ; ce fut Charle lui-même qui envoya du monde à son secours. Lorsque le chevalier Breton fut revenu de l'évanouissement causé par sa chute , il courut à l'assaut qui duroit encore , renversa plusieurs Navarrois , obligea les autres de repasser la barriere & de lever le pont. La nuit qui survint sépara les combattans.

On devoit livrer un autre assaut le lendemain ; mais la nuit même les assiégés firent des propositions d'accommodement. La reine Jeanne & son conseil promirent de rendre la ville , & l'on y régla les conditions préliminaires d'un nouveau traité de paix avec le roi de Navarre. En attendant l'accomplissement de ce projet de pacification , le prince retira ses troupes & revint à Paris sur la promesse qui lui fut faite que les Navarrois évacueroient Melun.

Projet d'accommodement.

Le régent leve le siège.

Ibid.

Tandis que les agens des deux princes discutoient à Vernon les articles de l'accommodement , le régent voulut donner à ses sujets des marques de la confiance qu'il avoit en leur af-

Conférences à Vernon.

Ibid.

 ANN. 1359.

fection. Les gens de son conseil se rendirent au parlement où furent convoqués le prévôt des marchands & les principaux bourgeois. L'assemblée fut consultée sur le traité qu'on négocioit. Tous les assistans conseillèrent au prince de l'accepter. Les députés du roi de Navarre furent invités de se rendre à Paris, & lorsque tout fut réglé, le régent vint à Pontoise où le Navarrois devoit se trouver pour ratifier les conditions.

Le roi de Navarre, avant que de partir de Mantes, exigea qu'on lui donnât pour otages le duc de Bourbon, Louis d'Harcourt, les seigneurs de Montmorency & de Saint-Venant, Guillaume Martel, le Baudrain de la Heuze, le prévôt des marchands, & deux bourgeois de Paris. Il arriva escorté de cent hommes d'armes; mais aussi-tôt qu'il apperçut le régent qui étoit sorti de Pontoise pour le recevoir, il renvoya une partie de ses gens. Ces deux princes s'aborderent ayant *le chaperon avalé de la tête*: après s'être donné des témoignages réciproques d'amitié, ils prirent le chemin de la ville, où ils entrèrent à la lueur des flam-

beaux. Il y eut encore de nouvelles difficultés pour la conclusion du traité, & elles furent poussées si loin de la part du roi de Navarre, que l'on crut l'accommodement désespéré. Le régent même lui fit dire par le comte d'Étampes, que s'il refusoit les conditions qu'on lui offroit, il ne falloit plus songer à la paix, & qu'il étoit prêt à le faire conduire sûrement au lieu où il avoit été reçu.

 ANN. 1359.

Tout paroissoit rompu lorsque le Navarrois, par une de ces bizareries apparentes dont il convroit ordinairement ses artifices, parut entièrement changé. Ce n'étoit plus le même homme : autant ses prétentions de la veille avoient paru excessives, autant son désintéressement opposa-t-il un contraste singulier. Il vouloit tout, il ne demandoit plus rien, il fit venir dans sa chambre le conseil du régent auquel il déclara la résolution où il étoit de finir les malheurs de l'état, d'être ami du roi & de son fils, & de les servir de tout son pouvoir. Il protesta qu'il ne demandoit plus ni argent ni terres nouvelles, satisfait seulement d'obtenir la restitution de celles qui lui appartenoient légitimement. Il

Paix conclue entre le régent & le roi de Navarre.

Chron. de S. Denis.

Chron. MS. du roi Jean.

Mém. de littérat. hist. de Charle le mauvais.

Trésor des Char. reg. 87. & 107.

Chambre des comptes, mémorial D.

ANN. 1359.

ajouta que son intention étoit de publier l'assurance de ses sentimens devant le peuple. Un changement si peu attendu ne pouvoit que surprendre agréablement le régent : il s'écria transporté de joie que *si le roi de Navarre pensoit comme il parloit , c'étoit Dieu lui-même qui l'avoit inspiré*. Charles le Mauvais, plus dangereux ami qu'ennemi redoutable , ne le laissa pas long-tems dans l'erreur. Cependant le jour même , devant le peuple de Pontoise assemblé dans la salle du château , il répéta la déclaration qu'il avoit faite au conseil du régent : il promit de plus qu'il feroit évacuer toutes les forteresses qui avoient été prises par lui ou par ses alliés depuis le commencement de la guerre. Il tint parole à l'égard de quelques-unes , telles que Poissy , Chaumont en Vexin , Joui-la-Ville , & la Chanville. Mais cette bonne foi apparente partoît d'un principe qu'il est indispensable de développer.

Une grande partie des troupes qu'il avoit employées jusqu'alors étoit composée d'Anglois , & de ces compagnies de brigands qui ravageoient le royaume. La plupart des chefs de ces compagnies , après avoir dépouillé les pro-

vinces , cherchoient à mettre leur butin en sûreté. Plusieurs même de leur autorité privée vendoient les villes qu'ils occupoient sans le consulter. Les Anglois vouloient aussi retourner dans leur isle pour y transporter leurs richesses , & plusieurs étoient rappelés par Edouard qui rassembloit ses forces pour l'exécution d'un projet qui éclata quelque tems après. Que risquoit donc le roi de Navarre en acceptant la paix ? Il se délivroit d'une guerre qui commençoit à lui devenir onéreuse , se réservant toujours la faculté de la continuer par le moyen de Philippe de Navarre son frere , qui n'y voulut point accéder , & qui feignant d'être irrité contre lui , dit en se retirant : « Il faut » qu'on ait enforcé le roi de Navarre » pour lui faire accepter un accommodement si préjudiciable. » D'ailleurs la trêve avec l'Angleterre étoit expirée. Comme Edouard ne lui avoit fourni des secours qu'avec une extrême circonspection , il espéroit dans le renouvellement de la guerre faire ses conditions meilleures ; & sa bonne foi simulée , en l'approchant du régent , le mettoit à portée de tramer plus sûrement de nouvelles perfidies. Ce

ANN. 1359.

*Rym. c2.
pub. tom. 3.
part. 1.*

Ann. 1359. jugement de la conduite de Charles n'est pas appuyé sur de simples conjectures. Plusieurs Anglois repassèrent à Londres, & la fureur des compagnies sembla se rallentir pendant quelque tems. Enfin le Navarrois s'insinuant dans la familiarité du régent forma une conspiration dont le mauvais succès lui fit lever le masque.

Quoique par un des premiers articles du traité de paix, l'isle, & la partie de la ville de Melun possédée par les Navarrois, dussent être rendues, il fallut encore l'acheter de la reine Blanche ; & malgré cette nouvelle convention, la place ne fut pas évacuée. Le Navarrois avoit converti la guerre en un autre genre de déprédation. Toutes les marchandises & denrées qui passaient sous le pont de Melun pour descendre à Paris, étoient sujettes à des droits exorbitans. Le tonneau de vin étoit taxé à six écus d'or, le muids de grain à deux écus, & le reste à proportion. Le produit de ces impositions étoit destiné, disoit-on, pour payer les sommes dûes aux troupes que le roi de Navarre avoit entretenues dans Melun. On en usoit de même aux ponts de Mante & de Meulan pour les marchan-

dises qui remontoient la Seine, dont la navigation n'étoit devenue libre que pour enrichir le Navarrois, qui trouvoit le secret de mettre la capitale à contribution, sans être obligé de faire la guerre.

ANN. 1359.

Le régent sollicité par le roi de Navarre, qui avoit des raisons secrètes de revenir à Paris, assembla les principaux bourgeois dans la chambre du parlement. Après la lecture du traité, il voulut bien déclarer que le roi de Navarre demandoit la permission de revenir à Paris, mais qu'il ne la lui accorderoit pas contre le gré des habitans. Jean Desmarès, avocat au parlement, répondit pour l'assemblée, que les Parisiens n'avoient que des graces à lui rendre de la paix qu'il leur avoit procurée; qu'ils ne s'opposoient point au retour du roi de Navarre, pourvu qu'il n'aménât pas avec lui certains traîtres; qu'il nomma tout haut. L'évêque de Laon étoit en tête des perfides désignés par l'orateur du peuple. Le prince répondit que les souhaits de l'assemblée étoient conformes à son intention; que le roi de Navarre l'avoit inutilement prié de pardonner à ces coupables indignes de grace.

Retour du
roi de Na-
varre.

Chron. MS.

du roi Jean.

Chron. de

S. Denis.

Mém. de
litt.

ANN. 1359.

Ces détails pourroient dans d'autres circonstances paroître trop longs ; mais après des divisions si cruelles , il semble qu'on respire , lorsque des tems moins orageux laissent entrevoir le rétablissement de l'harmonie. Il est bien consolant pour les cœurs pénétrés de l'amour de leur patrie , de voir enfin renaître cette confiance de la part du souverain , & ces sentimens de zèle & d'affection de la part des sujets.

Le Navarrois ayant obtenu la liberté de paroître dans la capitale , ne tarda pas à s'en servir. Le régent alla au-devant de lui jusqu'à Saint-Denis , & l'amena au Louvre , où il le fit loger : il le combla même de tant de caresses , que plusieurs de ceux qui avoient servi le plus fidèlement , ne purent s'empêcher de murmurer de cet excès de confiance. Après une semaine de séjour dans Paris , il en partit pour aller à Melun , sous prétexte d'en faire retirer ses troupes. Il se conduisit avec sa bonne foi ordinaire. Il visita ses sœurs , qui demeuroient toujours dans cette ville : il reprit ensuite la route de Normandie ; mais les Navarrois y demeurèrent. Le régent étoit trop éclairé pour ne pas pénétrer ses artifices : les

circonstances seules l'empêchoient d'en témoigner son juste ressentiment.

ANN. 1359.

La paix conclue avec le roi de Navarre n'avoit point suspendu le cours des hostilités : le seul changement qu'elle apporta fut qu'une partie des mêmes troupes continua la guerre sous un autre nom : Philippe de Navarre en Normandie , & les Anglois dans les autres provinces , s'avouèrent alors d'Edouard , tandis que les chefs des compagnies , vendant leurs services intéressés , tantôt aux ennemis , tantôt au régent , mais ne combattant en effet que pour eux-mêmes , achevoient d'assouvir leur avidité , & d'enlever le reste des dépouilles du royaume.

Pierre d'Andelée , capitaine Anglois , qui s'étoit emparé de plusieurs forteresses entre Troies & Châlons , entreprit de se rendre maître de cette dernière ville , dans laquelle il trouva moyen de s'introduire à la faveur de la nuit. Les habitans réveillés par le bruit des armes , se leverent avec précipitation , *criant aux larrons Anglois & Navarrois*. S'étant rassemblés , ils soutinrent le premier choc , & donnèrent le tems au seigneur de Grancey , chevalier de Bourgogne , d'arriver avec

Entreprise
sur la ville
de Châlons.
(Froissard.

ANN. 1359.

soixante hommes d'armes au secours de la place. Sa présence ranima les habitans , qui acheverent de repousser les ennemis.

Défaite d'Auberticourt
par Brocard
de Feneustranges.

Ibid.

Eustache d'Auberticourt , autre chef d'aventuriers , à la tête de sept cents lances , ravageoit impunément la Champagne. L'amour , dit un de nos anciens historiens , avoit fait de ce chevalier un héros , si l'on peut donner ce titre au conducteur d'une troupe de brigands. Il étoit amoureux d'Isabelle de Juilliers , fille du comte du même nom , qui avoit épousé en premières noces le comte de Kent , dont elle étoit veuve. La dame de son côté n'étoit pas ingrate. Flattée de se voir adorée par un guerrier , dont elle entendoit tous les jours vanter les exploits , elle répondit à sa tendresse par des sentimens réciproques. La comtesse , qui pour lors étoit en Angleterre , envoyoit à son chevalier , *harnois de guerre , haquenées , coursiers & lettres amoureuses* , par quoi ledit messire Eustache en étoit plus hardi , & faisoit tant de chevaleries & de beaux faits d'armes , que chacun gagnoit avec lui. Auberticourt épousa dans la suite Isabelle de Juilliers. Les désordres qu'il commettoit étoient si

grands , que le régent crut ne pouvoir
y remédier plus sûrement , qu'en lui
opposant un adversaire de même trem-
pe. Il chargea de cette commission
Brocard de Fenestrange , chef d'avan-
turiers Lorrains , & lui promit une
somme considérable pour cette expé-
dition. Fenestrange rassembla ses gens
au nombre de cinq cents hommes d'ar-
mes : plusieurs seigneurs & gentils-
hommes , Champenois & Bourgui-
gnons , se joignirent à lui. Le château
de Hans , appartenant à Auberticourt ,
fut emporté d'assaut. Fenestrange l'at-
teignit ensuite près de Nogent-sur-
Seine. Le capitaine Lorrain , comme
le plus expérimenté , rangea sa petite
armée en trois batailles ; il se réserva
le commandement de la première ,
ayant pour second l'évêque de Troies.
Jean de Châlons & le comte de Joui
étoient à la tête de la seconde , & le
comte de Joinville conduisoit la troi-
sième. Le combat fut long & san-
glant ; mais enfin Eustache d'Auberti-
court , dangereusement blessé d'un
coup de lance qui lui rompit trois
dents , fut entièrement défait , & obli-
gé de se rendre prisonnier.

Cette victoire procura quelque tran-

ANN. 1359.

quillité à la province ; mais ce foible soulagement ne fut pas de longue durée. On avoit promis à FeneStrange trente mille écus , qu'il n'étoit pas possible d'acquitter. Il fit demander au régent le payement de ses services ; & comme on différoit de le satisfaire , il eut la hardiesse d'envoyer au prince un défi , par lequel il lui déclaroit la guerre , ainsi qu'au royaume de France. Il ne s'en tint pas aux menaces : il devint en peu de tems un ennemi plus redoutable que ne l'avoit été Auberticourt. Il commença les hostilités par la prise , le pillage & l'embrasement de Bar-sur-Seine , qu'il détruisit de fond en comble : il courut ensuite la Champagne , mettant tout à feu & à sang , ravageant les villes sans défense , les bourgs & les campagnes , avec plus de fureur & d'inhumanité qu'aucun des autres brigands qui l'avoient précédé. La foiblesse du gouvernement empêchoit le régent de punir ces barbares excès , que le malheur des tems sembloit avoir légitimés. Il fallut composer avec FeneStrange , qui ne consentit de se retirer en Lorraine , qu'après avoir été payé entièrement de ce qu'il prétendoit lui être dû.

Comme vers ce tems-là on s'aperçut que les ravages occasionnés par les gens de guerre, devenoient moins fréquens, on attribua ce ralentissement à la punition miraculeuse d'une impiété commise par un homme d'armes: voici comme Froissard rapporte cette aventure, que l'on place ici sans prétendre faire valoir, encore moins garantir ce qu'elle a de prodigieux, mais uniquement dans la vûe de donner une idée de la licence & de la férocité qui régnoient parmi ces brigands. Les Anglois étant entrés dans un village appelé Ranay, forcerent l'église où le curé, vêtu de ses habits sacerdotaux, célébroit la messe. Un écuyer prit le calice, renversa le vin, & frappa de sa main armée d'un gantelet de fer le prêtre, qui voulut lui faire quelques représentations sur ce sacrilège: le coup fut si violent, que le sang du ministre rejaillit sur l'autel. Ce scélérat sortit ensuite de l'église, emportant le calice, la patene & le corporal; mais il ne porta pas loin ces dépouilles sacrées. A peine fut-il dans la campagne, que son cheval l'emporta; & après avoir tourné quelque tems, se renversa sur lui, & le tua par sa chute,

ANN. 1359.

Impiété miraculeusement punie.

Froissard.

ANN. 1359.

Les compagnons de cet écuyer regardoient avec surprise cet événement ; mais leur terreur augmenta, lorsqu'ils virent dans le moment l'homme & le cheval réduits en cendre. Ils firent dès-lors serment, *que jamais église ils ne violeroient.* Jean de Pecquigny, ce digne ami du roi de Navarre, termina dans ce même tems sa vie criminelle : son valet de chambre l'étrangla dans son lit.

Evacuation
de plusieurs
places.

Froissard.
Chron. MS.

La ruine des provinces força ces voleurs d'abandonner des lieux désolés qui n'offroient plus rien à leur avarice. Ils se jetterent sur le Berry, le Limousin & l'Auvergne : leur dessein, disoit Robert de Canolle, leur chef, étoit *d'aller visiter le pape & les cardinaux à Avignon, & d'avoir de leurs florins, aussi bien que l'archiprêtre en avoit eu.* Quelques autres compagnies évacuèrent à prix d'argent les villes & forteresses qu'elles occupoient. On s'estimoit trop heureux de se défaire, à quelque condition que ce fût, de ces incommodes voisins. Ce fut ainsi que les habitans de Noyon acheterent le château de Mauconseil, qu'ils démolirent jusqu'aux fondemens, aussi-tôt que les ennemis se furent retirés. Les

habitans de Compiègne acquirent pareillement le château de Creil , dont la garnison alla sur le champ s'emparer de Pont-Saint-Maxence & de Clermont , pour en retirer encore une nouvelle composition. Jean de Segur , commandant de la garnison Angloise de Nogent-sur-Seine, vendit cette place à l'évêque de Troies , qui lui donna ses lettres d'obligation de la somme convenue. Segur eut l'imprudence de venir à Troies pour recevoir le payement : les habitans de la ville entourèrent la maison du prélat , demandant à grands cris qu'on leur livrât ce seigneur. *Comment*, disoient-ils , *Monsieur l'évêque se truffe-t-il de nous de servir auprès de lui le plus grand pillard de France , & veut encore que nous lui donnions notre argent ?* L'évêque eut beau leur représenter que le chevalier n'étoit venu que sur la foi d'un sauf-conduit pour l'accomplissement d'un traité , dont eux-mêmes étoient demeurés d'accord , ils ne voulurent rien entendre ; malgré les prières du prélat , ils forcèrent le palais épiscopal , massacrèrent Segur , & le mirent en pièces , après l'avoir immolé à leur ressentiment.

ANN. 1359.*Spicil. cons.
de Nang.*

ANN. 1359.

Expiration
de la trêve
avec l'Angle-
terre.

Propositions
de paix rejet-
tées.

Froissard.

Chron. de

S. Denis.

Chron. MS.

Edouard, exactement informé de la situation du royaume, jugea qu'il étoit tems de mettre à profit des circonstances si favorables à son ambition. Jus- qu'alors il ne s'étoit point encore ou- vertement expliqué sur les conditions qu'il prétendoit imposer. Depuis la prison du roi, on avoit plusieurs fois traité de sa délivrance, sans pouvoir y parvenir : le monarque Anglois avoit ses vûes, en traînant les negociations en longueur. La France s'affoiblissoit tous les jours par la désunion de ses propres forces, & il n'en avoit coûté à l'Anglois que quelques troupes, & d'accorder aux garnisons de ses places une permission tacite de se joindre aux compagnies qui déchiroient nos pro- vines. La trêve étant expirée, on re- nouveilla les hostilités & les conféren- ces pour la paix. L'archevêque de Sens, le comte de Tancarville son frere, le comte de Dammartin, & le maréchal d'Andregghen, prisonniers en Angle- terre, avoient fait plusieurs voyages de Londres à Paris, mais inutilement.

Traité pour
la délivrance
du roi.

Le roi Jean cependant, malgré les égards dont les vainqueurs adoucif- soient sa captivité, s'ennuyoit d'un séjour qui depuis si long-tems le tenoit éloigné

Éloigné de ses états : son impatience ne lui permit pas de différer davantage le recouvrement de sa liberté. Il crut obtenir des conditions moins défavorables en traitant avec Edouard, sans employer d'autre agent que lui-même, dans l'espoir que l'Anglois par générosité relâcherait quelque chose de ses prétentions ; mais ce prince politique ne se piquoit pas de sacrifier ses intérêts à des raisons de bienfaisance. Il prescrivait ses loix avec toute la rigueur dont sa bonne fortune l'avoit mis en état de faire usage ; & le roi , qui vouloit terminer à quelque prix que ce fût , consentit à tout. Le modèle du traité dressé & signé par les deux rois , & par le prince de Galles & le duc de Bourbon , fut apporté en France , afin que le régent le ratifiât. Ce prince trouva excessive la dureté des conditions exigées par l'Anglois : toutefois l'appréhension qu'on ne le soupçonnât de ne pas témoigner assez de zèle pour procurer la délivrance du roi son pere , l'empêcha de prendre sur lui un refus , qu'on auroit pû mal interpréter. Il convoqua les trois ordres du royaume. La confusion qui régnoit alors en France , ne permit pas à plu-

ANN. 1359.

Rejeté par
les états.

sieurs des députés des bonnes villes de
se rendre à cette invitation.

L'assemblée rejetta unanimement le traité, & conseilla au duc de continuer la guerre, plutôt que d'accepter la paix à ce prix. Le régent assuré de la disposition des états, & en quelque sorte autorisé par leur avis, se conduisit d'une manière bien capable de faire impression sur l'esprit du peuple. Il se rendit au palais, & se montra aux Parisiens sur le perron de marbre de la cour. Guillaume de Dormans, avocat général, lut tout haut le traité apporté de Londres. Edouard s'y faisoit céder les duchés de Normandie & de Guyenne, la Xaintonge, l'Aunis, Tarbes, le Périgord, le Querci, le Limousin, Bigorre, le Poitou, l'Anjou, le Maine, la Touraine, les comtés de Boulogne, de Guines & de Ponthieu, Montreuil sur mer & Calais, pour les posséder en toute souveraineté. Il prétendoit encore qu'on abandonnât la suzeraineté du duché de Bretagne : il exigeoit enfin quatre millions d'écus d'or pour la rançon du roi. La lecture de ce traité souleva tous les esprits : on entendit un murmure général d'indignation ; le peuple s'écria de concert,

que ledit traité n'étoit point passable ni faisable, & que toute la nation étoit résolue de faire bonne guerre au roi Anglois. Lorsque les seigneurs qui avoient apporté le traité en France, furent retournés à Londre, & qu'ils eurent rendu aux deux rois la réponse du régent, le roi Jean, qui ne s'attendoit pas à ce refus, en témoigna un extrême déplaisir : *Hahé* dit-il, *Charles beau fils, vous vous conseillés au roi de Navarre qui vous deçoit, & decevrait quarante tels que vous êtes.* Edouard de son côté jura, qu'avant que l'hiver fût passé, il entreroit en France avec une armée si formidable, qu'il obligerait le régent de subir les loix qu'il voudrait dicter, & qu'il ne désarmerait point qu'il n'eût subjugué la France. Il fit cependant transférer le roi au château de *Sommerton* dans le duché de *Lincoln*, & lui retrancha une partie de la liberté dont il avoit joui jusqu'alors.

Ann. 1359.

*Rym. a8.
pub. tom. 3.
p. 1. fol. 177.*

Le bruit de la résolution d'Edouard se répandit bien-tôt. Tandis qu'il rassemblait en Angleterre l'armement le plus redoutable qu'il eût jamais formé, une infinité de barons & de chevaliers Allemands, se préparoient à le venir joindre, dans la vue de partager avec

*Plusieurs
étrangers
viennent à
Calais offrir
leurs services
à Edouard.
Froissard.*

ANN. 1359.

lui le pillage de la France. Les richesses que plusieurs de leurs compatriotes avoient rapportées, étoient un puissant motif pour aiguillonner leur bonne volonté. On voyoit journellement accourir par la Flandre & le Brabant de ces conducteurs de troupes mercenaires, attirés par l'espoir du butin. Leur nombre étoit si considérable, qu'ils remplissoient les environs & la ville de Calais, où l'on disoit que le roi d'Angleterre devoit incessamment arriver. L'oisiveté, les plaisirs & la bonne chère les obligerent bien-tôt de vendre jusqu'à leurs équipages pour fournir à leurs dépenses. Le duc de Lenclastre étant descendu à Calais avec quelques troupes, fut assez embarrassé d'y rencontrer cette foule d'étrangers, dont la plupart étoient venus sans être mandés. Il étoit aussi dangereux d'accepter que de refuser leur secours. Le duc s'arrêta au projet de les éloigner de Calais, & de profiter de ce mouvement pour commencer les hostilités. Ils acceptèrent la proposition qu'il leur fit de se mettre à leur tête, & d'ouvrir la campagne, dans l'espérance qu'ils trouveroient en France de quoi se dédommager du tems qu'ils avoient

perdu : il fit donner à la plûpart l'argent nécessaire pour payer ce qu'ils devoient , & se remettre en équipage. Le duc de Lenclastre avec ces troupes ravagea les environs de S. Omer , courut le Cambresis , l'Artois , jusqu'aux frontières de la Picardie , où il reçut la nouvelle du débarquement d'Edouard ; alors il reprit la route de Calais. Il rencontra le roi à quelque distance de la ville , avec *la premiere bataille* de son armée. Ces capitaines Allemands , Bohémiens , Brabançons , Hennuyers , représenterent à Edouard qu'ils avoient tout quitté pour venir lui offrir leurs services , & que la trop longue attente de son arrivée les avoit réduits dans l'indigence , *ayant dependu harnois , chevaux , habits , & tout vendu , en sorte que peu ou rien leur étoit demeuré.* Edouard leur dit de retourner à Calais , où il leur feroit sçavoir ses intentions. Quelques jours après , il leur envoya dire qu'il n'avoit pas apporté d'Angleterre un trésor assez considérable pour les payer ; mais que s'ils vouloient l'accompagner à leurs frais , il leur permettroit de tenter la fortune avec lui , sans être obligé de sa part de leur donner de solde , *ni aucuns dé-*

ANN. 1359.

dommagemens pour pertes d'équipages, d'armes, & de chevaux perdus. La déclaration d'Edouard ne les satisfit pas : plusieurs retournerent dans leur patrie, & les autres prirent le parti qu'on leur offroit.

Edouard en-
tre en France,
forme le siège
de Reims.

*Spicil. cont.
de Nang.
Froissard.
Chron. MS.*

L'armée Angloise montoit à cent mille combattans. Cinq cents hommes marchaient en avant pour applanir les chemins : six mille chariots attelés portoient les bagages, l'artillerie & les provisions. Les ennemis avoient des fours & des moulins portatifs, aussi bien que des grains pour leur nourriture : car la famine désoloit alors la France ; & ce malheureux royaume, depuis si long-tems dévasté en détail, touchoit au moment d'éprouver un ravage général par de nouveaux ennemis. Lorsque le régent apprit la descente du roi d'Angleterre, il jugea que ce seroit une grande témérité de commettre le salut de l'état au succès douteux d'une bataille, avec le peu de troupes qu'il avoit. Il se contenta donc de fortifier les villes qui pouvoient être défendues, & d'y mettre de bonnes garnisons, abandonnant le plat pays à la discrétion des ennemis. Ainsi le prince Anglois, sans trouver presque la moindre

résistance, traversa le Cambresis, dont les habitans réclamerent envain les privilèges de l'Empire, entra dans l'Artois & la Picardie, que ses troupes parcoururent, sans attaquer les villes fortifiées. Il vint ensuite s'attacher au siège de Reims, malgré les incommodités de la saison. La place fut investie le jour de la S. André. Elle étoit défendue par messire Jean de Craon son archevêque, par le comte de Porcien & Hugue de Porcien son frere, les sires de la Bone, de Canency, Dannore, de Lore, plusieurs autres chevaliers, & par une forte garnison.

Les ennemis souffrirent beaucoup d'incommodités pendant ce siège, sans pouvoir se flatter d'avoir remporté d'autre avantage, que de ruiner les environs de la place. On soupçonna Edouard de n'avoir assiégé Reims, par préférence à plusieurs autres villes qu'il avoit laissées derriere lui, que dans l'intention de s'y faire sacrer & couronner roi de France. Peut-être aussi comptoit-il sur la réussite d'une conspiration qui se tramoit à Paris dans le même tems.

Par le dernier traité de pacification,

Ann. 1359.

Conspira-
tion décou-
verte.

Ibid.

*Chron. de
S. Denis.*

*Trésor des
chartres reg.
90. pag. 382.*

*Mém. de
l'hist. de
Ch. le Mau-
vais.*

*Hist. geneal.
de la maison
de France.*

le Navarrois n'avoit songé à se procurer un accès libre auprès du régent, que dans la vûe de marquer plus sûrement l'endroit où il voudroit le frapper. Il vivoit avec le prince dans la plus intime familiarité : il étoit de tous les conseils. Charles le consultoit ; mais il avoit toujours les yeux ouverts sur sa conduite publique & secrète : aucune de ses démarches ne lui échappoit. Le régent avoit fait vers ce tems-là un voyage à Rouen, d'où il étoit revenu pour célébrer les nûces de Catherine de Bourbon, sœur de la princesse son épouse, avec Jean d'Harcourt, fils du comte d'Harcourt, qui avoit eu la tête tranchée. Le Navarrois, qui assistoit à ce mariage, obtint un sauf-conduit pour le Captal de Buch son parent, lequel ne s'en servit que pour escalader le château de Clermont en Beauvoisis. Quoiqu'il ne fût pas douteux que cette entreprise n'avoit pas été formée sans la participation de Charles le Mauvais, cependant le duc de Normandie feignit de l'ignorer. Le roi de Navarre, séduit par la confiance qu'on lui témoignoit, se croyoit à la veille d'exécuter la plus noire trahison. Un bourgeois de Paris, nommé *Marius*

Pisdoé, ancien ami & complice de Marcel, étoit à la tête de la conjuration. Il avoit eu le bonheur, dans le tems de la réduction de Paris, d'être compris au nombre de ceux auxquels le prince avoit pardonné. Peu touché d'une pareille grace, il avoit toujours conservé un violent desir de venger la mort de Marcel. Il ne pouvoit l'espérer qu'en excitant une révolution. Pour cet effet il tenta la fidélité de deux autres bourgeois nommés *Jean le Chavenatier* & *Denis le Paumier*. Ces deux citoyens ne se contenterent pas de rejeter les propositions de *Pisdoé*: ils en avertirent le régent, qui leur ordonna de dissimuler avec ce traître, dont par ce moyen on développa les intrigues. Voici quel étoit le complot dans lequel il avoit dit à *Chavenatier* que trempoient les officiers du roi de Navarre. On devoit introduire secrètement par diverses portes de Paris des hommes d'armes déguisés, les distribuer dans les différens quartiers de la ville, surprendre le régent dans le Louvre, massacrer tout ce qui s'y rencontreroit, enfin s'emparer des principales places, afin d'empêcher le peuple de s'assembler: par ce

ANN. 1359.

moyen les conjurés se fussent rendu maîtres de la capitale. La vigilance du régent prévint l'exécution de ce projet; Martin Pisdoé fut arrêté, appliqué à la question, dans laquelle il déclara les particularités de la conspiration: il subit ensuite le dernier supplice; & son corps, divisé en quartiers, fut exposé aux quatre portes principales de la ville. Le Navarrois avoit d'abord affecté une contenance assurée; mais lorsqu'il vit qu'on se préparoit à donner la question à Pisdoé, il ne se crut plus en sûreté dans Paris: la précipitation avec laquelle il se retira, fut un nouvel indice de sa complicité.

ANN. 1360.

Le Navarrois défie le régent.

Edouard leve le siège de Reims.

Froissard.

Spicil. cont. de Nang.

Chron. de saint Denis.

Le roi de Navarre se voyant découvert, ne garda plus de mesures: de Mante où il s'étoit réfugié, il envoya défier le régent & ses frères, & recommença la guerre plus vivement que jamais. Le premier acte d'hostilité fut la prise de Rouboise, château très-fort sur la Seine, dont un de ses capitaines s'empara. Le roi d'Angleterre cependant continuoit le siège de Reims, qu'il fut enfin obligé de lever peu de tems après la déclaration de guerre envoyée au régent par le roi

dè Navarre. Il lui venoit tous les jours de nouveaux renforts. Le seigneur de Roye assisté du brave chanoine de Robesart défit un parti de trois cents hommes d'armes qui alloient joindre l'armée Angloise ; mais ces petits exploits n'empêchoient pas les ennemis de vivre à discrétion au milieu de la France comme dans un pays de conquête. Les Anglois se rendirent maîtres du château de Commercy par le moyen de la mine. L'usage de miner dans ce tems-là étoit de creuser sous l'édifice qu'on vouloit détruire : on soutenoit d'espace en espace le terrain par des étançons de bois ; & lorsque l'ouvrage étoit achevé , on mettoit le feu aux étançons qui n'étoient pas plutôt consumés que l'édifice s'écrouloit. Lorsque Barthelemy de Bonnes capitaine Anglois qui assiégeoit Commercy crut sa mine en état de produire son effet , il fit venir sur sa parole d'honneur Henry de Noir qui commandoit dans la place : il le conduisit jusque sous la tour principale , & lui montra qu'elle n'étoit plus soutenue que par les appuis qu'on y avoit placés. *Certainement , sire ,* dit le commandant François à l'Anglois , *vous*

Ann. 1360.

avés bonne cause, & ce que fait en avés vient de grande gentillesse, si nous rendons à votre volonté : si Jacques bons hommes eussent eu pareil avantage, ils n'en auroient pas usé avec tant de courtoisie. La garnison demeura prisonniere.

*Eroissard.
Chron. MS.
Spicil. cont.
de Nang.*

Edouard après sept semaines de siège avoit décampé de devant Reims, & traversant la Champagne s'approchoit des frontieres de la Bourgogne. Il avoit, avant que de partir d'Angleterre, pris toutes les précautions possibles afin que rien ne retardât la marche de son armée. Il conduisoit avec lui, pour traverser les étangs & les rivières, jusqu'à des batteaux de cuir bouilli dont chacun pouvoit contenir trois ou quatre hommes. Il parcourut la France avec la même sécurité dont il eût pu jouir dans ses propres états, prenant le plaisir de la chasse du vol, & de la pêche. Personne n'osoit se présenter devant une armée aussi formidable que la sienne, & s'il se commettoit de tems à autres quelques hostilités, ce n'étoit que par des détachemens qui s'éloignoient du gros de l'armée pour faire des courses, ou attaquer quelques petites places.

Sur les avis qu'Edouard reçut du projet que quelques chevaliers de Normandie, de Picardie & de Flandre avoient formé de faire une descente en Angleterre pour enlever le roi Jean, il envoya ordre de transférer ce prince du château de Somerton à celui de Berkampstede. La crainte qu'on ne lui ravît son prisonnier ne lui permettoit pas d'être tranquille : il le fit conduire successivement de forteresse en forteresse jusqu'à la tour de Londre. Il crut avoir tout lieu de s'applaudir de cette prévoyance lorsqu'il fut informé que les François avoient débarqué en Angleterre, & s'étoient emparés de la ville de Wynchelse, qu'ils avoient pillée & embrasée avant que de remonter sur leurs vaisseaux.

De toutes les parties de la France, la Bourgogne étoit celle qui avoit le moins souffert, grace à la sage conduite de la reine Jeanne, qui malgré son mariage en secondes noces avec le roi, avoit conservé la tutelle du jeune duc de Bourgogne, fils d'elle & de Philippe de Bourgogne son premier mari, tué au siège d'Aiguillon sous le règne précédent. Après la

ANN. 1360.

Descente en Angleterre.

Rymer. act. pub. tom. 3. p. 1. fol. 294. & suiv.

La Bourgogne composée avec Edouard pour se racheter du pillage.

Froissard. Spicil. cont. de Nang.

T. 8. p. 430. de cette histoire.

ANN. 1360.

bataille de Poitiers, cette vertueuse princesse voyant les désordres qui affligeoient le royaume, & l'impuissance où elle étoit d'y remédier, s'étoit retirée dans les états de son fils. Elle mourut à peu près dans ce tems^a, laissant le jeune duc sous la conduite d'un conseil composé des principaux de la province. L'âge de ce prince ne lui avoit pas permis de prendre part aux troubles qui agitoient la France, & ses sujets n'en avoient été que moins malheureux. L'approche de l'armée Angloise qui d'abord s'empara de Flavigny où elle trouva quantité de vivres, jetta l'alarme dans toute la province. Le roi d'Angleterre avoit, disoit-on, dessein d'y demeurer jusqu'au printems : pour conjurer cet orage, on conclut un traité par

*Rym. ed.
pub. tom. 3.
p. 1. fol. 195.
& suiv.*

* Mezerai marque la mort de cette reine sept ou huit mois après la bataille de Poitiers. Cependant le continuateur de Nangis dit que la nouvelle de la composition faite par la province de Bourgogne pour éviter le pillage fut apportée à Paris dans le tems même qu'il écrivoit ses annales. Il ajoute qu'il ne garantit pas ce fait qui peut être n'étoit qu'un bruit populaire, ne pouvant se figurer que la noblesse de Bourgogne & la reine Jeanne, qui pour lors résidoit dans cette province, se fussent deshonorées par un traité si honteux. Suivant le témoignage de cet écrivain, il paroît incontestable que la reine vivoit encore. *Spicil. cont. de Nang.*

lequel le duc & les états de Bourgogne s'engagerent à payer en quatre termes deux cents mille moutons d'or, moyennant laquelle somme l'Anglois accordoit une trêve de trois années : mais cette trêve devoit être rompue en cas que par l'avis de la plus grande partie des pairs du royaume, Edouard voulût se faire couronner roi de France, & que le duc de Bourgogne y apportât quelque obstacle. Quinze seigneurs s'obligerent à la garantie de ce traité, ainsi que les prélats & les principales villes de la province.

Edouard après la conclusion de ce traité s'éloigna de la Bourgogne & s'avança vers Paris en cotoyant le Nivernois qui, dit-on, se racheta du pillage par un traité dont pourtant on ne trouve aucun vestige dans les actes publics d'Angleterre. L'armée Angloise, après avoir traversé & ravagé le Gatinois, vint camper aux environs de Montlhery & de Longjumeau. Edouard étoit logé au château de Chanteloup entre Montlhery & Châtres (aujourd'hui Arpajon.)

Ce fut là pour la première fois que ce prince prêta l'oreille aux propositions d'un accommodement. L'abbé

ANN. 1360.

L'armée Angloise après avoir traversé la France vient camper près de Paris.

Froissard. Chron. MS. Spicil. cont. de Nang.

Négociations infructueuses. *Ibid.*

ANN. 1360.

de Clugny, & Simon de Langres général des Dominiquains, légats nommés par S. S. pour procurer la paix entre la France & l'Angleterre, après plusieurs voyages de Paris où le régent se tenoit renfermé, au camp d'Edouard, déterminèrent enfin le monarque Anglois à consentir qu'on commençât les négociations. La conférence se tint dans la maladrerie de Longjumeau : le connétable de Fienes, le maréchal de Bouciquaut, Jean le Maingre, les seigneurs de Garençieres & de Vignay, Jean de Bussy & Guichard de Langle chevaliers, & Maillard, ce fidèle bourgeois de Paris, bien digne, après avoir délivré ses concitoyens, de travailler au bonheur général, s'y trouverent de la part du régent : & de celle du roi d'Angleterre, le duc de Lenclastre, les comtes de Warwich & de Norretonne, Jean Chandos, & Gautier de Mauny. Ces plénipotentiaires se séparèrent sans rien conclure.

Edouard
envoie dé-
fier le régent.
Ibid.

Edouard alors s'approcha de Paris & vint loger au Bourg-la-Reine, d'où il envoya un héraut au régent, chargé de le *défier à la bataille*. Le prince ne fit aucune réponse à cette bravade.

On renoua cependant la négociation, mais avec aussi peu de fruit que la première fois. Edouard se flattoit qu'en faisant le dégât dans les environs de la ville il attireroit les habitans au combat; mais le régent avoit fait défense expresse de sortir. On détruisit les fauxbourgs de S. Germain, de Notre-Dame des Champs, & de S. Marcel. Les fortifications que le prévôt des marchands avoit fait construire dans le tems des derniers troubles mettoient la ville hors d'insulte, & du moins on tira ce bien de la révolte de Marcel.

Les Anglois campés à Châtillon, à Montrouge, à Vanvres, à Vaugirard, à Gentilly, à Cachand, cou-
Les environs de Paris pillés & brûlés.
roient impunément la campagne & venoient journellement insulter les Parisiens jusque sous leurs murailles. Environ douze cents hommes des villages voisins de Châtres s'étoient retirés dans un monastere appartenant à S. Maur-des-Fossés : ils avoient fait une espece de forteresse de l'église entourée de fossés, & garnie de machines de guerre. Les Anglois attaquèrent ce fort. Le capitaine qui commandoit cette multitude se trouvant

 ANN. 1360.

trop incommode des pierres que les Anglois ne discontinuoient pas de lancer , gagna une tour contiguë à l'église , suivi des hommes de guerre qu'il avoit avec lui , & abandonna ces malheureux habitans , qui se voyant sans défense résolurent de se livrer aux Anglois , reprochant à ce chef déserteur qu'il les laissoit à la discrétion des ennemis. Ce barbare irrité de ces justes reproches & voulant les empêcher de se rendre , fit mettre le feu à l'église. La flamme en un instant dévora tous ceux qui s'y étoient réfugiés. Mais il ne porta pas loin la punition de son crime : l'embrasement parvint de l'église à la tour qui fut brûlée , ainsi que ceux qui s'y étoient renfermés.

Les habitans de Thoury , ville assez considérable entre Etampes & Orleans , s'étoient cantonnés dans des loges & des baraques de bois , qu'ils avoient construites autour d'un château bien fortifié , situé au milieu de leur ville. Ils avoient détruit leurs habitations & emporté avec eux ce qu'ils possédoient. Les Anglois s'en étant approchés , un des leurs mit le feu à une maison qui par hazard subsistoit en-

core : il faisoit un grand vent qui porta des parcelles de feu sur les toits de ces cabanes. L'incendie se communiquant avec une rapidité inconcevable, fit périr tous ces infortunés au milieu des flammes. Les hommes, les femmes & les enfans pouissoient des cris qui attendrissoient leurs ennemis même : il ne fut pas possible de les secourir : ils périrent presque tous, & la ville ne fut plus qu'un monceau de cendres. Les villes de Montlhery & de Longjumeau furent aussi incendiées : on voyoit ces embrasemens des remparts de Paris. La plupart des habitans des campagnes circonvoisines accouroient dans cette capitale : on les voyoit errer dans les rues sans trouver aucun secours. Ajoutez à tant de calamités une famine affreuse : le septier de bled valoit quarante-huit livres parisis. Telle étoit la situation de nos peres dans l'enceinte de ces murs, aujourd'hui le théâtre de la mollesse, des plaisirs & de la dissipation.

Ann. 1360.

Ibid.

Chron. MS.
du roi Jean.

&c.

Les campagnes avoient été trop maltraitées, & l'armée Angloise étoit trop nombreuse pour qu'Edouard pût la faire subsister long-tems dans le même endroit. Il songea donc à s'é-

Les Anglois
s'éloignent
de Paris.

Ibid.

ANN. 1360.

loigner de Paris , voyant qu'il n'y avoit pas d'apparence de pouvoir forcer cette ville , ou déterminer le régent au combat. Les troupes ennemies décamperent après avoir achevé de détruire & d'embraser tous les postes qu'elles occupoient. Un détachement de l'arrière-garde vint insulter les Parisiens jusqu'auprès de S. Marcel. Plusieurs chevaliers ne pouvant souffrir ce défi , sortirent de la ville malgré les défenses du régent : ils furent punis de leur témérité. A peine avoient-ils passé le Bourg-la-Reine qu'ils tombèrent dans une embuscade : la plupart furent tués ou pris , & les autres eurent bien de la peine à se faire jour à travers les ennemis pour rentrer dans Paris. Les Anglois le jour même laisserent aller sur leur parole les prisonniers qu'ils firent en cette occasion.

Edouard
balance à
consentir à
la paix.
Ibid.

Le dessein d'Edouard étoit de rafraîchir son armée dans la Beauce & dans le pays Chartrain , de passer ensuite en Bretagne , & de rentrer de nouveau en France pour faire le siège de Paris , ne voulant point retourner en Angleterre qu'il n'eût achevé son entreprise. Les légats du pape ne cess-

soient de l'exhorter à la paix, quelquefois il n'en paroissoit pas éloigné : ANN. 1360. mais la dureté des conditions détrui-
soit bien-tôt tout espoir d'accommodement. La fureur des deux partis cependant commençoit à se ralentir par l'épuisement de leurs forces : la France étoit aux abois, & les Anglois eux-mêmes excédés d'une marche pénible à travers des provinces devenues stériles par les malheurs de la guerre, épuisés d'ailleurs par les incommodités qu'ils avoient souffertes des rigueurs de l'hiver, pendant lequel ils avoient presque toujours tenu la campagne, ne demandoient plus qu'à jouir de quelque repos. Cette armée si florissante en entrant en France avoit déjà beaucoup perdu de son activité. Edouard ne pouvoit s'empêcher de considérer que tout ce grand armement ne lui avoit produit d'autre avantage que de lui procurer la triste facilité de porter dans les campagnes le rayage & la désolation, sans qu'il pût s'applaudir de la conquête d'une place importante. Ces réflexions ne dûrent pas peu contribuer à lui inspirer des dispositions pacifiques. Les deux légats qui ne le

quitoient presque pas lui firent enfin agréer que des députés des deux partis s'assemblassent pour traiter de la paix.

Exhortations du duc de Lenclastre.

Comme Edouard témoignoit encore quelque irrésolution, le duc de Lenclastre acheva de le déterminer par ses représentations. *Considérez, monseigneur, lui dit ce prince, que cette guerre que vous faites au royaume de France est trop peu favorable pour vous : vos gens y gagnent, & vous y perdrez votre tems ; tout considéré que vous y guerroyés selon votre opinion^a, me s'il avoit dit, En supposant même que vous fassiez la guerre selon votre espérance.* vous y userez votre vie, & c'est fort que vous en veniez jà à votre entente. Si vous conseillez que entendiez que vous en puissiez yssir à votre honneur, que preniez les offres qu'on vous présente : car, monseigneur, nous pouvons plus perdre en un jour que nous n'avons gagné en vingt ans.

Edouard se détermine. Ibid.

On ne peut passer sous silence un événement dont le témoignage unanime de tous les écrivains contemporains ne permet pas de douter. Ils rapportent que dans le tems que le roi d'Angleterre étoit campé auprès de Chartres, il survint un orage accompagné de tonnerres & de grêle.

d'une grosseur prodigieuse, qui écrasoit les hommes & les chevaux. Les tentes arrachées par la violence du vent étoient entraînées dans les torrens rapides que formoit cet affreux déluge. Mille hommes d'armes & plus de six mille chevaux périrent en cette occasion. On dit qu'en ce moment Edouard effrayé se tourna vers l'église de Chartres, & fit vœu de sacrifier son ressentiment & ses prétentions au bien de la paix. Le brillant auteur de l'essai sur l'histoire générale oppose au récit des historiens qu'il accuse de simplicité, une objection plus éblouissante que solide. *Rarement*, dit-il, *la pluie a décidé de la volonté des vainqueurs & du destin des états*. Si cet illustre écrivain s'étoit donné la peine de faire attention à cette multitude de révolutions arrivées dans l'univers, il auroit reconnu que très-souvent des causes plus foibles qu'une tempête extraordinaire, ont occasionné des changemens encore moins prévus ; il n'en faut pas tant à la fragilité humaine pour nous déterminer dans les actions les plus importantes. D'ailleurs ce qu'il avance ne peut détruire un fait attesté & qui ne répugne point à la raison.

*Essai sur
l'hist. génér.
de M. de Vol-
taire, T. 2,
p. 132.*

Ann. 1360.

Il n'est pas nécessaire de recourir au miracle, & l'on peut se convaincre, sans être accusé d'une superstitieuse crédulité, que la Providence se sert souvent des moyens les plus simples pour nous faire entendre la voix de la justice & de la raison. Froissard qui pour lors écrivoit son histoire & qui eut plusieurs fois l'honneur de voir Edouard III & de lui parler, assure que ce prince depuis le traité convint de l'impression que l'orage fit sur lui. Le continuateur de Nangis marque précisément que plusieurs des principaux seigneurs & capitaines Anglois allerent nuds pieds de leur camp à l'église cathédrale de Chartres rendre graces à Dieu du retour de la paix.

Conféren- Ce fut à Bretigny, bourg situé à une
ces & traité lieu de distance de la ville de Char-
de Bretigny. tres, que se rendirent les députés char-
Traité MS. gés de cette intéressante négociation.
à la bibl. du roi.

Rym. all. Le traité fut fait au nom des deux
publ. tom. 3. princes fils des rois de France & d'An-
P. 1. & 2. gleterre. Les plénipotentiaires nom-

Mémorial- més de la part du régent étoient Jean
de la chambre des comptes.

Chron. MS. de Dormans évêque de Beauvais chan-
celier du duc de Normandie, Jean de

Chron. de Melun comte de Tancarville encore
S. Denis. prisonnier sur sa parole, les seigneurs

de

de Montmorency, de Boucicault, de Vignay, & de Reneval, Simon de Bully premier président, Estienne de Paris chanoine de Notre-Dame, Pierre de la Charité grand chantre de ladite église, Jean Dogerant doyen de Chartres, Guillaume de Dormans, Jean Desmarès avocat au parlement, & Jean Maillard bourgeois de Paris. Les ministres Anglois étoient, le duc de Lenclastre, les comtes de Norhampton, de Warwick, de Stafford, de Salisbury, les seigneurs de Mauny, de Gobhean, de Beauchamp, le Capital de Buch, & autres chevaliers au nombre de vingt-deux. Les conférences durèrent pendant une semaine entière. Enfin toutes les conditions d'une paix si désirée étant réglées de part & d'autre, le samedi septième jour du mois de mai, on convint pour préliminaire, d'une trêve qui devoit durer jusqu'à la saint Michel de l'année suivante.

ANN. 1360.

Le lendemain de la conclusion de la trêve, le traité de paix tel qu'il devoit subsister jusqu'à ce qu'il eût été confirmé par les deux rois, fut signé par les plénipotentiaires des deux partis. Comme la suite de l'histoire obli-

Articles du traité de Breteigny.

gera plus d'une fois de recourir aux conditions de cette paix pour l'éclaircissement des contestations qui surviendront, il est nécessaire d'en rapporter au moins le précis le plus sommaire, mais en même-temps le plus exact, en distinguant tous les articles afin d'éviter la confusion. Voici ces articles au nombre de quarante. 1°. Le roi d'Angleterre outre ce qu'il tenoit en Guyenne & en Gascogne devoit être mis en possession du Poitou, des fiefs de Thouars & de Belleville, de la Xaintonge, de l'Agénois, du Périgord, du Limosin, du Quercy, de Tarbes & de Bigorre, du comté de Gaure, de l'Angoumois & du Rouergue, pour les tenir en toute souveraineté ainsi que les rois de France les avoient tenus, avec l'obligation de la part des seigneurs tels que les comtes de Foix, d'Armagnac, de l'Isle; de Périgord, le vicomte de Limoges & autres dont les terres étoient enclavées dans les provinces cédées, d'en faire hommage au monarque Anglois.

2°. On cédoit à Edouard Montreuil; 3°. le comté de Ponthieu; 4°. Calais avec son territoire, & les seigneuries de Merch, Sangatte, Cou-

logne , Homes , Wall , & Oye ; 5°. le comté de Guines ; 6°. les isles ANN. 1360.

dépendantes de toutes les provinces cédées. 7°. Le roi de France & son fils devoient dans le terme d'un an transporter au roi d'Angleterre tous leurs droits généralement quelconques sur ces provinces. 8°. Il est dit que le roi d'Angleterre les tiendra au même titre que les rois de France , & que toutes les aliénations faites depuis 70 ans par les monarques François seront révoquées. 9°. Que le roi d'Angleterre possédèra dans ces pays les terres qui avoient appartenu à ses prédécesseurs, de la même manière que les rois de France les avoient tenues depuis ce tems. 10°. Que si dans lesdites terres jadis possédées par les rois d'Angleterre il se trouvoit quelques acquisitions nouvelles faites par les rois de France , Edouard & ses successeurs les tiendront au même titre. L'onzième article est une répétition du septième.

Le douzième article qui mérite la plus d'attention , par les difficultés qui suivirent son inexécution , porte que le roi de France & son fils aîné renonceront expressement aux ressort & souveraineté sur toutes les provinces cé-

ANN. 1360.

dées en vertu du traité, & que de leur côté Edouard & le prince de Galles renonceront expressément à toutes les prétentions qu'ils formoient avant le traité, & spécialement au droit & au nom de la couronne de France, ainsi qu'à l'hommage des duchés de Normandie, de Touraine, des comtés d'Anjou & du Maine, de la Bretagne & du comté de Flandre, & que les deux rois conviendront à Calais du lieu & du jour auquel ils doivent faire les renonciations réciproques. 13°. En conséquence du traité le roi d'Angleterre doit faire conduire le roi de France à Calais trois semaines après la S. Jean-Baptiste. 14°. Le roi de France doit payer à Edouard trois millions d'écus d'or pour sa rançon, savoir six cents mille écus à Calais quatre mois après son arrivée, & quatre cents mille écus d'or d'année en année jusqu'à fin de payement. 15°. Immédiatement après le payement des premiers six cents mille écus, & la remise au roi d'Angleterre de la Rochelle & du comté de Guisne, le roi pourra sortir librement de Calais en livrant pour ôtages Philippe de France son fils, les comtes d'Eu, de Longue-

ville, de Ponthieu, de Tancarville, de Joigny, de Sancerre, de Dammarin, de Ventadour, de Sallebruch, d'Ancœurs & de Vendôme, les seigneurs de Craon, de Derval, d'Odenham & d'Aubigny : ces princes & seigneurs avoient tous été pris à la bataille de Poitiers. Voici les noms des autres otages : Louis comte d'Anjou & Jean comte de Poitiers fils du roi, Philippe duc d'Orléans son frere, le duc de Bourbon, les comtes de Blois ou d'Alençon ou leurs freres, les comtes de S. Paul, d'Harcourt, de Portien, de Valentinois, de Brenne, de Vaudemont, de Forez, le vicomte de Beaumont, les seigneurs de Coucy, de Fiennes, de Preaux, de S. Venant, de Garencieres, le dauphin d'Auvergne, les seigneurs de Hanguest, de Montmorency, de Craon, d'Harcourt & de Ligny. 16°. Ceux des prisonniers qui sont donnés en otage étoient déclarés quitte de toute rançon, à moins qu'ils n'eussent composé avant le traité. 17°. Dans le cas où quelqu'un des otages se retireroit sans congé, le roi devoit en rendre un autre de semblable condition à la premiere demande du roi d'Angleterre. Cet article portoit encore

 ANN. 1360.

que le roi de France en partant de Calais pourroit emmener avec lui dix des quarante otages ci-dessus nommés, du choix desquels les deux rois conviendroient. 18°. Le roi, trois mois après son départ de Calais, devoit livrer au roi d'Angleterre quarante-deux otages bourgeois, dont quatre de la ville de Paris, & deux des dix-neuf villes suivantes, sçavoir de Rouen, S. Omer, Arras, Amiens, Beauvais, Lille, Douay, Tournay, Reims, Châlons, Troyes, Chartres, Toulouse, Lyon, Orleans, Compiègne, Caen, Tours & Bourges. Le 19°. article concerne la conduite du roi à Calais, & son séjour dans cette ville pendant quatre mois, dont le premier mois aux dépens du roi d'Angleterre, & les trois autres aux dépens du roi. 20°. Le roi un an après son départ de Calais rendra la terre de Montfort au comte de ce nom. Par le 21°. article les deux rois conviennent d'essayer de terminer par eux ou par leurs commissaires le différend entre Charles de Blois & Jean de Montfort pour raison de la Bretagne, & que si par eux-mêmes ou par les amis de ces deux contendans ils ne peuvent les mettre d'accord au bout

d'un an & demi, les deux parties poursuivront leurs droits comme elles voudront avec la liberté à leurs amis de les aider, & qu'au surplus quel que soit l'événement, l'hommage de la Bretagne restera au roi de France. 22°. Les deux rois se confirmeront réciproquement la possession des terres cédées toutes les fois qu'un des deux le demandera. Le 23^e. article a pour objet la restitution de toutes les terres de Philippe de Navarre. 24°. Le roi d'Angleterre pour cette fois seulement pourra disposer de la succession de Geoffroy d'Harcourt qui l'avoit institué son héritier, ainsi qu'il a été marqué plus haut. 25°. Aucuns des sujets des deux princes qui par le traité changent de domination ne peuvent être inquiétés pour quelque action qu'ils aient commise auparavant. 26°. Tous les propriétaires des terres confisquées pendant la guerre en seront remis en possession, à l'exception des seigneurs de Fronzac, & de Galard Brassac seigneur de Limeuil. Le second de ces deux seigneurs, très-puissant & très-consideré dans la Guyenne, avoit fait un traité particulier avec le prince de Galles, confirmé par Edouard qui lui

ANN. 1360.

donna quatre mille livres de rente en terre , en considération du mariage projeté de son fils avec la fille du seigneur d'Albret allié depuis long-tems avec le roi d'Angleterre^a. Par le 27^e. article le roi doit remettre dans le cours d'un an toutes les terres transportées par le traité. 28^e. Le roi d'Angleterre doit remettre à ses propres dépens toutes les terres ou places tenues par lui ou par ses alliés dans la Touraine , l'Anjou , le Maine , le Berry , l'Auvergne , la Bourgogne , la Champagne , la Picardie , la Normandie , & l'Isle de France , la Bretagne exceptée , à condition qu'au préalable le roi de France aura fourni l'acte de

^a Jean de Galard de Brassac seigneur de Limeuil étoit fils de Pierre de Galard grand maître des arbalétriers sous le regne précédent , charge qui répond à celle de grand maître de l'artillerie. Les descendans de cette maison, connue sous les noms de Galard Terrauze & Galard Brassac , l'une des plus anciennes & des plus distinguées de la Guyenne , ont toujours depuis ce tems signalé leur zèle & leur attachement pour la personne de nos rois , & ont suffisamment réparé par leurs services & leur fidélité une démarche à laquelle Jean de Galard ne s'étoit laissé entraîner que par la conjoncture des tems , la position de ses domaines , l'alliance & l'affinité de sa maison avec celles d'Armagnac , de Foix & d'Albret , & sur-tout l'étendue de la principauté de Guyenne dont les limites incertaines occasionnoient quelquefois des difficultés pour la mouvance & la ressort des seigneuries voisines.

renonciation & aura livré le Ponthieu, la Xaintonge, l'Angoumois & la seigneurie de Montfort. 29°. Le roi de France fera pareillement la délivrance à ses dépens des terres qu'il doit céder, & en cas de désobéissance de la part de ceux qui tenoient lescdites terres, les deux rois sont obligés de s'aider mutuellement à les réduire. 30°. Le clergé doit jouir de son temporel dans les provinces dépendantes des deux monarques. Le 31^e. article confirme l'alliance des deux rois. Le 32^e. oblige le roi de France de renoncer à l'alliance des Ecoissois, & le roi d'Angleterre à celle des Flamands. Par le 33^e. les deux rois s'engagent à faire approuver le traité par le pape sous la peine des censures ecclésiastiques. Le 34^e. confirme toutes les collations de bénéfices faites pendant la guerre. Le 35^e. prescrit que les sujets des deux royaumes jouiront des privilèges des universités. 36°. Les deux rois doivent se donner mutuellement des lettres de sûreté scellées de leurs grands sceaux, signées par les princes de leur sang & vingt des principaux seigneurs. S'il se trouvoit des opposants au traité, le

ANN. 1360.

ANN. 1360. roi de France devoit s'unir avec Edouard pour les contraindre. Le 37^e. annulle tous les traités précédens. Le 38^e. règle la maniere dont les deux rois, un mois après que le traité aura été juré à Calais, s'envoyeront mutuellement leurs lettres confirmatives. 39^e. Les rois de France & d'Angleterre doivent promettre de ne point souffrir qu'il survienne de la part de Rome aucun obstacle à l'exécution du traité. Enfin par le 40^e. il est dit que les deux rois conviendront ensemble à Calais de la maniere dont le roi d'Angleterre cédera au roi de France les dix otages qu'il doit rendre suivant l'article 17^e.

Confirma-
tion du traité
faite à Paris
par le régent.

*Chron. MS.
du roi Jean.*

Six chevaliers Anglois députés par Edouard & le prince de Galles vinrent à Paris le lendemain de la conclusion du traité, pour en entendre la confirmation de la propre bouche du régent. Ce prince manda le prévôt des marchands & les principaux bourgeois de Paris, en présence desquels il fit lire tous les articles de la paix par Jean Desmarès. Après cette lecture Guillaume de Melun archevêque de Sens célébra la messe dans l'hôtel de Sens où le régent étoit logé. Pen-

dant la célébration le prince sortit de son oratoire, s'avança vers l'autel, & posant une de ses mains sur le Missel tandis qu'il approchoit l'autre du S. Sacrement, *sans toutesfois y toucher*, il prononça tout haut devant les chevaliers Anglois, le serment prescrit d'observer inviolablement toutes les conditions du traité. Aussitôt que le serment fut fait, un huissier d'armes ouvrit une des fenêtres de l'appartement du duc & annonça au peuple assemblé dans la cour de l'hôtel, que la paix étoit faite. Le régent se rendit ensuite à Notre-Dame pour rendre à Dieu des graces solennelles du retour de la tranquillité.

Cette cérémonie fut le signal des réjouissances publiques. Les chevaliers Anglois furent honorés & fêtés pendant le peu de séjour qu'ils firent à Paris. Le régent les conduisit lui-même à la sainte Chapelle & leur montra les reliques qu'on y conserve. Il leur donna un festin magnifique, & les congédia après avoir fait présent à chacun d'eux d'un cheval de prix.

Le prince de Galles fit le même serment dans l'église cathédrale de

Confirmation
tion du traité.

Louviers en présence de six députés du régent. Après ces premières sûretés de pacification données de part & d'autre, le roi d'Angleterre & son

AHN. 1360.
par le prince de Galles.
Le roi Jean est conduit à Calais.

Ibid.

filz s'embarquerent à Harfleur & passerent à Londres afin de commencer l'exécution du traité en faisant conduire à Calais le roi prisonnier. Jean étoit pour lors renfermé dans la tour de Londres. Ce fut-là que ce prince

Rym. añ. pub. T. 3.

ratifia le traité de Bretigny en présence de Philippe de France son fils, des comtes de Ponthieu, de Tancarville, d'Auxerre, de Joigny, de Sancerre & de Sallebruche. Le même jour il fut élargi de la tour en promettant de tenir loyale prison jusqu'à l'accomplissement des conditions qui suivant le traité devoient précéder son entière délivrance. Conformé-

Rym. añ. pub. tom. 3. p. 1.

Spic. cont. de Nang.

Froissard. Chron. MS.

ment aux termes de l'accord le roi monta sur le vaisseau qui devoit le transporter en France & vint débarquer à Calais, dans le même-tems que le régent partit de Paris & se rendit à S. Omer.

Subside, & prêt-d'argent accordés par les Parisiens pour la rançon du roi.

On commençoit cependant à lever dans le royaume le subsidé accordé pour payer la rançon du roi. La ville de Paris fournit quatre-vingt mille

florins d'or pour sa part du premier payement, & on tira par forme d'em- ANN. 1360.
prunt cent mille royaux d'or tant des
gens d'église & nobles, que des gens
aîsés du tiers-état.

Edouard arriva trois mois après le
roi dans la ville de Calais, & les deux
rois dînèrent ensemble. Le comte de
Flandre entra dans la salle où ils
étoient à table : il se mit à genoux
devant le roi de France, & s'étant
relevé il salua le roi d'Angleterre d'u-
ne simple inclination. Le comte de
Flandre venoit à Calais pour ratifier
les clauses du traité qui concernoient
ses états, telles que l'alliance des Fla-
mands avec les Anglois, & la sou-
veraineté du roi de France sur cette
province. Le régent s'étoit rendu à
Boulogne d'où il alla voir le roi son
pere à Calais, ayant pris la précaution
de se faire donner les deux fils puînés
du roi d'Angleterre en ôtage. L'en-
trevue du pere & du fils après une si
longue absence fut extrêmement ten-
dre. Ils prirent ensemble les mesures
convenables pour l'accomplissement
du traité & le soulagement des maux
dont le royaume étoit accablé.

Les premiers jours de l'arrivée d'E-

ANN. 1360.

Les deux
rois confir-
ment à Calais
le traité de
Bretigny.

Rym. aff.
pub. tom. 3.
P. 1. & 2.
Chron. MS.
du roi Jean.

douard à Calais furent employés à dresser les modèles des lettres & des actes jugés nécessaires pour la sûreté, ratification & exécution de tous les articles que les deux rois signèrent. Enfin le vingt-quatre octobre après la confirmation de la paix, ils entendirent la messe ensemble & jurèrent l'observation du traité sur les saints Evangiles. Lorsqu'il fut question d'aller à l'offrande, aucun des deux monarques ne voulut précéder l'autre : on apporta la paix au roi de France, *qui ne la voulut prendre*, mais sortant de son oratoire la présenta au roi d'Angleterre qui la refusa pareillement : alors les deux princes s'embrassèrent en présence de tout le monde.

Les actes relatifs aux différentes conditions du traité furent expédiés le même jour, mais le plus important de tous, & dont les autres ne sont que des dépendances, c'est la ratification du traité même conclu entre le duc de Normandie & le prince de Galles, autorisés par les pouvoirs des deux rois leurs pères. Le changement le plus considérable qui fut fait à ce traité & qui seul mérite une sérieuse attention, c'est qu'on retrancha l'article 13^e qui

concernoit les renonciations respectives d'Edouard à la couronne de France, & du roi à la souveraineté des provinces cédées. Du Tillet & quelques écrivains après lui, ont prétendu que cette soustraction du 12^e article étoit l'ouvrage de la politique du duc de Normandie, qui vouloit se ménager un moyen de revenir contre un accord défavorable; mais le Pere Daniel observe qu'il n'y a pas d'apparence que le retranchement d'un point si essentiel eût échappé à la connoissance d'Edouard & de ses ministres. On peut ajouter à cette remarque judicieuse, que ce fut plutôt un artifice employé par le roi d'Angleterre pour se conserver sa prétention chimérique au trône François, prétention qu'il n'abandonna jamais sincèrement. La bonne foi que le roi de France témoigna dans l'exécution du traité, & qu'il ne démentit point, ne peut donner prise au moindre soupçon: il faudroit donc que le duc de Normandie l'eût trompé aussi-bien qu'Edouard, ce qui ne paroît pas vraisemblable. Enfin pour justifier pleinement la franchise du roi à cet égard, on trouve dans le recueil des piéces conservées dans un

Ann. 1360.

*Trésor des
Chartres reg.
89.*

*Actes MS.
de l'exécution
du traité de
Bretig. bibl.
du roi.*

manuscrit de la bibliothèque du roi, un acte daté de Boulogne, par lequel le roi renonce à la souveraineté des provinces cédées à Edouard, à condition toutefois que ce roi renoncera de son côté à ses prétentions conformément au 12^e article du traité de Bretigny. Que pouvoit faire de plus le roi de France ? Il envoya dans la suite cet acte de renonciation à Bruges, ainsi qu'on en étoit convenu ; mais le roi d'Angleterre n'agit pas de même, personne ne se rendit à Bruges de sa part.

*Vues d'E-
douard en re-
fusant de ra-
tifier le dou-
zième article.*

Une pareille conduite ne prouve-t-elle pas manifestement que satisfait de l'accomplissement des autres conditions, il ne vouloit pas en remplissant ce seul article, se priver d'un droit prétendu qu'il se réservoir tacitement de faire valoir dans la suite ? Possesseur de près de la moitié du royaume, il s'imaginait n'avoir plus qu'un pas à faire pour envahir le reste à la première occasion, & le droit de suzeraineté lui devoit paroître un avantage chimérique dans la personne de Jean, dès qu'il persistoit à se regarder lui-même comme seul légitime roi de France. Aussi négligea-t-il de répon-

dre aux sommations qui lui furent faites d'envoyer à Bruges l'acte de sa renonciation.

Ann. 1360.

Les autres articles du traité , à la réserve de quelques-uns des moins importants , furent exécutés fidèlement. Le roi fit expédier des ordres à tous les gouverneurs & commandans des provinces & places cédées , de les délivrer aux officiers du roi d'Angleterre. Les principaux ôtages se rendirent à Calais. Enfin le roi après quatre ans un mois & six jours de captivité partit à pied de cette ville le 25 Octobre 1360 accompagné du prince de Galles & de ses deux freres , & vint le même jour en pèlerinage à N. Dame de Boulogne. Edouard l'avoit conduit par honneur jusqu'à une lieue de distance de la ville de Calais.

Délivrance du roi.

Ibid.

Froissard.

Le roi d'Angleterre suivant le traité devoit rendre au roi dix des ôtages : Philippe le plus jeune des enfans de France fut de ce nombre. L'attachement que ce prince avoit témoigné au roi son pere le jour de la bataille de Poitiers le lui avoit rendu extrêmement cher : cette inclination s'étoit encore fortifiée par le long séjour qu'ils avoient fait ensemble en An-

Philippe le plus-jeune de ses enfans lui est rendu.

ANN. 1360.

gleterre, & le roi ne tarda pas à lui donner des marques de sa prédilection sur ses autres enfans.

Traité avec
le roi de Na-
varre.

*Attes MS.
concernant le
traité de Bre-
signy, à la
bibl. du roi.*

*Rym. att.
pub. tom. 3.*

*Mém. de
lett. pour ser-
vir à l'hist.
de Charle le
Mauvais par
M. Secousse.*

*Trésor des
Char. lay. 4.
de Navarra.*

*Chambre
des comptes
mém. D. &c.*

Le jour même de la confirmation faite à Calais du traité de Bretigny, fut conclu l'accordement du roi de Navarre, par la médiation d'Edouard. En conséquence le roi accorda au Navarrois une abolition générale tant pour lui que pour ses partisans, & la restitution de tous leurs biens. Parmi ce grand nombre de partisans compris dans l'amnistie, le roi de Navarre se réserva le droit d'en nommer trois cents auxquels on devoit donner des lettres particulières d'abolition expédiées en chancellerie, & ce pardon n'exceptoit aucun crime, non pas même celui de leze-majesté. On ne peut retenir son indignation, à la lecture de la liste qu'il donna, d'y voir Robert le Coq évêque de Laon, ce prélat si digne des plus sévères châtimens : mais le roi en accordant cette grace à laquelle il ne se déterminoit que pour le bien de la paix, exigea que ce prêtre turbulent sortît du royaume. Il passa en Espagne où il mourut évêque de Calahorra. Charle s'obligea par ce traité de venir trouver le roi & de

lui faire serment de fidélité, à condition cependant qu'on lui remettroit pour sûreté de sa personne douze otages à son choix parmi les princes & seigneurs, les enfans de France exceptés. Les places occupées par les Anglois, dans les domaines du roi de Navarre, devoient lui être restituées, & si quelques ennemis vouloient lui faire la guerre, le roi promit d'observer une exacte neutralité. Enfin ce traité confirma l'accord précédemment fait entre le duc de Normandie & la reine Blanche. Cette paix avec le Navarrois fut jurée par les rois de France & d'Angleterre en présence du duc d'Orleans, de l'évêque de Terouane, du comte de Tancarville & des autres plénipotentiaires du roi de France, & de Philippe de Navarre, de l'évêque d'Avranches, du Cardinal de Buch & des seigneurs de Pecquigny au nom du roi de Navarre, qui envoya quelque tems après ses lettres de ratification.

ANN. 1360.

*Trésor des
Chart. lay. 4.
pièce 4.*

Quelques jours après, le roi partit de Boulogne & vint à Saint-Omer, où l'on célébra son arrivée par des réjouissances & des fêtes. On donna un magnifique tournoi auquel assiste-

*Le roi se
rend à S. De-
nis, où le Na-
varrois lui
prête serment
de fidélité.*

Chron. de

rent plusieurs seigneurs & chevaliers François & Anglois. De Saint-Omer Jean se rendit à Hesdin, où il demeura quelque tems. Ce fut en cette ville qu'il nomma plusieurs officiers pour composer sa maison : il y fit l'ordonnance de son hôtel & de sa chambre des comptes qu'il forma de six maîtres des comptes, moitié clercs & moitié laïcs. Le monarque prit ensuite la route de Paris par Amiens, Compiègne, & Senlis. Il arriva le 11 décembre à S. Denis, où le Navarrois qui ne s'étoit point encore présenté devant lui, vint le trouver, emmenant avec lui les otages qu'on lui avoit donnés pour sûreté de sa personne conformément au traité. Le roi reçut ce prince dans l'église de S. Denis devant le grand autel. Charles s'inclina profondément devant son souverain, & jura sur le corps de N. S. que l'abbé de S. Denis revêtu de ses habits sacerdotaux tenoit entre ses mains, » que dorénavant il seroit » bon, loyal, & fidèle sujet & fils du » roi de France son beau-père, qui de » son côté promit qu'il lui seroit bon » père & seigneur. » Ces promesses réciproques furent accompagnées des

ANN. 1360.

Saint Denis.

Chron. MS.

Froissard.

Spicil. con-
sin. de Nang.

Sermons du duc de Normandie & de Philippe de Navarre. Cette entrevue se termina par un festin auquel Jean invita le roi de Navarre, qui le même jour partit de S. Denis & retourna en Normandie.

ANN. 1360.

On faisoit cependant à Paris les préparatifs de la réception du roi, qui entra dans cette capitale le treize décembre. Les Parisiens semblèrent en cette occasion avoir oublié les maux qu'ils avoient soufferts. La présence du souverain avoit tout effacé. Les lieux par lesquels il passa étoient tapissés; des fontaines de vin couloient dans les rues remplies d'une foule de peuple. Le roi traversant la ville sous un dais de drap d'or porté sur quatre lances, alla d'abord descendre à l'église de Notre-Dame, où il rendit à Dieu ses actions de grâces. Après s'être acquité de cette obligation religieuse, il vint au Palais. Il y étoit attendu par les députés de la ville, qui lui offrirent au nom des habitans un présent de mille marcs de vaisselle d'argent.

Le roi vient à Paris.

Ibid.

Le roi de retour dans ses états, avant que de reprendre les rênes du gouvernement, confirma tous les ac-

*Du Tillet
recueil des
rois de Fr.
annor.*

ANN. 1360.

Regist. du
parlem. cotte
A. fol. 51.

Ch. des C.
mém. D. fol.
14.

Ordonnan-
ces des rois
de France.

tes de souveraineté exercés par Charles de France son fils aîné comme régent du royaume en l'absence du roi son père. Cette confirmation qui fut pour lors jugée d'une nécessité indispensable, sert à établir la différence essentielle qui se trouve entre la régence administrée pendant l'absence ou la maladie du monarque, & celle qui a lieu pendant la minorité. Dans le dernier cas la ratification du prince parvenu à la majorité n'est pas jugée nécessaire, parce que les loix & les constitutions du royaume, ayant appelé au gouvernement de l'état celui qui a rempli les fonctions du souverain, ces mêmes loix sont censées avoir confirmé tous les actes émanés de l'autorité qui lui a été confiée. On ne regarde comme régent proprement dit que celui qui gouverne pendant la minorité : celui qui régit pour absence ou maladie n'est régent qu'accidentellement & en quelque façon *par prêt*, quoiqu'il ait joui pendant son ministère de toute la plénitude du pouvoir absolu.

Difficulté
de payer la
rançon du
roi.

La misère des peuples rendoit très-onéreuse l'exécution des articles de la paix : on manquoit d'argent pour ac-

quitter le paiement de la rançon du roi. Le pape avoit accordé deux décimes sur le clergé de France. La plupart des bonnes villes s'étoient taxées elles-mêmes : plusieurs administrateurs des finances avoient été arrêtés & confisqués prisonniers : enfin la nécessité où l'on se trouvoit avoit fait recourir à tous les expédiens pour recouvrer les fonds nécessaires. L'affoiblissement des monnoies fut la seule ressource qu'on ne mit pas d'abord en usage , & que peut-être l'extrême dérangement des affaires auroit rendu excusable. Il paroîtra sans doute singulier que dans le tems où tout sembloit inviter le roi à se procurer des secours par l'affoiblissement des especes , on fabriquaît au contraire une monnoie nouvelle plus forte que la précédente. Mais c'étoit avec cette monnoie que les décimes & autres impositions devoient être payées par les peuples ; & le roi d'Angleterre ne se seroit pas contenté pour la rançon du roi d'especes au-dessous de leur valeur. Il est dit seulement que dans le même-tems on fabriqua pour le menu peuple des petits blancs faux de la valeur de deux deniers. C'est probablement ce qui a

ANN. 1360.

*Trésor des
Chartres.
Du Tillet.*

*Chron. MS.
du roi Jean.*

Ann. 1360.

Phil. de Comines.

Rappel des Juifs.

Recueil des ordonnances.

Trésor des Ch. reg. 89.

Abr. chronol. de l'hist. de France.

Ordonnances, 3^e vol. p. 471.

donné lieu à l'un de nos écrivains de rapporter dans le siècle suivant, qu'on fit une monnoie de cuir avec un clou d'argent dans le milieu.

Les Juifs crurent trouver le moment favorable pour obtenir leur rappel. Bannis de France sous les regnes précédens, & même depuis l'avènement du roi à la couronne, ils n'avoient depuis ce tems joui de la permission d'y demeurer que par une espece de tolérance. Avant la délivrance du roi ils avoient fait plusieurs démarches auprès du régent qui n'avoit pas marqué d'éloignement de leur accorder une grace pour laquelle ils offroient des sommes considérables.

Peu de tems après sa délivrance le roi donna une déclaration par laquelle il leur permettoit de revenir & de demeurer dans le royaume pendant vingt années. La même ordonnance étoit accompagnée de lettres qui commettoient à la garde & conservation de leurs privilèges le comte d'Etampes prince du sang de la branche d'Evreux.

Outre la somme que cette nation industrieuse, toujours persécutée, toujours étrangere dans l'univers, & toujours riche, donna pour cette liberté, chaque

chaque chef de famille payoit douze florins d'or de Florence pour son entrée dans le royaume, six florins tous les ans pour le droit d'y séjourner, & de plus un florin par tête de tribut annuel imposé généralement sur tous. En leur permettant d'habiter en France, le roi jugea qu'il étoit à propos de mettre un frein à leur cupidité, & de modérer l'intérêt excessif des sommes qu'ils prêtoient à ses sujets. Il leur fut défendu d'exiger au-delà de quatre deniers pour livre par semaine : une usure si exorbitante autorisée par une déclaration du prince annonce à quel degré de misère le royaume étoit réduit.

Ann. 1360.

Les Juifs avoient éprouvé plus d'une fois des vicissitudes qui leur avoient alternativement ouvert ou interdit l'entrée du royaume. Il en a été souvent question dans le cours de cette histoire^a. S. Louis avant son départ pour la première croisade les avoit chassés de ses états, & s'étoit emparé de leurs biens, non dans l'intention de profiter de leurs dépouilles, mais pour dédommager ses sujets des usures qu'ils en avoient extorquées. A son retour il les rappella, mais il ne tarda

^a Hist. de France T. 3. p. 154. T. 4. p. 150. T. 7. p. 384. T. 8. p. 39. & 99. Recueil des ordonnances.

Ann. 1360. pas à les chasser de nouveau : & quelques mois ensuite il leur permit de revenir. Ce fut dans le tems de cette dernière révocation qu'ils furent assujettis à l'obligation de porter sur l'épaule & sur la poitrine un morceau de drap rouge ou jaune qu'on nomma *la robe des Juifs*, (*roba Judæorum*) à laquelle Philippe le Hardi ajouta une corne attachée à leur bonnet. Ils jouirent de quelque tranquillité jusqu'au regne de Philippe le Bel. Ce prince défendit même aux Inquisiteurs de la foi de les inquiéter. Quelques années après il leur enjoignit de sortir du royaume, & n'oublia pas l'usage pratiqué de saisir & confisquer leurs biens. Louis Hutin les fit revenir & leur permit de demeurer dans le royaume en les prenant sous sa protection *speciale*. A cette grace Philippe le Long ajouta de nouveaux privilèges en leur permettant d'hériter. Charles le Bel au contraire les exila de nouveau & les dépouilla. Philippe de Valois consentit à leur retour & leur ordonna de se retirer huit ans après. Jean, lorsqu'il monta sur le trône, les rétablit : ce qui dura jusqu'en 1357. Pendant la prison du roi ils furent encore bannis.

A son retour le monarque consentit à leur rappel , ainsi que nous venons de le voir : ils demeurèrent en France pendant tout le regne de Charle V. La piece de drap qu'ils étoient obligés de porter avoit été changée en une platine d'étain de la grandeur du grand sceul royal. Enfin sous Charle VI ils furent chassés pour la septième fois en 1394. Ils n'ont jamais été rappelés depuis , & s'ils ont continué de demeurer dans le royaume ce n'a été qu'à la faveur d'un consentement tacite. Louis XIII en 1615 les bannit absolument. Les Juifs de Metz furent seuls exceptés de cette dernière proscription. Ils sont à présent les seuls de leur nation qui possèdent en France un domicile public & autorisé dans cette ville.

On peut voir par l'incertitude du sort de cette nation dans les siècles passés , que nos ayeux n'étoient pas trop d'accord avec eux-mêmes sur le danger auquel on s'exposoit , ou sur l'utilité qu'on pouvoit retirer en permettant aux Juifs de demeurer en France. Ils étoient usuriers , mais habiles négocians. Nos peres négligeoient l'industrie & le commerce ;

ANN. 1360.

à cette négligence ils ajoutaient un goût maussade, quoique très-vif pour la dissipation & pour le luxe. Les Juifs les ruinoient, mais ils satisfaisoient leurs passions & leur paresse. On ignoroit encore en France jusqu'aux élémens de l'art des finances : ils étoient habiles calculateurs : ils envisageoient du premier coup-d'œil les profits à faire en achetant en gros les revenus du souverain. Ils furent les seuls traitans jusqu'à ce que les Italiens & les Lombards vinssent partager avec eux cette profession lucrative. Nous sommes devenus plus éclairés dans la suite, & nous avons appris à nos dépens à nous procurer l'intelligence du commerce, la science d'entretenir & d'augmenter notre luxe, l'art enfin de combiner les ressources du prince & les facultés du peuple.

Le roi exé-
cute le trai-
té, malgré
les instances
de ses sujets,
Le roi incontinent après sa déli-
vrance se mit en devoir d'accomplir
les obligations qu'il avoit contractées.
Ce fut alors que rejetant toutes les
voies qu'on lui présentait pour éluder
les conditions du traité le plus désa-
vantageux que jamais roi de France
eût signé, il mit réellement en pra-
tique cette maxime digne à jamais de

présider à toutes les actions des souverains , maxime qu'il prononçoit souvent : *Si la justice & la bonne foi étoient bannies du reste du monde , il faudroit encore qu'on retrouvât ces vertus dans la bouche & dans le cœur des rois.*

ANN. 1369.

Les commissaires députés par Edouard pour recevoir les places & les provinces cedées , n'essuyèrent de la part du monarque François ni difficulté ni refus. Envain une partie de la nation indignée de se voir arrachée à la domination de son prince légitime , pour passer sous un joug étranger , opposa-t-elle les plus fortes instances : Jean, esclave inébranlable de sa parole, ne répondit aux prieres & aux gémissemens de ses peuples , qu'en leur représentant la bonne foi des traités , & la nécessité indispensable d'immoler leurs inclinations au bien de la paix.

On voit avec satisfaction les traits de notre histoire qui servent à faire connoître les usages , les mœurs & le génie de la nation , & ces objets sont bien dignes effectivement de notre attention. Ces traits cependant , il faut rendre hommage à la vérité , ne sont pas toujours notre éloge : les François ont été plus d'une fois taxés

Ann. 1360. de frivolité, d'inconstance & de légèreté : mais puisqu'il faut toujours payer par quelque endroit le tribut à l'humanité, il doit être flatteur pour nous qu'on ne puisse pas nous reprocher que ces imperfections de l'esprit aient jamais infecté nos cœurs, & c'est par là, si j'ose le dire, que nous rachetons nos défauts. Le cœur des François est toujours le même : les goûts, les mœurs, les manières même de penser changent parmi nous : nos sentimens sont inaltérables. Dans les tems les plus orageux nos monarques ont éprouvé qu'ils possèdent dans les cœurs de leurs sujets, une ressource infailible & capable de leur faire surmonter les plus grands obstacles.

Lorsqu'il fut question de mettre les Anglois en possession des villes & territoires exprimés dans les conventions, les nobles & les gens du peuple marquerent un égal éloignement. Les la Marche, les Comminges, les Perigords, les Charillons, les Carmings, les Pincornets, les Foix, les Armagnacs, les Albrets, quoique ces derniers fussent liés avec Edouard par une alliance particuliere, tous ces chefs, dis-je, de nos plus

illustres maisons, tous les seigneurs & gentilshommes qui leur étoient attachés, ne purent entendre sans frémir qu'ils alloient changer de maître : ils représentèrent unanimement qu'ils ne reconnoissoient point d'autre souverain que le roi ; qu'ils étoient inséparablement unis à la monarchie Françoisë. Ils rapportoient leurs chartres & leurs privilèges consacrés par tous nos rois depuis Charlemagne : tous regardoient comme un avilissement insupportable de reconnoître une autre domination que celle de leur prince légitime.

Le roi pénétré de cette généreuse résistance gémissoit dans le fond de son cœur ; mais sa promesse l'obligeoit de renoncer malgré lui à des si fidèles vassaux : il falloit acheter le bonheur de la nation par ce retranchement. Il envoya Jacques de Bourbon pour amener les esprits à ce changement. *A la prière du roi de France & de son chier cousin*, dit Froissard, *ils obtinrent, mais ce fut bien ennuyé*. Les peuples des villes ne témoignèrent pas un moindre attachement, il fallut employer les raisons les plus pressantes pour les déterminer. Les habitans

 ANN. 1360.

de la Rochelle refuserent de se soumettre pendant plus d'une année : ils ne vouloient permettre l'entrée de leur ville à aucun Anglois. Ils répondirent à toutes les sollicitations du roi par les plus vives protestations de zèle & de fidélité : ils le supplièrent *pour Dieu de ne point les quitter de leur foi, de ne les point ôter de son domaine, de ne les point livrer à des étrangers,* protestant qu'ils aimoient mieux donner tous les ans la moitié de leurs biens, que d'être sujets du roi d'Angleterre. Jean flatté, mais en même-tems déchiré par le sentiment douloureux que lui causoit la perte de si dignes sujets, leur répondoit *affectueusement* que le bien de la paix & le salut du royaume exigeoit qu'ils se sacrifiasent. Enfin voyant qu'ils ne pouvoient changer leur destinée ils se soumirent, & voici leur dernière réponse au roi : *Nous obéirons aux Anglois des lèvres, mais nos cœurs ne s'en mouvront.* C'est sur-tout par ces exemples de zèle & de sensibilité que notre nation s'est rendue recommandable dans tous les tems : les François aiment leurs princes & méritent d'en être aimés. Les peuples mécontents du roi

avoient d'abord paru assez indifférens aux malheurs de l'état : mais lorsqu'ils virent qu'il falloit changer de domination, ils sentirent alors se réveiller dans leurs cœurs cette affection naturelle pour leur souverain, ils oublièrent tous les sujets de plainte qu'ils croyoient avoir, & ne virent plus dans le changement de condition dont ils étoient menacés, que la séparation douloureuse qu'éprouveroient des enfans qu'on arracheroit du sein paternel. C'est sur ce rapport mutuel de bonté, d'attachement, de confiance & d'amour, que doivent principalement se fonder la gloire du monarque, le bonheur des peuples, & la sécurité de l'état.

ANN. 1360.

On prétend que la nécessité d'avoir de l'argent obligea le roi de donner Isabelle sa fille en mariage à Jean Galéas seigneur de Milan, encore mal affermi dans sa nouvelle domination. Ce seigneur étoit frere de Bernabo Visconti, connu par ses longs démêlés avec la cour d'Avignon, & ses violences exercées sur-tout contre les gens d'église. Excommunié par le pape il fit un jour venir l'archevêque de Milan qui avoit refusé d'ordonner un

Le roi donne sa fille en mariage à Galéas Visconti.

Trés. des Ch. reg. Milan, lettres.

164. 21. 389.

Ibid. reg.

89. & 107.

Hist. eccl.

T. 20. lib. 36.

Ann. 1360. moine à sa recommandation. Lorsque le prélat fut arrivé : *Mets-toi à genoux, Ribaud*, lui dit Bernabo, *ne sçais-tu pas que je suis pape, empereur & seigneur en toutes mes terres, & que Dieu même ne pourroit y faire que ce que je voudrois ?* Il ne se contentoit pas de ces blasphêmes, il contraignit un prêtre de monter sur une tour, de lancer de-là une sentence d'excommunication contre le pape Innocent VI & les cardinaux. Il ne rentra en grace avec le saint siège que sous le pontificat d'Urbain. Galeas acheta, dir-on, l'honneur de s'allier à la maison de France : c'est du moins le sentiment de tous nos historiens modernes. Il eût été cependant à propos que ces écrivains eussent prouvé cette espece de vente d'une princesse du sang royal, marché aussi honteux pour le vendeur que pour l'acquéreur. Jean Galeas Visconti seigneur de Milan épousa Isabelle de France, à laquelle le roi son pere donna en appanage le comté de Sommieres en Languedoc, & trois mille livres de rente. Dans la suite Galeas obtint le comté de Vertus en échange de celui de Sommieres. Voilà les seuls monumens autentiques qui subsistent de

*Trésor des
chartres.
Du Tillot.*

ce mariage. Il est triste que la mémoire du roi soit flétrie par un soupçon d'avarice, défaut que ses plus grands ennemis ne lui ont jamais reproché. La foible ressource qu'un pareil traité lui eût procurée ne pouvoit entrer en comparaison avec le deshonneur de la convention. Le paiement de la rançon du roi n'étoit pas la condition la plus fâcheuse du traité de Bretigny ; le démembrement de tant de provinces formoit alors l'objet le plus important.

Dans le même-tems que les gens préposés par Edouard pour se mettre en possession des villes, provinces & châteaux mentionnés au traité de Bretigny s'acquitoient de cette commission, le roi d'Angleterre envoya en France Jean Chandos avec le titre de son lieutenant général en Guyenne. Le caractère de ce seigneur étoit bien propre à seconder les vues du monarque Anglois, dont le dessein étoit de gagner les esprits & de se concilier l'affection des seigneurs François qui alloient devenir ses vassaux. Chandos étoit regardé comme un des plus estimables chevaliers de son tems. Il possédoit l'art de se faire aimer par son

Exécution
du traité.

Rym. aff.
publ. tom. 3.
part. 2.

ANN. 1369.

affabilité, sa modération & sa générosité, dans un siècle où l'on n'avoit pas encore perfectionné cette imposture ingénieuse, qui sous le nom de politesse substitue l'image des vertus à la réalité. L'Anglois reçut les hommages des seigneurs François qui ne consentirent à cette démarche que pressés par les exhortations de Jacques de Bourbon envoyé par le roi à Montpellier pour cet effet.

*Spicil. cont.
de Nang.
Froissard.
Gron, MS.*

Les ennemis, (car quel autre nom peut-on donner aux Anglois qui n'avoient consenti à la paix que pour continuer la guerre sous une autre forme?) les ennemis, dis-je, n'exécuterent pas avec la même fidélité les conditions auxquelles ils s'étoient engagés. La plupart des garnisons des places qu'ils devoient rendre refusèrent de les livrer, les unes sous prétexte que leurs appointemens leur étoient dûs, les autres alléguant qu'elles les tenoient pour le roi de Navarre: d'autres enfin répondirent qu'elles les gardoient en leurs noms. Si quelques-unes évacuèrent, ce ne fut que dans l'intention de chercher dans le royaume des établissemens plus avantageux.

Les ordres d'Edouard cependant paroissoient précis ; mais il n'employa jamais que des ordres sans les appuyer par la force , quoiqu'il s'y fût obligé par le traité ; enforte qu'il fallut encore retirer la plûpart de ces places des mains de ceux qui s'en étoient rendu maîtres , en les contraignant à main armée de les abandonner , ou composer avec chacun d'eux par des traités particuliers. Les sommes employées à ces diverses acquisitions montoient à plus de deux millions. L'on peut donc assurer qu'à cet égard, le roi d'Angleterre n'exécuta pas le traité de Bretigny , tout avantageux qu'il étoit pour lui. Les historiens qui lui sont le plus favorables ne l'excusent que foiblement sur cet article. Il ne tint pas plus exactement sa parole pour la renonciation qu'il devoit envoyer à Bruges , & il ne répondit jamais aux sommations qui lui furent faites. Une mauvaise foi si marquée n'empêcha pas le roi Jean de livrer toutes les provinces & les villes , à la réserve de Belleville & de la seigneurie de Gaure qui occasionnerent quelques contestations , remises à l'arbitrage des commissaires

ANN. 1360.

Edouard n'exécute point le traité.

Du Tillet.

ANN. 1360.

nommés de part & d'autre. Les otages furent donnés, une partie de la rançon fut acquittée pendant les trois dernières années de la vie du roi & les premières du regne de son fils. Le monarque Anglois, contre l'esprit & les termes formels du traité, sous le vain prétexte de quelques conditions les moins importantes qui restoient à remplir, se prétendit en droit de retenir les otages. Plusieurs d'entre eux furent obligés d'acheter leur délivrance particulière : les actes publics d'Angleterre contiennent quelques-unes de ces conventions. Le duc de Bourbon donna de l'argent pour sa liberté ; le duc d'Orléans céda plusieurs seigneuries en Poitou au fils du roi d'Angleterre pour le même sujet ; le dauphin d'Auvergne, Gui de Blois, le comte d'Alençon, & quelques autres furent réduits à de pareils accords. Quelques-uns à la vérité se retirèrent sans congé ; mais que les partisans les plus outrés de l'Angleterre réclament s'ils l'osent contre leur retraite. Quel étoit le droit d'Édouard pour les retenir ? Le traité de Breteigny confirmé à Calais. Les conditions de ce traité avoient été remplies par

le roi de France à la réserve d'une partie de la rançon pour laquelle même Edouard avoit accordé un délai, & le roi d'Angleterre n'en avoit encore exécuté aucunes. Il n'avoit pas seulement voulu s'astreindre à la vaine formalité de la renonciation à la couronne de France. Indépendamment des raisons tirées de la constitution de la monarchie qui n'admet le démembrement d'aucune des parties de la souveraineté & qui rappelle éternellement ces parties au corps dont elles ont été séparées, raisons qu'il seroit facile de faire valoir contre des prétentions injustes, indépendamment, dis-je, de ces raisons, Charles ne fut que trop bien fondé à regarder comme nul un traité qui n'avoit été exécuté que de la part de la France, & à soutenir sur-tout l'invalidité de la renonciation que le roi son pere devoit faire à la souveraineté des provinces cédées au roi d'Angleterre, puisqu'Edouard avoit paru par son silence refuser de renoncer à ses droits imaginaires. Que des écrivains Anglois se soient emportés jusqu'à condamner la conduite d'un de nos plus grands monarques * dans ses démêlés avec

ANN. 1360.

* Charles V.

Edouard, on peut le pardonner d'un zèle aveugle & mal entendu en faveur de la patrie : mais que des François se soient deshonorés par une semblable injustice, c'est ce qu'on ne peut voir sans indignation, & qui doit soulever contre eux leur siècle & la postérité.

ANN. 1160.

Toutes les conditions du traité de Breigny peuvent se rapporter à trois chefs principaux. 1°. La reddition réciproque des places : Jean s'en acquitta exactement, & l'Anglois de l'aveu de ses plus zelés partisans multiplia secretement les difficultés. 2°. Les renonciations respectives : le roi d'Angleterre n'envoya jamais la sienne, quoique le roi de France l'en présât en même-tems que ses députés à Bruges présentoient de sa part une renonciation en bonne forme. 3°. La rançon de trois millions d'or : le seul trésor des chartres fournit plusieurs quittances de paiement montant à la somme de dix-sept cents quarante-neuf mille huit cents dix-huit écus. Les actes publics d'Angleterre contiennent diverses preuves d'autres payemens : il s'en trouve pour plus de cinq cents trente mille

*Trésor des
Chartres.*

écus sans compter les sommes déléguées par Edouard au prince de Galles son fils qu'on prétend n'avoir pas été acquittées. Il n'est donc plus question que d'une partie du dernier million de la rançon du roi prisonnier, qu'Edouard avoit acheté dix mille francs de Denis de Morbec.

ANN. 1360.

Cette discussion que des récriminations hasardées ont rendu indispensable peut servir une fois pour toutes de justification pour Charles V, & d'apologie de la sincérité du roi Jean, à qui peut-être on n'a d'autres reproches à faire que de s'être conduit avec une droiture que son rival scut toujours mettre à profit, & qu'il ne fut jamais tenté d'imiter. Le dauphin étoit trop éclairé pour ne pas s'apercevoir du manège de la politique Angloise; mais il remit à des tems plus heureux le soin de s'en venger. Plus juste & non moins politique qu'Edouard, il le voyoit tranquillement s'enfermer pour ainsi dire de lui-même & lui fournir par sa mauvaise foi les armes dont il se servit dans la suite avec autant de bonheur que de sagesse.

Jeân instruit par l'adversité, assisté d'ailleurs par les conseils d'un fils si sage

Le roi fait l'ordonnance

ANN. 1300.

de son parlement.

Chron. MS.

Registre du parlement.

Recueil des ordonnances.

Conférence des ordonnances.

& si modéré, donna toute son attention aux soins du gouvernement. Il n'y avoit point eu de parlement depuis plus d'une année : quelques membres de cet auguste corps avoient continué pendant cette longue absence de veiller à l'observation des loix & au maintien de la justice : ils avoient seuls rempli les fonctions de juges avec la même autorité que s'ils eussent formé le nombre ordinaire de conseillers. Ce n'étoit pas la première fois que les désordres du royaume & le malheur des guerres avoient interrompu les séances de la cour. En 1303 sous Philippe le Bel il n'y eut point de parlement à cause de la guerre de Flandre : pareille cessation deux années après à cause des troubles survenus en France. La confusion qui affligoit l'état pendant la prison du roi Jean, & sur-tout pendant l'année qui précéda la conclusion de la paix, avoit probablement empêché le dauphin régent de pourvoir à l'ordonnance du parlement : ce fut un des premiers soins du roi lorsqu'il fut arrivé à Paris. On ne doit pas au reste regarder comme extraordinaire l'interruption des assemblées régulières de notre cour de Paris pendant les guerres. Les prélats, ba-

rons & chevaliers qui formoient le plus grand nombre des membres du parlement, ne pouvoient y assister étant détournés de leurs fonctions de présidens & conseillers, par l'obligation où ils étoient de s'acquitter du service militaire qu'ils devoient au prince. Il y avoit peut-être encore une autre raison qui empêchoit le souverain de désigner ceux qui devoient composer le parlement. C'étoit le payement des gages, regardés alors comme un objet considérable malgré leur modicité. On imagina dans la suite un système d'économie pour faciliter la tenue des parlemens pendant la guerre. Afin de diminuer la dépense on n'assignoit des gages qu'à un certain nombre de présidens & de conseillers dont tous les ans on faisoit un rôle nouveau, en observant de le diminuer autant qu'il se pouvoit. Cependant les autres conseillers qui n'étoient pas inscrits sur ce rôle conservoient le droit d'assister aux jugemens avec voix délibérative. Mais leurs services étoient gratuits, & ils ne pouvoient exiger aucun honoraire. L'ordonnance de Philippe de Valois qui prescrit ce règlement s'exprime

ANN. 1360.

*Ordonnance
de Philippe de
Valois, 1344.*

ANN. 1360.

ainsi, & toutefois se il plaît aux autres venir esdits états & offices, il plaît bien au roi qu'ils y viennent, mais ils ne prennent gages. Ensorte qu'on peut considérer tous ceux qui avoient droit d'entrée & de séance au parlement dans ces siècles reculés comme faisant en tout tems partie du sénat de la France, soit qu'ils fussent inscrits sur la liste de ceux qui recevoient des gages, soit qu'ils exerçassent gratuitement ces sublimes fonctions. Et quels étoient ces gages? Les monumens qui subsistent encore de nos jours nous en instruisent. On voit dans un compte de Philippe le Bel l'état des gages d'un seigneur pour soixante-neuf jours de résidence à la cour & pour onze jours de service au parlement : le total monte à dix-neuf livres six sols, dont treize livres seize sols pour les jours employés à la suite de la cour, à raison de quatre sols par jour, & les cinq livres dix sols pour les jours consacrés au service du parlement : il falloit même qu'il fût préfixé pour que ses honoraires montassent à cette somme ; car plus d'un siècle après, les conseillers au parlement ne recevoient encore pour ga-

Ordonnance
de Charles VI.

des que cinq sols parisis par jour de service. Le premier président avoit mille livres parisis par an pour tout revenu de la place qu'il occupoit, les trois autres présidens chacun cinq cents livres parisis, & tous les autres membres tant clerks que laïcs, seigneurs, chevaliers d'armes ou de loix cinq sols parisis chacun : encore ne les touchoient-ils que pour les jours qu'ils siégeoient. Les gages du chancelier de France n'étoient pareillement que de mille livres parisis. Ces magistrats outre leurs gages recevoient du roi deux manteaux par an, semblables à ceux que portent encore de nos jours les présidens à mortier. C'étoit la forme d'habillement qui distinguoit les chevaliers. » On peut juger, dit un » écrivain moderne, de la modicité » du prix de ces manteaux par l'usage » qui subsiste actuellement de payer » tous les ans à chacun des membres » du parlement douze livres pour les » manteaux. Quoique les tems soient » bien changés, ajoute-t-il, les gages » sont à peu près demeurés au même » taux, au moins pour les conseillers : » ceux même de la grand-chambre, » la capitation & autres frais prélevés,

Ann. 1360.

Ordonnance
du roi Jean,
1361.

Reg. de la
Chambre des
Compt. mém.
D. fol. 18. v.

» n'ont de net qu'environ deux cents
» quarante livres, les manteaux com-
» pris. Que diroit le roi Jean, c'est
» toujours le même auteur qui parle,
» s'il vivoit de nos jours, lui qui dans
» un siècle si fort éloigné du nôtre
» admireroit déjà l'étonnante modéra-
» tion de ses sénateurs ? » En effet ce
monarque en parlant des gages du
parlement s'exprime ainsi : *Desquels
gages, tout modiques qu'ils sont, la
modeste sincérité desdits officiers de no-
tre cour est contenue.* La dépense an-

nuelle du parlement montoit alors à la
somme d'onze mille livres parisis.

Un désintéressement si louable ne
peut servir qu'à relever encore la vertu
de ces respectables interprètes des loix.
Uniquement guidés par le désir de
contribuer au bien de la patrie, ils
n'envisagent dans leurs travaux que
l'honneur attaché à la noblesse & à
l'importance de leurs fonctions. L'in-
térêt, ce vil mobile de tant d'autres
professions, n'a jamais souillé le sanc-
tuaire de notre magistrature. De quelle
reconnoissance la nation ne doit-elle
pas être pénétrée pour la mémoire de
nos rois qui ont remis en des mains
si pures le dépôt sacré de la portion la

plus précieuse de la puissance souveraine , le soin de veiller sous l'autorité invariable des loix à la conservation des biens , de la sûreté & de la vie des citoyens ! Les bornes de cet ouvrage ne permettent pas de rassembler sous le même point de vûe tout ce qui peut avoir rapport à notre cour des pairs : cette discussion exigeroit plusieurs volumes. L'abbé Velly en a déjà fait mention, lorsque sous le regne de Philippe IV il a rapporté l'époque à laquelle on fixe communément la résidence habituelle du parlement de nos rois dans la capitale de la France. Nous observerons dans la suite de marquer, autant qu'il sera possible, les changemens & les augmentations survenus dans cette illustre cour, à mesure que l'enchaînement des faits historiques nous les présentera.

Ann. 1360.

Nouveaux
ravages des
compagnies.
Chron. MS.

L'état se trouvoit alors dans une situation déplorable : le démembrement de tant de provinces étoit la moindre des calamités dont le royaume gémissoit. Le traité de Bretigny n'avoit terminé la guerre pendant laquelle les hostilités avoient du moins une apparence de justice, que pour livrer la France aux rapines & aux

ANN. 1360.

cruautés des gens de guerre transformés en brigands & en voleurs de grands chemins. Edouard avoit laissé en France le comte de Warwich, tant pour licentier les troupes que pour faire observer la trêve qui avoit été publiée avant la signature du traité. Mais cette trêve fut mal gardée, & principalement de la part des Anglois. Les soldats, à mesure qu'on les congédioit se réunissoient, & choissoient entre eux des nouveaux chefs sous la conduite desquels ils commencerent à ravager les provinces, mais avec d'autant plus de fureur que n'étant avoués d'aucuns princes, nul frein n'étoit plus capable de les retenir : ils faisoient, disent nos anciennes chroniques, plus de maux que pendant la guerre entre les deux couronnes, pillant indistinctement amis & ennemis, & massacrant impitoyablement tous ceux qui avoient le malheur de tomber entre leurs mains.

Ces nouveaux ennemis se jetterent d'abord sur la Champagne & la Bourgogne, où ils commirent les plus grands excès. Ils se nommerent les *Tards-venus*, parce qu'ils ne vinrent désoler la France qu'après les compagnies

compagnies dont il a déjà été question. Ils s'emparèrent du fort château de Genville, qu'ils n'évacuerent moyennant cent mille livres, qu'après avoir détruit & rançonné les environs de Verdun, de Toul & de Langres. Ils traitèrent ensuite de la même manière Besançon, Dijon & Beaune. Les provinces qu'ils désoloient étoient devenues le rendez-vous de leurs semblables : on les voyoit accourir de toutes parts, & bien-tôt ils formèrent un corps d'armée de plus de seize mille combattans. Plusieurs de ces compagnies s'étoient déjà mises en possession de la ville & du Pont-S.-Esprit^a près de Lyon. Les Tards-venus se sentant assez forts pour former les plus grandes entreprises, prirent la résolution d'aller rendre visite à Sa Sainteté. *Si s'aviserent les compagnons, dit Froissard, qu'ils se tireroient vers Avignon*

 ANN. 1361.

^a Froissard ne marque la prise du Pont-S.-Esprit par les compagnies que vers le milieu de l'année suivante après la bataille de Brignais. Il y a toute apparence que cette ville fut prise deux fois : car une chronique écrite sous le règne du roi Jean assure précisément que les compagnons qui étoient sortis de France & qui se faisoient appeler la grande compagnie, s'emparèrent du château & de la ville du Pont-Saint-Esprit le jour même des Innocens de l'an 1360. *Chron. MS. du roi Jean, bibl. du roi, N^o. 9652.*

& iroient voir le pape & les cardinaux.

ANN. 1361.

Car les richesses du S. Pere & des prélats de sa cour étoient un merveilleux appas pour ces voleurs avides de butin & peu scrupuleux. Ils traversèrent le Mâconnois prenant la route du Comtat. La multitude de ces brigands causa les plus vives allarmes : toutes les provinces qu'ils parcouroient, exposées aux désordres les plus funestes, adressoient leurs plaintes au conseil du roi. La France étoit menacée d'une désolation générale si l'on ne remédioit de bonne heure à tant d'excès.

La difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité d'en arrêter le cours, jettoit le gouvernement dans un embarras inexprimable : on manquoit de troupes, & des fonds nécessaires pour en lever. Dans cette extrémité le roi eut recours à Jacque de Bourbon qui pour lors étoit à Montpellier, occupé à mettre Jean Chandos en possession de plusieurs des places qu'on devoit livrer aux Anglois. Jacque de Bourbon étoit un des princes les plus estimés de son tems. Sa générosité & sa bravoure lui avoient acquis l'affection de la noblesse & des gens de guerre. Dès qu'il eut reçu les ordres du roi il ne songea

plus qu'à les remplir, il se rendit dans l'Agenois & dépêcha des couriers dans les provinces voisines. Il eut bien-tôt rassemblé sous ses ordres quantité de gentilshommes, chevaliers & écuyers qui tous brûloient du désir de combattre avec lui. Suivi de cette généreuse noblesse, il s'avança par le Lyonnais dans la province de Forest, dont le comte mort depuis quelque tems, avoit épousé la sœur. Les enfans de cette princesse se joignirent à leur oncle : il se mit avec ses troupes, qui grossissoient tous les jours, à la poursuite des ennemis. Les compagnies ravageoient pour lors les environs de Châlons-sur-Saone. Ces brigands ayant appris l'approche des François, tinrent conseil entre eux pour sçavoir s'ils les attendroient. Après avoir fait le dénombrement de leurs forces qui se trouverent monter à seize mille hommes, ils résolurent de risquer l'événement du combat : *Si la fortune est pour nous, disoient-ils, nous serons tous riches pour un long tems, tant en bons prisonniers que nous prendrons, que en ce que nous serons si redoutés où nous irons, que nul ne se mettra contre nous : si nous perdons, nous serons pri-*

ANN. 1361.

Ann. 1361. *vés de nos gages.* Ils vouloient faire entendre par-là que n'ayant rien à perdre, ils ne couroient d'autre risque que de gagner.

Bataille de
Brignais.
Défaite &
mort de Jac-
que de Bour-
bon.

*Froissard.
Chron. MS.*

Cette résolution une fois prise, loin d'attendre que les François vins-
sent les chercher, ils allerent eux-
mêmes à leur rencontre. Ils quitterent
le Mâconnois; & traversant une partie
du Forest & du Beaujolois qu'ils ra-
vagerent, ils vinrent s'emparer du
château de Brignais, situé sur la petite
riviere du même nom, environ à trois
lieues de distance du Rhône dans le
Lyonnois. Jacque de Boufbon appren-
nant qu'ils étoient si près de lui ras-
sembla ses troupes & vint leur pré-
senter la bataille. Ces compagnies
composées de vieux soldats & de chefs
expérimentés, s'étoient postées sur une
montagne dont le pied fortifié par la
nature étoit encore défendu par des
retranchemens qui redoubloient la
difficulté de l'approche, quoiqu'ils
eussent été faits à la hâte. Les enne-
mis ne se contentèrent pas de ces pré-
cautions, ils eurent encore recours à
la ruse en faisant passer leurs troupes
les plus apparentes & les mieux ordon-
nées sur le revers de la montagne,

empêchant par ce stratagème qu'on ne pût découvrir leurs forces. Cette manœuvre leur réussit. Ceux que les généraux François envoyèrent à la découverte rapportèrent à Jacque de Bourbon, au comte d'Uzès & aux autres chefs, qu'ils avoient observé l'ordonnance des ennemis, qui formoient tout au plus un corps de cinq à six mille hommes fort mal armés. Ce faux rapport produisit une confiance inconsiderée. Le seigneur de Bourbon se détermina sur le champ à les forcer dans leurs retranchemens, malgré les avis de l'archiprêtre, lequel ayant combattu lui-même avec les premières compagnies de brigands qui s'étoient formées en France devoit mieux connoître que tout autre les ressources qu'ils sçavoient mettre en usage. L'attaque, ainsi que l'archiprêtre l'avoit prédit, fut très-malheureuse. Les ennemis cachés derriere la montagne se montrerent tout-à-coup & fondirent sur les François déjà ébranlés par les obstacles qu'ils avoient rencontrés aux premiers assauts qu'ils avoient donnés aux retranchemens. La défaite fut entiere. La plûpart des gens de distinction furent tués, faits

ANN. 1362.

ANN. 1361.

excités par la soif du pillage & familiarisés avec toute espèce de crime, se livroient aux plus monstrueux défordres. Ils violaient les femmes *vieilles ou jeunes*, sans distinction d'âge ou de condition : ils passaient au fil de l'épée les hommes faits, les vieillards & les enfans : rien n'étoit capable d'arrêter leur fureur. Les maisons, les églises devenues la proie de ces barbares étoient ruinées de fond en comble, & ce qu'ils ne pouvoient ravir étoit livré aux flammes. Il y avoit entre eux une funeste émulation de forfaits : les plus cruels & les plus impies étoient les plus estimés.

Embarras
de la cour
d'Avignon.

Cependant la cour du pape trembloit dans Avignon. Sa Sainteté eut recours aux armes spirituelles ; mais que pouvoient les foudres de l'église contre des scélérats déterminés ? On prêcha une croisade contre eux : le pape promit absolution *de peine & de culpé* à tous ceux qui voudroient prendre les armes. Le cardinal d'Ostie fut choisi pour le chef des croisés. Ce prélat ayant établi le siège de sa mission à Carpentras, éloigné de sept lieues d'Avignon, engageoit sous les drapeaux de l'église tous ceux qui vou-

loient *sauver leurs ames & acquérir les pardons*. Il rassembla d'abord quelques troupes ; mais le zèle de ces nouveaux croisés se rallentit promptement quand ils eurent reconnu que le cardinal n'avoit d'autre folde à leur donner que des indulgences. La plupart se retirèrent en leur pays , quelques-uns allèrent en Lombardie , les autres enfin se joignirent aux compagnies.

ANN. 1362.

Le mal croissoit de plus en plus ; Innocent & les prélats de sa cour pressés par les ennemis ne sçavoient comment conjurer l'orage qui les menaçoit. Heureusement le marquis de Montferrat vint les délivrer de cette fâcheuse extrémité. Ce seigneur promit , moyennant une somme considérable , de débarrasser la Provence de ces hôtes dangereux. La proposition du marquis fut acceptée de Sa Sainteté : il conclut avec les chefs des compagnons un accommodement , par lequel ils s'engagerent à se retirer moyennant soixante mille florins , & outre cette somme, *l'absolution de leurs péchés* , grace que le pape leur accorda volontiers. Le marquis de Montferrat qui pour lors étoit en guerre avec les seigneurs de Milan Galeas & Bernabo

Une partie
des compa-
gnies passé en
Italie.

Ann. 1361.

*Histoire de
France du P.
Daniel.*

Visconti, prit à sa solde ces compagnies qui le suivirent en Italie, & lui furent d'un grand secours pour la conquête de plusieurs villes & forteresses qu'il emporta sur ses ennemis. Ce fut environs vers ce tems qu'arriva la prétendue proclamation d'un nommé Jean Gouge natif de Sens qui prit le titre de roi, & s'empara du château de Codelet près d'Avignon, où il fut pris avec Jean de Vernai gentilhomme Anglois qu'il avoit choisi pour son lieutenant. Cet événement ne paroît pas bien avéré. Tous les historiens de ce siècle qui rapportent jusqu'aux moindres détails n'en font aucune mention. Ce fait ne nous a été transmis que par une lettre du pape Innocent VI : c'étoit précisément dans le même-tems que les compagnies ravageoient les environs d'Avignon, & la frayeur du saint Pere aura bien pu lui grossir les objets.

Brigandages commis par Seguin de Badesol. Sa mort.

Ibid.
Procès MS. du roi de Navarre.

Le passage des compagnies en Italie sous la conduite du marquis de Montferrat soulagea la France en partie, mais les désordres ne cessèrent pas encore. Seguin de Badesol après avoir long-tems ravagé le Lyonnais l'abandonna pour entrer dans l'Auvergne, où il s'em-

para de Brioude qu'il tint pendant plus d'un an , & qu'il n'abandonna que lorsqu'il eut absolument ruiné les environs : encore fallut-il composer avec lui pour l'obliger à lâcher prise. Il se fit payer cent mille florins pour l'évacuation de Brioude. Chargé des dépouilles des différentes parties du royaume qu'il avoit parcourues , ce chef de brigands se retira en Gascogne avec des richesses immenses. Froissard , dont l'histoire fournit une partie de ces détails , ajoute qu'on n'entendit plus parler depuis de Badefol , *qu'il a seulement entendu dire qu'il mourut d'une manière étrange.* La mort d'un capitaine de voleurs seroit par elle-même un objet assez peu important , si elle ne servoit à faire connoître de plus en plus la perfidie & la scélératesse réfléchie du roi de Navarre. C'est le procès manuscrit de ce roi qui nous apprend les circonstances de cette mort.

Quelque tems après le retour de Seguin de Badefol en Gascogne , Charles le Mauvais qui se préparoit à porter de nouveau le trouble dans le royaume , voulut l'attirer , contre la promesse que ce fameux aventurier avoit

 ANN. 1361.

faite en remettant Brioude au roi, de ne plus porter les armes contre la France. Seguin prêta l'oreille aux propositions du Navarrois qui offroit de lui assurer des revenus considérables en fonds de terre. Tout étoit convenu, hors le lieu où ces rentes devoient être assignées. Le roi de Navarre vouloit que ce fût en Normandie : Seguin au contraire les demandoit dans la Navarre. Cet obstacle étoit difficile à lever par l'obstination réciproque des parties. Charles disoit à ses confidens que *le Gascon étoit trop cher, & qu'il lui demandoit de trop belles possessions.* Seguin cependant avoit entre ses mains le secret du roi de Navarre ; mais ce prince n'en conçut pas d'inquiétude. *Puisqu'il veut tant se faire valoir, dit-il, il n'y a qu'à s'en défaire.* Cette résolution prise le Navarrois le fit inviter à dîner, ayant auparavant pris la précaution d'ordonner à l'un de ses valets de chambre de servir un plat d'oranges & de poires sucrées devant lui. Charles présenta lui-même à Seguin ces fruits dont il vantoit l'excellence, l'invitant à les goûter : à peine Badesol en eut-il fait l'essai qu'à l'instant même il tomba dans une défaillance dont

il ne revint que pour témoigner sa douleur par des cris horribles. Le roi de Navarre sans changer de visage le fit emporter chez lui. Il mourut peu de jours après.

ANN. 1361.

On s'étoit flatté que la paix conclue entre les deux couronnes auroit enfin terminé la longue & sanglante querelle de la succession de Bretagne. Les comtes de Montfort & de Blois s'étoient rendus à Calais, l'un & l'autre conduits par l'espérance de faire agir la protection des deux rois. Celui de France malgré sa bonne volonté, n'étoit pas dans une conjoncture assez favorable pour appuyer avec efficacité les prétentions de Charle de Blois. Tout ce qu'il put obtenir ce fut la neutralité de la France & de l'Angleterre pour les affaires de Bretagne. Edouard témoigna beaucoup d'indifférence pour Montfort son gendre : le seul duc de Lenclastre les soutint avec chaleur, mais ses instances furent inutiles. On fut surpris de la froideur du monarque Anglois. Ce prince au faite de la prospérité paroissoit négliger toute autre considération que les objets particuliers de son ambition : il avoit délibéré, dit l'historien

Affaires de Bretagne.

D'Argentré
hist. de Bre-
tagne.

Froissard.
Rym. ant.
pub. tom. 3.
part. 1. & 2.

ANN. 1361.

de Bretagne , de licentier *plusieurs* soldats & voleurs qu'il tenoit dans les places , & il aimoit mieux que ces brigands allaissent chercher fortune en Bretagne que de demeurer en ses terres : en laissant indécis le différend des deux rivaux , il menageoit à ses garnisons , lorsqu'il les auroit congédiées , une retraite dans cette province. Cette mauvaise politique l'empêcha de seconder le projet d'accommodement qui fut proposé par les seigneurs attachés aux deux partis : il fut question de partager également le duché entre Montfort & Blois , qui refuserent à la vérité d'y consentir , mais pour peu qu'Edouard eût insisté , son gendre eût été forcé de s'y soumettre. Charles de Blois de son côté rejetta la proposition avec hauteur en disant *qu'il vouloit tout ou rien*. L'affaire demeura donc au même point où elle étoit avant le traité de Breigny , & fut réservée à l'arbitrage des commissaires , ainsi qu'on en étoit convenu par le vingt & unième article de la pacification. En attendant que le démêlé pût se décider à l'amiable , le duc de Lenclastre obtint qu'il y auroit une trêve jusqu'au mois de

mai de l'année suivante. Peut-être seroit-on parvenu à terminer la dispute, sans la mort du duc. Ce seigneur ne laissa que deux filles, dont une épousa un des fils du roi d'Angleterre, qui prit après la mort de son beau-père, le nom de duc de Lenclastre.

ANN. 1362.

Après plusieurs conférences les commissaires députés de part & d'autre se séparèrent sans avoir rien pû décider. Le comte de Montfort & Charles de Blois reprirent les armes, & la guerre alloit recommencer avec une nouvelle fureur lorsque les prélats & les seigneurs de la province suspendirent une seconde fois l'orage en ménageant une trêve qui devoit durer jusqu'à la saint Michel de l'année 1363.

Ce fut quelque tems après le retour du roi que Bertrand du Guesclin s'attacha entièrement à la France. Sur le rapport du duc de Normandie & de tous les princes & seigneurs, car les suffrages étoient unanimes en faveur de ce brave guerrier, Jean crut ne pouvoir faire une meilleure acquisition que de l'attirer à son service. Bertrand se rendit aux premières invitations qui lui furent faites : il parla au prince avec cette liberté, cette

Du Guesclin
s'attache au
service du
roi.

Ibid.

ANN. 1361.

franchise & cette générosité qui lui étoient naturelles. » Sire, dit-il, mon
 » métier est la guerre, j'ai acquis l'a-
 » mitié de plusieurs braves guerriers des
 » plus considérables de mon pays ; si
 » vous me donnez moyen de les entre-
 » tenir ils vous feront très-loyal service.
 » Je ne veux d'autre témoin de leur va-
 » leur que vous-même, répondit le roi,
 » & en attendant mieux je vous donne
 » cent lances de mes ordonnances, &
 » l'appointement qui y est dont vous les
 » pourrés appointer. On voit par cette
 réponse que dès-lors nos rois avoient
 des troupes régulières d'hommes d'ar-
 mes distribuées par compagnies de
 cent lances chacune, & lorsque dans
 la suite Charle VII formera l'institu-
 tion d'une pareille milice, il ne fera
 que renouveler un usage que les dé-
 fectures du royaume avoient interrom-
 pu pendant quelque tems. Chaque
 lance ou homme d'arme avoit avec
 lui trois archers, un coutillier, ainsi
 nommé parce qu'il étoit armé d'un
 coutelas assez semblable à nos bayon-
 nettes, & un page, en sorte qu'une
 compagnie de cent lances formoit un
 corps de six cents hommes.

Les capitaines auxquels le roi don-

*Milice Fr.
du P. Daniel*

T. 1. p. 144.

*Du Cange
gloss. ad verb.
Lancea.*

noit l'agrément de ces compagnies formoient eux-mêmes leurs troupes. ANN. 1361.

Du Guesclin composa la sienne de gentilshommes de sa province, la plupart ses parens ou amis, d'une valeur éprouvée : ils l'accompagnerent dans toutes ses expéditions. On lui confia Julienne du Guesclin religieuse sauve le château de Pontorson. D'Argentré hist. de Bret.

d'abord la garde du château de Pontorson en Basse-Normandie, où malgré la paix, les garnisons Angloises qui n'avoient pas évacué, commettoient quantité de désordres. Du Guesclin répondit à la haute opinion qu'on avoit de lui : il battit les Anglois en plusieurs rencontres, & fit deux fois prisonnier le chevalier Felleton qui les commandoit. La dernière occasion où Felleton fut pris est trop singulière pour la passer sous silence : l'Anglois pendant sa première captivité à Pontorson, s'étoit ménagé une intelligence secrète avec deux *chambrières* de la dame du Guesclin, qui faisoit alors sa résidence dans le château avec Julienne du Guesclin religieuse, sœur de son mari. Felleton étant élargi choisit le tems d'une absence de du Guesclin, & ne manqua pas de venir de nuit pour escalader le château, ainsi qu'il en étoit convenu avec les deux

ANN. 1361.

perfidés suivantes. Tout le monde étoit endormi , les Anglois avoient déjà dressé quinze échelles contre les murs de la tour , lorsque la dame du Guesclin qui dans le moment rêvoit qu'on surprenoit le château , ou ce qui paroît plus vraisemblable , réveillée par le bruit des ennemis qui montoient avec précipitation , s'écria que l'ennemi étoit au pied de la tour. Julienne du Guesclin qui couchoit avec sa belle-sœur se jette hors du lit & prend sur elle un Jacque ^a pendu en la chambre , *comme ressentant la race dont elle étoit*. L'intrépide religieuse s'étant armée monte sur le haut de la

^a Le Jacque ou Jacke étoit une espee de casaque militaire qu'on mettoit par-dessus le haubert. Ce habillement fait en forme de surtout court qui ne passoit pas les genoux , étoit composé de plusieurs peaux de cerf appliquées les unes sur les autres , garnies en-dedans de bourre ou de linge : ce qui le rendoit impénétrable aux lances & aux dards. La dureté du Jacque le rendoit très-incommode , & pour remédier à ce défaut on avoit soin de le tenir fort large , enforte que l'homme flottoit dedans. On employoit pour les plus forts jusqu'à trente cuirs de cerf. Ceux qui les vouloient plus légers , se servoient de taffetas , qu'on appelloit alors cendaux : ces taffetas employés en plusieurs doubles opéroient le même effet que le cuir.

Si avoit chacun un Jacque par-dessus son haubert.
Rom. de du Guesclin.

Si eut un Jacque moult fort , de bonne soye empli.
Ibid. du Cange Gloss.

pour , & trouvant les échelles dont les Anglois n'avoient pas encore gagné les derniers échellons , elle les renverse par terre en criant allarme pour appeller la garnison à la défense du château. Felleton se voyant découvert prit le parti de la retraite ; mais malheureusement il rencontra du Guesclin qui le fit prisonnier. On apprit de lui la trahison des deux chambrières : elles furent noyées dans la riviere qui passe au pied du château.

 ANN. 1362.

Plusieurs chefs d'aventuriers Bretons attirés probablement par l'espoir des récompenses & des honneurs dont le roi avoit favorisé du Guesclin , accoururent en France , & suivant l'usage de ces troupes irrégulières , ils commirent beaucoup de désordres dans

*Spicil. cont.
de Nang.*

Quelquesfois on couvroit ces Jaque des étoffes les plus précieuses d'or & d'argent. Et le voit adonc vêtu d'un court Jacque de drap d'or à la mode d'Allemagne, Froissard.

C'est de cette forme d'habillement que nos ancêtres ont pris le modèle de leurs jaquettes , auxquelles ont succédé nos pourpoints & les justaucorps que nous portons aujourd'hui.

*C'étoit un pourpoint de chamois ,
Farci de bourre sus & sous ,
Un grand vilain Jacque d'Anglois
Qui lui pendoit jusqu'aux genoux.*

Poësies de Cocquillard , rapportées par le
P. Daniel T. 2. p. 240. de la mil. franç.

ANN. 1361.

les provinces de Poitou, de l'Anjou ; du Vendomois, de l'Orléanois & du pays Chartrain : & ce qui dut paroître étonnant, c'est que non-seulement le gouvernement n'apportoît aucun remède à leurs brigandages ; mais même paroïssoit les favoriser. Les peuples se plaignirent d'une calamité qui se faisoit ressentir jusqu'aux portes de Paris. Les bourgeois de cette capitale affligés de voir le commerce absolument interrompu par le peu de sûreté des routes publiques, s'adressèrent au conseil : on ne répondit à leurs représentations que par une défense de se mêler en aucune manière de ce qui regardoit ces *Bretons & Gascons*, & de faire leurs affaires le mieux qu'ils pourroient. Une pareille conduite de la part des princes & des ministres manifestoit plus que de la foiblesse. Il semble que dans ces tems de désastre tout étoit conjuré pour aggraver les maux de la nation. On levoit cependant les subsides avec la même exactitude qu'on auroit pu faire si l'état eût joui de toutes les prospérités qui accompagnent la paix & l'abondance.

On avoit imposé quantité de droits dont la levée étoit plus à charge au peu-

ple que profitable à l'état & au prince.

Au défaut des voies simples, si avantageuses au roi & à ses sujets, on cherchoit l'art de perfectionner la ressource toujours ruineuse de ce qu'on appelle en langage de calculateur, la science des expédiens. Ces tributs multipliés s'absorboient en frais de régie & en gains de fermiers. Le roi de l'avis des meilleurs têtes de son conseil abolit toutes ces modernes inventions de la cupidité, auxquelles il substitua l'imposition générale d'une aide de douze deniers pour livre sur toutes les marchandises vendues dans le royaume, d'un cinquième sur le prix du sel, & d'un treizième sur les vins & autres boissons. Cette imposition sur les liqueurs étoit proportionnée à leur qualité, en sorte qu'un vin médiocre étoit taxé beaucoup moins que les vins de Bourgogne & de Champagne. Les élus & députés des provinces & des villes avoient la commission d'adjudger chacun dans leurs districts, la levée de cette aide sur le sel & sur les boissons, aux fermiers qui se présentoient. Comme ils connoissoient la nature des cantons qu'ils affermoient, & de quel produit ils étoient sus-

ANN. 1361.

*Trésor des
Chartres lay.
incit. Substi-
des.*

*Mém. de la
chambre des
comptes, cot-
te D. fol. 32.*

ANN. 1362.

ceptibles, les surprises & les non-valeurs ne pouvoient prétexter l'insolvabilité de ces adjudicataires particuliers. La plupart de ces fermes étoient données à des Juifs ou à des Lombards, que l'on regardoit avec raison comme autant de sangsues. En conséquence de cette déclaration le roi rétablit la monnoie sur l'ancien pied & diminua le prix du marc d'or & d'argent. Afin de prévenir les inconvéniens qui suivoient ces sortes de mutations, soit qu'elles haussassent ou baissassent la valeur des especes; la même ordonnance défendit à tous marchands, artisans, laboureurs, & gens de service, de prendre occasion de cette diminution pour survendre & renchérir leurs marchandises & leurs salaires.

Révocation
des domaines
de la couron-
ne aliénés.

Trésor des
Char. reg. 89.
pièce 453.

Chambre
des Comptes,
mémoires D.
fol. 16. v^o.

Après avoir pris ces sages précautions pour le rétablissement d'une partie des finances, le monarque jugea qu'il n'étoit pas moins nécessaire de réparer, autant qu'il étoit possible, les désordres survenus depuis plusieurs années par les libéralités imprudentes des rois ses prédécesseurs & de lui-même. Les grandes pertes ont quelquefois cet avantage pour les dispa-

teurs qui les éprouvent , qu'elles les ramènent involontairement à l'économie. Les aliénations des domaines avoient été accordées avec autant de profusion que de défaut de discernement. Nos rois , dit un judicieux écrivain , ont été presque tous généreux & magnifiques : la noblesse & l'élevation de leurs sentimens ne leur permettoient pas de résister aux importunes sollicitations de ces vils adulateurs rampans à la suite des cours , de qui l'insatiable cupidité engloutiroit tous les revenus de la couronne sans assouvir leurs desirs : semblables à ces hydropiques dont l'ardeur se redouble à proportion qu'on s'efforce de les désaltérer.

ANN. 1361.

C'étoit dans la vûe de prévenir ces inconvéniens , que la chambre des comptes , toujours attentive à conserver les intérêts du prince , & pour empêcher autant qu'il étoit en elle que les souverains ne fussent importunés par cette foule de demandeurs , avoit grand soin de dérober au public la connoissance des domaines royaux , & avoit expressément défendu à tous les membres de cette compagnie de révéler aux étrangers l'état des revenus

ANN. 1361.

du royaume. Mais est-il des barrières impénétrables à la fureur de s'enrichir ? L'avarice a des yeux de Lynx. Excédés d'importunités les souverains s'étoient insensiblement dépouillés des meilleures parties de leurs domaines. Le roi réprima ces extorsions abusives en révoquant toutes les aliénations qui avoient été faites depuis Philippe le Bel, excepté les appanages des enfans de France, & ce que la piété des monarques avoit accordé à l'église. Par une autre déclaration le roi réserva au parlement de Paris le jugement de toutes les causes relatives au patrimoine de la couronne. Si malgré les lumières & l'intégrité de la cour & de la chambre des comptes, quelques abus dans la suite ont pu s'introduire dans l'administration des domaines, ces inconvéniens passagers soumis aux recherches d'examineurs éclairés & scrupuleux, étoient trop voisins de la réforme pour ne pas être facilement redressés. C'est à leurs soins vigilans que nos rois sont redevables de la conservation d'un des revenus les plus essentiels au maintien de leur grandeur.

Mort du Le démembrement de tant de provinces

vinces cédées par le traité de Bretigny avoit tellement retréci les limites du royaume qu'il n'y avoit pas d'apparence qu'il dût recouvrer sitôt son premier lustre, lorsqu'une mort imprévue rendit à la France une partie de son ancienne étendue. Le jeune duc de Bourgogne, Philippe de Rouvre, ainsi appelé parce qu'il étoit né au château de ce nom, y mourut vers les fêtes de Pâques de cette année, à peine âgé de quinze ans. Il avoit été du nombre des otages donnés à Edouard dont il obtint, peu de tems après son passage en Angleterre, la permission de revenir en France. Cinq ans avant sa mort il avoit épousé la princesse Marguerite, fille & unique héritière de Louis, dit de Male, comte de Flandre, de Nevers & de Rethel; mais la jeunesse des époux avoit jusqu'alors empêché la consommation de ce mariage. Ce prince étoit fils de Philippe de Bourgogne tué au siège d'Aiguillon en 1346, premier mari de Jeanne de Bourgogne, qui épousa le roi Jean en secondes noces. Eudes duc de Bourgogne, grand-pere de Philippe de Rouvre, vivoit encore dans le tems que son fils mourut, & il ne termina

ANN. 1361.

duc de Bourgogne : réunion de ce duché à la couronne.

Chron. MS.

Grande

chronique.

Mém. de

litt.

Hist. gen.

de la maison

de France.

Chron. de

Flandre fol.

281. v^o.

Du Tillet.

 ANN. 1361.

ses jours qu'en 1349. Eudes avoit acquis par son mariage avec Jeanne de France , les comtés d'Artois & de Bourgogne , & la seigneurie de Salins. Il fut le fondateur de la Chartreuse de Beaune. Philippe son fils épousa Jeanne de Boulogne , héritière de Guillaume III , comte de Boulogne & d'Auvergne. Ainsi Philippe de Rouvre petit-fils d'Eudes réunissoit la plus opulente succession de l'Europe après les têtes couronnées. En lui finit la première branche royale de Bourgogne , qui a subsisté pendant trois cents trente années depuis Robert de France premier duc , fils du roi Robert , & petit-fils de Hugues Capet. Philippe douzième & dernier duc de cette maison fut inhumé à Cîteaux , monastère fondé par ses ancêtres , où l'on voit encore plus de soixante tombeaux de princes ou princesses des deux branches de Bourgogne. Les ducs de cette province , depuis Robert II , étoient rois titulaires de Thessalonique jusqu'à Eudes IV , qui vendit cette couronne idéale , ainsi que ses droits sur les principautés d'Archadie & de Morée , à Louis de Bourbon comte de Clermont. De pareilles

prétentions trouveroient aujourd'hui
peu d'acquéreurs.

ANN. 1369.

Philippe à son retour d'Angleterre
avoit fait un testament par lequel la
succession de ses états fut divisée en
deux parties. Les comtés de Boulogne
& d'Auvergne furent possédés par Jean
de Boulogne , oncle de la reine Jeanne
mere du jeune prince. Les comtés de
Bourgogne & d'Artois échurent à Mar-
guerite de Flandres. Le duché de Bour-
gogne , ainsi que tout ce qui prove-
noit de l'héritage direct d'Eudes IV ,
retourna au roi Jean , à qui d'ailleurs
cette succession appartenoit par droit
de naissance , ce monarque étant fils
de Jeanne de Bourgogne sœur d'Eudes.
Il est bien vrai que sans la disposition
testamentaire du duc , le droit du roi
de France auroit pû être contesté par
le roi de Navarre , à cause de Margue-
rite de Bourgogne sa grand-mere , pa-
reillement sœur d'Eudes , & même
l'aînée de la mere du roi. Mais Jean
opposoit à cette prétention l'avantage
qu'il avoit sur le roi de Navarre d'un
degré de proximité. Du Tillet a pensé
que le duché de Bourgogne considéré
comme appanage de fils de France
étoit reverfible à la couronne faute

ANN. 1361. d'hoirs mâles. On a prétendu que ce sentiment souffroit une difficulté à laquelle il seroit difficile de répondre. Le droit de reversion des grands fiefs, dit-on, n'étoit pas encore établi lorsque Robert de France reçut du roi Henri son frere l'investiture du duché de Bourgogne en mil trente-deux. Ce ne fut que long-tems après, que Philippe le Bel par son codicile ordonna que le comté de Poitou par lui donné en appanage à son fils puîné retourneroit à la couronne au défaut d'hoirs mâles. Mais avant Philippe IV, la réversion des grands fiefs donnés en appanage aux enfans de France étoit en usage.

Trésor des Char. layette Testamenta regum. La cour des pairs composée des grands du royaume au nombre de trente-cinq, décida par un arrêt, qu'au défaut d'hoirs mâles les appanages retournoient au roi, & cet arrêt fut rendu en conformité d'une loi établie depuis le commencement de la troisième race. Quelques années après, deux semblables arrêts intervinrent, dont le premier adjugea au roi le comté de Clermont en Beauvoisis, qui avoit été donné à Philippe fils puîné de Philippe Auguste. Le second réunit pareillement au domaine royal

Pasquier.

Du Tillet.

les comtés de Poitou & d'Auvergne qui avoient appartenu à Alphonse frere de S. Louis. Ce dernier arrêt fut rendu contre les prétentions de Charle d'Anjou roi de Sicile. Ce n'est donc point à la disposition particuliere de Philippe le Bel qu'il faudroit avoir recours pour autoriser la légitimité des droits du roi sur le duché de Bourgogne, comme grand fief démembré de la couronne, mais aux arrêts antérieurs que nous venons de citer, jugemens authentiques, & qui supposent nécessairement une loi. Ce ne fut point cependant en conséquence de cette loi que le roi se mit en possession de la Bourgogne, mais en vertu du droit de proximité, ainsi qu'il le déclara lui-même dans les lettres de réunion de cette province. Par ces mêmes lettres le roi réunit irrévocablement à la couronne les comtés de Toulouse, de Champagne & de Brie, & le duché de Normandie, enjoignant à son fils, lorsqu'il seroit parvenu au trône, & à ses successeurs, de ne jamais donner atteinte à cette disposition en détachant du domaine royal aucune de ces quatre provinces. Il voulut même que les rois à l'avenir fussent obligés de

 ANN. 1361.

*Chambre des
comptes, me-
morial D. f. l.
49. vº.*

*Recueil des
ordonnances,
T. 4. p. 212.*

Ann. 1361. jurer l'observation de cette loi, en montant sur le trône. Une pareille ordonnance étoit très-sage, sur-tout dans l'état d'affoiblissement où se trouvoit le royaume. Malheureusement le roi lui-même enfreignit le premier cette disposition.

Le roi de Navarre réclame la succession de Bourgogne.

Le roi de Navarre ne manqua pas de revendiquer les droits qu'il prétendoit à la succession de Philippe de Rouvre. Il envoya des députés chargés de demander justice. Le roi lui fit offrir de remettre l'affaire à l'arbitrage de sa Sainteté. Le Navarrois qui se fondeoit moins sur un droit incontestable, que sur l'espoir d'embarrasser la cour par une demande capable de faire naître des inquiétudes, auroit bien voulu tourner l'affaire en négociation à la faveur de laquelle il eût pu obtenir quelque dédommagement, & peut-être réaliser ses anciennes prétentions sur la Champagne & sur la Brie. Il fit à ce sujet plusieurs démarches toujours infructueuses. Il n'auroit pas manqué de manifester son mécontentement s'il eût trouvé la circonstance favorable. Ne voyant aucune apparence de succès, il fut obligé de se contraindre, & ce déni supposé de

justice devint pour lui dans la suite un prétexte de plus pour autoriser la guerre à laquelle dès-lors il se préparoit sourdement.

ANN. 1362.

Immédiatement après la réunion juridique de la Bourgogne, le roi partit de Paris pour aller prendre possession de cette province. Il confirma les privilèges & franchises tant des seigneurs que des villes & communautés. Il revint à Paris par la Champagne, où pareillement il accorda des lettres de confirmation tant au clergé qu'à la noblesse & au tiers-état de cette province. Le roi s'efforçoit par toutes sortes de moyens de réparer les pertes que l'état venoit de souffrir, en rapprochant & rassérmissant, autant qu'il étoit possible, les parties du royaume qui subsistoient encore entières. La France avoit tout à redouter d'un ennemi devenu puissant par nos malheurs, & qui cherchoit encore à se rendre plus redoutable. Depuis la mort du duc de Bourgogne, Edouard avoit formé le projet de marier le prince Edmond comte de Cambridge son fils, avec Marguerite de Flandre veuve de Philippe de Rouvre. Les ministres Anglois agirent si puissamment auprès

Voyage du roi en Bourgogne.

Recueil des ordonnances.

Chron. de Flandre pag. 281. v^e.

Rym. all. pub. 1077. 3^e part. 2.

 ANN. 1361.

des principaux membres des états de Flandre , que le comte Louis , quoique peu favorablement disposé en faveur de l'Angleterre , consentit à cette alliance , pressé par les importunités de son conseil qui avoit été gagné. Les articles de cette union furent réglés , & le roi d'Angleterre qui sentoit tout l'avantage d'un pareil traité se hâtoit de le conclure. L'affaire paroissoit immanquable , & les Anglois alloient joindre à ce qu'ils possédoient déjà en France , les comtés de Flandre , de Bourgogne & d'Artois. Le roi informé de ce qui se passoit , comprit , tout mauvais politique qu'il étoit , le danger auquel le royaume alloit être exposé. Il falloit parer ce coup , & la chose n'étoit pas facile. Le comte de Flandre , quoique partisan de la France , avoit donné sa parole. D'ailleurs Jean n'étoit pas d'humeur à se commettre de nouveau avec Edouard , en se déclarant trop ouvertement contre ce mariage. Dans cette conjoncture embarrassante il résolut d'employer le ministère du pape , afin d'opposer aux projets ambitieux d'Edouard un obstacle invincible , & qu'on ne pût pas lui attri-

buer. Il se rendit pour cet effet à la cour d'Avignon ².

ANN. 1362.

Innocent VI venoit de mourir le 12^e Septembre de cette année, après avoir occupé le siege de S. Pierre pendant neuf ans & neuf mois. Ce souverain pontife joignoit à une piété solide les lumieres d'un esprit éclairé. Il aimait les lettres : il protégea ceux qui s'y appliquoient : il les cultiva lui-même. On ne peut sans injustice l'accuser d'avoir trop écouté la voix du sang en conférant à ses parens les dignités ecclésiastiques, puisque ceux de sa famille qu'il éleva aux honneurs justifient son choix par leur mérite personnel & par leur exactitude à remplir les devoirs de leur état. Dix jours après la mort du souverain pontife les cardinaux entrèrent au conclave pour lui donner un successeur.

Mort du
pape Inno-
cent VI.
Son éloge.
*Hist. eccle-
siast. tom. 10.
p. 200.*

* Depuis son retour de Londres le roi ne fit que ce seul voyage à la cour d'Avignon, où il n'arriva qu'après la mort d'Innocent VI. Cette opinion ne peut à la vérité s'accorder avec ce que dit Froissard, qui rapporte que le pape Innocent vivoit encore & donna plusieurs fêtes au roi. Il faudroit que Jean eût fait deux voyages à peu de distance l'un de l'autre, & le contraire est démontré par la suite des lettres de ce roi recueillies dans le quatrième volume des ordonnances. Froissard aura sans doute confondu ce voyage avec celui que ce même prince fit avant sa prison. Voyez le 4^e vol. des ordonnances de M. Secousse.

ANN. 1362.

Élection
d'Urbain V.

Ils demeurèrent assemblés pendant plus d'un mois sans pouvoir convenir en faveur duquel d'entre eux ils réuniroient leurs suffrages. Ils terminèrent enfin leur indécision en fixant leur choix hors du sacré collège. Guillaume Grimaud ou Grimoard, abbé de S. Victor de Marseille, fils du seigneur de Grisac en Gevaudan, fut unanimement élu le 28^e octobre. Il étoit pour lors en Italie. Les cardinaux lui mandèrent de se rendre à Avignon, & tinrent son élection secrète jusqu'à ce qu'ils se fussent assurés de son consentement. Grimaud entra secrètement dans la ville, & le lendemain de son arrivée, son exaltation fut rendue publique. Il fut sacré évêque par le cardinal de Maguelonne évêque d'Ostie, & couronné pape sous le nom d'Urbain V. L'éclat de la tiarre n'altéra point la simplicité de ses mœurs. Ennemi du faste, il supprima la pompeuse cavalcade qu'on avoit préparée suivant l'usage ordinaire pour célébrer son avènement au pontificat.

*Trésor des
Chart. coffre
1. & 2. Flan-
driam. lettres
295. & 296.* Le roi qui depuis quelques jours étoit logé à Villeneuve près Avignon, se trouvoit à portée d'agir efficacement auprès du nouveau pape pour empê-

cher le mariage qu'Edouard projettoit. Le prédécesseur de sa Sainteté avoit accordé au roi d'Angleterre des bulles de dispense générale sans désigner le nom des personnes. Jean prépara le souverain pontife à révoquer ces bulles, & à défendre expressément de conclure l'alliance du comte de Cambridge & de Marguerite de Flandre, attendu qu'ils étoient parens au troisième & au quatrième degrés. Cette interdiction déconcerta les mesures d'Edouard, qui dans la suite tourna ses vûes d'un autre côté en faisant épouser à son fils une fille de don Pedro roi de Castille, avec lequel il avoit déjà signé un traité de confédération.

Le roi qui suivoit le monarque Anglois dans toutes ses démarches, chercha les moyens de le traverser encore, opposant au Castillan un rival redoutable. Pour cet effet il conclut un traité secret avec Henri comte de Transmarre, frere naturel du roi de Castille. Henri qui depuis long-tems faisoit la guerre à son frere, s'engagea par ce traité de tirer hors de France les compagnies qui la désoloient, de servir le roi envers & contre tous, sans qu'il

Aug. 13^e de...

Le roi s'allie
avec le comte
de Transmarre.

Trésor des
Chart. coffr.
cote 300.

 ANN. 1362.

pût jamais se dispenser de l'hommage qu'il lui rendoit. Le roi pour se l'attacher davantage devoit lui donner dix mille livres de rente en terre , & s'il se trouvoit obligé par le mauvais succès de son entreprise , de revenir en France , il promettoit de lui assigner un entretien honnête & conforme à sa condition. Ce traité prépara la révolution qui éclata sous le regne suivant. Si Jean se fût toujours conduit avec cette prudence , il n'est pas douteux qu'il n'eût prévenu une partie de ses disgraces , & qu'il ne se fût soustrait à l'ascendant que le roi d'Angleterre conserva toujours sur lui.

Edouard étoit enfin parvenu au terme de ses prospérités. Idole de ses sujets qui n'envisageoient qu'avec une espèce de transport l'éclat qui environnoit leur monarque , maître d'une partie de la France qu'il venoit de se faire céder par un traité dont la victoire elle-même avoit dressé les articles en sa faveur , pere d'une famille nombreuse & qui donnoit les plus belles espérances , un fils aîné couvert de gloire , déjà aussi cher à sa nation que lui-même , un fils compagnon de ses triomphes & dont la réputation

étoit capable d'exciter la jalousie de tout autre que d'un pere : que d'avantages réunis ! voilà quelle étoit la situation du monarque Anglois dont le bonheur paroissoit établi sur des fondemens inébranlables. Que lui manquoit-il pour fixer la fortune ? La modération. Au lieu de songer à cimenter la possession injuste ou légitime qu'il s'étoit acquise , il ne fut attentif qu'à se procurer de nouveaux avantages , soit en étendant ses droits au gré de l'interprétation arbitraire qu'il leur donnoit , soit en éludant sous de vains prétextes l'accomplissement des promesses les plus authentiques. Il étoit bien juste que ses artifices retournassent contre lui-même : aussi le verrons-nous dans la suite perdre insensiblement ce qu'il avoit envahi avec tant de facilité. Leçon pour les rois dont l'insatiable ambition néglige de se renfermer dans les bornes d'une grandeur véritable , qui ne doit jamais avoir pour base que l'équité. L'exemple d'un souverain que le succès n'entraîne jamais au-delà des limites de la justice est trop rare pour échapper aux hommages de son siècle & à la vénération de la postérité.

ANN. 1362.

Nous avons vû de nos jours cette espece de prodige dans un prince qui s'arrêtant lui-même au milieu de ses conquêtes, a donné la paix à ses ennemis sans se réserver d'autre fruit de la victoire que l'honneur d'avoir vaincu, & la gloire encore plus grande de rétablir la tranquillité de l'Europe. Je laisse à nos adversaires les plus déclarés le soin de le nommer.

Rep. Theyr. Le monarque Anglois entroit pour lors dans sa cinquantième année. Il voulut qu'elle fût solennisée par une espece de jubilé. Les prisons furent ouvertes par son ordre, & tous les coupables obtinrent leur grace : il n'excepta pas même de cette amnistie générale les criminels de leze-majesté. Il confirma les privilèges de la nation exprimés dans la grande chartre accordée autrefois par le roi Jean sans terre. Il étoit dans l'usage de donner de tems en tems aux Anglois cette marque de son respect pour les constitutions de l'état, & l'on compte jusqu'à dix ratifications de cette chartre pendant le cours de son regne. Cette même année dans l'assemblée du parlement tenu à Londres, il fut réglé qu'à l'avenir on ne se serviroit plus

dans les tribunaux d'Angleterre & dans les actes publics, de la langue françoise dont l'usage subsistoit depuis Guillaume le conquérant *. Edouard vouloit sans doute effacer dans le cœur des Anglois jusqu'au souvenir d'une révolution qui les avoit assujetés autrefois à un simple feudataire de la couronne de France; mais la mémoire de cette honte est indélébile, & il devoit se convaincre lui-même que le trône qu'il occupoit avoit été fondé par ces Normands dont il proscrivoit l'idiôme. La proscription cependant ne fut pas entière, & la chancellerie d'Angleterre continua de faire usage de la langue françoise, principalement dans les chartres expédiées pour des affaires qui concernoient la France. Le prince de Galles que son

Ann. 1362.

*Rym. all.
pub. tom. 3.
part. 1. p. 66.
& suiv.
Froissard.*

* Lorsque Guillaume eut fait la conquête de l'Angleterre, il fit rédiger les loix du pays en françois, ordonnant que dorénavant tous les procès instruits à la cour du roi seroient plaidez en françois. Cette ordonnance obligea les juridictions subalternes d'adopter le même langage: il institua des écoles publiques où on l'enseignoit, & tous les jeunes gens qui se destinoient aux lettres étoient obligés de l'apprendre. Cet usage, quoiqu'aboli par Edouard, subsista encore en partie pendant long-tems, & l'on retrouve même encore aujourd'hui dans quelques formules judiciaires des vestiges de l'ancien langage Normand.

 ANN. 1362.

pauté d'Aquitaine, en réunissant sous ce titre la Guyenne & les provinces voisines qui lui avoient été cédées par le traité de Bretigny, se servit de la langue françoise dans les lettres de reconnoissance de cette investiture à la charge d'une once d'or de revenu annuel.

Le nouveau duc d'Aquitaine justifioit par son mérite personnel les marques de faveur & de distinction dont son pere le combloit. Peu de tems après, il partit de Londres pour se rendre en Guyenne, & vint tenir sa cour à Bordeaux. Si quelque chose étoit capable de contenir ces provinces sous le joug d'une domination étrangere, c'étoit sans contredit la présence d'un prince qui s'étoit concilié par ses vertus l'estime universelle : on laisse à juger si par cet acte de souveraineté prématurée le roi d'Angleterre ne donnoit pas une atteinte formelle au traité de Bretigny, puisqu'il ne s'étoit pas encore mis en état de recevoir la renonciation du roi à la suzeraineté des provinces qu'il érigeoit de son chef en principautés. Jusques-là il n'avoit aucun droit : les reproches qu'on pouvoit lui faire à cet égard sont déjà

en si grand nombre qu'il est superflu de les multiplier à toutes les occasions qui s'en présentent. ANN. 1362.

Comme les motifs du voyage du roi n'avoient pas été divulgués, chacun se crut autorisé à les deviner. C'est le sort de presque toutes les démarches des princes : mais de tous les prétextes qu'on imagina, celui qui est le plus destitué de vraisemblance, c'est le projet prétendu de son mariage avec Jeanne reine de Sicile veuve de Louis de Tarente son second mari, mort au mois de mai précédent. Quelle apparence que le roi qui dans tout le cours de sa vie ne donna jamais occasion de le soupçonner de sentimens équivoques sur l'honneur, eût voulu démentir la réputation qu'il s'étoit acquise en épousant une princesse aussi décriée que Jeanne ? Qu'elle ait été coupable des désordres que lui ont reproché plusieurs écrivains contemporains, ou que suivant l'opinion de quelques autres, elle ait été plus malheureuse que criminelle, il n'en est pas moins vrai de dire, que les apparences étoient contre elle & que cette seule raison étoit suffisante pour empêcher Jean de songer à une pa-

ANN. 1362.

reille alliance : d'ailleurs il n'étoit pas de l'intérêt du S. Siège d'avoir un feudataire tel que le roi de France. Il ne paroît pas que cette princesse qui épousa Jacque d'Arragon peu de tems après la mort de son dernier mari , ait été sollicitée de prêter l'oreille à des propositions de mariage avec le monarque François.

Guerre entre les comtes de Foix & d'Armagnac.

Chron. MS. du roi Jean. Froissard.

Tandis que le roi ménageoit ses intérêts à la cour d'Avignon en s'opposant sous main à l'agrandissement de la puissance d'Edouard , il se livra un sanglant combat près de Toulouse entre Gaston Phœbus comte de Foix , & le comte d'Armagnac. Le premier gagna une victoire complète. Les comtes de Comminge & de Maulefin , le sire d'Albret , ses deux freres , le seigneur de la Garde & le comte d'Armagnac lui-même furent faits prisonniers. Le comte de Foix les fit conduire à Ortais où il les retint jusqu'à ce qu'ils eussent payé leurs rançons. L'inimitié que des intérêts de famille avoient fait naître entre les maisons de Foix & d'Armagnac fut cause que le comte de Foix porta la rançon de son adverfaire à une somme excessive : il exigea cinquante mille livres que

le comte d'Armagnac se trouvoit hors d'état d'acquiescer : il offrit pour obtenir son élargissement la caution du roi de Navarre. Gaston quoique beau-frère de ce roi, ne voulut pas accepter la garantie, *le connoissant, disoit-il, trop cauteleux & malicieux*. Agnès de Navarre comtesse de Foix fut offensée de ce que son mari ne vouloit pas s'en rapporter à la bonne foi du roi son frère. Elle mit tant d'amertume & d'aigreur dans les plaintes qu'elle fit à ce sujet, que le comte fatigué de ses reproches continuels consentit enfin à rendre la liberté au comte d'Armagnac, à condition que le roi de Navarre s'obligerait à payer les cinquante mille livres.

Le comte d'Armagnac paya exactement la somme au Navarrois qui s'étoit engagé pour lui ; mais Charles peu jaloux de l'honneur de se montrer garant fidèle recruta les cinquante mille livres, & après avoir amusé le comte de Foix par plusieurs défaites, il finit par refuser ouvertement la restitution.

ANN. 1362.

Histoire
tragique du
fils du comte
de Foix &c.

Ibid.

* Comme la guerre allumée entre les comtes de Foix & d'Armagnac fut l'origine du malheur du jeune Gaston de Foix, on a rapporté de suite cette funeste catastrophe qui n'arriva que plusieurs années après, sous le règne de Charles V.

ANN. 1362. Gaston indigné d'une mauvaise foi si manifeste, obligea son épouse de se rendre auprès du roi de Navarre pour le déterminer à lui faire raison. Agnès partit, quoiqu'elle esperât peu de succès de son voyage : elle connoissoit trop le caractère de son frere pour se flatter qu'il voulût se défaire d'une somme dont il s'étoit une fois rendu le maître. Lorsqu'elle fut arrivée à Pampelune , Charles ne la désabusa pas : elle eut beau employer les plus vives instances , en lui représentant qu'il alloit par ce refus allumer entre elle & son mari une haine irréconciliable ; envain elle lui protesta que s'il persistoit elle n'oseroit plus retourner à Ortais , où elle ne devoit s'attendre qu'à des mauvais traitemens de la part d'un époux irrité , qui ne s'étoit laissé séduire que par ses sollicitations. Charles fut inflexible à toutes les supplications de sa sœur. *Je ne sçais si vous demeurerez ou si vous retournerez vers votre mari , lui dit-il ; mais je suis maître de cet argent , & jamais il ne sortira de Navarre.*

La comtesse au désespoir , craignant de se présenter devant son mari , prit le seul parti que lui permettoit sa si-

situation , elle continua de demeurer à Pampelune. Elle avoit un fils nommé Gaston comme son pere : ce jeune prince qui donnoit déjà les plus belles espérances , demanda quelques années après au comte la permission d'aller en Navarre voir la comtesse sa mere. Gaston y consentit. Agnès eut la consolation de revoir ce fils dont elle regrettoit l'absence. Le roi de Navarre lui-même , quoiqu'il n'aimât personne , reçut son neveu avec toutes les démonstrations d'une tendresse véritable. Gaston qui dans cette entrevue avoit senti redoubler son attachement pour sa mere , auroit bien voulu la réconcilier avec l'auteur de ses jours : il la pressa de revenir avec lui , ne doutant pas qu'il ne parvînt à réunir deux personnes si chères. Agnès qui connoissoit l'inflexibilité de son mari résista aux prières de son fils , qui ne pouvant rien obtenir se disposa à retourner vers son pere. A son départ Charle le Mauvais le combla de caresses & de présens. Après qu'il l'eut préparé par ces apparences de bonté , il le fit monter dans son appartement le jour qu'il vint prendre congé de lui , & ayant fait retirer tout

ANN. 1362. le monde, *Beau neveu*, lui dit-il, *il me déplaît de la grande haine qui est entre ma sœur & votre père : toutefois pour l'éteindre, vous prendrez de cette poudre (en disant cela il lui donna un paquet) vous la mettrez adroitement sur les viandes qu'on sert devant votre père, & dès qu'il en aura mangé, il ne songera autre chose que raver sa femme, & par ce moyen ils seront inséparablement réunis : mais surtout gardez qu'on ne vous voie ; car tout seroit perdu.* L'imprudent Gaston promit tout & partit.

Quelques jours après son arrivée à Ortais, en jouant avec Yvain, fils naturel du comte, il lui arriva de se deshabiller. Yvain aperçut le paquet de poudre attaché contre la poitrine de son frère : il lui demanda ce que c'étoit. Le jeune de Foix se défendit mal, & devint rêveur. Il eut ensuite l'indiscrétion de se vanter que dans peu sa mère seroit réconciliée avec son père. Le bâtard curieux d'en savoir une partie du mystère, & ayant été maltraité par son frère qui lui donna un soufflet, il alla porter ses plaintes au comte de Foix : il fit plus, il accusa Gaston de porter sur lui une pou-

dre dont il prétendoit faire usage pour remettre la comtesse en ses bonnes grâces, ainsi qu'il s'en étoit vanté. Le comte de Foix frappé de cette découverte ordonna à Yvain de garder le silence ; & le jour même, lorsque le jeune Gaston vint se mettre à table devant son pere, il le fit approcher & fait le paquet dont il fit l'essai sur un chien qui mourut sur le champ. Le pere furieux voulut à l'instant même immoler son fils, mais tous les gentilshommes de sa suite présents à cette affreuse scene se jetterent au-devant de lui. Ils furent obligés d'opposer la violence à ses premiers transports. Le fils consterné n'eut pas la force de prononcer une parole pour sa justification : éclairé par l'épreuve qu'on venoit de faire de la poudre, sur la nature du crime dont le détestable roi de Navarre l'avoit rendu l'instrument, il se voyoit malgré son innocence convaincu de parricide. Dans cet horrible état, immobile devant son pere, il paroissoit s'offrir volontairement à sa vengeance. Ce ne fut qu'avec des peines infinies que les chevaliers qui entourerent le comte de Foix obtinrent qu'il suspendroit la punition de

 ANN. 1362.

son malheureux fils. On le conduisit dans la tour du château où il fut soigneusement gardé, mais abandonné à lui-même. Ce fut-là que ce jeune prince passa les dix derniers jours de sa vie sans prendre de nourriture & sans cesser de verser des torrens de larmes.

Le comte cependant assembla les seigneurs de ses états, qui refuserent unanimement de souscrire à la condamnation d'un si cher coupable. Enfin les gens qui étoient chargés de lui porter à manger dans sa prison vinrent avertir le pere qu'il refusoit absolument de prendre aucune nourriture. Gaston Phœbus conservoit encore tout son ressentiment : il monte à la tour, se fait ouvrir la porte. Le fils étendu sur son lit frémit à la vûe de son pere : près d'expirer d'une abstinence volontaire, il tourna les yeux vers lui & sembloit en implorer le coup mortel. Le comte tenoit alors à sa main un couteau dont on ne voyoit que la pointe : il l'approche de la gorge de Gaston, en lui disant, *ah traître, pourquoi ne manges-tu ?* Il se retira. Son fils étoit mort, les uns disent de la blessure qu'il reçut du couteau de son pere,

pere, d'autres qui ont voulu s'épargner à eux-mêmes l'horreur d'une action si cruelle, assurent que la frayeur jointe à la foiblesse termina les jours de ce prince infortuné. Dans cette funeste aventure il seroit difficile de dire quel étoit le plus à plaindre du pere ou du fils. Le jeune Gaston quelque tems avant ce malheur avoit été fiancé avec une fille du comte d'Armagnac.

ANN. 1362.

Le roi, avant que de s'éloigner de ses états, laissa le gouvernement du royaume au dauphin qui avoit été revêtu du titre de lieutenant général de l'état. Confirmé par l'exemple du passé, Jean se reposoit avec confiance des soins de l'administration publique, sur la sagesse & sur la modération d'un fils qui par sa conduite s'étoit rendu digne de toute son estime. Tranquille à cet égard il séjourna près du pape plus long-tems que ne sembloit le permettre l'état de ses affaires. Il se livra même sans scrupule au goût qu'il avoit pour les entreprises singulieres, plus convenables à un ancien preux, qu'au souverain d'un empire qui avoit besoin de sa présence. Depuis long-tems les croisades étoient passées

Projet de Croisade.

 ANN. 1362.

de mode : grace aux difficultés & au peu de fruit qu'on avoit recueilli de ces expéditions. On étoit revenu de la-fureur de dépeupler l'Europe pour aller ensevelir ses habitans dans les provinces de l'Asie. Jean forma le projet de renouveler ces migrations si souvent réitérées & toujours funestes au genre humain. En arrivant à la cour d'Avignon il fut informé que le roi de Chypre devoit s'y rendre incessamment. Il résolut de l'attendre , non-seulement pour conférer avec lui sur la situation des affaires des chrétiens en orient ; mais encore pour satisfaire la curiosité qu'il avoit de connoître par lui-même un prince qui s'étoit acquis une grande réputation d'éloquence & de bravoure , qualités brillantes , dont le roi se piquoit également.

Froissard.
Chron. MS.
du roi Jean.
Spizil. cont.
de Nang.
Matth. Villani,

Pierre de Luzignan roi de Chypre avoit succédé à Hugues son pere. Il s'étoit déjà signalé par plusieurs exploits contre les infidèles , & venoit récemment, assisté du secours des chevaliers hospitaliers , d'enlever à ces ennemis du nom chrétien la ville de Satalie : c'est l'Attalie des anciens , située dans la Pamphilie , province

qui fait aujourd'hui partie de la Carmanie. Ce prince n'arriva que le 29 mars de l'année 1362, le mercredi de la semaine sainte. Valdemar III roi de Danemarc s'y trouva dans le même tems : il venoit mettre sa personne & ses états sous la protection du saint siège. Valdemar étoit pere de Marguerite, princesse dont le courage honora son sexe : elle réunit les trois couronnes de Suede, de Danemarc & de Norvege, & mérita d'être appelée la Semiramis du Nord. Le vendredi saint les trois rois assisterent au service célébré par sa sainteté. Urbain prononça un discours pathétique dans lequel il exposa le déplorable état des chrétiens orientaux : après le sermon le roi de France déclara publiquement le dessein qu'il avoit conçu depuis quelque tems d'acquiescer, en prenant la croix, le vœu que Philippe de Valois son pere avoit fait : il ajouta qu'il avoit jusqu'alors tenu sa résolution secrète, attendant que l'occasion se présentât de la faire éclater. Il supplia en même-tems le pape de confirmer ce pieux projet, ce que le souverain pontife lui accorda sur le champ en lui donnant la marque des croisés. Le

ANN. 1362.

ANN. 1362. cardinal de Perigord, les comtes d'Artois, d'Eu, de Dammartin & de Tancarville, les maréchaux Dandreghean & de Boucicault, le grand-prieur de France, tous les seigneurs & chevaliers de la suite du roi se croisèrent en même-tems. Le lendemain le pape fit expédier une bulle adressée au roi Jean par laquelle il le constituoit chef de cette entreprise, & nommoit en même-tems le cardinal de Perigord légat du S. Siège à l'armée des croisés. On fixa le tems du départ à deux années, pendant lesquelles on devoit faire les préparatifs nécessaires. Le roi de Chypre partit ensuite d'Avignon pour aller solliciter les princes de la chrétienté de seconder l'effort commun qu'on se dispoisoit à tenter. Le fruit que les fidèles d'Asie recueillirent de ce projet fut de voir appesantir leurs chaînes. Les Sarrasins informés de l'armement qu'on préparoit, en prirent occasion de tourmenter les chrétiens d'Egypte & de Syrie, qu'ils avoient jusqu'alors traités avec assez de ménagement : c'est du moins ce que l'on doit conjecturer de la liberté dont usa Pierre Thomas nonce du pape, qui en revenant de Cons-

Constantinople passa par Jerusalem qui pour lors étoit sous la domination des infidèles. Ce nonce enflammé d'un zèle apostolique prêcha publiquement dans la ville, & se retira sans être inquiété. Il est bien vrai que le sultan d'Egypte fit trancher la tête à l'Emir de Jerusalem, pour le punir d'avoir souffert cet attentat contre son autorité.

Tandis que le roi de France cherchoit à divertir l'ennui qui le devoit, par des projets aussi déplacés qu'impraticables, & dont l'exécution eût achevé la ruine du royaume, le roi d'Angleterre toujours attentif à profiter des circonstances s'appliquoit encore à tirer de nouveaux avantages de la triste situation de la France. Le duc d'Orléans frere du roi, les ducs d'Anjou, de Berry & le duc de Bourbon supportoient impatiemment leur éloignement de leur patrie, malgré la liberté dont ils jouissoient, en qualité d'ôtages, à Londres. Edouard leur proposa de les laisser partir à des conditions dures à la vérité, mais que le désir de revoir la France leur fit accepter. Sans rien diminuer de la rigueur des loix pres-

 ANN. 1362.

Traité à
Londres pour
la liberté des
princes du
sang.

Rym. aff.
publ. tom. 3.
part. 2. pag.
71. & 72.

 ANN. 1362.

crites par le traité de Bretigny, le monarque Anglois exigea que pour la sûreté de la délivrance qui lui devoit être faite des seigneuries de Gaure & de Belleville, ces princes lui fissent remettre avant que d'être élargis, les châteaux de Chifec, de Melle, de Cointay & de Villeneuve, ainsi que toutes les terres possédées par le duc d'Orléans en Poitou & en Xaintonge, avec la châellenie de Beaurayn en Ponthieu. Moyennant ce transport le roi d'Angleterre consentoit au départ de ces princes, mais avec cette restriction qu'en cas qu'on manquât de lui remettre au tems marqué les seigneuries de Belleville & de Gaure, ils seroient obligés de retourner à Londres se constituer en ôtage, & que cependant les terres & seigneuries remises en nantissement lui demeureroient en propriété sans préjudice de ses autres prétentions. Il n'étoit gueres possible de dresser le plan d'un traité plus abusif, & il n'y a qu'un excès d'ambition qui ait pu aveugler le monarque Anglois jusqu'au point de n'en pas reconnoître l'injustice. Il fit plus : il n'eut pas de honte de convenir par ce même traité

qu'il n'avoit point exécuté à l'égard de la France, l'article le seul intéressant de la paix de Bretigny : il voulut que les princes s'obligeassent de faire en sorte que le roi renoncât aux réclamations qu'il étoit en droit de faire au sujet de l'inexécution du traité par lequel le roi d'Angleterre devoit faire évacuer les places à ses frais, condition qu'il avouoit n'avoir pas été remplie de sa part. En conséquence de ce projet les princes furent conduits à Calais.

ANN. 1362.

Ce traité entre le roi d'Angleterre & les princes du sang avoit été ménagé pendant le voyage d'Avignon : ce fut-là que le roi le reçut & le confirma. Cependant il l'envoya au dauphin son fils aîné & son lieutenant pendant son absence. Le prince ayant communiqué cet accord à la cour des pairs, & pris l'avis des prélats, seigneurs & gens de son conseil, représenta au roi son pere qu'il n'étoit pas possible d'accepter un traité si préjudiciable, dans lequel tout l'avantage étoit pour le roi d'Angleterre sans qu'il en revînt d'autre bien à la France que la liberté momentanée des princes auxquels elle auroit déjà dû être ren-

ANN. 1363.

ANN. 1363.

Rym. alt.
pub. tom. 3.
part. 1. pag.
93.

Le roi forme le dessein de repasser à Londres.

Froissard.

due, puisque les conditions essentielles du traité de Bretigny étoient accomplies de la part du roi. Ce refus rompit le traité : le duc d'Anjou plus impatient que le duc de Berry son frere & que le duc d'Orléans, partit sans avoir obtenu congé d'Edouard & ne revint plus. Il se rendit à Paris où il déclara devant le duc de Normandie & les notables assemblés au palais, que lorsque le roi seroit informé, ainsi que le public, de la cause de son évasion, il étoit certain qu'on approuveroit sa retraite : on n'a jamais su quelle étoit cette cause. Le roi d'Angleterre eut beau le réclamer, il ne voulut jamais retourner en ôtage, quoique le duc de Normandie eût blâmé sa conduite, & que le roi son père l'eût vivement sollicité de réparer ce manque de parole.

Le roi fut extrêmement sensible à la faute qu'avoit commise le duc d'Anjou. Délicat sur l'honneur plus qu'aucun prince de son tems, il résolut de réparer l'évasion de son fils en se remettant lui-même entre les mains d'Edouard ; car à quel autre motif peut-on attribuer son retour en Angleterre ? *Il vouloit, disoit-il, excuser son*

Fils le duc d'Anjou. Ce remède violent n'étoit pas assurément dicté par la prudence, mais il étoit bien digne de la franchise & de la générosité du roi. Ceux qui ont voulu deshonorer la mémoire de ce prince en rapportant qu'il repassa en Angleterre pour satisfaire l'amour qu'il avoit conçu pour une dame de cette isle, se sont autorisés d'une expression équivoque du moine continuateur de Nangis, qui dit que le roi retourna à Londres pour se divertir, *causâ joci*. Sur cette idée ils ont imaginé un roman. La comtesse de Salisbury avoit été célèbre pour sa beauté : Edouard l'aimoit, le roi de France en étoit aussi devenu amoureux, & pour satisfaire cette belle passion, il avoit formé le dessein de se remettre au pouvoir de son rival. C'est ainsi que l'imposture & la rémérité attaquent les réputations les plus respectables, en forgeant des anecdotes aussi ridicules qu'odieuses. Toutes les représentations qu'on put faire au roi pour le détourner de son voyage de Londres ne furent point capables de l'ébranler. A son retour d'Avignon il revint par Montpellier & visita une partie du Languedoc. II

ANN. 1363.

ANN. 1363.

*Recueil des
ordonnances ,
vol. 4.*

*Rymer. añ.
pub. tom. 3.
part. 2. p. 80.*

*Ces lettres
sont datées de
Germigny le
6 Sept. 1363.*

confirma sur sa route les privilèges & franchises de la plûpart des villes & communautés de cette province. Ce fut pendant ce voyage qu'il jetta les fondemens d'une puissance dont l'accroissement rapide devint une source de divisions & de malheurs, offusqua l'éclat du trône, & pensa renverser la monarchie après l'avoir ébranlée par les plus violentes secousses. Il sembloit, par une fatalité inévitable, que toutes les vertus du roi ne dussent éclater qu'au dommage du royaume & à la ruine de sa posterité. Depuis la funeste journée de Maupertuis, il avoit conçu pour Philippe, le plus jeune de ses fils, un attachement qui s'étoit fortifié de jour en jour. Il est vrai que ce prince s'étoit montré digne de cette prédilection par son courage & par sa tendresse. Jean voulut le récompenser en lui donnant un appanage plus considérable que ceux qu'il avoit accordés à ses freres aînés, les ducs d'Anjou & de Berry. Philippe eut le duché & le comté de Bourgogne. Quoique le roi eût irrévocablement réuni cette province au domaine de la couronne, » cependant, dit-il, » à la requête des sujets de cette pro-

» vince & pour reconnoître le zèle
 » que Philippe son quatrième fils lui
 » a témoigné en s'exposant à la mort
 » & combattant intrépidement à ses
 » côtés à la bataille de Poitiers où ce
 » fils si cher avoit été blessé & fait
 » prisonnier avec lui ; il lui donne
 » pour lui & pour ses hoirs les duché
 » & comté de Bourgogne , pour les
 » posséder ainsi que les ducs précé-
 » dens. » Par ces mêmes lettres le roi
 déclare son fils premier pair de France,
 & cette prérogative ne dut pas être
 une des moindres causes de la jalousie
 de ses freres , prérogative cependant
 dont il ne jouit pleinement & sans
 contradiction que plusieurs années
 après l'octroi qui lui en avoit été fait.
 Les ducs d'Aquitaine & de Norman-
 die avoient jusqu'alors précédé en
 plusieurs occasions les ducs de Bour-
 gogne comme pairs de France. Ce
 fait est remarquable en ce qu'il prouve
 que l'autorité royale peut en quelque
 sorte changer la nature des choses en
 donnant à une institution nouvelle la
 priorité des tems sur de plus anciennes.
 C'est l'observation d'un de nos plus
 judicieux modernes. Il se rencontrera

ANN. 1302.

Nouvel abrégé
 gé chronolog.
 de M. le pré-
 sident Hé-
 naut. T. 1.
 p. 302.

ANN. 1363.

Etats d'Amiens.

Trésor des Chartres reg.

91. pièce 130.

Reg. A. du parlem. fol.

53.

Recueil des ordonnances,

T. 3. p. 646.

dans la suite d'autres exemples de ce droit de nos monarques.

Le roi, après avoir mis le prince Philippe en possession du duché & du comté de Bourgogne, vint tenir dans Amiens une assemblée des états-généraux de la Languedoyl, tant pour régler l'imposition de l'aide destinée au payement du reste de sa rançon, qu'afin de prendre des mesures pour la réformation du royaume, & l'abolition de plusieurs abus introduits par le malheur des tems. En conséquence il fut défendu à tous les princes, seigneurs, villes & communautés d'imposer dans la suite des droits arbitraires sur les marchandises & denrées qui passaient sur les terres de leur ressort. Cette espee de vexation qui s'exerçoit dans le cœur du royaume, étoit aussi préjudiciable aux droits du roi que nuisible au commerce intérieur, qui par cette tyrannie se trouvoit intercepté à tous les passages de villes & de rivières. Il étoit facile d'augurer par les démarches du roi de Navarre, que ce prince préparoit de nouveaux troubles. Il y avoit même des commencemens d'hostilité. Cette

raison jointe à l'évacuation d'une partie des garnisons Angloises qui n'étoit pas encore faite, & aux désordres continués par les compagnies qui étoient demeurées en France, faisoit qu'on étoit obligé de se conduire comme si la guerre la plus vive eût subsisté. Aussi le roi défendit les guerres particulieres jusqu'à ce que la guerre publique cessât entièrement. Pendant les troubles qui avoient agité le royaume & principalement la capitale, il paroît que l'esprit de chicane avoit déjà fait de l'asyle des loix un dédale inextricable. Le parlement étoit surchargé de la multiplicité des affaires qui s'y portoient en premiere instance. Le roi pour remédier à cet inconvénient, ordonna que dans la suite on ne présenteroit au parlement que les causes des pairs, de quelques prélats, des chapitres & communautés religieuses, des barons, consuls & échevins des communes, les mairies domaniales, les appels des jugemens du prévôt de Paris, des sénéchaux & baillifs royaux & autres juges qui ressortissoient nuement au parlement sans juridiction intermédiaire, à moins que le roi, ou la cour n'ac-

Ann. 1365.

Reg. A. du
parlem. fol.
54.

ANN. 1363.

cordât des lettres d'évocation. Ce seul article de l'ordonnance fait connoître quelle étoit alors la nature des affaires réservées au jugement du parlement. Cette même ordonnance essaya de réprimer le luxe oratoire dont se piquoient les avocats de ce siècle. Elle leur défendit expressément de plaider plus de deux fois dans la même cause, leur enjoignant sous peine d'être punis sévèrement de se renfermer uniquement dans la question qu'ils auroient à traiter, sans charger leurs plaidoyers de répétitions, toujours inutiles, & qui semblent insulter à l'attention des magistrats, de digressions étrangères à leur objet, enfin de tout cet étalage de vaines déclamations & de verbiage frivole dont le moindre inconvénient est la perte d'un tems trop précieux pour l'employer à satisfaire la vanité de l'orateur : *& afin que la science expérimentée des avocats soit mieux connue de la cour, tels sont les termes de l'ordonnance, & qu'ils soient de plus en plus animés à écrire bien, succinctement & essentiellement, ils mettront dans la suite leurs noms & leurs surnoms en fin des mémoires & écritures qu'ils composeront pour leurs cliens.* H

n'étoit gueres possible d'apporter des précautions plus sages pour prévenir l'abus qu'on peut faire du talent de la parole, si la manie de faire parade d'une éloquence déplacée n'étoit pas un défaut incorrigible. C'est à cette ordonnance qu'on peut rapporter l'origine de l'usage introduit pour l'ordre des avocats, qui les oblige de signer leurs écritures, usage qui s'est perpétué jusqu'à ce jour.

ANN. 1369.

La sûreté de la ville de Paris exigeoit une attention particuliere. Les désordres qui s'y commettoient journellement provenoient de la négligence de ceux à qui l'inspection du guet avoit été commise. De toute ancienneté un certain nombre de bourgeois tirés des corps de métiers veilloit pendant la nuit dans les différens quartiers de la ville. Deux inspecteurs avoient la charge de faire remplir ce service en avertissant chaque communauté d'artisans du jour qu'elles devoient fournir le nombre de gardes nécessaires. Ces inspecteurs étoient appelés *clercs du guet*. Dans la suite les rois ajouterent à cette garde bourgeoise vingt sergens à cheval & vingt-six sergens à pied, sous la conduite

Reglement pour le guet de Paris.

Recueil des ordonnances, vol. 3. p. 668. Livre rouge du châtelet, p. 39.

d'un officier appelé le chevalier du guet. Ces clercs ou inspecteurs du guet pendant les troubles civils dispensèrent à prix d'argent les bourgeois du service qu'ils devoient, & la prévarication fut poussée si loin que non-seulement les gens de métier avoient discontinué absolument de *monter leurs gardes*, mais la négligence du devoir avoit gagné jusqu'aux fergens à cheval & à pied, quoique payés par le roi. Les deux clercs du guet furent cassés, & leurs offices donnés à deux notaires du châtelel, chargés de rétablir l'ordre pour la garde de la ville conformément à l'ancien usage. Voici de quelle maniere cette partie de notre ancienne police s'exécutoit. L'hiver, à l'entrée de la nuit, & pendant l'été à l'heure du couvre-feu, qu'on sonnoit à Notre-Dame à sept heures du soir, les gens de métier nommés pour faire la garde cette nuit-là se présentoient devant le châtelel. Les clercs du guet faisoient l'appel & les distribuoiensuivre dans les quartiers où ils étoient obligés de se tenir éveillés & armés jusqu'au point du jour, que celui qui faisoit sentinelle au châtelel sonnoit de la trompette, signal

qu'on appelloit *guette cornée*. Cependant le chevalier du guet à la tête des sergens tant à cheval qu'à pied, faisoit sa ronde dans Paris, visitoit tous les postes occupés par le guet bourgeois, & ne se retiroit pareillement que lorsque le jour paroissoit.

Cette ordonnance pour la police de la capitale fut le dernier acte important de souveraineté que le roi exerça dans ses états qu'il se préparoit à quitter, malgré tous les efforts qu'on tenta pour le retenir. Il se rendit peu de tems après à Boulogne où il s'embarqua pour l'Angleterre, ayant reçu précédemment un sauf-conduit d'Edouard. Jean fut reçu avec tous les honneurs convenables à la majesté d'un grand roi. Il vit le monarque Anglois à sa belle maison d'Altem, située à quelques milles de Londres. Les différens corps de cette capitale vinrent au-devant de lui, & le conduisirent jusqu'à l'hôtel de Savoye qu'on avoit préparé pour le recevoir. Les rois d'Ecosse & de Chypre étoient pour lors à Londres. Edouard eut la satisfaction de réunir dans le même tems trois têtes couronnées à sa cour.

ANN. 1363.

Le roi passe
en Angleter-
re.

*Rym. aff.
pub. tom. 3.
p. 2.*

*Froissard.
Chron. MS.
du roi Jean.*

Ann. 1363. Il les traita avec une magnificence vraiment royale. Les sujets secondoient à l'envi le goût de leur souverain. Le maire de Londres au nom de la ville donna une fête pompeuse aux quatre rois. La somptuosité d'un simple bourgeois peut donner une idée de l'opulence qui regnoit alors en Angleterre. Un marchand de vin eut l'honneur d'inviter chez lui les rois de France, d'Angleterre, d'Ecosse & de Chypre, & de donner un repas splendide à ces princes, ainsi qu'à tous les seigneurs & gens de leur suite.

Rap. Thoy. T. 3. p. 234. La roi de Navarre se dispose à faire la guerre. Quel qu'ait été le motif du voyage du roi, il seroit difficile de le justifier. Jamais sa présence n'avoit été plus nécessaire. Depuis long-tems différens avis annonçoient les mauvaises intentions du Navarrois. Plusieurs seigneurs de Gascogne, quoique soumis au prince de Galles par la paix de Bretigny, conservant toujours leur ancien attachement pour la France, avoient mandé au roi que Charle le Mauvais armoit dans ses états de Navarre. On avoit intercepté des lettres de ce prince adressées à ses vassaux de Normandie, par lesquelles il les assuroit qu'il se

rendroit incessamment dans cette province. Jean de Grailly Captal^a de Buch s'avancoit avec la qualité de lieutenant du roi de Navarre. Il engagea au service de ce prince plusieurs des compagnies : après avoir traversé le Bordelois & le Poitou, il entra dans la Touraine prenant la route de la Normandie lui & ses gens. Ils se vantaient publiquement qu'ils alloient faire la guerre au roi de France. Les compagnies qui étoient restées dans le Languedoc avoient arboré les armes du roi de Navarre, & commençoient déjà les hostilités en son nom. L'irruption fut suspendue par la maladie du Captal, pendant laquelle une partie de ses troupes se débanderent ; mais le roi de Navarre n'en poursuivoit pas moins vivement l'exécution

 ANN. 1369.

^a Le titre de Captal avoit été anciennement affecté à quelques-uns des plus illustres seigneurs d'Aquitaine. Il paroît qu'originellement il étoit équivalent à celui de comte, & désignoit même une supériorité, ainsi que l'annonce la signification du mot *Capitalis*, chef principal. Cette dignité personnelle d'abord, ainsi que toutes les autres, devint dans la suite attachée aux familles, & aux terres qu'elles possédoient. Dans le tems des premiers ducs d'Aquitaine, il y avoit plusieurs Captals, mais ce titre apparemment négligé fut remplacé par d'autres, en sorte que vers la quatorzième siècle on ne connoissoit déjà plus que deux Captals, celui de *Buch* & celui de *Trene*. *Vid. Gloss. du Gange ad verb. Capitalis.*

ANN. 1363. de ses projets. Afin même de marquer plus ouvertement sa rupture avec la France, il fit peindre sur ses enseignes les armes de France écartelées de celles de Navarre, en supprimant de ces armes la marque qui servoit à distinguer les branches cadettes de la branche aînée de la maison royale^a. Le roi avoit négligé, malgré tant d'indices, de se mettre en état de réprimer les desseins de Charles, se flatant toujours que ce prince n'en viendrait jamais jusqu'à l'exécution.

ANN. 1364. Le duc de Normandie, lieutenant général du royaume en l'absence du roi son père, ne vit pas avec la même sécurité les démarches du Navarrois. Il assembla le conseil, par l'avis duquel il chargea Jean de Châlons comte d'Auxerre, & Bertrand du Guesclin, d'attaquer les places du roi de Navarre en Normandie. Du Guesclin s'empara de la ville de Mante qu'il prit par

Guerre en Normandie.

*Froissard.
Spicil. cont.
de Nang.
Chron. MS.*

^a Les armes des princes d'Evreux rois de Navarre, étoient semées de France à la branche componnée d'argent & de gueules, écartellées de Navarre, de gueules au rais d'escarboucle pommelée d'or. Le roi de Navarre avoit retranché de ces armes la branche componnée, ce qui sembloit annoncer une prétention à la couronne de France. *Hist. genealogiq. de la maison de France, tom. 1. pag. 284.*

stratagème ; il mit ensuite le siège devant le château qui étoit fortifié , & l'emporta d'assaut après une longue & vigoureuse défense. Il y eut un grand carnage. On fit prisonniers plusieurs Parisiens attachés depuis long-tems au roi de Navarre ; on en conduisit vingt-huit à Paris où ils furent décapités. La prise de Meulan suivit de près celle de Mante. Cette conquête assurait la navigation de la Seine au-dessous de Paris.

Le jour même que Bertrand du Guesclin se rendit maître de Mante , le 8 Avril de l'année 1364 , le roi qui depuis quelque tems étoit malade à Londres , termina par sa mort les malheurs de son regne. Ce seroit une entreprise superflue que de s'attacher à réfuter la fable avancée par quelques écrivains Anglois : il suffira de la rapporter pour en faire sentir le ridicule. Ces historiens assurent que le roi au lit de la mort fit inviter Edouard de le venir trouver , & lui demanda humblement pardon de lui avoir retenu injustement la couronne de France jusqu'au traité de Brétigny , grace que le monarque Anglois lui accorda sans réserve. Ils ajoutent que le roi de

Mort du

roi.

Ibid.

Rap. Thoy.

Barues.

AN. N. 1364.

France confessa de plus qu'il faisoit secrètement ramasser dans Londres l'or le plus fin de l'Angleterre ^a, qu'il envoyoit en France réduit en lingots, ainsi que des armes & des flèches. Edouard qui avoit passé légèrement sur le prétendu rapt de la couronne, n'entendit pas raillerie sur l'article de l'or, qu'il fit arrêter, dit-on, ainsi que les armes. Il faut en vérité pousser le zèle de la patrie jusqu'au fanatisme pour avancer de pareilles absurdités.

Caractère
de ce prince.

Jean étoit âgé de 45 ans lorsqu'il mourut ^b. On ne peut trop fortement représenter aux rois que celui qui peut tout ce qu'il veut ne doit jamais vou-

^a Edouard sans doute avoit découvert le grand secret de la transmutation des métaux par le moyen des deux Chymistes qui parurent en Angleterre sous son regne. Ces deux prétendus adeptes se nommoient Jean le Roux, & Guillaume d'Albi. Sur les premières nouvelles rapportées au roi qu'on avoit découvert dans ses états deux possesseurs de la pierre philosophale, il fit expédier des ordres à tous les officiers de son royaume pour s'assurer de la personne des deux artistes, & pour les conduire sûrement à Londres. La suite des monumens Anglois ne nous apprend pas ce que devint cette affaire. Ceux qui prétendent que l'Alchimie n'est pas une science vaine, peuvent ajouter les noms de ces deux philosophes au catalogue de leurs sages. Ils verront avec satisfaction dans les actes de Rymer, qu'on rapporta à Edouard, qu'ils avoient fait de l'argent, & qu'ils en faisoient même actuellement. *Vid. Rymer. æd. pub. tom. 2. p. 3. fol. 24.*

^b Il paroît que presque tous nos historiens se sont trompés sur l'âge de Jean II, lorsqu'ils ont assuré que

loir se venger : récompenser ou punir , voilà ses droits dont il ne peut abuser qu'à sa honte & pour le malheur du genre humain. Jean se laissa dominer par la colere : cette passion offusqua les lumieres de son esprit. Formé pour tout autre rang que celui qu'il occupa , il eût été peut-être un grand homme , il ne fut pas un grand roi. Généreux , sincere , libéral , amateur des lettres , de la justice , de la piété , fidèle à sa parole , brave jusqu'à l'héroïsme , constant dans l'amitié ; mais implacable dans sa haine , sacrifiant tout à sa vengeance , toujours entraîné par les accès de son impétuosité il commit des fautes irréparables. L'adversité fit en lui un changement surprenant. Il ne fut plus le même prince depuis que vaincu & fait prisonnier il lutta seul contre la fortune qui l'accabloit. Toute la dureté de son carac-

ANN. 1364.

ce prince ne monta sur le trône que dans sa quarante & unième année. Voici quelles sont les raisons qui ont déterminé à préférer l'opinion adoptée dans cette histoire. En 1328 Philippe de Valois mit Jean son fils entre les mains des hommes , & lui donna pour gouverneur Bernard de Moreuil. *Spicil. tom. 2. pag. 716. rap. au 8. vol. de cette hist. p. 251.* Jean, quoique fils unique alors , ne fut marié que quatre années après en 1332 , ainsi que le marque le continuateur de Nangis. Ces faits sont d'accord avec le sentiment du Pape Anselme , suivant lequel Jean naquit en 1319.

ANN. 1364.

tere disparut : il ne lui resta plus de cette inflexibilité d'ame, qu'un courage invincible éprouvé par les revers. Il sçut alors pardonner : on le vit lorsque Paris rentra sous son obéissance, écrire aux habitans avec la bonté d'un pere qui excuse ses enfans : il défendit qu'on usât de rigueur. L'humanité avoit repris ses droits sur un cœur aveuglé par la flatterie ; il reconnut ses erreurs, & par une espece de prodige, il se concilia dans le malheur l'amour de ses peuples, l'estime & le respect de ses ennemis. Au reste, il faut convenir que l'indocilité de ses sujets contribua autant que son imprudence aux calamités publiques. Ils avoient besoin aussi-bien que leur souverain d'être instruits par l'infortune. Jean aima les lettres & les cultiva lui-même : il anima les sçavans par la protection & les récompenses qu'il leur accorda. Il avoit fait traduire en françois une grande partie de la bible & plusieurs autres ouvrages de piété. Son goût pour les bons auteurs latins lui fit désirer d'avoir leurs productions en notre langue. On lui doit la plus ancienne traduction que nous connoissons des *Decades*

*Mém. de
litt. vol. 17.*

écrites de Tite-Live, que Pierre Bercheure prier de S. Eloy entreprit par ses ordres. Cette traduction fut bien-tôt suivie de celles de Salluste, de Lucain, des commentaires de César. Les poëtes & les orateurs de l'ancienne Rome devenus plus communs excitèrent notre émulation, & préparèrent la renaissance des lettres négligées en France depuis long-tems. La littérature de ce siècle mérite d'occuper un article à part. Réservez ce détail pour le regne de Charles V, qui témoigna encore plus de zèle que son pere pour l'honneur des sciences & des arts.

Edouard fut sincèrement affligé de la mort du roi : il donna des larmes à la perte de ce prince pour lequel il avoit conçu la plus tendre amitié. On lui rendit à Londres les devoirs funébres avec toute la pompe & tout l'appareil qu'on auroit pu employer pour les souverains de la nation. Son service fut célébré dans l'église de S. Paul : quatre mille torches & un pareil nombre de cierges éclairaient le temple. On présenta, suivant l'usage, quantité de chevaux couverts de housses aux armes de France : ces che-

Ann. 1364. vaux étoient conduits par autant de chevaliers. Après que le monarque Anglois se fut acquitté des tristes devoirs que sa générosité consacroit à la mémoire d'un prince long-tems son rival & devenu son ami , accompagné des princes & seigneurs , tant Anglois que François , qui se trouvoient à Londres , il conduisit le corps du feu roi jusqu'au rivage , où on l'embarqua pour le transporter en France. Il fut d'abord déposé à l'abbaye Saint Antoine-des-champs près Paris ; & lorsque tout fut prêt pour les obseques , les enfans de France , les princes du sang , le roi de Chypre qui pour lors étoit à Paris , le clergé de la ville & les cours souveraines allerent le chercher à l'abbaye. Il fut apporté à l'église de Notre-Dame par les gens du parlement ; *si comme accoutumé avoit été des autres rois , pour ce qu'ils représentent la personne du roi ou fait de justice , qui est le principal membre de sa couronne , par lequel le roi régne & a seigneurie.* Le dimanche 5 mai , le service fut célébré à la cathédrale , & le lendemain le corps fut transféré à Saint Denis dans le même ordre qu'il avoit été apporté à Notre-Dame. Il fut

*Chron. MS.
du roi Jean,
N^o. 9652. fol.
84. R^o.*

inhumé auprès du grand autel de l'abbaye^a. Après le service le nouveau roi vint dans la cour du cloître ; & là appuyé contre un figuier , il reçut les hommages des pairs & des seigneurs François présens à cette cérémonie.

ANN. 1364.

Jean I, ou si l'on compte au nombre de nos rois le fils de Louis X, qui régna cinq jours, Jean II eut de son premier mariage avec Bonne de Bohême quatre fils ; Charles qui lui succéda, Louis duc d'Anjou, Jean duc de Berri, & Philippe duc de Bourgogne ; & quatre filles, Jeanne reine de Navarre, Marie duchesse de Bar, Isabelle, épouse de Galeas Visconti, & Marguerite, religieuse à Poissy.

Enfans du roi Jean.

Ce fut sous le regne du roi Jean que les comtes de Bar commencèrent à prendre le titre de ducs : Robert fut le premier. On ne sçait à qui, de Charles IV empereur, ou du roi de France, attribuer cette érection. Un sçavant académicien a prétendu que le roi de France en 1355 érigea le

Erection incertaine du comté de Bar en duché.

Réflex. sur l'érection du duché de Bar, par M. Bonnamy.

Mém. de litt. tom. 20. p. 474.

^a En préparant le caveau où il fut déposé, on trouva plusieurs anneaux enrichis de pierres précieuses, & une couronne d'or d'un poids considérable sans inscription & sans vestige d'aucun corps de souverain auquel ces ornemens eussent pu appartenir. *Spicil. cons. de Nang. sub anno 1364.*

Ann. 1364. comté de Bar en duché-pairie, fondé sur ce que la partie du Barrois, dans laquelle est située la ville de Bar-le-Duc, relevoit de la couronne de France. Cette présomption est forte : elle prouve le droit, mais elle ne détruit pas le témoignage d'un chroniqueur du quatorzième siècle, qui marque précisément que Charles IV vint à Metz^a, où il conféra le titre de duc au comte de Bar. Charles IV qui aimoit toutes les actions d'apparat, & toujours avide d'exercer des actes de souveraineté, même hors des limites de sa domination, peut bien avoir oublié le droit du roi de France pour faire un duc. C'étoit sa passion dominante, contre laquelle on prit des précautions lorsqu'il vint en France. Cet empereur aimoit si fort à représenter, qu'il s'arrêta pendant les fêtes de Noël à Cambrai, parce que les *Augustes* d'Occident avoient droit d'y chanter la septième leçon des matines, revêtus des ornemens impériaux. Au reste peut-

^a *Mil trois cens cinquante & trois
Vint de Bohême à Metz un roi :
En séjournant dans son repaire
Fit duc le comte de Bair.*

Chron. en vers composée par un chanoine
de Metz.

être le comte de Bar s'arrogea-t-il le titre de duc de sa propre autorité. Sa qualité de beau-frère de Charles roi de France , & d'allié de l'empereur , empêcha ces princes de s'y opposer pendant leurs regnes. L'usage prévalut ensuite , & tint lieu à ses successeurs de titre légitime.

ANN. 1364.

Sous le regne de Jean , l'Europe fut témoin d'un de ces événemens qui par leur singularité méritent d'être insérés dans toutes les histoires. On vit renouveler l'exemple de l'atroce sévérité des Spartiates , qui condamnerent Agis à la mort. Marin Falieri , doge de Venise , accusé d'avoir conspiré contre la république , fut jugé par le conseil suprême , & décapité publiquement. En 1355 , peu de tems auparavant , Nicolas Gabrini , dit Rienzi , Romain de la plus basse naissance , après s'être élevé par son éloquence & sa hardiesse jusqu'à la souveraineté de Rome sous le titre de tribun , chassé ensuite , livré au pape Clement VI , qui le retint prisonnier dans Avignon , renvoyé à Rome par Innocent VI , où il fut reçu comme un libérateur de sa patrie , eut enfin le sort de ses pareils : il fut massacré dans une émeute popu-

ANN. 1364.

laire. Cet homme singulier affectoit toute la hauteur de l'ancienne Rome, dont il prétendoit rétablir la splendeur, citant les princes à comparoître devant lui comme empereur de l'univers : il prenoit pour titres Nicolas, chevalier, candidat du S. Esprit, sévère & clément, libérateur de Rome, zéléateur de l'Italie, l'amour du monde, tribun, auguste. Né avec l'éloquence & l'audace des Gracques, sans avoir leurs vertus, il fut comme eux l'idole passagère & la victime de l'inconstance des Romains.

Exemption
de peage en
faveur du
parlement.

Registre A.
du parlement,
fol. 13. r.
Ibid. v.
Recueil des
ordonnances.

L'opinion commune attribuée au roi Jean le privilège par lequel tous les membres du parlement étoient affranchis des droits de péage pour leurs vivres, « afin qu'étant libres de tous » obstacles & empêchemens, ils ne » soient occupés que du soin de don- » ner au roi des preuves de leur atta- » chement à sa personne, & de leur » zèle pour le bien de l'état ». Cette déclaration n'accordoit pas à la cour une exemption nouvelle : par des lettres de l'année précédente 1352, il est expressément marqué que le chancelier, le parlement, la chambre des comptes, les gens du roi, les trésor-

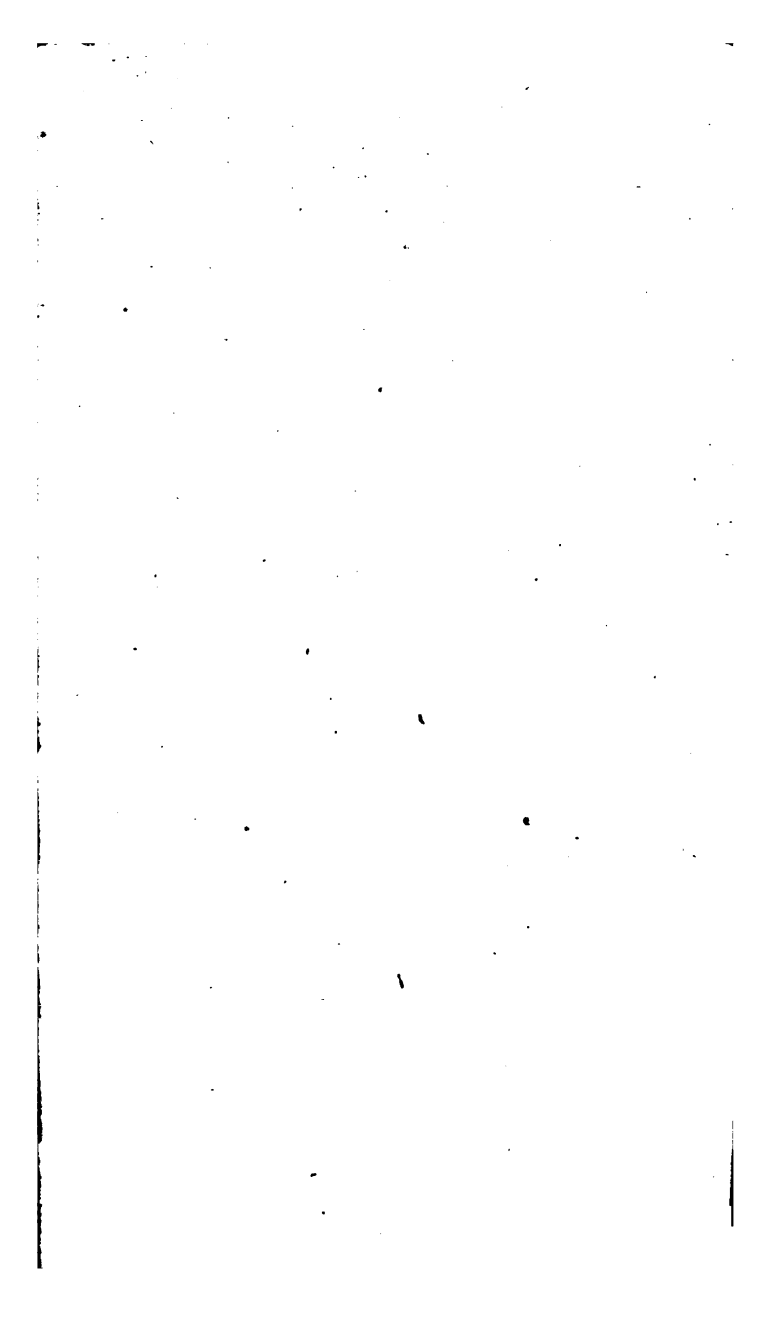
riers de France & les secrétaires du roi jouissoient depuis un tems immémorial d'une exemption entiere de tous droits de péage , de tonlieu , de coutume , de chaussée , de travers , & généralement d'exaction quelconque pour les bleds , grains , vins , animaux , bois , & autres provisions nécessaires pour leurs maisons. Les lettres qui furent données pour les maintenir dans la jouissance de cette franchise , menaçoient en même-tems les receveurs qui les troubleroient , d'être chassés de leurs emplois , & punis exemplairement. Les plaintes de Simon de Buffy premier président , & de Jacques d'Adelaincourt , conseiller au parlement , contre les exacteurs des ponts de Mante & de Meulan , donnerent lieu à ce renouvellement des anciennes immunités de la magistrature.

ANN. 1346.

Fin du neuvième Volume;

ERRATA.

- Page 14. lig. 6. peu avantageuses, *lisez*, désavanta-
geuses.
P. 61. lig. 20. de dix-huit ans, *lis*. de huit ans.
P. 134. lig. 23. même peuple, *lis*. menu peuple, *ita-*
lique.
P. 152. lig. 23. Mannemans, *lis*. Mainemars.
P. 190. lig. 9. Pampadour, *lis*. Pompadour.
P. 231. lig. 5. trouver le roi, *lis*. député vers le roi.
P. 309. lig. 13. suspendre ; faire oublier, *lis*. suspen-
dre & faire oublier.
P. 311. lig. 24. Callet, *lis*. Caillet.
P. 321. lig. 8. du Buch, *lis*. de Buch.
P. 344. lig. 13. séducteurs, *lis*. séductions.
P. 355. lig. 22. desquels, *lis*. desquelles.
P. 448. lig. 1. on peut le pardonner, *ajoutez*, à l'ex-
cès.
P. 523. lig. 9. la Normandie lui & ses gens. *lisez*, Ses
gens se vantoient, &c.



111

30

